

L'OLP remise en selle à Alger

M. Arafat a toutes les raisons d'être satisfait du résultat du sommet extraordinaire de la Ligue arabe réuni à Alger consacré au soutien à apporter à l'intifada dans les territoires occupés : les dirigeants arabes ont non seulement confirmé l'OLP en tant que porte-étendard des Palestiniens, mais ont également assuré le triomphe de ses thèses dans le monde arabe. Pratiquement ignorés, il y a six mois, par le sommet d'Amman, l'OLP voit à nouveau consacré son rôle de « seul et légitime représentant du peuple palestinien pour conduire la lutte jusqu'à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant ».

La victoire de M. Arafat a été facile. Faute de contestation, la question palestinienne, thème principal du sommet, n'a pas fait l'objet de grandes négociations. Tout s'est passé comme si, venus pour une cause qu'ils ne peuvent avoir l'air de négliger, les dirigeants du monde arabe estimaient avoir fait leur devoir.

Les chefs de l'OLP, sûrs de leurs positions, n'ont pas pour leur part cherché à faire monter les enchères. Ils savent que leur victoire est surtout due au soulèvement en Cisjordanie et à Gaza, qui vient d'entrer dans son septième mois et qui leur a apporté une véritable bouffée d'oxygène.

Les Palestiniens des territoires occupés se sont d'ailleurs rappelés à leur souvenir en marquant cette date par une grève générale et des manifestations sporadiques. Le message était double : signaler à l'intention d'Israël que le retour au calme n'est nullement acquis, et inciter les participants à la réunion d'Alger à « donner une issue politique » au soulèvement.

Ce message semble avoir été partiellement entendu à Alger. Tout en entérinant les thèses maximalistes de M. Arafat, les pays arabes n'ont pas fermé la porte des négociations. Ils ont entretenu à cet effet un flou savant autour des modalités d'une éventuelle conférence internationale sur le Proche-Orient. De même ont-ils tenu à ménager les Américains en s'abstenant de condamner explicitement le plan Shultz.

Il s'agit là d'une concession faite aux modérés dans le but d'obtenir un consensus arabe, l'ensemble des résolutions adoptées par le sommet sous-tendant à l'évidence à un rejet pur et simple du plan américain. En réalité, tout semble indiquer que, dans le contexte du nouveau dialogue Reagan-Gorbatchev, les dirigeants arabes ont estimé qu'une position commune qui ne rejeterait pas formellement les efforts de Washington donnerait plus de poids à la cause palestinienne et isolerait encore davantage Israël.

(Lire page 3 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX.)

M 0147 - 0611 0 - 4,50 F



3790147004500 06110

Un article alarmiste de la « Pravda »

Les tensions nationalistes s'aggravent au Caucase

Les conflits de nationalité s'aggravent au Caucase. Pour la première fois, la « Pravda » a reconnu, le vendredi 10 juin, que les autorités ne contrôlent pas la situation dans le Haut-Karabakh, cette région de l'Azerbaïdjan à majorité arménienne est totalement paralysée par un mouvement de grève observé depuis trois semaines pour obtenir le rattachement à la République d'Arménie. Les troubles durent depuis plusieurs mois à Soumgaït comme à Erivan.

MOSCOU de notre correspondant

Sous contrôle relatif depuis deux mois, les tensions nationalistes du Caucase sont à nouveau entrées dans une phase de crise ouverte - et cela à dix-huit jours de l'ouverture de la conférence du parti au cours de laquelle devraient être confirmées les orientations réformistes de M. Gorbatchev.

Rompant soudainement le silence complet qu'observait la presse depuis la mi-avril sur la situation dans la région, la Pravda de vendredi 10 juin révèle en effet que le Haut-Karabakh est totalement paralysé, depuis trois semaines, par une nouvelle grève générale et que « les organisa-

tions du parti n'y dominent plus la situation ».

Inhabituellement neutre et factuel - au regard en tout cas des normes soviétiques, - le reportage que publie l'organe du comité central décrit en fait une situation quasi insurrectionnelle. Non seulement la grève touche l'ensemble des grandes villes de cette région autonome d'Azerbaïdjan dont l'écrasante majorité de la population est arménienne, mais meetings et manifestations s'y succèdent également en permanence. « soigneusement organisés », affirme la Pravda, par le Krunk, l'organisation qui réclame le rattachement du Haut-Karabakh à l'Arménie.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Un numéro exceptionnel du « Monde »

le lundi 13 juin (daté mardi 14 juin)

En vente dès 12 h 30 à Paris

Avec les résultats complets du second tour 88 pages

Trois personnages, trois scénarios

Marseille est devenu le symbole de ce second tour des élections législatives. C'est, en effet, du comportement des électeurs du Front national que dépend la future majorité parlementaire. Or, l'impact de l'accord conclu dans les Bouches-du-Rhône entre le Front national et l'URC est difficilement mesurable.

Cette alliance peut permettre soit de faciliter les reports de voix d'extrême droite vers la droite, soit de décourager une partie du centre droit et de favoriser par conséquent les socialistes. C'est

sur ce dernier schéma qu'a fonctionné l'élection présidentielle. Les dirigeants socialistes tentent de recommencer l'opération.

Ils ont fait de cette « alliance honteuse », de ce « déshonneur » leur thème unique de campagne. Et M. Mitterrand ne s'est pas privé d'en faire autant dans son intervention devant le conseil des ministres.

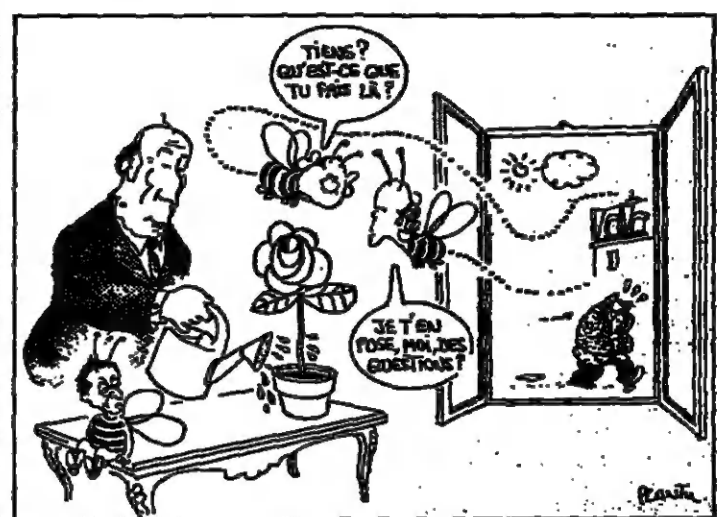
Mais ils ne sont pas assurés cette fois du succès. Car l'accord de Marseille, qui déborde et de

loin les limites de la ville, est de nature à reconforter un électoral d'extrême droite qui se sentait mis au ban de la société politique.

Ainsi légitimé par le comportement de l'URC, le FN peut entraîner, avec des conséquences de vote favorable à la droite, une part plus importante de son électoral que lors de l'élection présidentielle.

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHONEAU.

(Lire la suite page 8.)



La fin de la campagne pour le second tour des élections législatives

- M. Giscard d'Estaing prône la cohabitation
- M. Mitterrand veut une « majorité de progrès »

Les deux camps gardent espoir pour le second tour des législatives. M. Rocard estime que « le premier tour est porteur d'une majorité absolue » pour les socialistes et leurs alliés. Pour M. Giscard d'Estaing, qui a prôné à son tour l'« ouverture », au cours d'une conférence de presse le vendredi 10 juin, les Français devraient confirmer une préférence pour la majorité sortante. Jeudi, à TF1, M. Mitterrand a souhaité une « majorité de progrès » aussi large que possible.

Affrontements à Séoul

Les étudiants sud-coréens manifestent pour la réunification.

PAGE 6

Le rapprochement israélo-soviétique

M. Shamir et les charmes du « gorbatchévisme ».

PAGE 4

La situation des pays industriels

Un « bulletin de santé » relativement satisfaisant de l'OCDE.

PAGE 26

Pollution en Touraine

Deux cent mille personnes privées d'eau courante.

PAGE 14

Le Monde

SANS VISA

Un Coup de foudre sur New-York et un entretien avec le maire de la ville. « La table », Jean.

Pages 15 à 18

Le sommaire complet se trouve en page 32

Les surprises de la restructuration industrielle

Le syndicaliste devenu licencié

Quand l'entreprise va mal, faut-il se battre pour conserver les emplois condamnés ou, au contraire, retrouver ses manches pour reclasser, ailleurs, des volontaires pour le départ? Dans une usine proche de Rouen, un syndicaliste CGT a choisi la deuxième solution. « Licencié », il a finalement mené à bien une mission à haut risque.

ROUEN de notre envoyé spécial

Impériales, ses moustaches évoquent un François-Joseph au visage poupin qui arborerait les lunettes écrites de l'intellectuel fin de siècle. Volubile, volontiers rieur, toujours prêt à joindre le geste à la parole, Christian Gering, quarante-deux ans, a passé plus de vingt années chez Tréficable-Pirelli à Amfreville-la-Mivoie (Seine-Maritime), où il était syndicaliste. Il est aujourd'hui responsable d'un ambitieux programme de formation et se trouve bien dans sa peau.

Mais cela n'a pas toujours été le cas. Pendant d'interminables mois, de la fin 1986 à la mi-1987, Christian Gering a vécu une expérience redoutable, une aventure à

la fois professionnelle et humaine. Après avoir été le dirigeant syndical - CGT - le plus en vue de son entreprise, il est devenu l'homme qui a organisé les départs de sureffectifs. A l'attente de reconversion installée pour la circonstance, il a mené les opérations de « déclassement » (le Monde du 28 mai), avec un réel succès. Dix-huit salariés, tous volontaires, ont été reclassés dans un autre emploi ou ont créé leur entreprise, avec son aide.

Aux yeux de certains, pourtant, il apparaissait alors comme le licencié, le complice de la direction, celui que ses anciens camarades traitaient de « salaud » et de « vendu » au plus fort de la crise. En pleine période de déprime, au tout début, il lui a aussi fallu intervenir pour convaincre d'arrêter une grève d'une semaine, mal engagée de part et d'autre. Bref, il s'est attelé à une sale besogne et s'en montre, rétrospectivement, plutôt fier. « Ça a été l'époque la plus exaltante de ma vie, affirme-t-il, un brin provocateur. Je suis prêt à le refaire, ailleurs. Chez Tréficable... Je ne sais pas. »

Heureusement, il n'est pas le seul à porter un jugement positif sur un moment aussi troublé. M. Pierre Perrin, responsable des relations humaines dans cette

usine de quatre cent quarante personnes, se félicite des résultats obtenus avec l'apport d'une collaboration aussi « atypique ». « Il a réussi quelque chose d'exceptionnel, dit-il. On a rapidement évité des conflits inutiles, et le climat social, aujourd'hui, n'est pas si mauvais grâce à l'effort de formation que M. Gering conduit, dans la suite logique. »

ALAIN LEBEAUE.

(Lire la suite page 28.)

SPORTS

L'actualité sportive va faire concurrence encore une fois à l'actualité politique en ce week-end électoral. Le football va en effet prendre le relais du tennis sur le petit écran avec, d'une part, le samedi 11 juin, la finale de la Coupe de France Sochaux-Metz et, d'autre part, le coup d'étoile, vendredi 10 juin, en RFA, du championnat d'Europe des nations. A cette occasion, les services de sécurité sont mobilisés pour éviter des débordements de supporters britanniques ou néerlandais.

Les amateurs de sports mécaniques auront le choix pour leur part entre la 58^e édition des 24 Heures du Mans (départée par Mercedes), le Grand Prix de formule 1 du Canada et le Grand Prix motocycliste d'Autriche.

(Lire nos Informations page 19.)

الصحف العالمية

Débats

MARSEILLE

Réplique aux donneurs de leçons

par JEAN-MARIE BENOIST (*)

LES exclamations scandalisées des ténors socialistes à propos du « désistement » de certains candidats de l'URC marseillaise ne sont pas de mise, et rappellent par leur exagération (« déshonneur ! », « ville sinistrée ! ») la parabole de la paille et de la poutre. Lorsque l'on prétend donner ainsi des leçons de morale à la droite modérée, il faudrait être pur et sans tâche. Or les socialistes ne le sont point, puisque devant l'ampleur de leur rarefaction manifestée par le scrutin du 5 juin, ils en sont réduits à refaire alliance avec leurs anciens partenaires communistes par le jeu de désistements réciproques pudiquement baptisés « discipline républicaine ».

Les donneurs de leçons, apparaissant vêtus de noir au III^e acte de la pièce, oublient trop facilement que leur chef, le président Mitterrand, pour se faire élire en 1981, avait eu besoin de toutes les voix communistes et qu'il avait fait entrer au gouvernement quatre ministres du parti totalitaire, qu'il a gardés de 1981 à 1984.

Cette alliance avait quelque chose de profondément immoral pour tous ceux qui, à gauche ou à droite, savent quelle est la nature du régime d'oppression au service duquel se sont mis depuis toujours M. Marchais et les siens. Nous sommes quelques-uns, à droite comme à gauche, à garder en mémoire les éloges vibrants prononcés par le secrétaire général du PCF sur « l'action civilisatrice de l'armée soviétique en Afghanistan » luttant « contre des bandits islamiques fanatiques et rétrogrades ». Le million de morts de la résistance afghane, les innombrables blessés et les enfants estropiés à vie par les bombes « antipersonnel » de l'armée rouge pèsent lourd dans notre appréciation du communisme. Il est scandaleux que l'alliance des socialistes et de François Mitterrand avec ceux qui cautionnent et qui cautionnent encore cette barbarie ne fasse l'objet d'aucune inculpation, d'aucune réprobation ! Que Bernard Kouchner, de Médecins du monde, accepte en se désistant de faire élire un député communiste ne gène d'autant plus que les accords de désistement PC-PS font l'objet d'un accord national tacite permettant aux amis de l'armée rouge et de Jaruzelski d'entrer nombreux au Palais-Bourbon.

Je fus un des premiers (voir le Monde du 25 septembre 1987) à dire l'effroi et l'indignation que m'a

causés la phrase de M. Le Pen sur le « détail de l'histoire ». La complaisance de cet énoncé avec les thèses révisionnistes inspira à toute une série d'hommes de cœur les mêmes commentaires, que mon propos concluait ainsi : « Aujourd'hui, aucun homme de bonne volonté ne laissera se reformer le silence. Nous criérons la vérité. »

PS-PC : alliance coupable

Mais nous avons aussi le devoir de la crier à propos de l'oppression communiste et du meurtre de millions d'Afghans défendant l'indépendance de leur patrie ! L'alliance PC-PS est une alliance coupable qui nous oblige à démasquer l'hypocrisie des indignations à sens unique.

Si nous allons au-delà de la polémique confinée à Marseille, nous devons rappeler quelques vérités de bon sens : d'abord, les 15 % de nos compatriotes qui ont donné leur voix à M. Le Pen le 24 avril sont loin d'être des fascistes ou des racistes. Nombre d'entre eux, sans doute, ne partagent pas les vues de M. Le Pen sur l'extermination des juifs. Les instituts de sondage, les commentateurs politiques nous ont révélé que, bien souvent, ces femmes et ces hommes qui ont voté Le Pen souffraient d'un double syndrome d'exclusion et d'angoisse : rejetés dans des banlieues difficiles à vivre, dans des conditions socio-culturelles auxquelles ils n'étaient pas préparés, frustrés dans leur effort et leur travail quotidien, ils ont vu leurs écoles, leurs quartiers perdre peu à peu leur identité, et leur vote Le Pen fut, au premier tour de la présidentielle, un vote d'angoisse et d'exaspération.

Car la seconde exclusion qui les frappait était d'ordre moral : depuis des années, depuis surtout que les socialistes apprentis sorciers avaient, par la proportionnelle, donné toutes ses chances parlementaires au vote Le Pen, ces mêmes électeurs et électrices se voyaient ostracisés par les belles âmes de la gauche « égarée » et de la droite contrainte qui les traitaient de pestiférés... Leur vote Le Pen au premier tour de la présidentielle fut un appel désespéré ; beaucoup d'entre eux, dès le second tour, revinrent à gauche et, même, au premier tour des législatives votèrent à nouveau communistes !

Deuxième vérité de bon sens : il serait absurde, dans une démocratie,

qu'un courant national et conservateur, qui dispose le 5 juin de 9,5 % des voix, n'obtienne aucun siège au Parlement, alors que le parti des totalitaires, avec 11 % des voix peut, grâce en particulier aux désistements socialistes, espérer 10 sièges au moins. Les docteurs de morale de la gauche préfèrent-ils voir la rue devenir le théâtre de l'expression de ces desperados ?

Troisième vérité d'évidence : les socialistes et leur chef ont joué avec le feu entre 1981 et 1986 et en 1988 en faisant passer de 1 % du corps électoral à 15 % la mouvance lepéniste, grâce à un dosage bien construit d'apparitions médiatiques et de légitimation parlementaire par la proportionnelle. Que les arroseurs arrosés se taisent donc aujourd'hui...

Pour assécher un pouvoir sans partage, concentrant entre ses mains l'exécutif et le législatif, François Mitterrand ne sut pas résister à la tentation de réinterpréter à son profit le mot malheureux d'André Malraux qui, un jour, marqua la tentation d'hégémonie gaullienne : « Entre les communistes et nous, il n'y a rien ! » La partition mitterrandienne de cet air-là voulut être celle-ci : « Entre le Front national et nous, il n'y aura plus rien ! »

Une droite démocratique et libérale

Cette démesure qui grise le chef de l'Etat doit être contrecarrée. Entre un Parti socialiste anéanti par sa propre mauvaise gestion, et Le Pen, la logique de la démocratie et le respect du suffrage universel veulent qu'il y ait « quelque chose », et les électeurs, dans leur sagesse, ont commencé de l'indiquer le 5 juin. Et ce « quelque chose », c'est une droite démocratique et libérale, celle que Jacques Chirac a incarnée avec panache tout au long de sa campagne.

Respectueuse des droits de l'homme et de la liberté individuelle dans les libertés, cette droite est avant tout confiante dans la société civile et dans la personne individuelle. Elle est conservatrice au sens du grand parti conservateur britannique, celui de Disraeli, de Churchill et de Maggie Thatcher, car elle demeure fidèle aux valeurs de la patrie, de la tradition, des coutumes,

(*) Philosophe, écrivain.

de ce que Jean-Paul Dollé appela un jour « l'odeur de la France ».

Elle est progressiste, car elle croit à l'initiative et à la responsabilité des individus et à la légitime jouissance des fruits de leur travail sans interférence tracassière de l'Etat. Elle est fidèle aux alliances et à la sécurité de la France et de l'Europe reposant sur la dissuasion nucléaire et, articulant dans sa culture le respect des droits et de l'Etat de droit ainsi que du marché, elle constitue l'alliance moderne de la tradition qui fait le sel de la vie, la fidélité, et l'imagination de l'avenir. Cette droite est plus que jamais nécessaire pour l'équilibre de la démocratie ; elle se situe à une gauche un peu lente à effectuer son Bad Godesberg, mais en bonne voie tout de même, si l'on écoute Rocard, Fabius ou Christian Piret, la DDL, la droite démocratique et libérale, constituée le second pilier vivant de l'architecture démocratique, car il faut ces deux piliers pour que l'alternance joue et que les choix soient réels entre deux visions du monde, deux cultures qui ne s'équivalent pas, mais qui ont et auront de plus en plus à se respecter mutuellement.

Dans son dessein confusionniste et créateur d'amalgame, François Mitterrand a parié sur le gris, le neutre, l'indistinct. Il a tenté de faire croire à la France qu'elle était un gros centre mou où tout se vaut ; mais le centrisme est une entité inexistante. Si la gauche de bonne foi, et elle existe ! veut voir un jour régresser l'extrémisme des deux bords, ce n'est pas par la couverture mouillée du centre qu'il faut passer. Au contraire, dans une tolérance mutuelle, au nom des valeurs constitutionnelles partagées, la gauche et la droite doivent marquer leurs différences afin de rendre sa liberté à l'électeur.

La renaissance d'une droite conservatrice, démocratique et libérale passe par la reconnaissance de l'importance primordiale de la culture des idées. Nous sommes quelques-uns, depuis dix ans, à l'avoir comprise et nous sommes satisfaits de ce renouveau conservateur-libéral. A la classe politique dans son ensemble d'en saisir la portée et de travailler à l'épanouissement de ce courant. C'est à ce prix que, débarrassés enfin des extrémismes, nous devinons enfin une démocratie bipartite reposant sur deux piliers sains et non sur la base ambiguë de la pyramide mitterrandienne, qui relativise et amalgame tout dans une confusion dégradante.

« Ouverture » et droits de l'homme

par YVES JOUFFA (*)

MALGRÉ les abondants commentaires suscités par l'hypothèse de l'ouverture, une question — pourtant essentielle — reste posée : peut-elle contribuer à faire progresser les libertés ?

Tout d'abord, elle doit exclure ceux et celles qui ont pris des positions, défendu des options incompatibles avec les choix de la gauche en ce qui concerne les droits de l'homme, les libertés publiques et individuelles, le statut des minorités et notamment des étrangers.

A cet égard, certains noms qui ont été avancés ont de quoi faire frémir. Sans l'exprimer aussi vigoureusement que M. Pasqua, des pseudo-libéraux ont trop manifesté leur accord avec certaines « valeurs » de Le Pen pour être acceptés par nous. Mais même ceux-là exclus, que veut-on demander aux autres ?

Sont-ils d'accord pour abroger la loi Pasqua-Pandraud sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers, qui a pratiquement supprimé toutes les garanties dont ceux-ci bénéficiaient dans leurs rapports avec l'administration, à commencer par la garantie judiciaire ?

Sont-ils d'accord pour renoncer à toute remise en cause du droit de sol, comme mode d'acquisition automatique de la nationalité française, conformément à la tradition républicaine, comme l'avait estimé le conseil d'Etat lorsque le projet scélérat de l'ancienne majorité lui avait été soumis ?

Sont-ils d'accord pour renoncer au véritable détournement de la loi que constitue l'emploi abusif de la notion d'urgence absolue pour expulser les étrangers ?

Sont-ils d'accord pour le respect strict du droit d'asile, en conformité avec les conventions internationales auxquelles la France a adhéré ?

Sont-ils d'accord pour rejeter toutes mesures discriminatoires vis-à-vis des immigrés en

matière de prestations sociales ?

Sont-ils d'accord pour la reconnaissance du droit de vote des étrangers ayant une certaine durée de séjour, aux élections locales, car, comme je l'ai déjà dit, l'état supposé de l'opinion publique ne saurait justifier que soit reportée sine die cette réforme essentielle pour la lutte contre le racisme, l'intégration des immigrés et l'approfondissement de la démocratie ?

Sont-ils d'accord pour que toute la vérité soit faite sur les événements d'Orléans et pour qu'on sorte enfin, en Nouvelle-Calédonie, des impasses sanglantes d'une politique coloniale ?

Sont-ils d'accord enfin pour défendre et promouvoir les droits dans tous les domaines, en particulier dans l'entreprise, mais aussi à l'armée, etc., sans faire rater un département ministériel particulier, pour ne pas renouveler la désastreuse expérience du gouvernement Chirac.

Si la réponse à ces différentes interrogations est positive, les droits de l'homme en sortiraient renforcés.

Mais si l'ouverture signifie la renonciation par la nouvelle majorité présidentielle à appliquer les mesures qu'elle soutient autrefois dans le domaine des libertés, alors force sera de constater que l'ouverture consiste à s'aligner plus ou moins sur ceux qu'on veut accueillir.

Et la Ligue des droits de l'homme, dans le plein exercice d'une indépendance à laquelle elle n'a jamais renoncé au cours de son histoire, appellera les citoyens à exiger le respect de leurs principes par les vainqueurs qu'elle a soutenus.

Je veux croire, jusqu'à preuve du contraire, que nous n'aurons pas à en arriver là.

(*) Président de la Ligue des droits de l'homme.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Société civile
Principaux associés de la société : « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wauters
Rédacteur en chef : Daniel Veruet
Correspondant en chef : Claude Sala.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 286 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration
Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE TUNISIE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois 6 mois 9 mois 1 an

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EUROPE

Les socialismes en question

par ALFRED GROSSER

Le sens du mot socialisme n'a jamais été univoque. Aujourd'hui, ceux qui s'appellent eux-mêmes socialistes sont particulièrement incertains de leur identité et de l'image qu'ils ont intérêt à en donner. A l'Ouest, le parti français n'en est plus à croire, comme en 1981, que son électeur, plus restreint que prévu, aurait succombé aux charmes d'une idéologie née de la tradition. Le SPD allemand a reculé la date du congrès qui doit voir adoptée une nouvelle charte programmatique : le contenu en est de plus en plus en discussion. Le Labour aimerait savoir quelle inspiration nouvelle pourrait le rendre de nouveau attrayant pour la majorité du peuple britannique.

A l'Est, M. Gorbatchev vient certes de déclarer : « Nous sommes de plus en plus convaincus de notre choix socialiste et nous ne concevons pas le développement de notre pays hors du socialisme. » Mais de quel socialisme s'agit-il ? Naguère, la conception de l'économie en était une donnée essentielle. Aujourd'hui, le flottement sur la politique économique n'est même plus dissimulé. Et les tentatives de réorientation ne sont pas les mêmes à Moscou qu'à Berlin-Est, à Pékin qu'à Budapest. L'unité du socialisme soviétique ? La petite Estonie vient d'acquiescer une sorte d'autonomie de gestion. Les affrontements entre tendances s'étalent dans des débats publics d'un type nouveau. Les rejets populaires de l'endoctrinement dissimulés. Ainsi, le chancelier Kohl a-t-il pu se faire applaudir partout où il s'est promené au cours de son récent séjour improvisé, privé et décontracté en

République démocratique allemande.

Face aux évolutions à l'Est, les souhaits et les espoirs occidentaux sont eux-mêmes incertains. Si le socialisme de Jaruzelski s'assouplit, celui de Walesa pourra s'épanouir davantage, mais la menace d'effondrement de Jaruzelski que cet épanouissement comporterait ne contraindrait-elle pas à un nouveau durcissement, à moins que ne s'installe une anarchie dangereuse pour tous, lourde d'un risque d'intervention de l'URSS, à son tour durcie par cette intervention ?

Mais nous savons très bien ce que nous appelons un progrès à l'Est et quels critères de jugement nous utiliserions pour considérer comme décisive une transformation aujourd'hui encore improbable. Que le socialisme de l'autre côté du mur qui traverse l'Allemagne renonce au monopole : monopole de la représentation du peuple par le parti — unique ou hégémonique — et du parti par ses chefs ; monopole de la définition et de l'expression de la vérité par le pouvoir ; monopole de la direction de la représentation des groupes sociaux par le parti.

La difficulté, pour les socialistes occidentaux, c'est que l'instauration d'un pluralisme institutionnalisé, le respect de la sphère du privé, la laïcité idéologique de l'Etat n'ont rien de spécifique au socialisme. Souhaiter qu'à l'Est le socialisme s'ouvre à la liberté, ce n'est pas encore définir son propre socialisme. Sauf évidemment pour rappeler aux anti-socialistes primaires que libéralisme politique et socialisme non

seulement ne sont pas incompatibles, mais ont été associés, imbriqués à des moments décisifs. Ainsi le 23 mars 1933, lorsque tous les partis favorables à la pure économie de marché ont abdicqué au Reichstag entre les mains de Hitler, l'autorisant à abolir les droits et libertés fondamentaux, tandis que seul le SPD disait non « au nom du socialisme et de la liberté ».

Les nouvelles convergences ne facilitent pas non plus les choses, particulièrement en France. Comme les sociaux-démocrates allemands, naguère méprisés pour leurs compromissions, le PS s'est rallié à l'économie de marché, tandis que, comme la démocratie chrétienne allemande, la droite ultralibérale de 1986 s'est ralliée dès son arrivée au pouvoir à des notions peu compatibles avec la doctrine pure et dure. La justice sociale, « la solidarité entre tous les Français... la priorité de la formation et de la culture », la sécurité sociale, le soutien aux chômeurs, les caisses nationales de retraite et le poids de l'éducation nationale, sont présents dans le bref programme de l'URC.

Trois vitesses

Le socialisme comme défense des « petits » contre les « gros », comme lutte contre les « privilégiés » au nom des « déshérités » ? Assurément, mais à condition d'accepter de procéder à de difficiles révisions catégorielles. Les pilotes d'Air Inter ne sont pas des petits dont le droit de grève doit être illimité, sous prétexte qu'ils sont salariés, et les kinésithé-

rapes, sacrifiés à l'automne dernier par les médecins pour qu'il y ait amélioration des honoraires de ces derniers, ne sont pas des gros parce qu'exerçant une profession libérale. Quant aux plus déshérités, qui ne prétendent aujourd'hui se soucier d'eux en les considérant comme des exclus à sortir de leur exclusion ?

Mais, précisément, c'est ici que les socialistes pourraient mieux marquer leur originalité. En France, comme dans d'autres pays occidentaux, en particulier au Portugal, il s'agit de sortir des catégories, des régions entières, d'un véritable état de sous-développement. Nos sociétés ne sont pas à deux vitesses, mais à trois.

Entre les participants de la prospérité et les laissés-pour-compte souvent de plus en plus nombreux, il y a tous ceux qui croient pour que les seconds rejoignent les premiers ou, du moins, pour que l'écart ne se creuse pas davantage. Enseignants et travailleurs sociaux, employés municipaux convaincus de leur utilité, et personnels de maisons de retraite, ils sont considérés comme indispensables et en même temps ils sont méprisés par les chasseurs de hauts salaires. Ils devraient constituer l'ossature d'un socialisme à la fois conscient des réalités sociales et désireux de les transformer. Il est malheureusement à craindre que, comme en 1981, les puissants nationaux et locaux du Parti socialiste ne laissent guère de place à cette catégorie intermédiaire et se précipitent à la poursuite de privilèges individuels qui sont en principe incompatibles avec l'inspiration dont ils se réclament.

Etranger

La session de printemps de l'OTAN

Les ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique jugent positifs les changements à l'Est

MADRID de notre envoyé spécial

Les ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique, qui tenaient, jeudi 9 et vendredi 10 juin, leur session de printemps à Madrid, ont essayé de prendre la mesure de ce qui est en train de se passer en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est. Un large tour d'horizon, où M. Roland Dumas a décelé « des avantages de nuances, de différences d'éclairage que de divergences ».

Tous ont souligné la diversité des évolutions d'un pays à l'autre. Le dialogue doit donc être développé avec chacun des pays de l'Est, pris séparément. Il est important, de surcroît, de ne pas limiter les contacts aux affaires politiques, mais de les étendre aux problèmes économiques et culturels. Un programme et une méthode qui coïncident tout à fait avec la démarche française, traditionnellement hostile à une approche de bloc à bloc.

Malgré les références traditionnelles à l'indispensable prudence, l'évaluation globale des événements à l'Est a été largement favorable, plus sans doute que lors des précédentes réunions atlantiques. M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre allemand, a été largement approuvé lorsqu'il a conclu qu'il était raisonnable de tabler sur d'autres développements positifs en URSS et que, après tout, le dialogue engagé avec Moscou avait déjà porté ses fruits depuis la signature du traité sur les euromissiles jusqu'à un départ des troupes d'Afghanistan.

Les négociations sur les armes conventionnelles. C'est vrai aussi en matière de droits de l'homme, même si le changement ne s'appuie pas sur une base légale, et qu'il convient, par conséquent, de rester vigilant. En résumé, les Seize se félicitent de la politique engagée par M. Mikhail Gorbachev. Sir Geoffrey Howe s'est estimé qu'il inciter les intéressés de l'Est à la coopération, de « moins en moins ».

Jeudi après-midi, les ministres se sont entretenus de l'état des pourparlers à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Vienne. Tous souhaitent que la négociation sur la réduction des forces conventionnelles dans l'Europe commence dans les meilleurs délais.

leurs délais. C'est désormais le point central », a estimé M. Genscher. Mais plusieurs conditions doivent auparavant être remplies. La mise au point du mandat de négociation par les Seize de l'alliance et par les Sept du pacte de Varsovie progresse, mais n'est pas encore complètement achevée. Les ministres ont par ailleurs pu échanger des impressions sur les premiers comptes rendus du discours prononcé à New York par M. Chevardnadze. Le ministre soviétique des affaires étrangères a préconisé une réduction parallèle des effectifs de cinq cent mille hommes à l'Est comme à l'Ouest, ainsi que d'autres réductions qui s'opéreraient, celles-ci, de manière asymétrique. Bien que le problème d'une éventuelle négociation sur la réduction des armes nucléaires tactiques soit en principe réglé, c'est-à-dire reporté à plus tard, les réactions de certains ministres qui en parlent comme si c'était encore un sujet actuel montrent que tout n'est pas parfaitement clair.

L'an passé, les Français ont obtenu, de haute lutte, que les négociations sur la réduction des armes conventionnelles se fassent à « vingt-trois » (les seize pays de l'OTAN et les sept du pacte de Varsovie), mais dans le cadre de la CSCE (qui rassemble trente-cinq pays). Cela veut dire qu'elles ne s'ouvrent qu'à plus tard, les réactions de certains ministres qui en parlent comme si c'était encore un sujet actuel montrent que tout n'est pas parfaitement clair.

Quant à M. Dumas il s'est interrogé devant ses partenaires de l'OTAN sur la possibilité d'un report d'une telle réunion après la tenue de la prochaine conférence générale normale de la CSCE, en 1990-1991.

En ce qui concerne les futures négociations sur les armes conventionnelles, M. Dumas a rappelé que la France tenait à ce que soit mis un terme aux négociations MBFR avant que ne s'ouvre ce nouveau forum. Quant à la ville qui devrait l'accueillir et dont le choix est l'objet d'un différend franco-américain, le ministre des affaires étrangères a déclaré que la France n'était pas a priori contre Vienne, mais que d'autres solutions étaient envisageables. Le ministre faisait allusion à Genève.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Réunion à Paris

L'Assemblée de l'UEO propose la création d'une agence européenne de recherche en matière de défense

Rendant compte, jeudi 9 juin, des travaux de l'Assemblée parlementaire de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) à Paris, M. Charles Goerens, président de cette assemblée, s'est félicité de l'activité de l'organisation au cours de l'année écoulée. A l'issue de ce bilan, il a cité en particulier l'adoption en octobre 1987 par les pays membres (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, France, Italie, RFA, Grande-Bretagne) de la plate-forme de La Haye, qui fixe leurs principes et objectifs communs en matière de sécurité.

M. Goerens a également salué la décision prise en avril dernier par le conseil de l'UEO d'ouvrir des négociations avec l'Espagne et le Portugal en vue de l'élargissement de l'organisation, la seule compétence au plan européen pour les questions de défense.

Cette décision, a souligné M. Goerens, est « une victoire de l'Assemblée ». Il a cependant constaté que des « réticences » subsistent parmi les représentants de certains de ces gouvernements et a annoncé qu'il poursuivrait ses démarches afin que les négociations sur l'adhésion soient rapidement menées à bien. Ces réticences proviennent essentiellement de la Grande-Bretagne, qui doit succéder aux Pays-Bas, en juillet, à la présidence du conseil de l'UEO.

Le gouvernement de Londres s'est représenté à l'Assemblée par le ministre adjoint au Foreign Office, M. David Mellor qui, dans son intervention, a évoqué la nécessité de réexaminer le partage des contributions au sein de l'Alliance atlantique. Sans souscrire aux reproches de certains responsables américains qui estiment insuffisante la contribution des Européens, M. Mellor a estimé qu'un effort supplémentaire devait être fait, face au renforcement « massif » du potentiel militaire soviétique.

M. Charles Goerens a pour sa part insisté sur la nécessité d'« institutionnaliser » le dialogue transatlantique, notamment en invitant des membres du Sénat et de la Chambre des représentants américains aux réunions de l'UEO, afin d'éviter les malentendus. M. Goerens a noté qu'en l'état actuel de l'ambition de l'organisation, qui est de renforcer le « pilier européen » au sein de l'Alliance, est mal perçue aux Etats-Unis et que bien des responsables américains n'approuvent les initiatives de l'UEO que lorsqu'elles portent sur des actions « hors zone », comme celle qui a consisté cette année à coordonner les interventions des forces navales des pays membres dans le Golfe.

L'autre sujet dominant des travaux de l'Assemblée a été la coopération en matière de défense, en faveur de laquelle a plaidé notamment M. Narcis Serra, ministre espagnol de la défense, qui était pour la première fois convié à s'exprimer dans ce forum. L'Assemblée a approuvé un rapport présenté par le député conservateur John Wilkinson, qui demande la création d'une agence européenne de recherche avancée en matière de défense, afin de mettre fin aux querelles dus au chevauchement des divers programmes nationaux de recherche.

L'Assemblée a d'autre part critiqué l'impuissance du conseil à mener à bien la restructuration de l'organisation. Celle-ci, qui devrait conduire à un regroupement de diverses instances de l'UEO, bute sur le différend qui oppose la France et la Grande-Bretagne quant au lieu de ce regroupement. Les Britanniques proposent Bruxelles; les Français, hostiles à une telle proximité avec le siège de l'OTAN, proposent le regroupement à Paris.

C. T.

La fin du sommet d'Alger

Les pays arabes ont laissé la porte ouverte à de futures négociations sur le conflit palestinien

ALGER de notre envoyé spécial

« C'est une victoire pour la révolution de notre peuple à l'intérieur. Les résultats sont très utiles pour notre lutte. » Visiblement satisfait, M. Yasser Arafat a dressé, jeudi soir 9 juin, un bilan plus que positif de ce quatrième sommet arabe extraordinaire, qui a terminé ses travaux tard dans la nuit. Vedette de ces assises réunies pour soutenir le soulèvement dans les territoires occupés, M. Yasser Arafat ne pouvait faire la fine bouche. Son succès n'était-il pas d'abord la réunion même de rois et chefs d'Etat - dix-sept sur vingt - même si le mérite en est largement partagé avec l'Algérie.

Sur le fond, les dirigeants arabes n'ont, en effet, guère innové, mais au moment où Américains et Soviétiques entament un nouveau dialogue, en particulier à propos des conflits régionaux, où les Etats-Unis lancent une initiative pour tenter de résoudre le conflit israélo-arabe, où la guerre de Golfe occulte dans beaucoup d'esprits arabes - la cause centrale de la Palestine », il était important pour l'OLP de se voir de nouveau confortée dans son rôle de « seul et légitime représentant du peuple palestinien, pour conduire la lutte jusqu'à l'établissement d'un Etat palestinien indépendant ».

Dans son communiqué final relatif au soulèvement du peuple palestinien, qui a fait l'objet d'une résolution à part, le sommet déclare en effet « saluer la puissante volonté qui anime le combat que mène le peuple palestinien pour libérer ses territoires occupés, exercer son droit au retour à l'autodétermination et établir son Etat indépendant sur le sol de sa patrie sous la direction de l'OLP, sa unique représentation légitime ».

Comme base de solution politique, les dirigeants arabes rappellent les précédentes résolutions adoptées au fil des sommets, notamment les principes du plan de Fâs de 1982, qui prévoyait la création d'un Etat palestinien indépendant après une période intérimaire de quelques mois pendant laquelle la Cisjordanie et Gaza passeraient sous le contrôle de l'ONU. La résolution de Fâs prévoyait aussi le droit à l'existence de tous les Etat de la région, c'est-à-dire implicitement Israël. Le communiqué final du sommet d'Alger appelle ainsi le Conseil de sécurité de l'ONU à placer les territoires palestiniens pour une période transitoire sous mandat de l'ONU, afin de protéger leurs citoyens et de garantir à son peuple palestinien « l'exercice de ses droits nationaux inaliénables ».

Les dirigeants arabes réaffirment bien sûr leur appui à la conférence internationale sous l'égide de l'ONU sur la base de la légalité et des résolutions internationales

appelant Israël à se retirer totalement de l'ensemble des territoires palestiniens et arabes occupés et garantissant les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien.

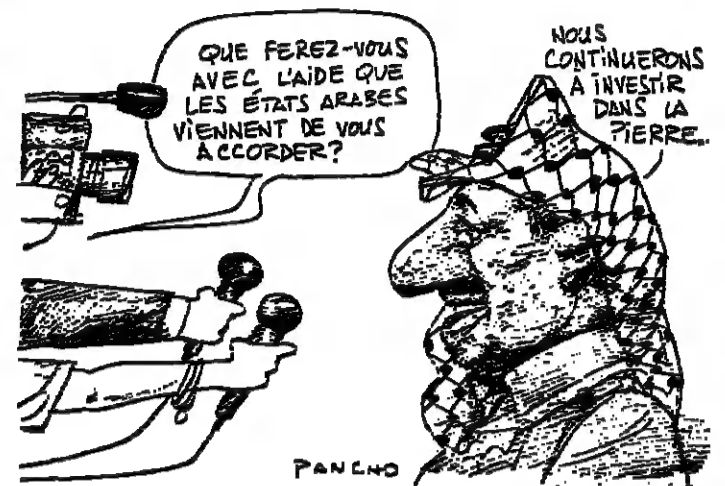
« Les participants à cette conférence devraient être - les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU et toutes les parties au conflit, y compris l'OLP, unique

efforts déployés sur la voie de l'instauration de la paix ».

En ce qui concerne l'aide directe au soulèvement proprement dit, le communiqué final reste très flou; il se contente de réaffirmer « l'engagement des participants à assurer par tous les moyens, sous toutes les formes et jusqu'à la réalisation de ses droits nationaux inaliénables, l'aide et l'assistance nécessaires au

prévus pour dix ans en faveur des pays de la confrontation lors du sommet de Bagdad en 1978.

Même si les sommes alors promises n'ont pas été totalement versées, loin de là - la Jordanie, par exemple, a touché 6 milliards de dollars sur les 12 promis et seule l'Arabie saoudite a continué de verser sa part, environ 500 millions de dollars annuels à la Syrie. - Damas comme Amman voulaient voir renouveler cette manne.



représentant du peuple palestinien, sur un pied d'égalité et avec les mêmes droits que les autres peuples ». Sur ce point, les dirigeants arabes ont plutôt suivi le réalisme du roi Hussein de Jordanie en ne présentant pas, d'une part ce qui figurait dans une première ébauche, les pouvoirs exacts de la conférence internationale, et d'autre part la forme sous laquelle se présenteront les négociateurs - délégations communes, séparées ou délégation unique? - les pays arabes se laissant ainsi une marge de manœuvre.

Les trois « non » de M. Shultz

De même, si le plan du secrétaire d'Etat américain George Shultz n'est à aucun moment évoqué explicitement, il est évident que les résolutions adoptées à Alger s'adressent aussi aux Etats-Unis. Dans sa conférence de presse, M. Arafat ne s'y est pas trompé quand il a déclaré : « Shultz a dit trois « non » : à l'autodétermination, à l'Etat palestinien indépendant, à l'OLP. La conférence a répondu par trois « oui ».

Mais si le plan Shultz a été épargné, les dirigeants arabes n'en ont pas moins tenu à « condamner » la politique américaine vis-à-vis de la question palestinienne. Le sommet, dit notamment le communiqué final, « condamne l'alignement continu des Etats-Unis sur des positions israéliennes, politique qui encourage Israël à aller de l'avant dans ses agressions et violations des droits de l'homme et entrave les

Aucune promesse ferme

Il semble cependant qu'aucune promesse ferme n'ait été faite puisque un comité a été chargé d'étudier les besoins de ces Etats avant qu'une décision interviene lors du prochain sommet ordinaire, toujours prévu à Ryad. A la demande du président Gemayel, soutenu par le colonel Kadhafi, le Liban pourrait bénéficier de ces aides éventuelles.

Le communiqué final de ce quatrième sommet extraordinaire fait d'autre part une large place à la guerre Irak-Iran, en réaffirmant la teneur des résolutions du sommet extraordinaire d'Amman en novembre 1987, qui condamnaient l'Iran. De même, après la rupture des relations diplomatiques entre Téhéran et Ryad, le sommet arabe a « exprimé son appui et son soutien aux mesures prises par l'Arabie saoudite pour organiser le pèlerinage », c'est-à-dire réduire le nombre des pèlerins iraniens.

Ce sommet aura ainsi permis, dans une certaine mesure, une clarification entre le roi Hussein et M. Yasser Arafat. Ce dernier a eu jeudi un entretien de trois heures avec le président syrien Hafez El Assad, suite de la rencontre de Damas en avril dernier. Il faudra toutefois attendre les réactions sur le terrain, et notamment dans les camps palestiniens de Beyrouth, pour savoir si un accord a pu être trouvé. La rencontre entre les présidents syrien et libanais n'a pas, semble-t-il, beaucoup débouché sur des choses et, du côté syrien comme du côté libanais, chacun minimiserait la portée de l'entretien.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Un plan indien de désarmement. - L'Inde a présenté, jeudi 9 juin, à l'ONU un plan de désarmement général. Le premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, a fait cette proposition devant la troisième session de l'Assemblée générale sur le désarmement. Le plan indien, dont l'objectif est le remplacement du traité de non-prolifération d'armes nucléaires (NPT), qui expire en 1995, propose que toutes les nations s'engagent à éliminer pas épaules toutes les armes nucléaires au plus tard en 2010, et que soient ouvertes à l'ONU des négociations en vue d'un système global de sécurité. - (AFP.)

Nouvel ambassadeur américain en Colombie. - Le président Reagan a annoncé, lundi 6 juin, la nomination, au poste d'ambassadeur en Colombie, de M. Thomas McNamara, qui était depuis 1983 directeur du département antiterroriste et antinarcotiques au Conseil national de la sécurité (NSC) de la Maison Blanche. M. McNamara, dont la nomination doit aussi être confirmée par le Sénat, était entré dans les services diplomatiques en 1965. Il a été en poste à Paris, Moscou et dans plusieurs capitales africaines. Il succède à Charles Gillespie. - (Reuters.)

Pour aller en Angleterre, le seul tunnel c'est le tunnel de St-Cloud.

Brittany Ferries

L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOITURE
TÉL. 42 96 63 25

Diplomatie

Le dégel des relations israélo-soviétiques

M. Shamir va-t-il céder aux charmes du gorbatchévisme ?

L'URSS a donné son feu vert à l'envoi à Moscou à la mi-juillet d'une équipe consultative israélienne, mais ne normalisera ses relations avec Tel-Aviv que lorsque les dirigeants israéliens accepteront le principe d'une conférence internationale de paix sur le Proche-Orient, a indiqué le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, jeudi 9 juin, à l'ONU.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Il y a quelques semaines encore, le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, était sans doute un des derniers dirigeants politiques à ne pas céder aux charmes du gorbatchévisme. Fidèle à sa manière, méfiant et soupçonneux, il disait ne pas croire à un changement de la politique de Moscou au Proche-Orient ; plus particulièrement, il ne décelait « rien de nouveau » dans l'attitude soviétique à l'égard d'Israël, avec lequel Moscou a rompu les relations diplomatiques en 1967. Les déclarations apaisantes du Kremlin ? M. Shamir ne voulait y voir que « nuances sémantiques » ; il se moquait ouvertement de la naïveté de son ministre des affaires étrangères, le travailliste Shimon Pérès, qui discerne, lui, une approche plus ouverte et réaliste de l'URSS envers l'Etat hébreu. « Ce ne sont que vagues pieux », assurait M. Shamir : « Le message de la "glasnost" est plaisant, mais il n'y a pas eu de véritable changement dans la politique soviétique. » Le premier ministre en restait à la formule qu'il avait employée il y a deux ans pour qualifier le gorbatchévisme : « Du vieux vin dans une nouvelle bouteille. »

Pourtant, l'inébranlable chef de la droite israélienne a fini, à son tour, par consentir quelques commentaires plus optimistes. Dans une interview publiée mercredi 8 juin par le *New York Times*, il donnait du « grand leader » et du « grand homme » à Mikhaïl Gorbatchev et avançait que son entretien avec le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, pouvait inaugurer une nouvelle période dans les relations entre les deux pays. Il est vrai que le

M. Chevardnadze, qui avait eu en fin de matinée un entretien de près de quatre-vingt-dix minutes avec le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, a constaté devant la presse que très peu de progrès avaient été accomplis au cours de cette rencontre pour réduire les divergences entre les deux pays sur le règlement du conflit au Proche-Orient.

secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, de retour du sommet de Moscou, venait juste de dire à M. Shamir qu'il y avait bien un changement dans la politique soviétique au Proche-Orient et que celle-ci se rapprochait des positions des Etats-Unis.

Plus concrètement, le premier ministre ne pouvait continuer à ignorer cette multitude de petits gestes soviétiques à l'égard d'Israël dont la presse rend compte jour après jour et qui, tous, témoignent, au minimum, d'un ton nouveau adopté par le Kremlin. C'est une approche prudente, progressive, mais le message ne passe pas inaperçu à Jérusalem d'autant qu'il est adressé en plein soulèvement dans les territoires occupés.

Le plus récent de ces petits gestes a trait aux relations touristiques. Pour la première fois depuis 1987, Moscou a autorisé des juifs soviétiques à venir rendre visite à leurs parents en Israël. De janvier à avril, quelque 1 400 Soviétiques, disposant d'un visa d'un à trois mois, ont séjourné en Israël. Au cours de la même période, les échanges dans le domaine culturel et universitaire se sont multipliés.

En principe, Moscou devrait dériver dans les tout prochains jours les visas attendus depuis janvier par une délégation consultative israélienne pour se rendre en URSS. Ce sera la première visite d'une délégation officielle israélienne à Moscou depuis la rupture de 1967. L'invitation avait été lancée au beau milieu de la tournée en Cisjordanie et à Gaza, mais l'attribution des visas a été retardée par suite d'un différend entre les deux parties sur la définition de la mission de la délégation israélienne. Un accord aurait été trouvé après que Jérusalem eût menacé de ne pas renouveler les

visas de la délégation consultative soviétique installée en Israël depuis l'été dernier.

L'émigration des juifs

L'émigration des juifs soviétiques — que Jérusalem pose comme une condition à la normalisation de ses relations avec Moscou — est en progrès. Quelque dix mille d'entre eux ont quitté l'URSS en 1987, pour moins de mille sur l'ensemble de l'année 1986. Le même rythme de départs est observé cette année. Près de mille cent visas de sortie ont été délivrés en avril dernier, chiffre mensuel le plus élevé depuis huit ans. Israël n'en déplore que plus amèrement que près de 90 % des juifs soviétiques autorisés à émigrer s'installent aux Etats-Unis. Jérusalem cherche actuellement à y remédier en imposant aux juifs détenteurs d'un visa pour Israël un itinéraire plus contraignant qui, via Bucarest, les conduirait par vol direct à Tel-Aviv.

Cette politique des petits gestes ou mesures de confiance — qui fut d'abord expérimentée par les satellites européens de Moscou, la Pologne et la Hongrie notamment — marque un incontestable dégel dans les relations soviéto-israéliennes. Tout se passe comme si Moscou avait décidé de renouer très progressivement avec Israël afin de revenir en force au Proche-Orient, d'y élargir ses options et, comme les Etats-Unis, d'y jouer un rôle de partenaire à part entière capable de parler aux uns comme aux autres. Cela ne peut se faire sans tenir compte des « intérêts de sécurité » d'Israël. M. Gorbatchev a publiquement déclaré le 9 avril en recevant le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat, à Moscou, et en l'exhortant à reconnaître Israël. Le

« Il est difficile de parler de résultats », a déclaré M. Chevardnadze, qui a néanmoins qualifié d'« utile » cet entretien durant lequel les deux hommes ont eu « une discussion en profondeur sur les problèmes d'intérêt commun ».

M. Shamir avait, de son côté, qualifié cette rencontre de « productive et utile ».

Sur le fond, rien n'a vraiment changé dans la position soviétique, relève M^{me} Galia Golan, universitaire israélienne, spécialiste des relations entre Moscou et Jérusalem. L'URSS, explique-t-elle, a toujours jugé que les Arabes devaient reconnaître Israël ; « ce qui est nouveau, c'est qu'elle choisisse de le dire publiquement à M. Arafat en plein soulèvement dans les territoires ».

L'URSS a toujours estimé que la sécurité d'Israël devait être garantie ; « ce qui est nouveau, c'est la formulation maintenant employée par les Soviétiques, qui est beaucoup plus équilibrée, mettant sur le même plan le droit à l'autodétermination des Palestiniens et les intérêts de sécurité d'Israël ». Enfin, l'URSS a toujours pensé qu'il lui faudrait un jour renouer avec Israël ; « ce qui est nouveau, c'est qu'elle parait aujourd'hui décidée à en payer le prix ».

Sur les moyens de relancer une négociation israélo-arabe, l'URSS s'en tient à son projet de conférence internationale avec participation de l'OLP ; dès lors qu'une telle perspective se concrétiserait, Moscou se dit prêt à reprendre de pleines et entières relations avec Israël. Le problème est que si M. Pérès (tout comme les Etats-Unis) est désireux d'aller en ce sens — avec d'importantes réserves sur le rôle imparti à la conférence et sur la représentation palestinienne, — le chef de la droite, M. Shamir, ne veut pas entendre parler. C'est un débat à trancher entre Israéliens, mais qui conditionne sans doute l'avenir des relations israélo-soviétiques.

ALAIN FRACHON.

Les négociations sur le Cambodge

Le Vietnam participera à une réunion informelle en Indonésie

Le Vietnam a accepté de participer, fin juillet, en Indonésie, à une réunion informelle sur le problème cambodgien à laquelle sont également invités le gouvernement de Phnom-Penh et les trois factions de la résistance khmère. C'est ce que M. Nguyen Co Thach, vice-premier ministre et ministre vietnamien des affaires étrangères, a déclaré, le jeudi 9 juin, à New-York, après avoir rencontré le chef de la diplomatie indonésienne, M. Alatas, puis l'ancien chef d'état-major

interarmes américain, le général Vessoy, qui s'était rendu à Hanoï, en août 1987, à la demande du président Reagan.

Cette réunion, à laquelle devraient également participer le Laos et la Thaïlande, pourrait se tenir le 25 juillet à Bogor, à une centaine de kilomètres de Djakarta. Dans une première phase, les trois factions khmères se réuniraient seules et, dans une seconde, les discussions s'élargiraient aux

« invités », à savoir le Vietnam, le Laos, l'Indonésie et la Thaïlande, ces deux derniers pays représentant l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Entre-temps, de source bien informée à Hanoï, on a appris que le retrait de cinquante mille soldats vietnamiens du Cambodge — prévu avant la fin de l'année — s'accroîtra fin juin, soit au lendemain de la prochaine session des pourparlers sino-soviétiques, qui aura lieu du 13 au 20 juin à Moscou. Cette opération devrait commencer à la veille de la conférence des ministres des affaires étrangères de l'ASEAN, début juillet à Bangkok, où sont attendus le prince Sihanouk et M. George Shultz, secrétaire d'Etat américain.

De son côté, Pékin a l'intention d'installer deux centres de contrôle aérien pour couvrir la mer de Chine, où se trouvent les îles Paracels et Spratly, que se disputent notamment la Chine et le Vietnam. D'autre part, selon un rapport de l'ONU, un million de Cambodgiens — sur sept millions d'habitants — sont menacés par la disette en raison d'une sécheresse et de l'insécurité

qui règne dans certains secteurs. La FAO a estimé à 92 000 tonnes les besoins du pays dans les sept mois à venir. Le Cambodge aurait également besoin de camions et de carburant pour acheminer ces vivres.

Le Cambodge et le Vietnam se sont, enfin, engagés à prendre des mesures pour enrayer les départs de « boat people » vietnamiens qui continuent de s'enfuir, surtout vers Hongkong et la Thaïlande, en dépit des sévères mesures prises par la colonie britannique et le royaume pour les en dissuader.

J.-C. P.

● Démence vietnamienne. — Le Vietnam a démenti, jeudi 9 juin, que onze « agents » vietnamiens aient été récemment tués ou blessés par des miliciens chinois sur la frontière sino-vietnamienne (*le Monde* du 10 juin). De source bien informée à Hanoï, on a qualifié l'information publiée par le *Quotidian du peuple* de Pékin de « pure invention mal intentionnée et non conforme à la vérité ». — (AFP.)

● Tournée européenne du dalaï-lama. — Le dalaï-lama, chef spirituel de quelque six millions de Tibétains, s'apprete à effectuer, à partir du 12 juin, une nouvelle tournée européenne qui le conduira successivement à Rome, Strasbourg, Berne, Genève et Zurich, a indiqué, le jeudi 8 juin, à Paris, M. Tachi Phuengog, le secrétaire général du Congrès de la jeunesse tibétaine. Durant son séjour à Rome, du 12 au 14 juin, le dalaï-lama rencontrera le pape Jean-Paul II. Il se rendra ensuite du 13 au 15 juin à Strasbourg, où il prononcera un discours devant le Parlement européen.



**VOTEZ SOLEIL
VOTEZ DARL'MAT**

Grande promotion "toits ouvrants"
Pose gratuite de tous modèles sur
tous véhicules par spécialiste
d'usine et cadeau d'une housse de
protection pour les démontables

Darl'mat

29, rue Frémicourt
75015 Paris

(Publicité)

**OTAGES :
LES DESSOUS
D'UNE LIBERATION**

Ce que la France a dû payer pour arracher à leurs geôliers Carton, Fontaine et Kauffman. Comment des rebondissements de dernière heure ont failli compromettre les négociations.

Dans le numéro de juin d'*Arabes en kiosques* et en librairie
78, rue Joffroy, 75017 Paris
Tél. : 46-22-34-14

Avec *Le Monde* sur Minitel

ENSTIM DOUAI, ALÈS

**GRANDES ÉCOLES
36.15 LEMONDE**

Afrique

AFRIQUE DU SUD

L'état d'urgence est reconduit pour un an

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Par un bref communiqué publié jeudi soir 9 juin, le président Pieter Botha a annoncé, à compter de vendredi zéro heure, la reconduction pour un an de l'état d'urgence. Celui-ci avait été décrété le 12 juin 1986 après avoir été appliqué sur une partie du territoire du 21 juillet 1985 au 7 mars 1986.

« Bien que des succès considérables ont été enregistrés dans la réduction de la violence et de l'agitation, a précisé le chef de l'Etat, les circonstances sont telles que les lois ordinaires du pays sont inadéquates pour permettre au gouvernement d'assurer la sécurité du public et le maintien de la loi et de l'ordre. » Le président de la République a fait remarquer qu'il était « de la responsabilité suprême du gouvernement de protéger les vies et les biens de tous les citoyens et de permettre que la vie quotidienne puisse se poursuivre sans peur, intimidation et terreur ».

Le gouvernement estime donc que la situation est loin d'être stabilisée et que les menées révolutionnaires n'ont pas été complètement réduites. Environ deux mille personnes sont toujours sous les verrous, dont près de 80 mineurs, a assuré M. Adriaan Vlok, ministre de la loi et de l'ordre. Aucun d'entre eux, selon le ministre n'a moins de seize ans, ce que conteste l'ancien dirigeant du Comité de soutien aux parents des

détenus, M. Max Coleman, organisation aujourd'hui interdite.

Un peu plus de trois mille personnes ont été détenues au cours de la deuxième année de l'état d'urgence et on estime qu'au total 30 000 ont été emprisonnés pour des périodes plus ou moins longues depuis le 12 juin 1986 dont 40 % de moins de dix-huit ans. Comme la loi l'y oblige, le gouvernement a publié à plusieurs reprises des listes de détenus ayant été incarcérés pour une durée supérieure à trente jours. Au total, 18 000 noms. En principe, les dispositions du nouveau texte sur l'état d'urgence, dont le détail devait être publié vendredi, intégreront certaines mesures prises au cours de l'année écoulée, notamment contre la liberté de la presse. Devraient également y figurer les mesures prises à l'encontre de dix-sept organisations anti-apartheid le 24 février dernier ainsi que la réduction, au strict domaine syndical, des activités du COSATU, la principale confédération noire.

Bien qu'attendu, la reconduction de l'état d'urgence intervient au lendemain de trois « journées d'action » (lire ci-dessous), lancées à partir du 6 juin par les principaux syndicats noirs, dont le COSATU. Quarante personnes ont, au total, trouvé la mort au cours de heurts liés au mouvement, bien que la police se soit abstenue de le réprimer ouvertement. Vendredi, la situation était redevenue « normale », dans le sens sud-africain du terme.

MICHEL BOLE-RICHARD.

Les journées d'action organisées par les syndicats noirs ont été un succès

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Décreté pour protester contre un projet de loi qui réduisait le droit de grève, le mouvement, en dépit d'une participation plus faible les deux derniers jours, a connu un indéniable succès et ce pour au moins deux raisons : d'abord, l'action revendicative s'est déroulée sur une longue période, ensuite, l'état d'urgence est toujours en vigueur ; ce qui interdit tout appel direct à la grève.

Les syndicats noirs ont démontré qu'ils étaient capables, dans des circonstances difficiles, de mobiliser massivement et de paralyser en partie l'économie du pays, à l'exception toutefois du secteur minier. Ce développement passera très lourd dans l'avenir. Le gouvernement tente, à travers le projet de loi contesté, de rogner les ailes des centrales syndicales, dont la force grandissante représente à ses yeux une menace pour la stabilité. Il était donc important pour le mouvement ouvrier noir de démontrer sa capacité de résistance.

En voulant interdire les grèves de solidarité et les boycottages, le régime veut en effet réduire le champ d'action du Congrès du South African Trade Unions (COSATU) et du National Council of Trade Unions (NACTU), qui apparaissent de plus en plus comme les vecteurs de revendications, en dehors de relais politiques. Bien que les pouvoirs du COSATU aient été limités, depuis le 24 février, au seul terrain syndical, ses 750 000 membres représentent actuellement la seule force en mesure de contester le gouverne-

ment blanc. Il en a administré la preuve.

Ces trois journées risquent aussi d'entraîner une détérioration des relations avec le patronat. Certes, il n'y a pas eu de licenciement massif ni de répression policière ouverte, mais le conflit à propos de ce texte de loi est loin d'être terminé. Le COSATU a demandé qu'il soit soumis à un arbitre indépendant pour désamorcer l'opposition ou non à la réglementation en vigueur dans les pays occidentaux ; comme l'affirment les chefs d'entreprise, le COSATU a également fait appel à l'Organisation mondiale du travail, et il attend une invitation en bonne et due forme du ministre de l'emploi, M. Fiechtel du Fieschi, qui s'est montré plus conciliant depuis le début de la grève, pour discuter des objections formulées.

M. B.-R.

● Cinq pendaisons. — Cinq Noirs condamnés à mort pour meurtre ont été pendus, vendredi 10 juin à l'aube, à la prison centrale de Pretoria. Un porte-parole du ministère de la justice a déclaré que deux autres Noirs qui devaient également être pendus vendredi ont obtenu, jeudi soir, de la Cour suprême de Pretoria un report de leur exécution. L'un de ces deux hommes, Paul Sibuswa, vingt-trois ans, a été, selon les mouvements anti-apartheid, condamné à la potence pour un crime « politique ». Il s'était vu infliger la peine capitale pour le meurtre, en décembre 1986, d'un Noir soupçonné d'être un informateur de la police. Des cinq pendaisons portées à soixante et onze (cinquante-cinq Noirs, quinze métis et un Blanc) le nombre des suppliciés depuis le début de l'année en Afrique du Sud, — (AFP.)

L'avancée cubaine dans le sud de l'Angola

M. Chester Crocker, négociateur américain, dénonce un « jeu dangereux »

L'Union soviétique est disposée à participer aux prochaines conversations quadripartites (Angola, Cuba, Afrique du Sud et Etats-Unis) sur l'Angola et la Namibie si les parties intéressées le souhaitent, a déclaré jeudi 9 juin l'ambassadeur d'URSS à Lisbonne, M. Valentin Kassatkin.

La prochaine rencontre, dont la date n'est pas encore fixée, devrait, selon M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, « avoir lieu dans un avenir proche ». A condition toutefois que la situation militaire dans la région ne se dégrade pas outre mesure. Or, inquiète de l'avancée des troupes cubaines dans le sud de l'Angola, en direction de la Namibie, l'Afrique du Sud pourrait juger la situation assez « sérieuse » pour boycotter le prochain round de négociation (*le Monde* du 10 juin).

L'Angop, agence de presse officielle angolaise, a d'ores et déjà accusé jeudi Pretoria de « soulever l'épouvantail d'une concentration dans le sud angolais d'un grand nombre d'effectifs militaires cubains pour essayer de retarder un accord sur l'indépendance de la Namibie ». Estimant que les Sud-Africains à dix mille hommes et quatre cents chars d'assaut, la force cubaine, selon des experts militaires

occidentaux, se situent à quinze ou vingt kilomètres de la frontière namibienne et comprendrait trois mille à cinq mille soldats, des batteries de radars et des Mig-23.

Alors qu'on continue de s'interroger sur les motifs de cette avancée vers le sud, M. Chester Crocker a mis en garde jeudi toutes les parties concernées et dénoncé le « jeu dangereux » auquel elles se livrent.

Soutenus par Washington et Pretoria, les rebelles angolais de l'UNITA, qui pourraient devenir la cible d'une éventuelle attaque cubaine, ont, de leur côté, démenti jeudi à Lisbonne avoir l'intention de transférer leur quartier général — situé à Jamba, dans le sud-est de l'Angola — vers le nord du pays, près de la frontière zairoise. Le chef de l'état-major gouvernemental angolais avait récemment accusé le Zaïre de laisser les Etats-Unis utiliser ses bases militaires pour entraver et approvisionner l'UNITA.

En visite privée à Washington, M. Mobutu Sese Seko, chef de l'Etat zairois, a été reçu jeudi par le président Reagan, et les deux hommes, tout en faisant part de leur optimisme quant à un règlement du dossier angolais, ont « joué », le chef de l'UNITA, M. Jonas Savimbi.

Amériques

NICARAGUA : après une nouvelle session de pourparlers

Le désaccord reste entier entre sandinistes et « contras »

Au troisième et dernier jour d'une nouvelle rencontre destinée à mettre au point les termes d'un cesse-le-feu définitif, le gouvernement sandiniste et les responsables de la Contra se sont séparés, jeudi 9 juin, à Managua, sur un constat d'échec à peu près total.

La Résistance nicaraguayenne (RN), organisation de la guérilla anti-sandiniste, a annoncé laconiquement, et « avec consternation », le soir même qu'aucun accord n'avait pu être conclu. Le chef politique de la délégation, M. Alfredo Cesar, a cependant assuré que les « contras » ne prendraient pas l'initiative de nouvelles offensives militaires.

Pour sa part, le général Humberto Ortega, ministre de la défense et frère du président du Nicaragua, a attribué l'échec des négociations

« aux obstructions et au sabotage » qui auraient, selon lui, été orchestrés par le gouvernement des Etats-Unis et mis en œuvre concrètement par M. Enrique Bermudez, chef militaire de la Contra et membre de la délégation anti-sandiniste.

Le gouvernement de Managua avait mis sur la table des négociations un projet de calendrier précis pour la conclusion d'un cesse-le-feu définitif, la libération des prisonniers politiques, la réintégration des combattants rebelles dans la vie civile et la discussion d'une série de nouvelles mesures de « démocratisation » internes exigées par la Contra.

De son côté, la délégation de la Résistance nicaraguayenne avait mis en avant un autre texte, contenant une liste de nouvelles demandes que les sandinistes ont jugées exorbitantes et hors de propos. « Ils se comportent comme si nous discutons de gouvernement à gouvernement », avait déclaré le général Ortega, alors qu'ils représentaient des forces irrégulières et illégales.

Selon nombre de commentateurs, la mise à l'écart de M. Adolfo Calero, qui avait dirigé la délégation rebelle lors des premières négociations, s'est traduite par la victoire de la tendance la plus dure, représentée par le chef militaire Enrique Bermudez. Ce qui devait, en mettant en relief les discussions internes de la Contra, compliquer encore un peu plus les négociations.

Les deux délégations se sont quittées sans avoir prévu de date pour une autre rencontre. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

● M^{me} Dukakis obligée de porter une minerve. — M^{me} Kitty Dukakis, épouse du candidat démocrate à l'élection présidentielle américaine, a quitté jeudi 9 juin l'hôpital général de Boston où elle avait été opérée il y a six jours d'une double hernie discale.

Elle devra porter une minerve pendant plusieurs semaines, mais les médecins l'ont assurée qu'elle pourrait l'enlever pour la convention démocrate à Atlanta.

● Un sergent reconnu coupable d'espionnage. — Une cour martiale du Maryland a reconnu, le vendredi 4 juin, coupable de tentative d'espionnage un sergent américain, Daniel Richardson, qui avait fourni des documents militaires à un agent du FBI se faisant passer pour un officier du KGB soviétique.

Daniel Richardson, quarante-deux ans, sergent de l'armée de terre décoré pour héroïsme lors de la guerre du Vietnam, a également été reconnu coupable de vol et de vente de biens gouvernementaux.

La sentence doit être rendue ultérieurement. Il risque la prison à vie. — (AFP.)

COLOMBIE

Remaniement ministériel en vue de faire face à la crise

Les treize ministres du gouvernement colombien ont remis jeudi 9 juin au président Virgilio Barco leur démission collective, au moment où le pays traverse une grave crise marquée notamment par l'enlèvement du dirigeant conservateur Alvaro Gomez Hurtado, le 29 mai dernier.

Cette démission collective était attendue depuis le retour précipité du président Barco, la semaine dernière, d'un voyage à l'étranger, voyage interrompu à la suite de l'enlèvement de M. Gomez et de la série de désordres sociaux et d'attentats provoqués par la guérilla sur une grande partie du territoire colombien. A son retour, le président avait reçu une avalanche de critiques pour la façon dont il gouverne le pays, ainsi que des appels, provenant de son propre parti (Libéral) pour la formation d'un cabinet de coalition ou de salut public.

Après la démission de ses ministres, M. Barco a proposé de faire entrer une personnalité du Parti social-conservateur dans son prochain gouvernement. Mais cette proposition ayant été refusée par la

direction de ce parti, le nouveau gouvernement comporte huit nouveaux ministres, appartenant tous au Parti libéral au pouvoir.

Confronté à une vague de violence sans précédent, le gouvernement Barco a recherché — sans succès — depuis quelques mois les moyens de parvenir à un consensus national sur une réforme profonde des institutions démocratiques sérieusement menacées.

L'enlèvement d'Alvaro Gomez Hurtado, revendiqué officiellement par le mouvement de guérilla du M 19, qui affirme qu'« il est en bonne santé », a précipité, selon les observateurs, la crise ministérielle. Après une série de démentis, le M 19 a finalement revendiqué, jeudi 14 avril, dans la région de Cali (300 kilomètres au sud-ouest de Bogota), l'enlèvement de M. Gomez Hurtado. Pour ce faire, les guérilleros ont « piraté » la deuxième chaîne de télévision et diffusé un message dans lequel le M 19 indiquait avoir sequestré le dirigeant de l'opposition mais ne donne aucun détail sur cette opération ni sur ses justifications. — (AFP.)

Asie

CORÉE DU SUD : le mouvement pour la réunification

Violents heurts à Séoul entre étudiants et policiers

Quelque dix mille étudiants sud-coréens, rassemblés vendredi 10 juin devant l'université Yonsei de Séoul, pour entreprendre une marche vers Panmunjom, dans la zone démilitarisée, en vue d'y rencontrer des étudiants nord-coréens, se sont violemment heurtés à la police qui tentait de les en empêcher. Arborant des banderoles avec des slogans « Allons vers le Nord », « Le Sud et le Nord ne font qu'un, allons à Panmunjom », les étudiants se sont heurtés à des milliers de policiers anti-émeutes qui les ont repoussés à l'aide de gaz lacrymogènes.

SÉOUL
de notre envoyé spécial

Les étudiants ont manifesté, jeudi 9 juin, devant l'université Yonsei, l'inauguration des Jeux olympiques, avec le déploiement officiel des drapeaux de tous les pays participants, devant l'hôtel de ville.

Les affrontements ont eu lieu à plusieurs kilomètres de là, autour du campus de l'université Yonsei, encerclée par les policiers anti-émeutes. Casqués et porteurs d'un masque à gaz, ils ont déboulé vers l'université au milieu de l'explosion de centaines de grenades lacrymogènes ou au poivre pour calmer l'ardeur des dizaines de milliers d'étudiants qui s'y étaient rassemblés. Les plus militants, armés de barres de fer et de cocktails Molotov, ont affronté violemment les forces de l'ordre au cours de bagarres qui ont fait des dizaines de blessés de part et d'autre.

Des affrontements ont également eu lieu dans environ soixante-dix autres campus à travers tout le pays, et des centaines de manifestants ont été arrêtés. Le but de ces manifestations était de préparer la marche — interdite par les autorités — en direction de Panmunjom, sur la zone démilitarisée, vendredi, pour y rencontrer une délégation d'étudiants venus de Pyongyang. Soixante mille policiers ont été mobilisés et tous les accès vers la zone démilitarisée bloqués par les forces de l'ordre.

Les étudiants les plus militants tentent, en effet, de se remobiliser sur le thème de la réunification du pays. Celui de la démocratisation est moins mobilisateur dès lors que se réunit une Assemblée nationale dans laquelle le parti au pouvoir est minoritaire face aux trois formations de l'opposition. Les étudiants exigent désormais le droit de dialoguer directement avec leurs camarades du Nord et reprennent à leur compte l'exigence de Pyongyang de « co-organiser » les prochains JO. Le désir de réunification de la péninsule est très fort. Les dirigeants de ces groupes militants, estimés par de bons observateurs coréens à moins de 5 % du million d'étudiants, mais qui peuvent compter sur la sympathie du tiers d'entre eux, revendiquent enfin d'être reconnus comme représentants des étudiants du pays par les autorités.

M. Kim Dae Jung, principal chef de l'opposition, avait délégué le vice-président de son Parti pour la paix et la démocratie auprès des étudiants. Mais s'il reconnaît la légitimité de revendications estudiantines, M. Kim Dae Jung s'est montré particulièrement prudent et modéré. Réunis mercredi, les « trois Kim » — les trois chefs de l'opposition, MM. Kim Dae Jung, Kim Young Sam et Kim Jong Pil — avaient demandé aux étudiants de repousser à plus tard leur projet de marche vers Panmunjom, tout en lançant au gouvernement un appel pressant à entamer le dialogue « de manière sincère et claire ». « Nous comprenons leur aspiration pure et patriotique pour l'unification nationale, mais les étudiants feraient mieux de rechercher le dialogue avec le gouvernement, les partis politiques et des personnalités de tous les bords pour trouver un consensus national sur les échanges entre Séoul et Pyongyang ».

La trêve des partis
Sortant de son mutisme, le président Roh Tae Woo a, jeudi également, tendu la main aux étudiants, en soutenant leur programme d'échanges avec le Nord. « Je considère qu'il faut faire confiance au gouvernement et qu'ils le laissent les organiser. « Le plus important, a-t-il affirmé, est de savoir comment contacter les Nordistes pour parvenir

à de bons résultats. » Le gouvernement, qui, la semaine dernière, avait autorisé la discussion libre de la question de la réunification, entend néanmoins conserver le contrôle de ce délicat dialogue. Il s'agit cependant d'un pas significatif du président Roh en direction de la seule fraction de l'opinion qui qualifie encore de force l'actuel processus de démocratisation. Néanmoins, la sincérité du gouvernement serait moins sujette à caution si des voix discordantes ne se faisaient pas entendre au sein même du Parti de la justice et de la démocratie au pouvoir. Ainsi, le porte-parole du PJD a qualifié d'« illégaux » les initiatives d'étudiants qui « ne représentent pas légitimement les étudiants du pays ».

Ce renouveau de violence intervient à un moment où les partis politiques ont conclu une sorte de trêve tacite jusqu'aux JO, qui déboutent en septembre. Tous ont intérêt à ce que le calme persiste le plus longtemps possible. D'où ces appels au calme de la part d'une opposition dont les étudiants étaient, encore l'an dernier, le fer de lance. D'autant que les « trois Kim » et le gouvernement risquent de s'affronter au Parlement sur la question de la commission d'enquête à réimposer pour étudier les accusations de corruption portées contre l'ex-président Chun Doo Hwan.

PATRICE DE BEER.
● Les Etats-Unis et la défense de la Corée du Sud. — Les Etats-Unis maintiennent leurs forces en Corée du Sud tant que subsistent les menaces d'actions militaires de la Corée du Nord, indique un communiqué conjoint américano-sud-coréen publié, jeudi 9 juin, à Séoul. Le document réitérera également que le parapluie nucléaire américain continuera à être une source de sécurité supplémentaire pour la Corée du Sud. Les délégations étaient conduites par le secrétaire américain à la défense, M. Frank Carlucci, et le ministre sud-coréen de la Défense, M. Oh Ja Bok. Notant l'existence d'une coopération militaire renforcée entre la Corée du Nord et l'URSS, M. Carlucci a promis une assistance américaine prompt et efficace en cas d'attaque de la Corée du Sud. — (AFP.)

PAKISTAN : le nouveau gouvernement

Le président Zia Ul Haq s'est entouré d'une équipe de fidèles

Alors que le président Zia Ul Haq annonçait la formation d'un gouvernement, l'ancien ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Zia Noorani, a affirmé, jeudi 9 juin, qu'il avait été brutalement congédié en raison de divergences entre lui et le chef de l'Etat à propos de l'accord signé à Genève le 14 avril sur l'Afghanistan. De son côté, tout en dénonçant les « violations » de cet accord par le Pakistan, Moscou a annoncé que le quart de son contingent militaire en Afghanistan avait déjà été rapatrié et qu'« aucune des colonnes qui ont quitté » ce pays « n'a été attaquée » en dépit « des opérations armées de l'opposition islamique ».

ISLAMABAD
de notre envoyé spécial

Le président Zia Ul Haq semble prendre un malin plaisir à surprendre son monde, surtout les Cassandre de la politique pakistanaise. Après cette sorte de coup de force constitutionnel du 29 mai par lequel il avait dissous le Parlement et renvoyé sans ménagement son premier ministre, M. Jenejo, chacun craignait un retour à la loi martiale. Ce risque n'est pas écarté, mais la première des deux promesses que le général Zia avait faites le 29 mai (la nomination d'un gouvernement intérimaire et l'organisation, ultérieurement, d'élections générales) vient d'être tenue : un cabinet de dix-huit membres a été nommé, jeudi 9 juin, à Islamabad. Sa composition n'innove guère, mais ne correspond

pas non plus à une « fermeture », encore moins à un repli sur l'armée, base du pouvoir du président Zia.

Il s'agit d'un gouvernement civil qui inclut neuf ministres de l'ancien gouvernement Jenejo, lequel, avait indiqué le chef de l'Etat, était globalement miné par la corruption et l'inefficacité. Le général Zia annonce, cette fois-ci, les fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement. Le seul ministre d'Etat est M. Muhammad Aslam Aslam Khattak, qui, tout en détenant le portefeuille de la communication, devient président du Comité de coordination provincial. M. Khattak était membre du gouvernement sortant, comme d'ailleurs MM. Malik Naseem Ahmed Ahsar (ministère de l'intérieur, des affaires du Cachemire et des régions du Nord), Chaudry Shujaat Hussain (industries) et Wasim Sajjad (justice et affaires parlementaires). Tous ces hommes sont des fidèles du président Zia.

Ce qui paraît plus significatif est la présence, dans ce nouveau cabinet, de huit ministres ayant servi sous la loi martiale. M. Zia Noorani, ancien ministre des affaires étrangères, est remplacé par un autre ancien chef de la diplomatie pakistanaise, M. Sahib Zaidi Yaqub Khan. M. Noorani, qui, depuis quarante-huit heures, fait beaucoup de déclarations critiques contre le président, semble avoir choisi, comme M. Jenejo, de se placer dans une nouvelle forme d'opposition probable dans la perspective d'élections, si celle-ci ont lieu. Un savant dosage a, par ailleurs, été opéré entre les différents provinces : cinq ministres sont originaires du Pendjab, quatre du Sind, quatre de la province du Nord-

Ouest, quatre du Balouchistan, un étant originaire de la capitale fédérale.

La majorité des ministres sont, bien sûr, membres de la Ligue musulmane, formation qui soutient le président, mais dont le chef naturel est l'ancien premier ministre, M. Jenejo. L'« ouverture » politique se résume à la présence de trois hommes : M. M. Ishaq Bakht Shoorro (ministère de l'information), Mir Ahmad Nawaz Bugti (travail et éducation). Les deux premiers faisaient partie de l'opposition parlementaire dans l'Assemblée dissoute, le troisième est un ancien responsable du Parti du peuple pakistanais (PPP) de M^{re} Benazir Bhutto.

Le président Zia a réaffirmé que la tâche de ce gouvernement intérimaire était de préparer des élections, mais n'a donné aucun détail sur un quelconque calendrier. Seront-elles « organisées » dans un délai de quatre-vingt-dix jours, comme le précise un article de la Constitution. Seront-elles « annoncées » dans un délai de quatre-vingt-dix jours, comme le précise un autre article de la Constitution ? Ces questions sont l'objet d'un vaste débat dans la presse.

LAURENT ZECCHIN.
● PHILIPPINES : attaques de la guérilla à Lupon. — Des rebelles communistes se sont emparés de deux villes côtières, bloquant un important axe routier et interrompant les communications, avant d'être repoussés par les forces gouvernementales, a annoncé l'armée, vendredi 10 juin. Au moins sept soldats et trois rebelles ont été tués dans les combats, dans la région de Bataan (Lupon), à environ 50 kilomètres au nord-ouest de Manille. D'autre part, dix-neuf personnes ont été tuées, jeudi, dans une fusillade qui a opposé des fusiliers-marins à des malfaiteurs musulmans dans les Iles Sulu (Sul), à l'est de la péninsule de Zamboanga. Dix soldats et neuf civils, dont deux anciens séparatistes musulmans, ont été tués lors de combats qui se sont déroulés pendant douze heures. — (AFP, Reuters.)

CAMPAGNE NATIONALE DE L'HOSPITALISATION PUBLIQUE

L'HOPITAL DANS LA CITE

JUN 1988 Au service de tous

FEDERATION HOSPITALIERE DE FRANCE 33, AV. D'ITALIE - 75013 PARIS

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

FONDS DE COMMERCE

boutiques, bureaux, locaux commerciaux, alimentation, cafés, librairies, commerces divers, gérances

Tous les lundis, dans le journal spécialisé depuis 43 ans

« LES ANNONCES »

En vente partout 5,80 F et 36, rue de Malte, 75011 PARIS. TEL. (1) 49-85-38-38

La fin de la campagne pour le second tour des élections législatives

M. Mitterrand : « Une majorité nette sans qu'elle soit excessive me conviendrait »

« J'ai besoin, comme la France, d'une majorité conforme », a déclaré M. François Mitterrand, le jeudi 9 juin à TF 1. Le président de la République a demandé aux Français de lui donner « une majorité stable, durable et de progrès » qui lui permette de mettre en œuvre « la politique pour laquelle il a obtenu la confiance du pays le 8 mai ».

« Une majorité nette sans qu'elle soit excessive me conviendrait, très bien dimanche, mais que cette majorité soit quand même nette, qu'elle existe, qu'elle soit conforme à mes options (...). Qu'il y ait une majorité stable, la France en a besoin (...). C'est quand même normal que je demande aux Français et aux Français de se donner eux-mêmes cette majorité dont j'ai besoin moi-même pour conduire à bien les options qui sont les miennes. Croyez-vous qu'avec une majorité conservatrice on pourra lutter contre les excès ? Vous croyez vraiment qu'on pourra rechercher l'égalité des chances ? Vous croyez que l'on pourra sauvegarder les principes de la Sécurité sociale ? »

Le chef de l'Etat a indiqué qu'il ne voyait à priori aucune raison de changer de premier ministre après le 12 juin. « Le gouvernement ne sera pas semblable, c'est évident, a-t-il dit. Pour le premier ministre, je ne vois pas de raisons pour lesquelles on estimerait qu'il aurait démissionné. C'est un homme de valeur qui se passionne pour sa tâche, qu'il accomplit avec beaucoup de dévouement. »

Interrogé sur l'ouverture, M. Mitterrand a fait remarquer que, dès le 8 mai, sitôt sa réélection, tous les responsables de l'ancienne majorité avaient dit « non ». Il a évoqué la formule de M. Giscard d'Estaing qui évoquait une « opposition constructive ». « C'était l'opposition à qui ? Au président de la République, à son projet, à ses conceptions, et à partir de là il était très difficile de réaliser un vaste rassemblement. »

Le chef de l'Etat juge « indispensable » qu'un « maximum de familles d'esprit » participent au gouvernement. « C'est pourquoi, a-t-il ajouté, nous n'en avons pas fini avec cela. La majorité de demain s'exprimera ; il y aura un gouvernement, et ce gouvernement devra être le plus large possible (...). La majorité, ce sera de toute manière, avec les socialistes et leurs alliés, une majorité de progrès. »

M. Mitterrand a noté au passage qu'il y a, dans le scrutin majoritaire à deux tours, « une disposition qu'il faudra un jour corriger », car la formation qui obtient la majorité est souvent minoritaire en voix.

En 1981 : « longue durée »

En 1981, à l'occasion du premier conseil des ministres de son septennat, le mercredi 27 mai, M. Mitterrand avait fait lire par le secrétaire général de l'Elysée, M. Pierre Bérégovoy, la déclaration suivante : « L'action commandée aujourd'hui doit être de longue durée pour réussir pleinement. D'où l'importance des élections législatives des 14 et 21 juin. En effet, le gouvernement aura besoin d'une majorité solide pour conduire la politique de la France. Nous avons à accomplir une grande œuvre historique ; sachons être dignes de la confiance du pays. »

Le mardi 9 juin, soit cinq jours avant le premier tour des élections législatives, M. Mitterrand avait prononcé un discours à Montélimar (Drôme) dans lequel il déclarait notamment : « On le sait maintenant, il y a aujourd'hui deux politiques pour la France. L'une est celle dont les Français viennent de sanctionner l'échec. Ils la jugent, je le pense, les 14 et 21 juin comme ils l'ont fait le 10 mai ; l'autre est celle que je lui ai proposée et dont j'ai commencé la mise en œuvre. Les engagements pris par moi-même au cours de la campagne présidentielle continueront dans tous les domaines la chaîne de l'action gouvernementale. »

M. Barre n'exclut plus de diriger, sous « conditions », le gouvernement si le chef de l'Etat le lui demandait

LILLE
de notre envoyé spécial

Dispensé de second tour à Lyon, M. Raymond Barre, après un passage, le matin, par la Lorraine chez le général Bigeard était, le jeudi 9 juin, de retour dans le Nord. Pour apporter son soutien à deux candidats amis. Le premier, dans la dix-huitième circonscription du RPR, ancien ministre de son gouvernement, M. Jacques Legendre, maire de Cambrai, en ballottage difficile face au socialiste, M. Jean Le Garrec. Le second, M. Bruno Durieux, fidèle d'entre les fidèles barrestes, qui, lui, est pratiquement assuré de ravir le siège de la quatrième circonscription du Nord.

Après une étape à Caudry et une tournée rapide dans la métropole lilloise, l'ancien premier ministre s'est retrouvé, le soir, à Lambertsart, cité devenue célèbre depuis l'épisode échequer de Lille-Ouest, au début de l'année. M. Jean-Jacques Descamps n'avait aucune raison d'être présent. Mais M^{me} la conseillère générale Jeanne Delfosse était, assise au premier rang, dans une salle des fêtes méritant bien, ce soir-là, son nom.

Plus d'un millier de personnes, gagnées déjà par le vent de la victoire, une ambiance bon enfant. Conforté par une exhibition folklorique de l'ours Barzy, M. Barre a pu se replonger avec plaisir dans la galette communicative des gens du Nord, pour évoquer, sur le mode plus souple des questions-réponses, quelques sujets sérieux. L'ancien premier ministre n'a toutefois pas pris la peine de revenir sur les combinaisons marseillaises avec le Front national. Pas un mot. Pas la moindre allusion. Il s'est délibérément gardé de commenter son « trouble ». Il n'a, en revanche, pas refusé de s'étendre sur les autres sujets de l'actualité

politique, plus pour peaufiner son analyse que pour en révéler de nouvelles.

Des élections législatives M. Barre a dit que le résultat du premier tour « ne l'avait pas étonné outre mesure ». Qu'il était clair, selon lui, « que les Français ne pouvaient pas, cette fois, se laisser aller à ce mouvement d'illusion qui s'était produit en 1981 ». Mais M. Barre s'est bien gardé de faire montre d'un optimisme exagéré pour la droite dimanche prochain. « En France, a-t-il dit, il y a une vieille règle selon laquelle le second tour a tendance à corriger le premier. Nous ne devons pas nous satisfaire des lauriers que nous pensions avoir obtenus au premier tour. »

L'ouverture, thème à la mode, est, bien sûr, revenue sur le tapis. Sur ce point, M. Barre s'est montré beaucoup plus proche des thèses de M. Rocard que de celles de M. Chirac et de ses amis. « L'ouverture, a-t-il jugé, c'est une disposition d'esprit qui doit se manifester de la part du président de la République et de la majorité. Je dirais cela de n'importe quel président de la République et de n'importe quel gouvernement. »

Un rassemblement « républicain, social et libéral »

M. Barre se refuse donc toujours, pour le moment, à former définitivement la majorité. Il attend de voir. « Je verrai, a-t-il prévenu, si, par rapport à mes propres convictions, je serai en mesure de voter les projets du gouvernement. »

Il fixe déjà un sujet test, sur lequel il se penche si souvent durant sa campagne présidentielle, celui de « l'Etat impartial », considérant qu'il reviendra aussi aux socialistes de faire la démonstration de leur

bonne volonté au niveau des ministères, comme des grandes administrations. Il ne rejette plus non plus l'idée d'une cohabitation, si elle devait se produire entre M. Mitterrand et une majorité de droite.

Cohabitation, ce mot lui semble, d'ailleurs, maintenant obsolète : « La situation est différente, a-t-il expliqué. En 1986, M. Mitterrand était le premier président de la V^e République à avoir perdu la confiance des Français. Aujourd'hui, M. Mitterrand dispose de la confiance des Français. Mon point de départ, c'est le président de la République et le rapport du président avec les Français (...). Ce ne sera pas l'Assemblée nationale qui imposera la majorité ; elle ne sera qu'une addition de parts politiques. Conformément à la règle de la V^e République, il appartiendra au président de définir le gouvernement, et il se formera une majorité qui soutiendra ce gouvernement. »

Enfin, et ceci est nouveau, M. Barre n'a pas formellement rejeté l'idée d'être un premier ministre avec M. Mitterrand à l'Elysée. Situation « tout à fait hypothétique », a certes relevé M. Barre, pour aussitôt ajouter qu'une telle hypothèse pouvait effectivement se concevoir si, entre le président et le premier ministre choisi, « un certain nombre de conditions sont clairement posées ». Sous-entendu : contrairement à ce qui s'est passé avec M. Chirac durant les deux années passées... « On n'accepte pas d'être premier ministre sans un certain nombre de garanties et sans être d'accord avec le président de la République sur un certain nombre de points », a-t-il souligné.

Pour conclure, M. Barre est revenu sur son idée de constitution d'un rassemblement « républicain, social et libéral », regroupant les Français autour de ces trois valeurs fondamentales : la liberté, la solidité

et la dimension européenne. Il a maintenu qu'en lieu et place de l'UDF, « qui n'est plus simplement qu'un cartel électoral », l'implantation de cette « force organisée, politique, autonome et responsable », est devenue une priorité. Dans quel délai ? M. Barre a refusé d'en dire plus.

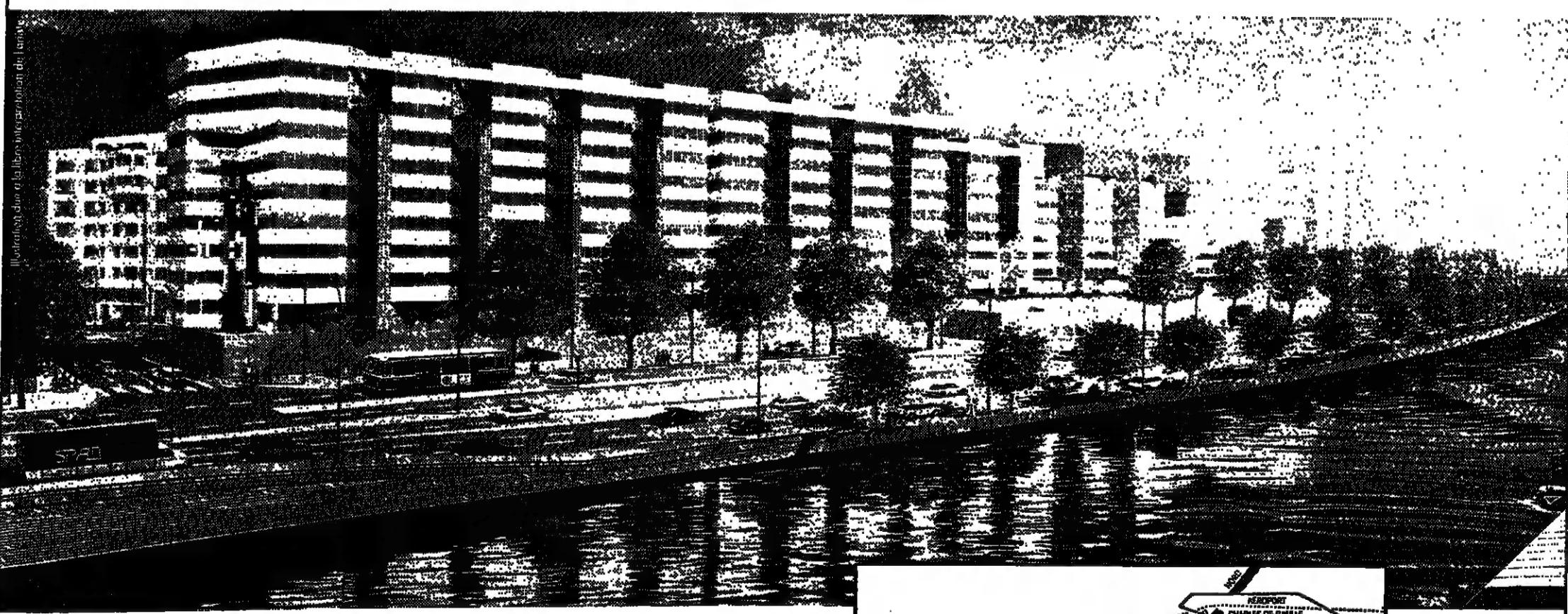
« C'est une chose sérieuse, qui demande réflexion », a-t-il simplement répondu, en précisant néanmoins que son souci était « de ne pas donner le sentiment qu'on est à la recherche de perturbations du paysage politique ». En tout cas, M. Barre a prouvé, jeudi soir, à ceux qui pouvaient encore en douter qu'il n'avait point l'intention de rester inactif ces prochains jours. « Ni agri ni triste », M. Barre donne, au contraire, l'impression de commencer vraiment à s'amuser...

DANIEL CARTON.

M^{me} Veil : entre un FN et un PS je voterais pour un PS

« A priori, entre un Front national et un socialiste, je voterais pour un socialiste », a déclaré M^{me} Simone Veil, le jeudi 9 juin à Europe 1. M^{me} Veil a dénoncé l'accord conclu dans les Bouches-du-Rhône entre l'URC et le Front national, et a ajouté qu'il résulte d'une « erreur tactique ». Selon elle, les dirigeants de l'ancienne majorité ont eu le tort d'évacuer le problème posé par le Front national depuis plusieurs années et se sont, au fil du temps, enfermés dans un piège. Elle accuse notamment les dirigeants du Parti républicain et singulièrement M. Valéry Giscard d'Estaing. « L'électorat attendait des positions claires, et ces positions ont manqué. On en parle aujourd'hui les conséquences », a-t-elle expliqué.

BERCY. LE SOLEIL SE LEVE A L'EST.

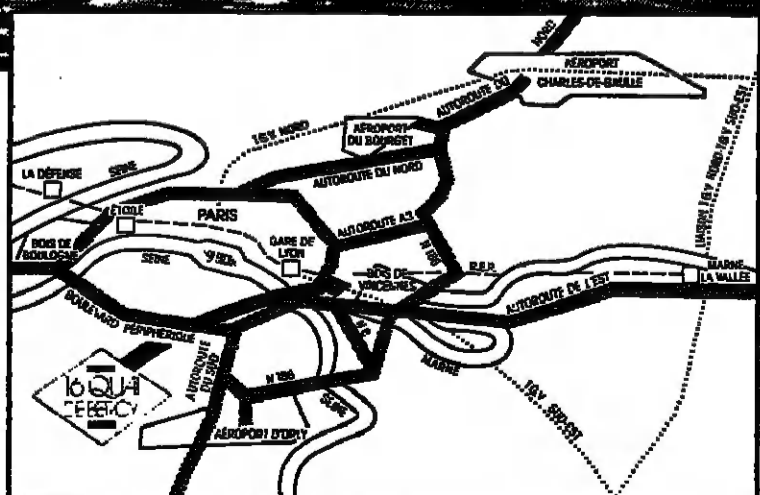


LE CENTRE D'AFFAIRES DU 16 QUAI DE BERCY

Le Palais Omnisport de Bercy, l'Opéra de la Bastille, le Ministère des Finances... L'Est parisien est le nouveau centre stratégique de la capitale. Cette plaque tournante de l'activité économique s'ouvre sur une nouvelle réalisation : le 16, Quai de Bercy. Son objectif : optimiser l'organisation de l'espace pour répondre aux exigences de l'entreprise. Bureau classique, plateau paysagé, suite directoriale avec terrasse... 33.000m² divisibles où toutes les

16 QUAI DE BERCY

combinaisons sont possibles. Cette souplesse d'aménagement et d'organisation est renforcée par les techniques architecturales utilisées. Situé au carrefour des aéroports, des gares, des autoroutes, des périphériques et des voies sur berges, ce centre d'affaires est le choix idéal pour une activité internationale. Innovateur et dynamique, le 16, Quai de Bercy est une ouverture vers l'Europe et les nouveaux pôles de l'économie mondiale.



COMMERCIALISATION GEFIC TEL (1) 47 23 78 78
4, PLACE D'ENNA 75116 PARIS TELEX 612098 F

- SEPIMO
- GEFIC
- FRADIM

16, QUAI DE BERCY - 94220 CHARENTON-LE-PONT

Politique

La campagne pour le second tour des élections législatives après l'accord URC-FN

Trois personnages, trois scénarios

(Suite de la première page.)

L'incertitude créée par l'impossibilité d'évaluer par avance le niveau de ce report des voix d'extrême droite explique que M. Mitterrand ait dû s'engager dans la campagne et que M. Giscard d'Estaing continue de pousser les feux de la « cohabitation rénovée ».

L'analyse de M. Mitterrand repose sur l'hypothèse qu'il existe une réserve d'absentéistes à gauche plus abondante qu'à droite. C'est pourquoi il a tant insisté, mercredi devant le conseil des ministres, jeudi devant la Fédération nationale de la mutualité française, puis à TP 1, sur des thèmes susceptibles de satisfaire son électoral traditionnel : justice sociale, solidarité, revenu minimum d'insertion qu'il convient d'adopter « dans les délais les plus brefs », défense de la Sécurité sociale qu'il faut « sauver » afin qu'elle ne devienne pas « un organisme à deux vitesses ».

C'est pourquoi aussi il choisit soigneusement ses mots. Il demande « une majorité de progrès » afin de laisser dans l'opposition les « conservateurs ». Ce n'est certainement pas avec ces derniers, insiste-t-il, que la France lutterait « contre les exclusions », pour l'« égalité des chances » et qu'elle sauvegarderait, encore une fois, « sa » Sécurité sociale. Le chef de l'Etat utilise les ressorts classiques de la Ve République. Il demande une majorité « conforme », afin de mettre en œuvre les grands choix de sa campagne présidentielle. S'il l'obtient, M. Rocard sera reconduit dans ses fonctions, mais le gouvernement sera remanié.

L'attente prudente de M. Barre

L'analyse et l'espoir de M. Giscard d'Estaing reposent évidemment sur un autre scénario. Il recrée d'abord les conditions d'un affrontement singulier entre M. Mitterrand et lui, auquel il aspire depuis sa défaite de 1981. Il se place, dans l'hypothèse d'une victoire de l'URC, comme le chef de file d'une majorité rénovée et donc comme le premier ministre naturel du président réélu. Conformément à ce qu'il servait dans nos colonies, il proposerait alors au chef de l'Etat une cohabitation paisible et non plus conflictuelle, comme ce fut le cas entre M. Mitterrand et M. Chirac.

C'est compter sans M. Barre. L'ancien premier ministre continue

à jouer les trouble-fête. Il souligne par sa démarche que l'URC n'est qu'une façade et qu'à l'évidence cette coalition éclatera au lendemain des élections, ce que M. Giscard d'Estaing était parvenu à faire oublier. Mais il va au-delà d'un simple retour à la case départ — UDF d'un côté, RPR de l'autre — en confirmant son intention de mettre sur pied une force politique autonome qui emprunterait ses effectifs dans tout ce qui refuse la dérive vers l'extrême droite. Pour lui, l'accord de Marseille n'est sans doute que le signal annonciateur d'un mouvement de plus grande ampleur, qu'il entend combattre à sa manière. « Nous allons assister à une modification du paysage politique français, assure-t-il. Nous verrons des reclassements se produire ».

Cette intention en forme de pronostic satisfait ceux des socialistes qui attendent un tel bouleversement depuis longtemps, même si M. Barre reste sur son quant-à-soi et n'est pas encore disposé à parler ouvertement d'une coalition avec les socialistes. Il ne va pas, pour l'instant, au-delà d'une attente prudente. Il jugera, comme il l'a toujours dit, sur pièces « l'esprit d'ouverture » du président de la République en examinant, après le 12 juin, si les socialistes l'emportent, tout ce qui sera fait pour favoriser « l'Etat impartial », le développement de l'éducation et des entreprises, une solution raisonnable pour la Nouvelle-Calédonie et la protection sociale. Les Français ont pris l'habitude depuis le début de la campagne présidentielle d'entendre développer les grandes lignes de thèmes communs dans les discours tenus par MM. Barre, Giscard d'Estaing, Mitterrand et Rocard...

Ainsi, trois scénarios s'organisent autour de trois hommes. Ils sont différents mais se recoupent parfois. Reste M. Chirac. Ce ne serait pas le moindre des paradoxes qu'il effectue un retour en force au terme d'une victoire subtile à M. Giscard d'Estaing si le RPR se retrouvait, une fois de plus, dominant dans une majorité de droite. Dernier scénario, dépendant de tous les autres, et dont l'issue reste incertaine : que ferait M. Mitterrand s'il était clairement désavoué le 12 juin par les électeurs, au terme d'une campagne dans laquelle il s'est engagé ?

JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Chirac n'a rien vu et rien entendu

M. Jacques Chirac a volontairement pris le parti... de ne pas prendre parti dans la querelle marseillaise et de ne pas jouer sa partition dans ce que M. Gaudin appelle le « tintamarre » déclenché par les retraités réciproques décidés dans les Bouches-du-Rhône.

C'est pourquoi le maire de Paris, en visite le jeudi 9 juin dans le dixième arrondissement pour soutenir la candidature de M. Claude-Gérard Marcus, député sortant RPR, s'est contenté de répondre à une question en disant qu'il « n'avait rien à voir avec M. Le Pen », ajoutant : « Je ne l'ai jamais vu et ça fait vingt ans que ça dure. Il représente une idéologie politique que j'ai toujours combattue ».

M. Chirac a apporté son soutien sur le terrain dans le dix-neuvième arrondissement (parties des dix-huitième et dix-neuvième arrondissements) à M. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF), qui avait déclaré que, si le choix s'offrait pour lui « entre un candidat Front national et un socialiste », il « choisirait le socialiste ».

M. Chirac s'en tient donc à la doctrine officielle fixée au niveau des dirigeants de l'URC : il n'y a pas d'accord national entre les formations du mouvement étaient attirés par les positions tranchées du Front national, tandis qu'ailleurs d'autres élus ou responsables locaux — plus rares — refusaient, comme M. Michel Noir de risquer de « perdre leur âme » dans la moindre compromission. Certains en font estimation que le président du RPR aurait dû totalement ignorer le Front national et son président.

Il avait adopté une attitude comparable en septembre 1983 en refusant de se mêler de l'élection municipale de Dreux, considérée comme une consultation locale n'engageant que les directions nationales des partis. D'ailleurs, M. Chirac avait constamment affirmé son refus de conclure le moindre arrangement avec le Front national, et il a condamné à de multiples reprises l'« idéologie » dont est porteur le parti de M. Le Pen. Il n'a ainsi rencontré M. Le Pen qu'une seule fois, en décembre 1987, lorsqu'il avait convié à l'Hôtel Matignon l'ensemble des présidents de groupe parlementaire pour préparer la réforme du financement des partis politiques.

Cette attitude a souvent été reprochée à M. Chirac par certains membres du RPR qui constataient que dans certains départements les militants du mouvement étaient attirés par les positions tranchées du Front national, tandis qu'ailleurs d'autres élus ou responsables locaux — plus rares — refusaient, comme M. Michel Noir de risquer de « perdre leur âme » dans la moindre compromission. Certains en font estimation que le président du RPR aurait dû totalement ignorer le Front national et son président.

Irritation

Aujourd'hui, les dirigeants du RPR ne sont pas mécontents de la disparition quasi totale — du moins telle qu'elle est généralement perçue — de la représentation parlementaire du Front national. Ils s'irritent en revanche du procès en collusion que les socialistes font à la majorité sortante. Ainsi M. Jacques Chaban-Delmas, mis en cause par M. Rocard (le Monde du 10 juin), préfère-t-il ne pas polémiquer avec le premier ministre, mais il n'hésite pas, en privé, à demander pourquoi

les socialistes « ne sont pas aussi exigeants envers eux-mêmes » et comment ils peuvent accepter « les appels lancés par certains candidats du Front national à voter socialiste ».

En fait, dans le Var, le FN a maintenu son candidat contre M. Lécotard et un socialiste. Dans les Vosges, il affirme que M. Séguin (RPR) est un « adversaire plus nocif » que n'importe quel candidat socialiste.

De même, M. Edouard Balladur trouve « un peu piquant » que les socialistes, « pour des intérêts purement électoraux, créent un scandale à cause des retraités de Marseille alors qu'ils organisent une véritable alliance nationale avec le Parti communiste pour permettre à celui-ci d'avoir plus de vingt députés et permettre la réélection de certains dirigeants socialistes ». L'ancien ministre d'Etat n'accepte donc pas cette « leçon de morale ». C'est cet argument — « que les socialistes balaisent d'abord devant leur porte » qui permet à un certain nombre de représentants de la majorité sortante de se donner ainsi bonne conscience.

ANDRÉ PASSERON.

Le rêve contrarié de Jacques Toubon

Une soirée d'été, la première, sur la dixième circonscription de Paris (treize et quatorzième arrondissements). L'air est doux et un policier en civil fait les cent pas, nez en l'air, dans un décor de haute immuable bordé d'arbres. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR, renoue avec les bonnes vieilles traditions des campagnes législatives. Ce soir, il a choisi de « faire un préu » dans le hall d'une école primaire décorée de dessins d'enfants.

Certains de ses supporters, des personnes âgées pour la plupart, hésitent à entrer dans la salle décriée de néons. L'air, ce soir, est la campagne. Ils parlent à voix basse pour ne pas gêner l'orateur. La réunion a commencé dans la détente : Jacques Toubon, en ballottage très favorable, improvisa un résumé concis, celui de l'homme de terrain « attaché à sa mairie du treizième arrondissement et à sa circonscription ».

Assis aux côtés de Claude Gosselin, son suppléant, il égrène des hypothèses de vote au ras du sol. La mairie, les progrès de l'arrondissement, l'avenir de ce quartier de la capitale... Il décroche bien quel-

ques traits contre son adversaire socialiste, Gisèle Stevenard, membre de la fraction « le plus dur du PS, tendance Josip-Ouille ». Mais l'air est si tendu, ce soir, la télévision et le RPR si loin de cette école que Jacques Toubon rêve d'une autre vie. Son suppléant, tout à l'heure, a même évoqué qu'à l'avenir « un certain nombre d'arrangements passés seront proscrits au sein de la majorité ».

« Nous sommes la France générale »

Deux ivresses estivales. La nuit tombe lentement et Jacques Toubon adresse la démocratie et l'entente entre les électeurs de tout bord. Hélas ! son auditoire est moins sensible aux parfums légers de cette soirée. Un homme se lève pour une première question : « La majorité est trop prudente ! » Pourquoi exclure de la famille de droite les électeurs du Front national ? « La liste des néoves et d'ailleurs j'en suis ! » Applaudissements.

Jacques Toubon pâlit sous l'attaque. Il retrouve ses réflexes de secrétaire général. La télé et la

politique nationale. « Ce n'est pas la droite qui prend que le Front national c'est le dénon, mais les médias. Et si les médias étaient de droite, cela se saurait ! » Le candidat tente une médiation avec son public pour sauver la réunion : « 90 à 95 % des électeurs de Jean-Marie Le Pen sont nos anciens et nos futurs électeurs. Ils sont comme nous, comme tout le monde, dans la mouise. » Ce n'est certainement pas lui, Jacques Toubon, qui les exclurait, dans la dixième circonscription.

Il s'enrayerait à autre chose, mais la salle s'est brusquement réveillée. Pourquoi la majorité n'attaque-t-elle pas plus la gauche ? Et l'honneur perdu de l'année, à Ouvé, sous la calomnie ? Et le Rainbow Warrior ? Bref, cette URC paraît bien moins aux auditeurs de Jacques Toubon. Le secrétaire général du RPR a très bien senti que sa réunion était infiltrée par les électeurs du Front national. « Les immigrés ont nos logements », dit une femme. « Jean-Marie Le Pen s'est battu pour la France en Algérie », clameur un vieil homme.

Alors Jacques Toubon s'emporta. Tant pis pour la dou-

leur de l'air. L'harmonie modérée, modeste, n'est pas, en ce préau comme ailleurs, pour cette semaine. Il va dire, pour de passion, sa haine de la philosophie du Front national, de son idée de « nation », d'« exclusion » : « La France doit continuer d'accueillir, d'intégrer (...), sinon nous sommes un pays petit, triste. Or nous sommes la France générale ! »

On ne suit plus. Des vieilles dames se regardent, incrédules. Mais les immigrés, tout de même... Applaudissements. « La désinformation de la droite sur le Front national... » Applaudissements. « C'est le monde, rétorque Jacques Toubon, qui a accédé son droit. Je ne le suis plus depuis des mois, car je tiens à conserver mon moral intact ! » Applaudissements, enfin.

Une soirée d'été, la première, sur la dixième circonscription de Paris. Jacques Toubon avait cru pouvoir « échapper quelques heures des lourdes équivoques nationales. Quelques dizaines de Parisiens, indifférents à la douceur de l'air et aux réverbères de la pondération, font rappeler à l'ordre... »

PHILIPPE BOGGIO.

Dans les Bouches-du-Rhône

Une honnête journée de campagne

M. Bernard Tapie, candidat d'ouverture soutenu par le Parti socialiste dans la 6^e circonscription des Bouches-du-Rhône, a été reçu le jeudi 9 juin en fin de matinée durant une trentaine de minutes par le chef de l'Etat, à la demande de ce dernier.

Raccourci sur le perron de l'Elysée par M. Jacques Attali, conseiller spécial

MARSEILLE de notre envoyé spécial

Démonstration est faite : on peut être plus gauchiste que Gaudin. Une situation peut-être plus « locale » encore que celle de Marseille. Cela se passe à Marignane à un quart d'heure d'autoroute à peine. Et M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, qui y porte un second tour les couleurs de la droite unie peut faire pâillir de jalousie M. Le Pen lui-même. Lui n'a pas seulement bénéficié du retrait du candidat de l'URC arrivé derrière lui, mais d'un soutien en bonne et due forme pour la campagne du second tour.

Un soutien « sans aucun état d'âme », comme dit M. Raymond Leclerc, conseiller régional (RPR) et premier adjoint au maire de Marignane. M. Laurent Desvill, M. Leclerc est venu le répéter jeudi soir devant une salle où se pressaient, pêle-mêle, des militants de l'URC et du Front national. « Que MM. Noir et Carignon s'expriment, c'est leur droit, mais c'est en tant que simples adhérents. Moi, mon propos a plus de consistance que ce qu'ils peuvent dire. Jean-Pierre Stirbois est un homme très dur dans les négociations mais très franc et très droit. Il tiendra ses engagements. Aux municipales, il faudra bien faire un bloc commun contre les marxistes qui détiennent encore des communes ! »

M. Stirbois a décidément fait un malheur dans les rangs de la droite locale. M. Michel Barthélemy, président des adhérents directs de l'UDF à Marignane, a dit, lui, un tract de soutien pour le second tour sur lequel il assure avoir découvert

après du président de la République, M. Tapie a seulement indiqué que M. Mitterrand lui avait dit en substance : il faut y aller.

De retour à Marseille, M. Tapie s'est déclaré « confirmé » dans ses vues : « J'avais besoin d'être certain que le président de la République considère Marseille

comme une priorité à partir de lundi, quelle que soit la nouvelle majorité. » « Moi, je promets aux Marseillais de résoudre leur problème d'usage, de participer à la reconstruction économique, — qui est la clé de tout, — à une condition : que la plus haute autorité de l'Etat soit en accord avec ces principes-là », a poursuivi M. Tapie.

Une mobylette épuisée, supportant un gamin blanc et un copain basané, s'arrête à la hauteur du petit cortège. « Et mon copain, qu'est-ce que vous allez lui faire ? », demande le petit Blanc aux yeux militants. « En Algérie, rétorque un militant, des petits Noirs se sont fait égorger par des Arabes qui avaient l'air d'Allah. Et leurs copains jusqu'au bout, ont été zézéants ».

« Chère madame » Pendant ce temps, M. Le Pen promène ses « bonjour cher monsieur » et ses « après vous chère madame » dans « les rues des olives », quartier de sa circonscription. Tous les quinze mètres, quelqu'un lui demande un trois pièces, un emploi ou « 500 000 francs », ce qui est signe, paraît-il, que la ville commence à le considérer comme un humain ordinaire et non plus comme une star parisienne.

« J'ai peur de vous », lui dit une dame dans une charcuterie. « Mais pourquoi donc chère madame ? » « Je ne sais pas, comme ça... » Honnêtement, chère madame, il n'y a pas de raison.

« Nous sommes de Marseille, capitale des différences. Nous y avons grandi, travaillé, été heureux. La veille est un lieu de rencontre ouvert à tous les courants culturels, ethniques, religieux. Elle est irremplaçable dans l'équilibre des valeurs françaises, européennes et méditerranéennes. Quels que soient nos échanges, nous refusons la xénophobie, l'intolérance, l'enfermement. Ils mettent l'avenir et l'âme en péril. »

« Les signataires de cet appel, venus d'horizons politiques, philosophiques, religieux et professionnels différents décident d'instituer un groupe de vigilance permanente et largement ouvert ; il veillera à ce que la Marseille de la fraternité, de l'acceptation des autres, de la sécurité nécessaire, ne soit pas défigurée. »

Un appel de personnalités marseillaises

« Marseille, voici le temps d'exprimer ton refus et de préparer la cité de demain. »

(Cet appel est signé de Maurice Béjart, chorégraphe ; Patrick Carvia, écrivain ; César, sculpteur ; Paul Giannoli, journaliste ; Philippe Joutard, historien ; Jeanne Lattine, éditrice ; Robert Lafont, éditeur ; Paul Lederman, producteur ; Paul Lombard, avocat ; Marcel Marchal, metteur en scène de théâtre ; Jean-François Revel, écrivain ; Henri Verneuil, réalisateur de cinéma.)

« Un appel de chercheurs d'Aix-Marseille. — « Le Sud n'est pas la terre du Front national », proclament quelques deux cent dix enseignants, chercheurs du CNRS et personnels des universités d'Aix-Marseille 1 et 2, qui appellent « à refuser tout compromis, doctoral ou autre, avec les candidats du Front national », protestent « contre l'image que les médias donnent de leur région » et « se proposent par des actions conjointes avec les autres établissements d'enseignement de lutter contre toutes les formes de racisme ».

« Les libéraux arméniens contre l'accord de Marseille. — L'Organisation arménienne démocratique libérale (Rmggar), favorable à la majorité parlementaire sortante, s'élève contre l'accord « nature » conclu à Marseille, entre l'URC et le Front national et appelle « les électeurs des Bouches-du-Rhône à faire barrage aux candidats de M. Le Pen ». D'autre part, le Centre de recherches sur la diaspora arménienne s'alarme, en tant que porteur des valeurs culturelles des citoyens français d'origine arménienne, devant l'accord de Marseille. »

« L'accord » selon M. Rössinot. — M. André Rössinot a été interrogé, le vendredi 10 juin à Antenne 2, sur le soutien apporté par certains membres du RPR à la candidature de M. Jean-Pierre Stirbois. Le président du Parti radical a expliqué que cela était contraire à l'accord national conclu entre les dirigeants de l'URC. Selon M. Rössinot, cet accord ne prévoyait qu'un « retrait de candidature » et, selon lui, décider un « retrait » implique que l'on ne choisisse pas entre les candidats restant en lice. Il en conclut donc que « le soutien affiché à l'un d'entre eux est contraire à l'accord national ».

M. Labbé (RPR) accuse M^{me} Veil de « développer l'antisémitisme en France »

Le mensuel lepéniste Le choc publie dans son numéro de mai de juin cinq entretiens avec des députés sortants RPR ou apparentés RPR qui se prononcent pour une alliance en bonne et due forme avec le Front national. « Je me sens plus proche de Jean-Marie Le Pen » que de Bernard Stévenard, dit un député. « La France n'est ni raciste ni nazie. Ce qui est bien plus grave, c'est Simone Veil. Plus elle parle, plus elle développe l'antisémitisme en France » (le Monde du 10 juin).

M. Jean Kiffer (Mousselle appartenant RPR) est également favorable à des « alliances » avec le FN. « Je l'ai toujours dit, c'est ma position depuis le début. J'ai même été un des premiers à tirer la sonnette d'alarme au RPR. — L'alliance est (...) incontournable, renchérit M. Hector Rolland, député RPR sortant de l'Allier. Je suis allé voir Jacques Chirac en 1984 avec Olivier d'Ormesson, et je lui ai dit que sans le FN, il ne serait jamais président. On ne m'a pas entendu, c'est dommage. »

« Je suis pour l'alliance », confirme M. Eric Raoult, député RPR sortant de Seine-Saint-Denis, opposé pour le second tour des élections législatives à M^{me} Isabelle Thomas (PS, ancienne vice-

présidente de l'UNEF-ID). « A long terme, elle est inéluctable, même si entre le FN et le RPR, il y a encore un certain nombre de pas à faire. (...) Je suis d'accord avec Charles Fasqua. Je pense qu'il y a plus de valeurs communes que de réelles différences. Et après tout, il est bien normal qu'au sein d'une même famille politique il y ait quelques nuances. »

M. Bernard Savy, député sortant (app. RPR) de la Nièvre, préfère également « gagner avec le FN que perdre seul. Cependant, comme dans un divorce, les torts sont partagés, et il faut avouer que le leader de la droite nationale tient parfois des propos excessifs. Mais il doit en être excusé. En quelque sorte, ce sont des péchés de jeunesse. Malgré son âge... »

Enfin, M. Jacques Boyon, président RPR du conseil général de l'Ain, ancien secrétaire d'Etat à la Défense, ne « s'oppose pas sur le plan des principes » à la participation du FN à « la gestion municipale ». Le FN a, de son côté, appelé, le jeudi 9 juin, à voter pour les candidats de l'URC restés en lice dans l'Ain. « Il ne doit pas y avoir d'exclusion préalable », a expliqué M. Boyon, maire de Pont-d'Ain, au cours d'une conférence de presse. Il avait déjà approuvé l'accord URC-FN dans les Bouches-du-Rhône. « Au nom de quoi est-il choquant de dire qu'il faut rassembler toutes les forces de droite pour faire barrage au socialisme ? »

« L'accord » selon M. Rössinot. — M. André Rössinot a été interrogé, le vendredi 10 juin à Antenne 2, sur le soutien apporté par certains membres du RPR à la candidature de M. Jean-Pierre Stirbois. Le président du Parti radical a expliqué que cela était contraire à l'accord national conclu entre les dirigeants de l'URC. Selon M. Rössinot, cet accord ne prévoyait qu'un « retrait de candidature » et, selon lui, décider un « retrait » implique que l'on ne choisisse pas entre les candidats restant en lice. Il en conclut donc que « le soutien affiché à l'un d'entre eux est contraire à l'accord national ».

(Publicité)

Qui rassemble tous les Français sur le même programme?



RTL



LE POINT

DIMANCHE 12 JUIN 19 H 40

En exclusivité avec Ipsos et Le Point, l'intervention la plus rapide, et dès 20 h 00 les estimations les plus fiables. En compagnie de Michèle COTTA, de Gérard CARREYROU, de Paul-Jacques TRUFFAUT, d'Olivier MAZEROLLE, Patrick POIVRE D'ARVOR livre les résultats et interroge tout au long de la soirée de nombreuses personnalités. Dimanche 12 juin dès 19 h 40, l'info et le suspense sont au programme sur RTL, TFI, LE POINT.



LÉGISLATIVES

Vous pourrez retrouver tous les résultats détaillés dans le Point dès Mardi.

Politique

La fin de la campagne pour le second tour

Un appel de M. Laurent Fabius La nécessité du sursaut

M. Laurent Fabius, ancien premier ministre, nous a fait parvenir le texte d'un appel aux électeurs pour qu'ils donnent à M. François Mitterrand une majorité solide et stable et dont nous publions des extraits :

« Une absurdité est peut-être en train de se préparer : il est arithmétiquement possible que nous ne disposions pas dimanche soir à l'Assemblée nationale d'une majorité pour gouverner. (...) Sans s'affoler, sans sombrer dans le défaitisme, je mets solennellement en garde : si rien ne bouge, nous risquons d'être battus ! (...) Enfin, la France n'a pas apporté, le 8 mai, 54 % des suffrages au président de la République pour se retrouver un mois plus tard avec une majorité parlementaire incertaine ou hostile. Or c'est de cela qu'il s'agit. (...) »

« Devant ces faits, devant ces risques, j'en appelle à la mobilisation urgente de la gauche et de tous les démocrates. Les millions de femmes et d'hommes, qui chez nous et dans le monde ont vibré de joie le soir du 8 mai parce que la dignité, le souci de justice et la tolérance étaient victorieux, ces millions de personnes ne peuvent pas se laisser voler leur victoire. Le succès est encore possible. A condition de le vouloir de toutes nos forces et de convaincre autour de nous. Cela s'appelle le sursaut. »

M. Bernard Stasi : « Le trouble de M. Barre est le mien »

M. Bernard Stasi nous a déclaré, le vendredi 10 juin : « Dès l'élection municipale de Dreux en 1983, je me suis opposé à toute alliance avec le Front national. En présence de ce qui vient de se passer à Marseille, le moins que je puisse dire est que le trouble de Raymond Barre est également le mien. Mais qu'en pleine bataille, je jette la pierre à un homme qui se bat sous les mêmes couleurs que moi. C'est après les élections qu'il faudra aborder ce débat au fond. »

« En attendant, je refuse de me laisser culpabiliser par ceux qui n'ont pas hésité, dans certaines circonstances, et notamment lors de l'élection de M. Roland Dumas à la présidence de la commission des affaires étrangères avec les voix du Front national, à profiter de l'acharnement que mettent les dirigeants du Front national à m'éliminer. Je refuse ces adonnestations bataille, je jette la pierre à un homme qui se bat sous les mêmes couleurs que moi. C'est après les élections qu'il faudra aborder ce débat au fond. »

A Marseille

M. Rocard en ballottage au quartier de la Rose

MARSEILLE de notre envoyé spécial

M. Michel Rocard a commencé dans le cadre, à Marseille, le jeudi 9 juin, une journée de folie : Marseille le matin, retour à Paris pour déjeuner avec la « mission du dialogue » revenue la veille de Nouvelle-Calédonie ; puis nouveau décollage à destination de l'est de la France, pour la fin de l'après-midi et la soirée, avec pas moins de six étapes dans trois régions différentes, Champagne-Ardenne, Lorraine, Alsace.

Une nouvelle fois retardé au départ du Bourget, en début de matinée, par les contrôleurs aériens signalant un trafic saturé, le premier ministre a dû écourter sa visite dans la cité phocéenne et passer finalement plus de temps dans l'avion que sur le terrain, où il n'est resté qu'un peu plus d'une heure. M. Rocard avait déjà tenu meeting à Marseille, le mardi précédent le premier tour des élections législatives. Mais il a voulu revenir stigmatiser, à Marseille même, la conclusion de l'accord URC-FN de retrait réciproque.

A vrai dire, l'explication politique a été un peu noyée dans le bruit des insultes et des chocs de caméras qui ont entouré les deux

étapes (sur quatre) maintenues au programme. Les bousculades entre photographes, cameramen et service d'ordre sont choses courantes quand une personnalité aussi populaire que M. Rocard tente de prendre un bain de foule. Mais à Marseille, où la spécificité locale n'est pas vraiment la douceur, ces bousculades ont vite tourné au pugilat, tandis que M. Rocard, noyé dans la tourmente tenait, un peu effaré, de calmer les esprits.

Lors de la première étape, au quartier de la Rose — dans la 8^e circonscription, celle où le socialiste Marius Masse affronte M. Jean-Marie Le Pen, — quel qu'un eu dans la bousculade, la bonne idée d'organiser, un semblant de conférence de presse sur un terrain... de pétanque entouré de fortes grilles percées d'une seule petite porte. De sorte que les journalistes, même les plus pondérés, ont dû avoir recours à des arguments musclés pour parvenir jusqu'à M. Rocard.

Dans le brouhaha, on a pu entendre le premier ministre souligner que l'accord FN-URC est « une horre pour la dignité internationale de la France » et montra le « caractère profondément réactionnaire et pas seulement conservateur de l'organisation politique de la droite française ».

« L'accord de Marseille, a souligné M. Rocard, est polluant pour l'état d'esprit du pays : il montre non seulement une morgue et un racisme qui font horre à la France mais est aussi un danger pour le paix civile (...). La France républicaine a besoin de se ressaisir. »

Au terme d'une foile randonnée dans les rues de Marseille, sirènes hurlantes, pour tenir l'horraire, le cortège arrive ensuite au quartier de la Plaine, où se tient ce jour-là le marché. Il s'agit de soutenir M^{me} Jeanine Eocharid et M. Philippe Sanmarco, candidats dans la 5^e et la 3^e circonscription tous deux opposés à des candidats FN et tous deux en poste de l'emporter pour peu que la droite classique traîne les pieds et que le gauche donne un coup de reins.

bébé qui pleure, effrayé par le tourbillon.

Flux et reflux. La masse compacte descend difficilement quelques mètres de trottoir. M. Rocard entre chez un commerçant dont la vitrine manque de céder sous le poids des équipes de télévision, puis le courant s'inverse, on remonte de quelques mètres. Quelqu'un crie « au marché ». Instant de flottement. Sur le marché, un commerçant s'esclaffe : « Circulez, y a rien à voir ! » Reffortement. M. Sanmarco qui vient d'émarger de la cotisation, tente de se recueillir en se demandant ce qui lui est arrivé. Le cortège n'ira pas au marché.

M. Rocard s'explique encore avant de monter en voiture. Clément de porrière. Les R 25 démarrent en trombe, direction Marignane. Avant de repartir sur Paris, M. Rocard a eu le temps de confier à M. Michel Pastouret qu'il était très content de sa visite. M. Pastouret, lui s'inquiète : « C'est étonnant d'avoir fait sauter la rencontre avec les associations... » Pas le temps de s'appesantir. M. Rocard s'en va. M. Mauroy est annoncé pour l'après-midi. Et tourne le manège marseillais...

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Une nouvelle mèche

En fait de coup de reins, M. Rocard plonge dans une nouvelle mèche. Frète silhouette belligère surgissant comme un bouchon dans la marée humaine en ballottage M. Rocard oublie momentanément tout message politique pour essayer de protéger une femme entraînée par le flot, portant un

A Strasbourg : « Une majorité du dynamisme »

STRASBOURG de notre envoyé spécial

M. Michel Rocard, après une journée de campagne chargée qui l'avait mené de Marseille à Reims, à Nancy et dans les Vosges, est venu, le jeudi 9 juin, en Alsace soutenir d'abord le candidat centriste choisi par le parti socialiste dans la 7^e circonscription du Bas-Rhin. M. Jean Schott a accueilli le premier ministre dans sa commune de Brusenheim où M. Rocard, devant quelques dizaines de personnes, a justifié le choix de l'ouverture faite par les socialistes.

Le premier ministre a participé ensuite, à Schiltigheim, dans la banlieue de Strasbourg, à une « fête de la jeunesse » qui a été l'occasion d'un duplex avec une fête équivalente organisée à Brest, avec la participation de M. Jack Lang. Dans la salle des fêtes de Schiltigheim comble, environ deux mille personnes ont applaudi le premier ministre lorsqu'il a expliqué que « la majorité de soutien au président de la République » qu'il espère pour le

12 juin doit être aussi « une majorité du dynamisme et de la jeunesse ».

M. Rocard a rendu hommage au maire de Schiltigheim, M. Alfred Muller, « socialiste de cœur », pour sa gestion municipale.

Evoquant ensuite, une fois de plus, l'accord de Marseille entre l'URC et le Front national, le premier ministre a dénoncé les élus centristes alsaciens « qui, au nom de leur foi, se trouvent engagés dans des compromissions » à travers les partis auxquels ils appartiennent. « Je souhaite à l'Alsace de retrouver sa dignité jusque dans ses votes », a-t-il dit, en faisant ainsi allusion à la progression du Front national dans cette région lors de l'élection présidentielle.

Intervenant depuis Brest, M. Lang a affirmé : « C'est quand même mieux d'avoir Rocard à Matignon plutôt que Chirac. » Il a invité les jeunes à « refuser le message de haine et d'exclusion que Le Pen envoie de Marseille ».

P. J.

Un appel de personnalités originaires du Maghreb

Un groupe d'une soixantaine de personnalités et d'artistes se présentant comme des « citoyens originaires du Maghreb, chrétiens, juifs et musulmans, d'origine rapatriée ou immigrée », et parmi lesquels Alexandre Arcady, Rachid Bahri, Guy Bedas, Maurice Ben Zouggag, Tahar Bendjeloun, Michel Bounah, Jacques Derrida, Nicole Garcia, Roger Hanin, Enrico Macias, Albert Memmi, Serge Moati, Georges Morin, Marcel Moussy, Jacques Riba, Jules Roy, Sapho, Leïla Sebbar, Benjamin Stora, Idriss Zeggag, Mahmoud Zemmour, a diffusé, le jeudi 9 juin, un appel exprimant « son angoisse devant les alliances contre nature qui viennent de se nouer à Marseille ».

« Nous en conjurons nos compatriotes, quelles que soient leurs convictions religieuses et politiques : dimanche vous déterminerez le sort du pays pour cinq ans, souignez les signataires. Vous avez le choix entre des partis démocratiques, de gauche comme de droite. Apportez-leur votre soutien mais, de grâce, refusez la moindre voix à ceux qui veulent nous exclure. »

En 1944, lorsque la France était sous la botte nazie, ce sont des soldats pieds-noirs et maghrébins qui sont venus délivrer Marseille.

C'est parce qu'ils ont versé leur sang pour la France que les Marseillais, comme les autres Français, peuvent aujourd'hui savourer la démocratie. Ne l'oubliez pas !

Un appel de syndicalistes

En outre, quatre anciens responsables nationaux de la FEN, de la CGT et de la CFDT ont publié jeudi un communiqué dans lequel ils dénoncent « les complaisances » entre le RPR, l'UDF et le Front national, car « les salariés ont tous à redouter d'une majorité qui serait issue d'une telle coalition ».

Les signataires — MM. René Buhl, ancien secrétaire confédéral de la CGT, Guy Georges, ancien secrétaire général du Syndicat des instituteurs, Jacques Pommatou, ancien secrétaire général de la FEN, Michel Rolant, ancien secrétaire confédéral de la CFDT — déclarent qu'ils « ne peuvent rester silencieux devant les complaisances qui viennent de se nouer entre l'UDF et le RPR d'une part, le Front national d'autre part, dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Var, des Alpes-Maritimes notamment, les régions de Franche-Comté, de Languedoc-Roussillon, de Provence-Côte d'Azur ».

Appels du CRIF à la communauté juive

M^{re} Théo Klein, président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), s'exprimant le jeudi 9 juin sur Radio-J, à Paris, a dénoncé, à propos de l'accord intervenu à Marseille entre l'URC et le Front national, « toute forme d'alliance qui oublie que la séparation entre les partis doit être fondée sur le choix des valeurs. Je ne tiens que certains puissent partager les valeurs du Front national, à Marseille, et ailleurs peut-être aussi, a-t-il déclaré, l'espère que tous les juifs, en tant que citoyens de ce pays, comprennent qu'ils doivent être à la pointe de ceux qui, justement, ne votent pas pour ces partis (d'extrême-droite) ou ceux qui s'allient à ces partis ».

M. Gérard Israël, ancien député européen, membre du bureau exécutif du CRIF, a déclaré, de son côté : « Le contrat non écrit passé à Marseille confirme l'iniquité, éprouvée, depuis 1984, par ceux qui, à tort ou à raison, voyaient dans la droite démocratique une force attachée aux valeurs républicaines. La nécessité d'être élu ne peut tout justifier. La vérité est que les hommes de Marseille et ceux qui les approuvent ouvertement ou par leur silence ne sont nullement choqués par la philosophie politi-

que du Front national. Dès lors, à la question de savoir : « qui peut faire barrage au légitime ? » La réponse est évidente : la bonne vieille tradition de la gauche humaniste, dreyfusarde, celle qui dans la Résistance recherchait déjà le consensus national. »

« Le Parti démocrate français : contre le Front national. — Le Parti démocrate français qui, derrière M. Guy Germeaux, avait rompu avec le Parti radical pour se rapprocher à Paris de M. Jacques Chirac, en voulant « rompre avec les clichés traditionnels gauche-droite (...) et faire face aux dangers que représentent tous les extrémismes et en particulier le Front national », appelle à « barrer la route à tous les candidats qui de près ou de loin ont accepté l'alliance avec le Front national ».

« Un appel des Français musulmans. — « Considérant la longue ouverture politique prônée par le président de la République, devant l'apparente alliance entre la droite modérée et l'extrême droite, et compte tenu du vote pieds-noirs, le Comité national pour la défense des droits des musulmans français, que préside M. Saïd Lefdi, appelle tous les musulmans français, leurs amis et leurs alliés qui comptent plus de trois millions d'électeurs et d'électeurs dans ce pays, à voter au second tour pour les candidats qui se réclament de la majorité présidentielle. »

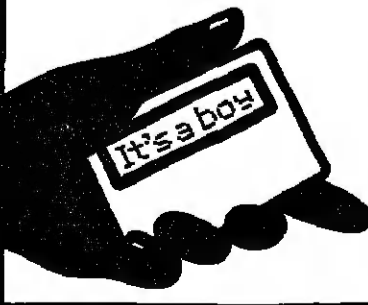
C&C Computers and Communications

Où est NEC ?

L'information qui roule pour vous ! - Les téléphones de voiture NEC offrent un grand nombre de fonctions dans un tout petit boîtier. Rien d'étonnant à ce que la nouvelle circule !



Les bonnes nouvelles n'attendent pas - Les bipsers NEC vous les écrivent et vibrent en silence pour vous en avertir, et ça c'est une bonne nouvelle !



Les TV et les magnétoscopes d'une nouvelle dimension - Haute fidélité, haute résolution et hautes performances, avec NEC, l'espace loisir atteint de nouveaux sommets.



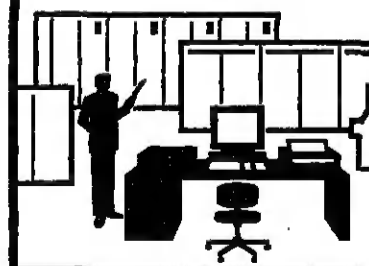
Le compact joue un nouvel air - De réputation solide, les disques durs NEC jouissent d'une qualité irréprochable. Les CD-ROM confirment la règle.



Des milliers d'informations qui ne tiennent qu'à un fil - Les fibres optiques NEC véhiculent toutes sortes d'informations, signaux vocaux, données, textes, images... aussi vrais que la nature.



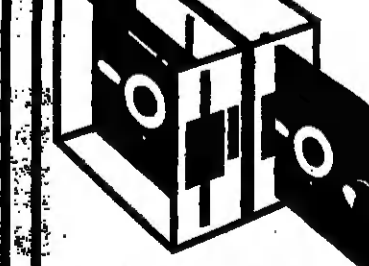
NEC, l'idéal des grands systèmes - Pour répondre à l'idéal de vos grands systèmes, il fallait un système idéal, qui réponde à tous vos besoins, dans tous vos bureaux.



Des puces qui grimpent dans votre estime - NEC fabrique les semi-conducteurs et les composants électroniques intégrés à ses produits. Cela s'appelle la qualité NEC de A à Z.



Des lecteurs de disquette à toute épreuve - Dans le monde entier, les lecteurs de disquette NEC sont réputés pour leur résistance et leur fiabilité. Un atout important pour ne pas sans cesse changer de disque.



Politique

des élections législatives après l'accord URC-FN

« L'incroyable interview antisémite d'un candidat lepéniste »

Sous le titre « L'incroyable interview antisémite d'un candidat lepéniste », l'Événement du jeudi publie dans son numéro de cette semaine (9-15 juin), un entretien accordé par M. Jean-Claude Varanne, conseiller régional du Front national en Ile-de-France à deux journalistes étrangers, MM. Lukas Lessing, reporter du magazine ouest-allemand Tempo et Danny Leder, correspondant à Paris du magazine autrichien Profil.

« En France, le lobby juif a pris Jean-Marie Le Pen pour cible. Ces deux dernières années, ce lobby est devenu vindicatif. Il risque de créer un climat antisémite », explique M. Varanne. « En France, comme partout, la finance est tenue par les juifs. D'autre part, dans les médias, beaucoup de gens font partie de ce lobby. C'est ça la réussite des juifs, dans le monde [...]. Le lobby, ce se sent », lit-on encore, tandis que l'ancien candidat du FN dans le 10^e arrondissement de Paris explique que l'on ne peut s'installer dans le quartier du Sentier qu'en passant des accords « avec les juifs [...]. Le samedi et le dimanche, entre les juifs et les Arabes, on envoie les bouillottes, on ne peut plus sortir [...]. Nous sommes envahis par une faune qui ne représente pas la France profonde ». Le responsable du FN sur Paris précise qu'il inclut les juifs dans cette « faune » mais « sans faire de racisme ». « Un vieux Parisien de souche française ne se retrouve plus dans sa capitale ».

A la question de savoir comment il distingue « les différentes catégories de juifs » (ceux qui s'intègrent et ceux qui ne le feraient pas), M. Varanne répond : « Ça se sent... Je ne pense pas qu'on ferait un tri si le FN arrivait au pouvoir. Quant aux journalistes juifs, présents dans les médias, et ils sont certainement des complices, estime le responsable FN, mais leur affiliation leur permet d'accéder plus facilement à des postes. C'est un genre de copinage entre eux. J'ajoute que c'est complètement humiliant. Cela dit, la concurrence pourrait mieux fonctionner ».

Enfin, s'agissant du régime du maréchal Pétain, M. Varanne estime dans cet entretien qu'il « faut être objectif. Des gens disaient alors qu'il fallait faire l'Europe en s'alliant avec l'Allemagne. Et aujourd'hui, on en reparle. C'est qu'il y avait peut-être des raisons d'avoir cette attitude à l'époque ».

« Une escroquerie »

Joint au téléphone jeudi dans l'après-midi, M. Varanne a reconnu qu'il avait bien eu un entretien avec les deux journalistes au cours de sa campagne mais que l'entretien publié par l'Événement du jeudi était « déformé et truqué ». « C'est une interview fabriquée de toutes pièces. Ces deux journalistes étrangers ont dissimulé leur collaboration à l'Événement du jeudi ». Apprenant avant sa parution la publication de l'entretien dans l'hebdomadaire de Jean-François Kahn, M. Varanne avait écrit à l'Événement du jeudi pour interdire la publication de l'entretien. « J'ai eu des informations avant sa sortie », plaide-t-il pour expliquer son souci de ne pas voir paraître un entretien émanant même d'un ennemi « teneur écrite ». « C'est une escroquerie, ils ne m'ont pas fait relire l'interview comme il est d'usage dans la profession ».

De son côté, M. Leder nous a affirmé avoir retranscrit les mots mêmes de M. Varanne. Marié à une Autrichienne, passant ses vacances en Autriche, M. Varanne se serait laissé aller à des confidences, pensant se trouver en « pays amis » avec un journaliste autrichien et un autre originaire d'Autriche. M. Leder attend avec beaucoup de « sérénité » les suites judiciaires que le responsable du FN escamote par ses affirmations.

Pour sa part, la LICRA a annoncé, jeudi, qu'elle avait chargé M^{rs} Charles Korman, avocat à la Cour d'appel de Paris d'entreprendre des poursuites judiciaires à l'encontre de M. Jean-Claude Varanne « pour discrimination et incitation à la haine raciale ».

P. S.

Un texte de déportés et résistants contre l'accord de Marseille. — Des déportés et des résistants (1) s'indignent de ce que, encore une fois, pour satisfaire leurs intérêts exclusivement électoraux, des hommes politiques évaluent l'idéologie d'intolérance et d'exclusion prônée par un groupe politique. Ils condamnent la banalisation

d'idées qui ont fait jadis la honte de la France et de l'Europe.

(1) Il s'agit de M^{rs} Lucie Aubrac, Gilberte Brossette, M^{rs} Raymond Aubrac, Jacques Piette, Christian Pissani, Henri Nogères, Jean-Pierre Vernant, Abel Farnoux, M^{rs} Yvette Bernard-Farnoux, Gaston Cusin, Claude Bourdet, M^{rs} Line Handabeh, Anne-Lise Stern.

Le PCF aura au minimum douze députés

Dans l'Assemblée nationale disoutte, le PCF avait un groupe de trente-cinq députés, dont trois apparentés d'outre-mer (deux à la Réunion et un à la Guadeloupe). A l'occasion du premier tour des élections législatives, trois députés sortants n'ont pas obtenu 12,5 % des voix par rapport aux électeurs inscrits, se trouvant ainsi éliminés d'office. Il s'agit de M^{rs} Jackie Hoffmann, membre du bureau politique du PCF (Yvelines), de M^{rs} Gérard Bourdin (Seine-et-Marne) et de Michel Peyret (Gironde).

A la suite des désistements entre communistes et socialistes, ce sont quinze autres députés sortants qui ont été écartés. Il s'agit de M^{rs} Vincent Perelli (Bouches-du-Rhône), Bernard Deschamps, membre du comité central (Gard), Jacques Roux, membre du comité central (Hérault), Jean Giard (Isère), M^{rs} Colette Geurion (Meurthe-et-Moselle), M^{rs} Jean Jaros (Nord), Rémi Auchède, membre du comité central, et Jean-Jacques Barthe (Pas-de-Calais), Charles Fiterman, membre du secrétariat et ancien ministre (Rhône), Roland Leroy, membre du bureau politique (Seine-Maritime), Maxime Gremetz, membre du secrétariat du comité central (Somme), Marcel Rigout, ancien ministre (Haute-Vienne), Roger Combrisson (Essonne), Guy Ducloux, ancien vice-président du groupe (Hauts-de-Seine) et Paul Mercieca (Val-de-Marne).

Onze candidats communistes restent seuls en lice pour le second tour et sont assurés de siéger au Palais Bourbon. Parmi eux, six sont députés sortants : M^{rs} Gustave Ansart, membre du bureau politique, et Alain Boquet, membre du

comité central (Nord), MM. Jean-Claude Gayssot, membre du secrétariat du comité central, François Asensi et M^{rs} Muguette Jacquaint (Seine-Saint-Denis), M. Robert Mondargent (Val-d'Oise). Les cinq autres sont MM. André Duroméa, sénateur et maire du Havre (Seine-Maritime), Marcelin Berthelot, maire de Saint-Denis, et Louis Pierra, maire de Stains (Seine-Saint-Denis). Jean-Claude Lefort, membre du comité central et premier secrétaire fédéral (Val-de-Marne), M. Jacques Bruhnes, maire de Genevilliers (Hauts-de-Seine).

Dans quatorze circonscriptions de métropole, des candidats communistes défendent les couleurs de la gauche face à la droite et de l'extrême droite dans un cas.

M. Guy Hermier, membre du bureau politique, député sortant des Bouches-du-Rhône, qui est opposé à un ancien communiste passé au Front national.

Il s'agit de M^{rs} Daniel Le Meur (sortant, Aisnes), Pierre Goldberg,

maire de Montluçon (Allier), André Lajoie, membre du secrétariat du comité central et candidat présidentiel du PCF (sortant, Allier), Jean Tardito, maire d'Aubagne, et Paul Lombard, maire de Martigues (Bouches-du-Rhône). Jacques Rimbault, membre du comité central et maire de Bourges (sortant, Cher), Gilbert Millet, maire d'Alès (Gard), Théo Vial-Massat, maire de Firminy (Loire), Jean Reyssier, maire de Châlons-sur-Marne (sortant, Marne) Georges Hage, sortant, et Fabien Thiémié (Nord), Jean-Pierre Brard, maire de Montreuil (Seine-Saint-Denis), Georges Marchais, secrétaire général du PCF (sortant, Val-de-Marne).

Cinq candidats apparentés communistes sont dans la même situation outre-mer : M^{rs} Ernest Moutoussany, sortant, et Jérôme Cléry (Guadeloupe), M^{rs} Claude Hoarau, Elie Hoarau, sortant, et Paul Vergès, secrétaire général du PCR (Réunion).

M. Paul Chomat, député communiste sortant de la Loire est le seul à participer à une triangulaire et M. Laurent Vergès (Réunion), fils de Paul, est le seul candidat communiste qui a été réélu dès le premier tour.

Dans le meilleur des cas, le PCF aura vingt-six députés venant de treize départements métropolitains et six apparentés de deux départements d'outre-mer. D'ores et déjà, les communistes ont perdu dix-huit de leur trente-cinq députés sortants, parmi lesquels les deux élus du Pas-de-Calais, dont le fédérateur du parti fut dirigé par Maurice Thorez. En revanche, cinq nouveaux sont assurés de siéger à l'Assemblée nationale aux côtés de leurs six collègues sortants qui sont, comme eux, candidats uniques dans leur circonscription. Dans le pire des cas, la représentation communiste serait ainsi au minimum de douze députés dont un apparenté de la Réunion.

OLIVIER BIFFAUD.

De la discipline républicaine à la « géométrie variable »

M. Lionel Jospin n'a pas téléphoné à M. Georges Marchais, mais M. Pierre Mauroy a envoyé une lettre, assure-t-on au PS, au secrétaire général du PCF. Objectif : le soutien communiste à « géométrie variable » en faveur des candidats de la « majorité présidentielle » présentés par les socialistes.

Le PCF s'est, en effet, fixé une double règle : soutien sans ambiguïté aux candidats socialistes et radicaux de gauche, refus d'appeler à voter pour des « candidats de droite ou du patronat » soutenus par le PS. Ainsi, M. Lionel Stoléru et Bernard Tapie sont victimes de cet ostracisme, qui, en revanche, ne frappe pas M^{rs} Roger Bambuck et Brice Lalonde (le Monde du 9 juin).

Mais le premier principe de la règle ayant subi quelques petites entorses calculées, M. Jospin s'est fâché. Le ministre de l'éducation nationale a, sans doute, senti vibrer sa fibre d'ancien premier secrétaire du PS. Le mardi 7 juin, le PCF avait annoncé qu'il ne soutiendrait pas M^{rs} Gérard Collomb dans le Rhône, Henri Fazin en Moselle, Pierre Dabedzies en Haute-Saône et surtout qu'il prenait position pour M. Claude Miquel contre M. Jean Glavany dans les Hauts-Pyrénées (le Monde du 10 juin).

« Je ne donne pas le droit aux dirigeants communistes de choisir le candidat socialiste », a tonné M. Jospin, en affirmant qu'il allait dire son fait à M. Marchais, ou, à tout le moins, demander à M. Mauroy de le faire. Le premier secrétaire a donc envoyé une missive pleine de colère à M. Marchais — on affirmait ne pas en connaître l'existence au secrétariat de M. Marchais,

jeudi en fin d'après-midi. — Dans laquelle il rappellerait que le PS est attaché à la discipline républicaine qui, pour ce qui le concerne, ne souffre aucune exception à l'égard des candidats communistes. Pour se faire parfaitement comprendre, M. Mauroy ferait référence aux consultations électorales passées, présentes... et à venir.

Si M. Jean Portejoie, premier secrétaire fédéral communiste des Hauts-Pyrénées, prétend que le déclin de soutien à socialiste local en rupture de parti contre le chef de cabinet du président de la République n'a pas été prise au niveau national, on n'en croit pas un mot chez les dirigeants socialistes. Cependant, une dimension purement locale n'est effectivement pas à négliger : l'élection municipale de Tarbes, dont le maire est communiste, en 1988. Un échange de bons procédés entre militants, fussent-ils de deux partis différents, ne nuit jamais à l'union de la gauche... locale.

Se démarquant totalement de la tactique du PCF, M. Claude Liabes, coordinateur national des rénovateurs communistes, nous a indiqué — à titre personnel — que « l'accord entre la droite et le Front national (étant) un acte d'une extrême gravité, les candidats de cette coalition doivent être considérés comme des ennemis de la démocratie et des libertés. C'est donc dans chaque circonscription, sans exception d'aucune sorte, qu'il faut mettre en échec ». Certains dirigeants rénovateurs ne partageaient pas ce point de vue, qui, selon eux, « fait entrer par la fenêtre une ouverture qui a été chassée par la porte ».

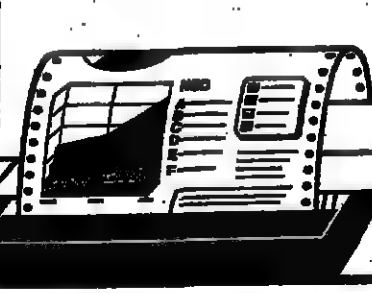
O. B.

Le préfet de l'Oise désigne une nouvelle commission de recensement des votes

M. Pierre Chassigneux, préfet de l'Oise, a nommé le jeudi 9 juin une nouvelle commission départementale de recensement des votes pour le second tour des élections législatives. Cette décision fait suite à la polémique et aux recours auprès du Conseil constitutionnel provoqués par les décisions de la commission à l'issue du premier tour (le Monde des 8 et 9 juin).

Cette commission, présidée, dans sa composition primitive, par M^{rs} Rosine Pierrard, présidente du tribunal de grande instance de Beauvais, avait annulé la totalité des suffrages qui s'étaient portés dans la première et la deuxième circonscription de l'Oise sur les candidats socialistes et avait proclamé élus d'office les deux candidats de l'URC : M^{rs} Jean-François Mascol et Guy Desessart, éliminant ainsi leurs adversaires potentiels du second tour, M^{rs} Guy Vadepied et Walter Amallem. De même, dans la quatrième circonscription de l'Oise, le candidat socialiste, M. Jean-Pierre Hanniet, s'était vu priver de deux mille cent trente-cinq suffrages par la commission. Toutes ces « rectifications », inusitées par leur ampleur et leurs conséquences radicales, avaient été justifiées, selon la majorité de la commission, par une disposition typographique erronée des bulletins de vote, la mention « suppléant » figurant après et non avant le nom des intéressés. La nouvelle commission comprend trois magistrats de la cour d'appel d'Amiens (et non plus du tribunal de grande instance de Beauvais). Le conseiller général RPR Jean-Paul Callens (Marseille-en-Beauvais) y est remplacé par M. Claude Brunet (divers droite), conseiller général de Creil-Nogent-sur-Oise.

Pour faire bonne impression - Offrez-vous une NEC: la Pirwriter P2200 imprime vos textes en qualité courante à 56 caractères par seconde. Avec NEC faire bonne impression n'est plus une question de prix.



Soyez synchro avec NEC Multisync - Il balaye automatiquement toutes les fréquences de 15,5 à 35 kHz, et accepte toutes les cartes graphiques couleur compatibles IBM.



Le portable NEC se plie à tous vos besoins - Il a beau être léger, Multisync portable NEC n'en est pas moins un ordinateur de poids. En voyage, il vaut bien son pesant d'or.



Un télécopieur à rendre jaloux votre téléphone - NEFAX, télécopieur qui en quelques secondes achemine textes et graphiques à l'autre bout de la ligne depuis votre bureau.



-Nous recherchons votre correspondant! - Si vous utilisez un standard PBX et le Keyphone System NEC, voilà une rengaine que vos correspondants n'auront plus à supporter.



Les satellites n'ont pas forcément la tête dans les étoiles - Grâce aux faisceaux Hertzien NEC, les entreprises des quatre coins de la France communiquent mieux et plus loin à travers le monde. Une nouveauté qui relie les hommes.



NEC est fier de parrainer des manifestations sportives de renommée internationale, telles que la COUPE DAVIS, la COUPE DE LA FÉDÉRATION ou la WORLD YOUTH CUP. NEC sponsorise également la WORLD SERIES OF GOLF et le CLUB DE FOOTBALL D'EVERTON en Grande-Bretagne.



mais partout...

NEC est un des leaders mondiaux dans l'informatique et les communications. Notre souci permanent est que la société tout entière tire profit de ces technologies. C'est pourquoi les avancées de NEC dans tous ces domaines font partie de votre vie quotidienne. Où est NEC? Maintenant vous le savez, NEC est partout aujourd'hui et encore plus demain. Parce que dans le monde de l'informatique et des communications, il y aura toujours du NEC quelque part.

Whichever part we contact: NEC Business Systems (France) Tour GAN - Code 88 - 92082 PARIS LA DEFENSE
NEC Electronics (France) S.A. 9, rue Paul-Dauter - BP 167 - 78142 Velizy-Villacoublay Cedex.



Politique

Législatives : situations locales

● **GIRONDE, 10^e Libourne.** — Le Front national appelle à voter en faveur de M. Gérard César (URC-RPR) pour « faire battre le candidat Mitterrand, fils de son père ». M. Gilbert Mitterrand, député sortant, premier secrétaire de la fédération socialiste de Gironde, en ballottage favorable (47,23 %), est opposé à M. César, également député sortant (42,25 %). Le candidat du Front national, M. Jacques Labégorre, avait obtenu 5,98 % des suffrages. Le 5 juin, la consigne de vote du Front national fit exception dans le département. Dans les autres circonscriptions en ballottage, le Front national laisse ses électeurs libres de leur choix. Le FN avait adressé aux candidats de l'URC un questionnaire leur demandant s'ils considéraient le Front national comme un courant raciste et xénophobe et s'ils étaient d'accord pour envisager des listes communes aux prochaines municipales. Aucun des six candidats concernés n'ayant répondu, le Front national a interprété ce silence comme un rejet. Le Front national n'avait pas soutenu M. César à la question. — (Corresp.)

● **NORD (10^e circonscription, Tourcoing-Nord, Nord-Est).** — M. Christian Baekeroot, député (FN) sortant, qui a été éliminé dès le premier tour avec 18,42 % des suffrages, a appelé à voter en faveur de M. Stéphane Dermaux (URC-UDF-PR), maire de Tourcoing. Répondant à une lettre que lui avait adressée le candidat du FN, M. Dermaux s'est déclaré favorable aux thèmes du FN « quant aux objectifs à atteindre », mais il a estimé que les méthodes proposées pour y parvenir doivent être mieux étudiées.

Le candidat de l'URC s'est également dit prêt à rencontrer M. Baekeroot afin de discuter des moyens à mettre en œuvre « pour résoudre réellement, même par étapes, les problèmes que rencontrent les électeurs du Front national ». Le représentant de l'URC, qui avait obtenu, le 5 juin, 34,06 % des suffrages, est devancé, dans cette circonscription, par M. Jean-Pierre Balduyck (maj. p., PS) qui a recueilli 40,05 % des voix.

Plusieurs candidats du FN se sont également désistés en faveur de représentants de l'URC, notamment dans les 3^e, 5^e, 7^e et 21^e circonscriptions. — (Corresp.)

● **ORNE (3^e, Argentan, Flers).** — M. Razah Raad, candidat (RPR, diss.) arrivé en troisième position au premier tour des élections législatives, s'est refusé, le mercredi 8 juin, à toute négociation en vue du second tour. « Je ne suis pas propriétaire de mes voix et refuse toujours les magouilles. Je ne vais donc pas en faire sur le dos de mes électeurs », a déclaré M. Raad, qui s'est rendu célèbre par le rôle qu'il a joué dans les multiples épisodes de la libération des otages du Liban, qui a recueilli, le 6 juin, 7,76 % des suffrages. M. Raad a ainsi répondu à M. Hubert Bassot (URC-UDF-PR), arrivé en seconde position avec 38,76 % des voix, qui avait annoncé, le soir du premier tour, son intention de renoncer, en vue du second tour, M. Raad et Delcroix (FN), ce dernier ayant rassemblé 5,81 % des suffrages. — (Corresp.)

M. Mauroy affirme que les chaînes ont favorisé l'URC et le FN

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du Parti socialiste, a écrit, le jeudi 9 juin, à M. Gabriel Brogère, président de la CNCL, pour mettre en cause l'attitude des chaînes de radio et de télévision dans la semaine qui a précédé le premier tour des élections législatives. S'appuyant sur les chiffres publiés par la Commission, M. Mauroy affirme que ces données « font apparaître que l'URC et le Front national, qui viennent de passer un accord national, ont bénéficié d'un avantage quantitatif manifeste puisque leur temps de parole s'est élevé à onze heures seize minutes, alors que celui des partis de gauche s'est élevé à huit heures deux minutes et cinquante-deux secondes ».

Le premier secrétaire du PS conclut : « Force est de constater que ceux à qui la loi a confié le devoir de faire respecter l'équité n'ont pas cru nécessaire de faire en sorte qu'un équilibre soit durablement établi entre les mouvements politiques précités. La diffusion tardive de ces relevés de temps de parole a contribué notablement à pérenniser cet état de fait jusqu'à ce qu'elle rende illusoire une correction en temps utile, comme on peut le constater aujourd'hui même. Cette situation revêt naturellement une particulière gravité pendant les campagnes électorales. Je tiens donc à vous dire à quel point je regrette que votre Commission n'ait pas été en mesure d'assumer

les devoirs qui lui avaient été confiés par les lois de la République. »

[Le décompte de M. Mauroy est juste si l'on additionne d'un côté les temps de parole du PS et du PC, et de l'autre ceux de l'URC et du FN. La CNCL avait demandé aux chaînes de « rechercher une égalité entre les partis, groupements et personnalités ayant concouru à la formation de la majorité présidentielle, d'une part, et les partis, groupements et personnalités ayant formé la majorité parlementaire, d'autre part ». D'un point de vue strictement juridique, tout le problème consistait à sinter le Front national dans ce subtil découpage, le parti de M. Le Pen ayant toujours été classé par la CNCL dans l'opposition parlementaire depuis 1986. Mais il faut bien reconnaître que ces distinctions juridiques correspondent mal à la réalité politique des dernières semaines. — J.-F. L.]

● **Election sénatoriale le 24 juillet en Mayenne.** — Une élection sénatoriale partielle sera organisée, le 24 juillet prochain, en Mayenne, à la suite de la décision de M. Georges Dessaigne (un. cent.) de se démettre de son mandat. Ce scrutin devrait permettre à M. Jean Arthuis (UDF-CDS) de retrouver son siège au Palais du Luxembourg qu'il avait abandonné, le 20 mars 1986, lors de son entrée au gouvernement de M. Jacques Chirac, comme secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi.

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Tjibaou va demander à M. Rocard un « calendrier précis » pour la « préparation de l'indépendance »

Le premier ministre, M. Michel Rocard a reçu à déjeuner, le jeudi 9 juin, à l'hôtel Matignon, les six membres de la « mission de dialogue » qu'il avait envoyée le 15 mai en Nouvelle-Calédonie, MM. Christian Blanc, Pierre Steinmetz, Jean-Claude Pariat, Roger Leray, Mgr Paul Guibertean et le pasteur Jacques Stewart.

M. Rocard a estimé, dans un communiqué, que les réactions locales aux travaux de cette mission « ouvrent des perspectives pour un dialogue direct entre les communistes, avec l'arbitrage et sous l'autorité de l'Etat ». Selon M. Rocard, ces travaux sont « porteurs d'espoir ».

La mission remettra le 15 juin deux rapports au chef du gouvernement. Le premier sera un « rapport d'évaluation », une sorte d'« état des lieux de la Nouvelle-Calédonie », alors que le second, établi par M. Blanc, formulera diverses propositions soumises à la réflexion du premier ministre.

L'annonce de la venue à Paris de M. Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, qui doit s'entretenir, en principe mercredi prochain, avec M. Rocard, traduit la volonté du chef du gouvernement de profiter de la légère détente enregistrée sur le territoire pour essayer d'enclencher le plus vite possible un processus de retour à la paix civile.

Nouméa de notre correspondant

Il faut pour la Nouvelle-Calédonie du « définitif » et non plus du provisoire. Tel est le message que le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a tenu à adresser au gouvernement avant de quitter, le vendredi 10 juin, Nouméa pour Paris. Il doit s'entretenir la semaine prochaine avec le premier ministre, M. Michel Rocard.

Le chef de file du mouvement indépendantiste n'a pas caché son « scepticisme » et sa « méfiance » vis-à-vis de l'actuelle formule de compromis envisagée, à savoir un statut transitoire valable pour une période d'essai de dix ans et sanctionnée à terme par un nouveau scrutin d'autodétermination. Il fait du particulier référence au statut dit Fabius-Pisani, qui, « aux dires de ses auteurs, était irréversible ». Pour M. Tjibaou, « le définitif doit être cette fois-ci clairement défini et la meilleure garantie, a-t-il ajouté, c'est de prévoir avant la fin de la nouvelle législature un acte d'autodétermination concernant le peuple kanak et les victimes de l'histoire ». [C'est-à-dire les « glorieux » issus du bagne et de la colonisation libre].

Le président du FLNKS souhaiterait que le gouvernement s'engage sur « un processus », qui « implique des étapes de préparation à l'indépendance sur un calendrier précis et fiable ».

L'arrivée des médecins légistes

M. Tjibaou a confirmé par ailleurs, comme nous l'avons indiqué dans nos éditions du 9 juin, que « la question d'un référendum national a été évoquée » lors du passage sur l'archipel de la « mission de dialogue » mandatée par le gouvernement, mais « s'il s'agit de quelque chose de bien établi... ». Une telle mesure, a-t-il commenté, n'a d'intérêt que si la perspective et le calendrier sur l'indépendance sont établis.

Evouant enfin la consigne adressée à la base militante du FLNKS de « lever le pied » pour créer un contexte plus favorable à des négociations, le chef indépendantiste a précisé : « Notre force est aussi démonstrative dans notre capacité à engager des actions sur le terrain que dans notre capacité à nous arrêter, ainsi que dans notre capacité à relancer le mouvement ». Et M. Tjibaou d'expliquer : « Il faut s'organiser

sur pour repartir sur le terrain et le gouvernement n'accepte pas de prendre en compte la décolonisation de notre pays. »

Au moment de s'envoler pour Paris, le dirigeant du FLNKS a croisé à l'aéroport de La Tomouta (60 km de Nouméa) les deux médecins légistes débarquant de métropole à la demande de M^{lle} Joëlle Rondreaux, le magistrat saisi par le parquet de Nouméa de l'affaire des morts suspectes d'Ouvéa, MM. Henri-José Lazarini et Jean Doligeau, respectivement directeur et professeur à l'Institut médico-légal de Bordeaux, sont venus aider leurs collègues locaux, MM. Jean Véran et Armand-Jean Nouchi.

Ces quatre experts procéderont samedi aux autopsies des corps d'Alphonse Dianou, Wenceslas Lavello et Wilms Amoses, les trois premiers d'otages indépendantistes tués le 5 mai lors de l'assaut de la grotte de Gossans sur l'île d'Ouvéa, dans des circonstances controversées, qui ont motivé l'ouverture d'une information contre X pour « homicide volontaire », « coups et blessures volontaires » et « non-assistance à personne en danger ».

FREDERIC BOBIN.

Les suites de l'assaut d'Ouvéa

« Alphonse Dianou n'est pas mort seulement de ses blessures »

affirme le ministre de la défense

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a déclaré le vendredi 10 juin sur Europe 1 que le chef des indépendantistes relâchés de la grotte de Gossans dans l'île d'Ouvéa, Alphonse Dianou, « n'est pas mort seulement de ses blessures », et qu'il s'agit d'« un acte inadmissible », qui doit être sanctionné.

Le ministre a jugé nécessaire que la « vérité » soit clairement établie sur l'assaut mené contre la grotte où étaient détenus les otages, et qui a fait dix-neuf morts chez les Mélanésiens et deux morts chez les militaires : « Il m'est apparu [...] qu'il y avait un acte contraire au devoir militaire qui avait été commis [...] ». Après l'assaut, il m'est apparu clair qu'Alphonse Dianou n'était pas mort seulement de ses blessures. C'est là un acte inadmissible qui, dans l'intérêt de l'armée et dans l'intérêt de la République, doit être sanctionné.

En Guadeloupe

Remous et manifestations après l'incarcération d'un appelé du contingent indiscipliné

POINTE-A-PITRE de notre correspondant

La chambre d'accusation de la cour d'appel de la Guadeloupe, siégeant à Basse-Terre, devait examiner, le vendredi 10 juin, la demande de mise en liberté formulée par un jeune appelé du contingent, Bruno Anastase, incarcéré depuis un mois (le Monde du 10 juin).

Alors qu'il faisait l'objet d'une sanction lui interdisant de sortir de sa caserne, le deuxième classe Anastase se trouvait absent à l'appel le 6 mai dernier. Refusant de se rendre à la convocation de ses chefs d'unité et de répondre aux gardes, il était placé en garde à vue après une altercation avec dix de ses supérieurs et des gardes.

Alors qu'il était emprisonné à Basse-Terre pour rébellion et refus de se soumettre à l'autorité mili-

taire, que M. Bruno Anastase déposait plainte pour coups et blessures volontaires et abus d'autorité. Une plainte classée sans suite par le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Pointe-à-Pitre, à l'issue d'une expertise médicale.

Dans les milieux indépendantistes de l'archipel, on parle de « torzures », ce que conteste formellement le ministre de la défense. Deux petites manifestations ont été organisées par le Comité guadeloupéen de soutien aux emprisonnés politiques et aux autres victimes de la répression (OOGUASEP), et, jeudi, pendant deux heures, le pont de la Gabarre, seule voie permettant de relier les deux principales parties de l'archipel, a été occupé par les manifestants jusqu'à l'intervention des forces de l'ordre.

ANDRÉ LÉGER.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Le vainqueur des élections législatives, il n'est même pas besoin d'attendre dimanche pour le connaître : c'est M. Giscard d'Estaing. D'abord parce que, manifestement, on l'en sent convaincu. N'apparaît-il pas, à droite, comme le seul survivant de l'élection présidentielle ? Ensuite, parce qu'on ne voit plus que lui, on n'entend plus que lui. Ce n'est pas, soyons justes, qu'il faille chaque jour en absorber une ration à la radio ou à la télévision ; mais il donne son avis sur tout et dit l'avenir mieux que personne ; son analyse est simple et assurée, son langage d'un quasi-chef de l'Etat.

D'ailleurs, n'a-t-il pas inventé cet URC qui va triompher dimanche au second tour, ainsi qu'il l'annonce ? Que ne s'est-il représenté à l'élection présidentielle ! Il doit rétrospectivement regretter la réserve qu'il s'est imposée. A peine élu, il aurait, comme aux législatives de 1978, recommandé le bon choix et, donc, préconisé le victoire de la gauche à la consultation d'aujourd'hui, afin que la France ne fût pas gouvernée par un seul parti ne représentant qu'un Français sur trois.

Pour prix de sa réserve, recevra-t-il un lot de consolation en étant porté à la présidence de l'Assemblée nationale ? C'est le vœu de M. Stoifru, exprimé dès son entrée au gouvernement, pour montrer combien ce ministre restauré était solidaire du gouvernement qui l'a tiré de son ennui.

C'est d'autant plus une bonne idée que, ainsi, l'ouverture en serait multipliée. Du haut de son « perchoir », grâce aux pouvoirs que celui-ci confère du fait de la Constitution ou de la loi, M. Giscard d'Estaing pourrait désigner des membres du Conseil constitutionnel, de la Commission nationale de l'informatique et des libertés, de l'ex-future CNCL, et donner, avec encore plus d'éclat, son avis sur tout.

Comme M. Giscard d'Estaing est un esthète en politique, il ne ferait choix que d'hommes de gauche pour remplir ces fonctions, et non pas d'hommes de son camp. D'ailleurs, il ne sera plus d'un camp puisqu'il sera ouvert grâce à l'ouverture. Il n'y aura plus de camp, il y aura la France où tout le monde s'aime et où on ne fera encore semblant d'être de droite ou de gauche que pour qu'il y ait motif à organiser de temps à autre des élections. Ce sera, comme sous de Gaulle, la France du rassemblement, dans laquelle personne ne se souciait de la couleur politique d'un journaliste de l'ORTF ou d'un haut fonctionnaire, parce que la question ne se posait pas.

À côté d'une exaltation giscardienne mal contenue, M. Mitterrand fait montre de la modestie qui sied au vainqueur. Il a fallu que son souhait d'une victoire socialiste elle aussi modeste parût trop être exaucée pour qu'il rompe son silence. Car, s'il est élégant, face à un résultat qui s'annonçait défilant, de vouloir qu'il soit mesuré, l'élégance cède à la prudence quand il apparaît que l'on risque d'être pris au mot et que la profusion doit se traduire en trop-plein. C'est très joli de vouloir être partageux, mais encore faut-il qu'il y ait quelque chose à partager. Or, à force de dire que la victoire ne devait pas être écrasante, elle risquait de manquer et rendez-vous et qu'encre une fois Boucher ne vint remplacer Grouchy.

De là à dire, depuis dimanche dernier que M. Balladur a donné son ton avec la simplicité dont il s'est fait un étendard, que la gauche a perdu et, bientôt, la droite gagnée, il s'en faut d'un scrutin. C'est pourquoi le langage du bon sens s'est tenu par M. Jean Popperan.

N'avait-il pas raison d'observer que, il y a cinquante ans, alors que les sondages n'existaient pas, les commentateurs auraient souligné les très bons chiffres obtenus par la gauche, y compris le Parti communiste, qui connaît une manière de rémission ?

Car, tout de même (réserve faite des abstentionnistes, ce qui n'est effectivement pas négligeable), la gauche non communiste obtient son meilleur score depuis 1978 et la droite non extrême, le plus mauvais. Mais, à part cela, il faudrait entendre des *De profundis* pour la première et des *Te Deum* pour la seconde.

Ah ! mais les électeurs ont eu le mauvais goût de ne pas correspondre docilement à l'image que les sondages se faisaient d'eux. Les chiens ! On leur dicte une conduite et ils ont le front d'en suivre une autre, la leur ! Mais où va-t-on ? Les commentateurs, avec une liberté de penser qu'il convient de saluer, de comparer l'imaginaire au réel pour conclure que l'erreur est d'avoir contredit la fiction.

Ainsi se renouvelle ce qui s'était passé au premier tour de l'élection présidentielle. Parce que M. Mitterrand n'avait pas obtenu le pourcentage de voix assigné par les sondages, c'est tout juste s'il n'avait pas échoué avant d'avoir achevé son parcours. En tout cas, il avait démenté. On voyait ici et là se préparer l'éloge funèbre qui serait prononcé après le second tour. Oui, mais le moribond électoral y a rifié cinquante-quatre pour cent des suffrages. Quel bidé !

Division

PLUTOT que d'afficher déjà le gournement, plutôt que de se pourlécher les babines à la vue d'un gîteau qui remplit toujours une autre assiette, il croit serait mieux avisé de regarder où elle met les pieds afin de sauver la France, comme le dit à Marseille et sans emphase aucune M. Jean-Claude Gaudin.

Faut-il qu'elle n'y croie pas fort à sa victoire, la droite, pour s'être pliée à la loi de M. Le Pen et pour mendier sa victoire moins à cet homme qu'à ses thèses. Faut-il qu'elle s'en ressente gênée pour baptiser « retraites locales » un accord ostensible, une alliance officielle, un traité d'assistance mutuelle, un déraisonnable mariage de raison (à supposer qu'il ne soit pas d'inclination), bref, un choix politique.

Ainsi a-t-on pu admirer les consciences de la droite, les pourfendeurs de l'extrême droite, et jusqu'à M. Stasi ! hier impétrants de l'ouverture, ne rien trouver à y redire, pour certains au contraire. Il est difficile de prendre plus crûment ses concitoyens pour des débilés. A notable exception de M. Raymond Barra, à qui l'on fait pourtant si souvent le même reproche, puis de M^{me} Veil pour qui il était temps de parler. Cette piètre tartrufferie est d'autant plus sottise que les électeurs de droite n'ont pas repris à leur compte la thèse du retrait fortuit et limité que, pour ainsi dire, seul s'hasard expliquerait. Les uns se sont scandalisés de l'accord, d'autres l'ont approuvé, mais nul n'a méconnu que c'était une alliance qui aurait été encore plus vaste s'il y avait eu lieu. Quelques-uns ont

juste souligné que, le PS passant des accords de désistement avec le PC, il était légitime que la droite en conclût avec le Front national, c'est-à-dire, désormais, avec elle-même.

SANS contester pour le millième fois la comparaison du Parti communiste et du Front national, force est de reconnaître que cette division périmée, archaïque, démodée de la France entre sa droite et sa gauche, eh bien, voilà ! Avec sa logique qui a voulu que la gauche cherche secours à gauche et que l'extrême-droite vienne à la rescousse de la droite. Où a-t-on vu en effet (et qu'on nous fasse grâce des indéfinissables exceptions) que le centre prît main-forte au PS et celui-ci à celui-là ? Mais non, chacun est resté dans sa famille et le centre avec la droite.

N'est-ce pas au demeurant le vœu des électeurs ? Or à un beau raconter, en argument de sondages dont on a encore vu la profonde perspicacité, que les électeurs adoraient la cohabitation (parce qu'elle évitait une crise institutionnelle), puis qu'il le boucinerait (parce qu'elle allait bientôt être inutile), puis qu'ils voulaient l'ouverture (à leur quoi ? pour faire quoi ?), ils n'ont pas précisément ratifié les volontés qu'on leur prêtait.

Non seulement les électeurs ne sont pas idiots, mais ils ont de la logique. S'il en fallait une preuve, on pourrait notamment la trouver dans le sort qu'ils ont réservé aux candidats qui se sont présentés à eux le bec enfoncé, avec pour tout bagage, mais fidèlement brandi, une étiquette d'« ami » ou de « collaborateur » du président de la République, et qui sont apparemment encore tout dépités que cela n'ait pas suffi.

Le seul, ou peu s'en faut, qui cumule ces deux qualités et soit sur le point de remporter son pari, c'est l'ancien porte-parole de l'Elysée, M. Michel Vauzelle. Il n'y a ni miracle ni mystère à cela. Lui ne s'est pas contenté de paraître l'avant-veille. Année après année, il a, comme ont dit, labouré sa circonscription, et Dieu sait que ce n'est pas toujours drôle ! facile ! Il a été récompensé de son travail, comme le sont, quoi qu'on pense, ceux qui, à droite comme à gauche, ne font pas de l'électeur qu'un outil de carrière. Evidemment, c'est moins aisé que de débarquer en croyant que le Nord est un nouveau tiers-monde et en cherchant des « boat-people » du côté de l'Escaut. Mais cela évite les mécomptes. En quoi l'on pourra constater, comme les candidats au baccalauréat, que morale et politique peuvent faire bon ménage si l'on s'en donne le peine.

PS 1. — Pour des raisons de mise en page des bulletins de vote, les présidents du tribunal de Compiègne a décidé que son propre vote primait celui des électeurs de la 1^{re} et de la 2^e circonscription de l'Oise. Que n'y a-t-on pensé plus tôt pour dispenser les citoyens de se déplacer ? Il faudrait décorer cette dame pour son ingéniosité.

PS 2. — La statue du colonel Dreyfus réalisée par Tim sort enfin du placard où elle était reléguée. Grâce à Jack Lang, qu'il est pour l'heure à la mode de faire passer pour un zéro. Comme si l'on chasse au Lang était la seule à être ouverte toute l'année.

Les Tuileries accueillent cette statue, mais pour servir quel symbole ? Elle seul endroit convenable eût été l'Ecole militaire, l'endroit même où fut dégradé celui qui cessait ainsi d'être le capitaine Dreyfus. Mais il ne faut pas, ces temps-ci moins que jamais, heurter par trop le sensibilité militaire.

Sept organisations réclament « une cohérence politique » pour lutter contre la délinquance et la crise urbaine

Sept organisations viennent de lancer un appel pour relever le défi de la France à deux vitesses... « La montée de l'extrême droite est favorisée par la désagrégation du tissu urbain et les phénomènes d'exclusion engendrés par la crise »...

L'action sur le terrain pour ressouder le tissu social... Ils invitent donc le gouvernement à donner une cohérence politique à tous les efforts conduits jusqu'à ce jour de façon par trop parcellaire...

ne saurait suffire si elle n'est ni partagée ni relayée par les acteurs de la vie sociale sur le terrain... Initiateur du Conseil national de la prévention de la délinquance (CNPD) et délégué national du PS pour les problèmes de sécurité, M. Gilbert Bonnemaizon exprime un point de vue semblable dans l'interview ci-dessous...

M. Bonnemaizon : Pour une unité d'action sur le terrain

« A son arrivée au ministère de l'Intérieur, M. Pierre Joxe a constaté une augmentation de la délinquance et de la criminalité durant le premier trimestre 1988. Comment l'explique-t-il ? Il n'y a pas lieu de s'en étonner. C'est ce que j'avais prédit, il y a deux ans, lors de la mise en œuvre de la politique du gouvernement précédent... »

« Comment traduire, concrètement, cette politique ? Il n'y a d'avance possible que dans le traitement global, une politique qui associerait, sans perméabilité, sans complaisance, mais avec intelligence, prévention, répression, solidarité, réparation, aide aux victimes... »

« On fabrique des délinquants... Cela signifie-t-il que, sur ce plan, vous trouvez le dispositif gouvernemental actuel insuffisant ? La volonté, elle existe, le premier ministre me l'a dit... »

« Aurai-je l'équipement plus performant, un gardien de la paix sera impuissant s'il est isolé dans la ville. Son action n'a de valeur que si elle est relayée par la population... »

« Au contraire, on les aggrave, on crée une formation au crime et à la violence. C'est de la presse intellectuelle que de dire aux gens : « On va créer de la sécurité, on emprisonne tous les coupables... »

« Cela implique d'en finir avec le saupoudrage des crédits, et, surtout, de sortir du fonctionnement vertical des ministères. Non, le tout-Etat ne détient pas la solution ! Il faut, aussi, des actions horizontales, associant tous les partenaires - policiers, magistrats, travailleurs sociaux, élus, associations... »

« Il faut créer une animation sur le terrain, une unité d'action entre les différents acteurs, arriver à le faire travailler ensemble, créer - le mot est barbare, mais explicite - un « interpartenariat »... »

« Sur l'instant, M. Le Pen ne trouve rien d'anormal, mais lorsqu'il reçoit le script de l'émission destiné à la presse où la phrase litigieuse commençait par : « Les chambres à gaz n'ont pas existé... »... »

M. Le Pen et le prix des mots

Les mots ont leur importance. M. Jean-Marie Le Pen en est convaincu et leur accorde un si grand prix qu'il a saisi la justice afin que TF 1, Anne Sinclair et Jean-Marie Colombani lui versent 500 000 francs de dommages et intérêts pour trois mots que les téléspectateurs n'ont pas entendus dans l'émission « Questions à domicile » réalisée le 18 décembre 1987 à La Trinité-sur-Mer.

« Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé, je n'ai pas pu moi-même en voir, je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la seconde guerre mondiale... »

Comme M. Le Pen semblait contester que sa déclaration accordât la thèse selon laquelle un débat pouvait être instauré sur l'existence des chambres à gaz, on décide de l'écouter à nouveau... »

« M. Le Pen entretient l'illusion de la persécution, lui a répondu M. Bernard Jousmeau, défenseur d'Anne Sinclair. Mais il porte la responsabilité de cet incident, car il a voulu empêcher la diffusion de l'enregistrement... »

« M. Le Pen n'a pas joué le jeu » en faisant des manœuvres d'obstruction qui sont à l'origine d'un incident mineur « noté en mayonnaise ».

Puisque les mots ont leur importance, M. Bernard Cessnova, défenseur de Jean-Marie Colombani, s'est appuyé sur ceux de M. Le Pen en suivant la même logique pour déclarer : « Dans sa pensée, les chambres à gaz sont à un point de détail... »

Jugement le 6 juillet. MAURICE PEYROT.

Disparition de la filiale genevoise de la joaillerie Chaumet

Genève. - Chaumet-Genève, la filiale des joailliers français de la place Vendôme à Paris, n'existe plus, et le stock de bijoux sera vendu aux enchères pour indemniser en partie les créanciers... »

Le magasin Chaumet à Genève a été fermé en début de semaine, a précisé le liquidateur, qui l'avait maintenu ouvert tant qu'un espoir de reprise subsistait... »

Il est vraisemblable que la vente des bijoux ne permettra pas d'atteindre ce chiffre : une estimation récente du liquidateur fait état de 3 millions de francs suisses, alors que les créanciers réclamaient 250 millions de francs suisses à Chaumet-Genève... »

Le commissaire Jobio n'est plus sous contrôle judiciaire. - La chambre d'accusation de la cour d'appel de Versailles a rendu, jeudi 9 juin, un arrêt annulant la mise sous contrôle judiciaire du commissaire parisien Yves Jobio, inculpé en novembre 1987 de « proxénétisme aggravé » après les accusations portées contre lui par une prostituée affirmant qu'elle lui avait versé de l'argent.

Le Syndicat des commissaires de police s'est « félicité », dans un communiqué, de cette décision. « La chambre d'accusation vient, pour la seconde fois, d'infirmer un acte du juge d'instruction Hoyat, pris sur la seule parole d'une prostituée », déclare le syndicat.

REPÈRES

Espace

Le vaisseau soviétique rejoint MIR

Le vaisseau soviétique TM-5, lancé mardi 7 juin de Baïkonour, avec à son bord un équipage soviéto-bulgare, s'est amarré, jeudi 8 juin à 17 h 57 (heure française), à la station orbitale MIR... »

Suisse

Plus de naturalisation automatique pour les épouses étrangères

L'épouse étrangère d'un citoyen suisse ne recevra plus automatiquement un passeport helvétique le jour de son mariage. En prenant cette décision, le jeudi 9 juin, le Conseil suisse des Etats a donné une inégalité qui existait dans le code entre les hommes et les femmes (désormais les mariés étrangers de citoyenneté suisse ne bénéficieront plus de cette automaticité)... »

que s'ils ont vécu au moins huit ans en communauté conjugale. Ils devront, en outre, avoir noué de solides attaches avec la Suisse, par exemple en ayant habité dans le pays pendant cinq ans. - (AP.)

Illettrisme

Facteur en souffrance

Comme il ne parvenait pas à déchiffrer les adresses, il cachait depuis sept ans les lettres dans son armoire de service, lui préposé de Newcastle-upon-Tyne, dans le nord-est de l'Angleterre, dans le nord-est de l'Angleterre, n'était pas tout à fait illettré : il réussissait à distribuer bon an mal an près de cent mille lettres. Mais il ne pouvait lire le nom des destinataires sur certaines d'entre elles qu'il entassait alors dans son vestiaire. A l'occasion d'un grand nettoyage, l'administration de la Poste royale britannique a tout découvert. Le facteur a démissionné. Prévenu avec un mot d'excuse, les destinataires frustrés n'ont pas porté plainte. Désormais, la Poste royale s'assurera par un test que les candidats facteurs savent lire.

EN BREF

Sept Interpellations après la mort de deux personnes brûlées vives. - Le SRPJ de Versailles a interpellé sept personnes qui ont été déferées à la justice, jeudi soir 9 juin, après le mort, le 5 juin dernier, au Ménil-sur-Seine (Seine-et-Marne) d'un homme et d'une femme brûlés vifs dans l'incendie d'un abri de fortune installé sur une berge de la Seine... »

La mort d'un revendeur de drogue. - Alors qu'il tentait d'échapper à la police, un revendeur de drogue d'origine ghanéenne s'est tué, jeudi après-midi 9 juin, en tombant du sixième étage d'un immeuble du Petit-Quevilly près de Rouen... »



HOTEL MAXIM'S DE PARIS

Un nouvel hotel Français à New York. 5ème avenue et 55ème rue. La meilleure adresse du monde pour les affaires et le shopping.



L'Hotel Maxim's de Paris, at the Gotham, 5ème avenue et 55ème rue, New York, New York 10019. Telephone 212-247-2200, Telex 497-654 MDM. Pour vos réservations, consultez votre agent de voyages. Représenté par LRI/Lawson.

Société

ENVIRONNEMENT

Le trafic des déchets toxiques provoque des incidents diplomatiques en Afrique

Le trafic international des déchets industriels toxiques commence à tendre les relations diplomatiques entre pays - fournisseurs et pays - receveurs. En Guinée, le consul général de Norvège à Conakry, M. Sigmund Stromme, a été arrêté le 8 juin. Il est accusé de complicité dans l'affaire des déchets toxiques retrouvés sur l'île de Kassa, au large de Conakry, déchets qui avaient été importés par l'entremise d'une société norvégienne de matériaux de construction. Plusieurs cadres guinéens du ministère du commerce ont aussi été arrêtés pour complicité.

D'autre part, le Nigéria a rappelé son ambassadeur à Rome, le jeudi 9 juin, pour protester contre l'entrepôt clandestin de 1 200 tonnes de résidus chimiques italiens découverts près du port de Koko, dans le sud du pays. Le nouvel ambassadeur d'Italie au Nigéria, qui n'a pas encore présenté ses lettres de créance, pourrait être rappelé à Rome. Enfin, le ministre libanais de la santé publique a demandé que 2 400 tonnes de déchets industriels italiens, entreposés depuis septembre 1987 dans le nord de Beyrouth, soient enlevés par les soins du pays d'origine ou d'un organisme international, étant donné que « le chargement et le transport nécessitent une main-d'œuvre spécialisée dont le Liban ne dispose pas ». L'ambassade d'Italie à Beyrouth a affirmé tout ignorer de cette affaire.

Après la réunion à Caracas (Venezuela), des experts de trente-quatre pays chargés de préparer un accord international pour le contrôle des déchets toxiques (le Monde daté 5-6 juin), des représentants de Greenpeace, invités en qualité d'observateurs, ont apporté des précisions sur le trafic à travers le continent américain. C'est ainsi que le Mexique et le Brésil apparaissent aujourd'hui comme les deux plus gros importateurs de déchets en provenance des Etats-Unis. Mais des contrats ont aussi été signés entre une société de Miami, l'American Security International, et des pays

comme le Pérou, l'Argentine et l'Uruguay, pour l'exportation d'environ 100 000 fûts de solvants, huiles usagées et autres déchets chimiques. La société américaine a même offert de construire un centre d'incinération à Piura, au Pérou. Dans les Caraïbes, ce sont la République dominicaine et Haïti qui ont jusqu'à présent reçu le plus de déchets - américains et européens.

En Europe, où vient de s'achever à Kalskrona (Suède) une conférence réunissant les experts de dix

Etats riverains de la mer du Nord et de la Baltique, chargés de préparer un plan d'action - contre la pollution marine, on continue à incinérer des déchets toxiques en mer. La firme néerlandaise Ocean Combustion Service va bientôt procéder à l'incinération en mer du Nord de 1 800 tonnes de déchets chlorés en provenance du port espagnol de Santander. Etant donné que ces déchets seront brûlés en zone internationale, sans passer par un port néerlandais, les autorités de La Haye se déclarent dans l'impossibilité d'empêcher l'opération. - (AFP, Reuter.)

Après l'incendie d'une usine de produits chimiques

Deux cent mille Tourangeaux privés d'eau courante

Quelque deux cent mille habitants de Tours et de sa banlieue nord sont privés d'eau courante depuis le jeudi 9 juin, après la décision du préfet d'interdire la Loire de fermer les captages menacés de pollution, à la suite de l'incendie d'une usine de produits chimiques. L'usine Protax, située à Auzouer-en-Touraine, a brûlé dans la nuit du 7 au 8 juin après une explosion accidentelle. L'intervention des pompiers a entraîné un écoulement de nombreux produits - sodium, cuivre, chrome et surtout phénol, très toxique - dans le cours de la Loire en amont de Tours.

Lorsque les analyses ont confirmé la présence de substances chimiques dangereuses dans la Brenne et la Loire, des voitures équipées de haut-parleurs ont sillonné la ville de Tours et cinq communes de sa banlieue nord pour demander à la population de ne pas boire de l'eau du robinet. La distribution d'eau courante a ensuite été coupée. Pour assurer la continuité de l'approvisionnement en eau potable, la direction de la sécu-

rité civile a dépêché des citernes souples qui seront alimentées sur place par les pompiers.

Le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, et le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Eric Lalonde, se sont réunis le vendredi 10 juin, à la préfecture de Tours, pour mettre sur pied un plan d'action. « Il faudra que l'on ait le même genre d'enquête que pour Sandoz à Bâle », a déclaré M. Lalonde. Il faudra que l'enquête soit publique, avec des représentants du monde scientifique et de l'administration, car il reste incompréhensible qu'il y ait eu plusieurs vagues de pollution. »

A Tours et dans sa région, où l'on s'est rué sur les bouteilles d'eau minérale, on espère que cette interruption de l'approvisionnement en eau courante ne durera pas aussi longtemps qu'après l'écroulement du vieux pont sur la Loire, qui avait coupé une conduite. La Loire étant actuellement en hautes eaux, il est vraisemblable que le fort débit du fleuve va disperser les effluents toxiques assez rapidement.

SPORTS

ATHLÉTISME : record du monde à la perche

Sergueï Bubka à 6,05 mètres

Le Soviétique Sergueï Bubka a amélioré, le jeudi 9 juin, à Bratislava (Tchécoslovaquie) le record du monde de saut à la perche, pour la huitième fois, en franchissant 6,05 mètres à son premier essai.

C'était la première compétition officielle de la saison pour le « Gagnac de la perche » qui utilise de nouvelles catapultes américaines très fortes. Il a commencé le concours à 5,70 mètres alors que les autres concurrents avaient déjà mis un terme à leurs efforts. En vingt-cinq minutes, il a franchi successivement au premier essai 5,70 mètres, 5,90 mètres et 6,05 mètres, soit 2 centimètres de mieux que son précédent record, établi le 23 juin 1987 à Prague. Bubka a ensuite fait planer la barre à 6,10 mètres mais il a renoncé après une première tentative infructueuse. « J'ai regardé mon saut à 6,05 mètres sur la vidéo », a déclaré Bubka. « Cela n'était pas mal mais on peut aller beaucoup plus haut. Les 6,10 mètres sont tout à fait possibles. »

Né le 4 décembre 1964 à Vorochilograd, Bubka qui mesure 1,83 mètres et pèse 80 kilos, a établi son premier record du monde le 26 mai 1984 à Bratislava avec 5,85 mètres. Le 13 juillet 1985 il a été le premier homme à franchir 6 mètres. Bubka est champion d'Europe (1986) et champion du monde (1983 et 1987) en titre. Ce nouveau record en fait le favori pour les Jeux olympiques de Séoul.

AUTOMOBILISME

Mercedes renonce aux Vingt-Quatre Heures du Mans

Annoncé comme l'événement de la 56^e édition des Vingt-Quatre Heures du Mans, dont le départ doit être donné samedi 11 juin, le grand retour de Mercedes n'aura duré que le temps des essais.

Dans un communiqué laconique, le Suisse Peter Sauber, responsable de l'équipe, a annoncé, le jeudi 9 juin peu avant 19 heures, le retrait des deux voitures officiellement engagées sous les couleurs de la firme ouest-allemande.

Cette décision aurait été prise la suite d'un incident survenu lors de la deuxième séance d'essais. Le pneu arrière gauche de la voiture pilotée par l'Allemand de l'Ouest Klaus Niedzwiedz avait éclaté alors qu'il était engagé à grande vitesse dans la ligne droite des Hunaudières. Les techniciens n'auraient pas trouvé la cause de cet incident.

Mercedes a-t-elle la hantise de l'accident ? Sur le même circuit, le 11 juin 1985, une Mercedes pilotée par le Français Pierre Levegh avait quitté la piste et percuté une tribune. Quatre-vingt-trois personnes, dont le pilote, avaient été tuées dans cette tragédie, qui est restée la plus meurtrière de l'histoire de la course automobile.

Le constructeur allemand s'était alors retiré de la compétition. Son retour sur les circuits avait été annoncé à la fin de l'année dernière. Mercedes a effectivement participé aux quatre premières épreuves du championnat du monde d'endurance, remportant même celle de Jerez, au Portugal début mars. Les Vingt-Quatre Heures du Mans devaient être la grande confrontation avec Jaguar et Porsche, douze fois vainqueur sur le circuit de la Sarthe.

Michel Platini et plusieurs anciens joueurs du club comparaitront en correctionnelle

LYON
de notre bureau régional

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon, présidée par

M^{me} Michelle Pougnaud, a confirmé, vendredi 10 juin, la décision de renvoi de dix joueurs de l'Association sportive de Saint-Etienne (ASSE) et de leur ancien entraîneur, Robert Herbin, devant le tribunal correctionnel, pour « recel d'abus de biens sociaux ».

M. Patrick Desmure, juge d'instruction chargé du dossier, avait ordonné le renvoi devant le tribunal de tous les joueurs qui avaient touché plus de 100 000 F d'une manière illicite, paroli lesquels Bernard Lacombe, Jean-François Laros et Michel Platini.

Estimant que, si ces joueurs avaient eu la connaissance du caractère occulte des rémunérations complémentaires, ils ne se seraient pas « laissés séduire par la connaissance de l'origine délicate des fonds », le parquet avait fait appel de la décision de M. Desmure, le 16 février 1987, mais la chambre d'accusation de la cour d'appel de Lyon avait confirmé la décision de celui-ci. Le Monde du 19 mars 1987, est estimant que les joueurs avaient eu connaissance de la prohibition de tout salaire particulier et que, « étant assistés de conseillers pour la gestion financière, commerciale et sportive de leur carrière », ils ne pouvaient ignorer l'origine délicate des fonds », et avait même ajouté deux noms à la liste des joueurs inculpés.

Certains anciens membres de l'équipe, dont Michel Platini, défendu par M. André Soulier, du barreau de Lyon, s'étaient pourvus en cassation et avaient obtenu que l'arrêt soit cassé pour un motif de pure forme.

Renvoyés devant la même chambre d'accusation, dont la composition entre-temps a toutefois été modifiée, la décision est donc confirmée, les magistrats ayant estimé disposer d'« indices suffisants pour la connaissance de la provenance des fonds perçus par les joueurs pour les renvoyer devant le tribunal correctionnel ».

PASCAL ROBERT-DIARD.

Le VORLE : La Transat en solitaire. Le navigateur canadien Mike Birch, qui occupait, le mercredi 8 juin après quatre jours de course, la seconde position dans la Transat-riche en solitaire, fait maintenant route à faible allure vers Horta (île de l'archipel des Açores). Pour la deuxième fois en 48 heures, le timonier, conçu par l'architecte anglais Nigel Trévis, a été heurté par une baleine. Eclatement du puits de diable et voie d'eau dans la coque centrale ont obligé Mike Birch à lancer un appel d'assistance rapide.

Mais jeudi après-midi le navigateur solitaire de cinquante-six ans signalait à l'équipage d'un cargo allemand qui s'était dirigé près de lui, qu'il tentait de gagner Horta. Comme il avait rejoint Halifax (Canada) avec un floater immergé il y a cinq ans dans la « Two-star », c'est-à-dire sans aide extérieure.

LOTTO N° 30 TRIMESTRIEL DU MOIS DE JUIN 1988

3 8 12 18 23 45 36

PROCHAIN TRIMESTRIEL, LE DIMANCHE 13 JUIN 1988

RAMENÉ LE 11 JUIN 1988 A 20 H 30

PROGRAMME DES JEUX DE LOTTO

RENTREZ VOS NUMÉROS

6 BILLES N° 14 557 460,00 F
5 BILLES N° 48 47 195,00 F
4 BILLES N° 8 787 3 350,00 F
3 BILLES N° 103 781 75,00 F
2 BILLES N° 1 038 788 7,00 F

Le Monde

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

EN DEUX CAHIERS SÉPARÉS

Exceptionnellement en vente dès 12 h 30 à Paris

LUNDI 13 JUIN

(DATÉ MARDI 14)

Le deuxième cahier est diffusé uniquement en France métropolitaine.

LÉGISLATIVES : LES RÉSULTATS

Par circonscription, les résultats complets du second tour. • Les conséquences pour les grandes formations. • Les réactions politiques. • La nouvelle Assemblée nationale. • Les commentaires et analyses de la rédaction.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL ÉCONOMIE

L'Europe, premier marché automobile. • Trouver l'emploi de demain : Un travail de demain. • Les ambiguïtés de la politique agricole des Etats-Unis.

ET DES PAGES D'OFFRES D'EMPLOI POUR LES CADRES

A T T E N T I O N

Ce numéro exceptionnel du Monde sera vendu au prix habituel de 4,50 F, en deux cahiers séparés. N'oubliez pas de les demander à votre marchand de journaux.

DÈS DIMANCHE 20 H SUR MINITEL

3615 LM • Les résultats par circonscription.
• Le score des personnalités politiques encore en ballottage.
• Les commentaires du Monde.

• Le rappel des résultats de 1981 et 1986 et du premier tour 1988.

PARTEZ EN VACANCES AVEC Le Monde



ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par carte bleue.
VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous, sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonné.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)
2 semaines	76 F	145 F
3 semaines	115 F	205 F
1 mois	150 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	354 F	687 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

LE MONDE ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

• VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____

du : _____ au : _____

• VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM : _____ PRÉNOM : _____

N° : _____ RUE : _____

LOCALITÉ : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

PAYS : _____

• VOTRE RÈGLEMENT :

CHÈQUE JOINT CARTE BLEUE

N° de CB : _____

Date d'expiration : _____

Signature : _____

• VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

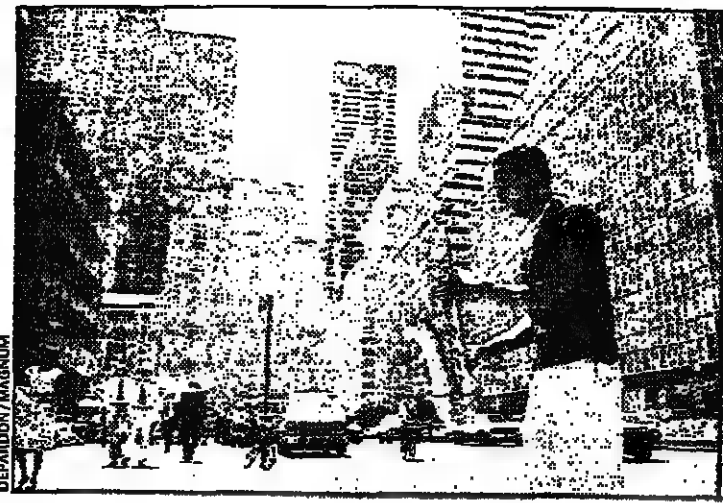
AV 88

SUR MINITEL

3615 LEMONDE code abo

Tout mieux à New-York.
Pour oublier les années noires
et prouver à ses visiteurs
qu'elle a retrouvé toute sa vivacité
et son sens de la fête,
la ville ouvre en fanfare
un festival international des arts.

Le Monde SANS VISA



Coup de fête sur New-York

UNE fois encore le dollar baisse, et l'Amérique revient. Trente millions de visiteurs sont entrés l'an passé aux Etats-Unis - dont plus de cinq cent mille Français - encouragés par la baisse de la monnaie verte, le durcissement de la concurrence sur les vols transatlantiques, qui s'est traduit par la création de nouvelles « portes » d'accès sur le Nouveau Continent, et la baisse de l'inflation. « *Commentaires* »

un seul produit touristique qui ait baissé de 50 % en trois ans ? », interroge dans la luxueuse intimité de son bureau sur la 5^e Avenue, l'un des hommes qui, dans la plus grande discrétion, s'emploie depuis plus de dix ans à façonner le nouveau visage culturel de New-York.

Martin M. Segal, à la tête de l'un des plus florissants cabinets de relations publiques de la ville, fut en effet en charge, au milieu des années 70, de la politique culturelle auprès du maire. Mais la cité se débattait alors dans d'indescriptibles difficultés financières. Dès l'élection d'Edward Koch en 1977, Martin Segal lance l'idée d'un grand festival des arts qui redorerait le blason de New-York. La nouvelle équipe choisit plutôt d'assainir les finances locales, de restaurer la sécurité de ses citoyens et de mettre en place une politique sociale. Martin Segal remise donc son projet et

s'en va nourrir sa passion des arts à la présidence du Lincoln Center, dont on mesure aujourd'hui l'importance et le prestige.

Fort de cette expérience, Martin Segal ressuscite en 1985 son projet de festival et crée un conseil d'administration qui regroupe les représentants des principaux « parrains » de la manifestation et notre ancien ministre de la culture, Michel Guy, président à Paris du Festival

d'automne. L'accord sans réserve du principal sponsor, American Express, leur permet de se lancer dans l'aventure avec des moyens considérables. La banque décide d'assumer elle seule 3 des 8 millions de dollars du budget du festival, elle met à la disposition des organisateurs l'ensemble de son réseau mondial de mille quatre cents bureaux, édite plus d'un million d'exemplaires du programme et deux millions de brochures explicatives.

Sa participation rend possible la mobilisation de nombreux partenaires tels Pan Am, la Chase Manhattan Bank, Hearst, Louis Vuitton - cinq des plus importantes fondations de la ville. Quatre millions de dollars auront été consacrés à la promotion du festival et quatre autres à l'accueil et aux salaires de plusieurs centaines d'artistes venus de vingt-cinq pays pour présenter du 11 juin au 11 juillet, trois cent cinquante œuvres dans cinquante-deux endroits différents.

Le thème fédérateur du premier Festival international des arts de New-York est le vingtième siècle, et le plus grand nombre possible de spectacles seront présentés en première mondiale : Baryshnikov commande un nouveau ballet pour l'American Ballet Theater, Martha Clarke présente sa nouvelle pièce, le London Sinfonietta dirigé par Esa-Pekka Salonen son premier concert aux Etats-Unis tandis que le Tanztheater de Wuppertal de Pina Bausch donne pour la première fois en Amérique deux de ses œuvres, *Carnations* et *Viktor*.

La France n'est pas en reste : Pierre Boulez dirige l'ensemble intercontemporain, le danseur Daniel Larrieu présente son superbe *Waterproof* alors que Daniel Humair, Didier Lockwood, Michel Portal et Martial Solal portent les couleurs du jazz hexagonal.

De nombreuses stars ont répondu à l'appel de Martin Segal : Plácido Domingo, Merce Cunningham, Ruychi Sakamoto,

tandis que sera rendu un hommage à Fred Astaire et au cinéma d'avant-garde américain (Kenneth Anger, Joseph Cornell, Hans Richter, etc.).

Trois jours avant la clôture de ce premier festival, qui, en raison de son importance et de la complexité de son organisation n'aura lieu que tous les deux ans, s'ouvrira sur le campus de l'université de New-York le « Pepsico Summerfare 1988 », l'une des plus belles, des plus riches et des plus intéressantes manifestations culturelles du monde. Comparable dans son organisation, ses choix artistiques, au Festival d'Avignon, le Pepsico Summerfare a décidé de se concentrer cette année sur onze événements, dont il ne faudrait rater aucun.

L'opéra de Francfort présentera ainsi la première américaine de l'Opéra de John Cage *Europera 1 et 2*, créé l'an passé en Allemagne. Peter Sellars mettra en scène *Le Mariage de Figaro*, pour continuer un cycle Mozart lancé l'an passé avec succès sur une scène lyrique américaine rendue très conservatrice par le système du mécénat. Le Grips Theater de Berlin-Ouest présentera sa comédie musicale *Line One* et Brigitte Jacque donnera son *Elvire Jour 40*, l'un des spectacles les plus réussis en France ces dernières années.

Le Summerfare est financé entièrement par Pepsi-Cola pour 1,6 million de dollars pour un budget total de 2,3 millions de dollars. La société, qui parraine la tournée mondiale de Mickael Jackson, entend ainsi promouvoir une manifestation « réellement nouvelle qui dirait aux New-Yorkais : non, vous n'avez pas tout vu ». Le programme du festival, dirigé de main de maître par Christopher Hunt - qui a travaillé dans de nombreuses institutions culturelles tout autour du monde, lui donnera certainement raison. 60 000 spectateurs sont attendus au Summerfare qui assisteront sans nul doute à de fort belles représentations.

O. S.



Patron de la ville et fier de l'être

EDWARD KOCH, maire de New-York depuis 1977, est né en 1924 dans le Bronx. A trente-deux ans, après un détour par Newark puis Brooklyn, et des études de droit, il s'installe à Greenwich Village et rejoint les « Village Independent Democrats ». Sous le jeune VID perçoit déjà le VIP d'aujourd'hui, homme politique le plus populaire de sa ville, influent dans son parti. Son parler franc, sa façon de « bonne humeur qui ne craint pas les assauts, les combats, lui ont permis de rayonner bien au-delà des frontières de l'Union. Et, en moins de dix ans, de sauver New-York de la faillite et de l'opprobre.



m'aurait dit si j'avais échoué. Ce qui compte est que, après onze années d'administration, je suis toujours populaire : c'est du jamais vu ! Seuls deux maires avaient avant moi réussi à rester aussi longtemps : Wagner et La Guardia.

« J'ai rendu à ma ville son état d'esprit singulier. Quand je suis arrivé, les gens d'ici étaient vraiment désespérés. Personne ne disait : « Je suis de New-York ». On disait plutôt : « Je suis de Long-Island... » Je me suis battu pour restaurer l'image de cette ville, essentiellement au Congrès où j'ai siégé cinq législatures durant. Pourquoi ne croirai-je pas ceux qui me disent, quand je descends à Washington, que mon plaidoyer pour New-York a été efficace ? Mes collègues affirment que la capitale, avec laquelle on entretient toujours des rapports d'amour et de haine, est désormais considérée avec plus d'amour et moins de haine ; tout le monde la jalouse mais tout le monde voudrait y vivre.

Ma règle est simplissime : nous ne dépensons pas 1 dollar de plus que nous n'en recevons ; nous ne contractons aucun emprunt pour les dépenses courantes. Je ne veux pas imaginer ce que l'on

Propos recueillis par
OLIVIER SCHMITT.

(Lire la suite page 16.)

Un budget au dollar près

« Je suis particulièrement fier de deux résultats », confie-t-il, ce jour-là, jour de printemps bel et frais, dans le savant désordre de son bureau de maire. « J'ai gagné la bataille du rétablissement de la situation financière de New-York, et cette ville est désormais mieux acceptée par le reste du pays. Le budget de la ville de New-York est le quatrième budget des Etats-Unis : 25 milliards de dollars. Le plus important est le budget fédé-

ral suivi de ceux de l'Etat de Californie et de l'Etat de New-York. Quand j'ai été élu, le budget de la ville était de 12 milliards environ. Il faut ajouter ce budget « opérationnel » les 2 milliards de ce que nous appelons le « budget de capitale », qui est consacré au financement des infrastructures (ponts, hôpitaux, écoles...).

Nos ressources viennent pour 11 % du budget fédéral. Quand je suis arrivé aux affaires, ce pour-

centage était de 20 %, mais l'Etat a réduit tous les budgets : c'est la philosophie de Reagan. Il ne met plus un sou dans la politique du logement par exemple. L'Etat de New-York assume aujourd'hui 23 % de nos ressources, contre 20 % il y a onze ans. Les impôts locaux, perçus auprès des particuliers comme des entreprises, couvrent les deux tiers restants.

» Ma règle est simplissime : nous ne dépensons pas 1 dollar de plus que nous n'en recevons ; nous ne contractons aucun emprunt pour les dépenses courantes. Je ne veux pas imaginer ce que l'on

Festival international des arts de New-York
(du 11 juin au 11 juillet 1988)

Pour obtenir le programme complet et le calendrier officiel des manifestations, écrire ou téléphoner :

A Paris, à : American Express Voyages, France SA, 11, rue Scribe, 75440 Paris Cedex 09. Téléphone : 42-66-09-99, de 9 h à 17 h ; contacter Gérard Djoud.

A New-York : The New York International Festival of Arts, 127, East 79th Street, New York, N. Y. 10021. Téléphone : (212) 239-8270.

Pepsico Summerfare 1988
(du 8 au 30 juillet)

Performing Arts Center, Sunny Purchase, MPO Box 140, Purchase, N. Y. 10577-0140. Téléphone : (914) 253-5900.

Council Travel

Toute l'Amérique, comme vous voulez.

Avec des vols inter-USA, forfaits intérieurs en avion ou en bus, locations de voitures, de motorhomes, circuits rafting ou camping en minibus, c'est vraiment l'Amérique comme vous voulez.

12, rue Leydet
AIX-EN-PROVENCE
Tél. : 42.38.5882

31, rue Saint-Augustin
PARIS (2^e)
Tél. : (1) 42.66.2087

Nous, c'est l'Amérique !

Le premier des desserts

Le premier des desserts : c'est ainsi que Brillat-Savarin désignait le fromage. Il serait bien déçu, aujourd'hui, de voir celui-ci passé au dernier rang des préoccupations du restaurateur !

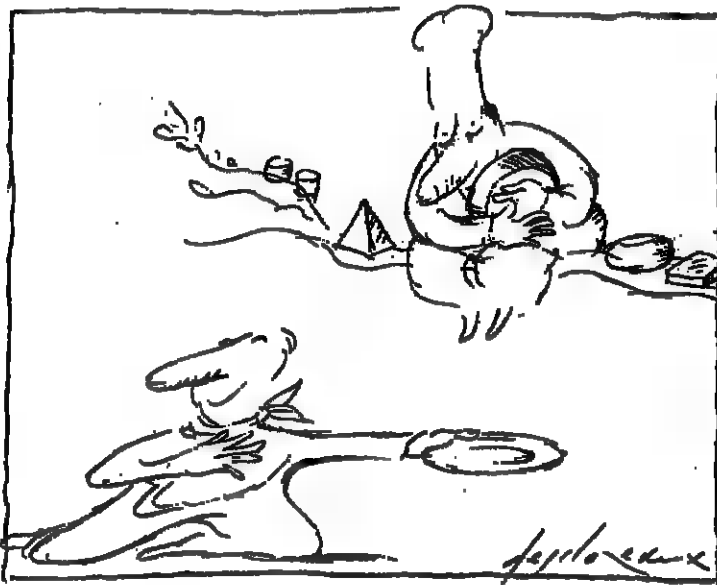
Le fromage est, sur les cartes, le mal aimé. Pourquoi ?

Je sais que ces messieurs rétorqueront : « Le client en exige de moins en moins ! ». Mais n'est-ce pas, avant tout, parce que les fromages proposés sont médiocres ? Et chers sur l'addition ? Et que, dans les menus, ils n'apparaissent généralement qu'en option : fromage ou dessert ?

Là intervient une autre réplique : « Nous perdons de l'argent sur le produit ! ». Je le veux bien croire lorsqu'il s'agit d'une grande maison, obligée de proposer un vaste plateau, éventail de toutes les variétés du moment. Le client s'indigne d'avoir à payer 65 F (quelquefois plus) un huitième de camembert, fût-il la huitième merveille du monde ! Pour que le plateau soit présentable, il faut, avant chaque service, parer le camembert entamé, se débarrasser quelquefois de celui, entier, mal conservé au garde-manger.

Car la présentation compte et, en passant, je signale la table attrayante des fromages du restaurant de l'Hôtel Bristol.

Mais l'amateur saura, lui, dans un restaurant moyen comme dans un bistrot, se contenter de quelques fromages, voire d'un seul, s'il est « the » fromage ! S'il est le meilleur, au mieux de sa forme, dans sa saison et savamment



affiné. ■ non glacé sortant du frigo !

Cela existe chez les bons restaurateurs. On sait, à l'Ambassade d'Autriche, que le plateau ne proposera que fourme, saint-nectaire et cantal de qualité. On sait qu'au Restaurant du Marché il n'y aura sur le plateau que les rocamadours (frais ou secs au choix) de M^{me} Pégorié, qui, à Gramat, prépare ses « enfants » avec amour. On sait que Fernand (félicitons le Michelin de l'avoir, après nous, déniché au 17 de la rue de La Fontaine-au-Roi) ne propose que des camemberts qu'il honnêtement plateau du Relais Alma. J'en oublie, certes,

quelques-uns, mais en général (et chez les grands surtout) le plateau est indigent.

Parce que, je le répète, le restaurateur n'y attache que peu d'importance (c'est un chapitre qui ne rapporte point !) et se fourne chez un grossiste ou un fournisseur de hasard. Il va au moins cher. Rares sont ceux qui passent par un maître fromager. Encore faut-il choisir les meilleurs : Dubois rue de Tocqueville, Voy rue Vignon, Alléasse rue Poncellet, Marie-Anne Cantin rue du Champ-de-Mars... quelques autres. Ce qui me frappe, je le répète, c'est l'espèce de mépris manifesté en général par les restaurateurs pour cette presque fin

(et pour certains, réfutant ■ dessert sucré. Fin véritable) du repas. Au point, tenez, que, chez les jeunes serveurs surtout, dès qu'ils vous ôtent l'assiette du plat principal, ils enlèvent en même temps la corbeille de pain et demandent : « Prendrez-vous un dessert ? »

Faites comme moi, répondez : « Oui, le premier d'abord, c'est un conseil de Brillat-Savarin ! »

Seulement voilà, leur a-t-on seulement parlé de l'auteur de la Physiologie du goût, à l'Ecole hôtelière ?

Mais j'ai parlé de la Ferme Saint-Hubert (21, rue Vignon. Tél. : 47-42-79-20), qui fourait entre autres le Fouquet's et où ■ sourire de Paulette Voy donne plus de prix encore au « premier des desserts » (dont se régalaient les clients du petit restaurant jouxtant la boutique). Les amateurs du département des Yvelines seront heureux d'apprendre que ■ Ferme Saint-Hubert vient d'ouvrir « un double » à Party-II. Très belle installation, dans une galerie où l'on trouve, en face, une boutique boulângère de pains remarquables. On annonce, pour l'automne prochain, une autre galerie de mini-salles restauratrices de cuisines étrangères diverses. Ce sera un attrait de plus pour la clientèle de Party-II. Mais elle peut déjà se réjouir des fromages français (et belvédiques aussi) de la Ferme Saint-Hubert bis. Les restaurateurs du coin, de Versailles à Saint-Germain-en-Laye, devraient aussi s'en satisfaire : une excellente occasion pour enrichir leurs plateaux !

LA REYNIÈRE.

RENCONTRE

Patron de New-York et fier de l'être

(Suite de la page 15.)

Quand les gens arrivent ici, ■ ont certaines idées en tête : l'Empire State Building, le World Trade Center, le Lincoln Center, nos deux mille restaurants, les théâtres de Broadway qui forment la plus grande concentration de ce genre au monde, même si, depuis deux ans, les productions les plus populaires — les Misérables et le Fantôme de l'Opéra — nous viennent de la scène londonienne. Malheureusement, tout ■ monde fait une fixation sur Manhattan. Dans toutes les capitales, les visiteurs se retrouvent au centre-ville, dans différents quartiers importants. Ici, on se retrouve à Greenwich-Village, sur ■ V^e Avenue ou sur Madison. Mais, à la différence de beaucoup de centres, Manhattan est une île et on lui identifie la ville entière. Il y a pourtant des tas de choses à faire dans les autres quartiers et nous, nous ■ faisons. L'année dernière, ■ nombre d'emplois nouveaux créés à New-York était deux fois plus important à l'extérieur de Manhattan. Avant la fin de

l'année prochaine, un centre commercial de 300 000 mètres carrés sera inauguré à Brooklyn.

Du temps où ces différents quartiers étaient des communes autonomes, au dix-neuvième siècle, Brooklyn, par sa population, était à elle seule la quatrième ville des Etats-Unis. Au début de l'unification de la cité, 80 % des emplois étaient situés à Manhattan ; aujourd'hui, on est plus près des 60 %.

Je sais bien que ■ plupart des gens hésitent à sortir de Manhat-

tan pour des raisons de sécurité. Pourtant, les dernières statistiques publiées par le FBI sur les taux de criminalité dans les vingt-cinq plus grandes villes américaines sont éloquentes : la pire de toutes est Detroit. New-York ne se situe qu'au quatorzième rang derrière des villes comme Los Angeles, Boston, Chicago et Washington que l'on visite sans jamais poser de questions sur la délinquance. Elles sont pourtant toutes plus dangereuses que New-York.

• Rendez-vous au Pekin Duck

« Moi, je vais vous dire où vous pouvez aller, je vais vous donner quelques adresses. Si vous allez à Chinatown, je vous conseille de déjeuner au Pekin Duck, 22 Market Street, où, pour 15 dollars, vous ferez un repas formidable. Ensuite, j'irai me promener à Little Italy et, si ■ temps est au beau, je m'arrêterai pour manger une glace et prendre un expresso à la terrasse de Ferraro's. Après, quel que soit votre programme, il

faut aller au Metropolitan Museum of art, l'un des plus grands musées du pays. Plus tard, vous monterez à Arthur Avenue dans le Bronx, quartier italien avec plein de bons restaurants, ce genre d'auberges avec de grandes tables où vous vous installez à côté de gens que vous ne connaissez pas et mangez ce que vous propose le chef. A Brooklyn, il ne faut pas rater Bayridge, l'un des plus beaux quartiers de ■ ville, communauté italienne, arabe, grecque, juive... C'est vraiment

extraordinaire. C'est plutôt « middle-class » et gens aisés. Chaque avenue regorge de magasins, boutiques, restaurants, etc. De là, vous pourrez découvrir le second plus beau pont du monde, Manhattan Bridge. Le plus beau est bien sûr le Brooklyn Bridge.

A Manhattan, il ne faudra pas manquer le South Street Seaport, quartier des docks réhabilité, base de départ des bateaux de promenade. Après je prendrai un taxi pour Flushing. C'est notre communauté d'Extrême-Orient, très différente de Chinatown. Là vivent des Indiens, des Pakistanaï, des Chinois, des Coréens. On peut y visiter des temples. C'est un endroit unique. Enfin, j'irai à Harlem, 125^e Rue, chez Silivius, excellent restaurant, et pas cher. Vous vous rendez compte ainsi que Harlem est parfaitement sûr dans la journée ; peut-être faudra-t-il, ■ soir venu, faire attention dans certaines parties du quartier.

Je ne veux pas oublier Staten Island, une petite île que l'on rejoint par le ferry en vingt minutes pour vingt-cinq cents. C'est un quartier inattendu. On peut y voir des gens se promener à cheval dans une petite ville char-

• Le parking de César

« Si je n'étais pas maire de New-York et ■ j'avais trois souhaits à formuler, j'aimerais bien être le maire de Rome, de Paris et de Londres. Quand je suis allé en visite à Rome, à l'invitation du maire communiste, Luigi Petrolcelli, aujourd'hui disparu, il m'a demandé de m'approcher de la fenêtre de son bureau et m'a montré le forum romain. « C'est là, a-t-il dit, que César garait son char ». Quand je suis allé à Paris, j'ai découvert la ville la plus belle du monde en raison de son unité architecturale, de ses avenues du dix-neuvième siècle absolument intactes. Mais je serais embêté de prendre la place de Jacques Chirac. A la différence de beaucoup d'hommes politiques européens, il est vraiment en phase avec l'esprit américain, il est très à l'aise avec les gens de la rue. Londres, enfin, a certes une scène théâtrale passionnante mais

j'aime surtout ses taxis, ils sont très propres, très spacieux, très confortables.

L'an passé, au mois d'août, j'ai eu une crise cardiaque. On m'a donné une seconde vie : je m'en suis remis en quatre jours sans séquelles, alors que, après un tel accident, moins de 1 % des gens s'en remet sans une paralysie quelconque. J'en ai profité pour dire devant les caméras de télévision que j'avais pour l'occasion rédigé une épithète : « Il était ardemment fier de son visage de juif ; il défendit ardemment la ville de New-York ; il s'aima ardemment les hommes et les femmes de la ville de New-York. » Certains ont trouvé que c'était morbide. Je ne crois pas pourtant que ■ fait de rédiger une épithète vous rapproche de l'heure de votre mort.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

SEMAINE GOURMANDE

La Chicorée à Beaulieu-sur-Mer

Elle s'annonce comme une brasserie. Pourquoi pas ? La terrasse estivale est agréable, la salle ornée de toiles signées Joëlle Ladislav D. (faux naïfs, avec le clin d'œil de l'humour) le patron, Gérard et son chef Luc Mané savent que leur clientèle aime le bon enfant.

■ carte, avec ses spécialités diverses (35 à 52), ses nombreuses salades (17 à 58), ses poissons (amenés par les pêcheurs du petit port voisin) et ses viandes (tartars, carpaccio, hamburger, etc...) permet des additions de 250 F, avec des menus à 88 F et 148 F, ce dernier : choix de deux plats, fromage et dessert du moment. Bonne petite cave débutant par un côtes-de-Provence en pichet (30 F).

● LA CHICORÉE, 5, rue du Lt-Colonel 06310 Beaulieu. Tél. : 93-01-01-27.

Le Gourmet lorrain à Nice

Plus de 60 000 bouteilles en cave, des vins et liqueurs de millésimes dépassant 40 ans. La superbe collection du « papa » Leloup, enrichie constamment par Alexis, fils et cuisinier, est une des plus belles de France. Ne nous étonnons pas, après cela, que Brigitte Leloup, la jeune et jolie patronne, vienne de passer brillamment son CAP de sommelière.

C'est donc ici un petit bistro « une étoile » et, surtout, un restaurant d'exception, en demi-sous-sol, où l'on peut passer de la quiche lorraine au caviar de veau au comté, de la choucroute au caviar au saumon, avec cinq ou six légumes d'accompagnement, une belle collection de fromages fermiers, des desserts somptueux.

Mieux qu'un apéritif : galloper, asutames, gewürztraminer au verre. Le café en petites cafetières individuellement présentée, une collection d'œuvres de vie blanches qui étonneront même Jean-Pierre Légrès (du Verger de la Madeleine) qui m'accompagne.

A ■ carte, comptez 250 F (avec un Château Vannière 1984, Bando). Un menu « midi-semaine » à 86 F et un très beau menu gastronomique (2 plats au choix, fromages ET desserts à 150 F). Mérite bien son étoile Bocin, mais Michelin l'ignore.

● LE GOURMET LORRAIN, 7, avenue Santa-Fior 06100 Nice. Tél. : 93-84-90-78. Fermé dimanche soir. AE-CB.

Le Bistrot d'Antoine à Nice

L'Histoire a connu Antoine et Cléopâtre, les « fans » de Simone ont lu Antoine et Julie, les Nîçois gourmets aiment Antoine et Frédérique Villa. Frédérique, c'est la sœur de cette jolie maison vêtue de rose saumon, aux murs tableaux, à la terrasse ensoleillée. Antoine, c'est le chant amoureux de son art, aimant les produits de sa Méditerranée et les proposant au déjeuner en trois menus : minceur (75 F), du jour (75 F) et bistrot (110 F) et au dîner en deux menus (110 F et 150 F).

L'on retrouve ces plats, joyeusement copieux et bons, à ■ carte : terrine de ratatouille au oseille de tomates, fectucine, saumon frais au pistou, raviolis à la ricassée d'artichauts, émincé d'agneau aux pâtes fraîches, etc... Le côtes-de-Provence (Domaine Saint-Jean-Baptiste, signé Edgard Vivien à Lorgues) est, à 76 F, bien honnête. La meilleure adresse qualité-prix de Nice.

● BISTROT D'ANTOINE, 26, bd Victor-Hugo, 06000 Nice. Tél. : 93-88-48-75.

Fermé samedi midi et dimanche. Parking : Nice Etoile. CB. Chiens acceptés.

Charles Barrier à Tours

Il est revenu, on le sait ! Il cuisine toujours merveilleusement. Et ■ n'a doute ! Charles Barrier propose donc sa carte et ses deux menus (220 F et 335 F), tous avec fromages ET dessert, ce qui est bien normal pour apprécier son pain maison au levain. Régalons-nous donc de son foie gras ou de ses œufs freux, de son petit gratin, de sa moutarde au chignon et pruneaux, de son caviar de Chailens rôti au suc d'oseilles et pommes re-cuites, etc.

Mais signalez une innovation, le Club 101 (au 101 de Tervins) où l'on peut déjeuner d'un seul plat du jour (85 F) ou d'un menu complet (110 F). Plats de tradition (par exemple : super-pot-au-feu, potée tournaise, merlan Colbert, tête de veau navets, saimn de canard aux ravigots nouveaux, etc...).

● CHARLES BARRIER, 101/103, avenue de la Tranchée 37000 Tours. Tél. : 47-54-20-39. Fermé dimanche soir et lundi. Salon particulier : 25 couverts. Parking. Air conditionné. Chiens acceptés. CB.

AIR HAVAS
TOUS LES VOLS POSSIBLES

LA REUNION

à partir de **3 995^F** aller retour

EN VENTE : AIR HAVAS - 15 Avenue de l'Opéra - 75 001 PARIS
Tél : 42 96 97 34, dans les agences HAVAS VOYAGES et Agences Occidentales de Voyages.
Conditions générales dans le catalogue AIR HAVAS.

Les prix charter-La sécurité Havas-Voyages

Le parking de César

« Si je n'étais pas maire de New-York et ■ j'avais trois souhaits à formuler, j'aimerais bien être le maire de Rome, de Paris et de Londres. Quand je suis allé en visite à Rome, à l'invitation du maire communiste, Luigi Petrolcelli, aujourd'hui disparu, il m'a demandé de m'approcher de la fenêtre de son bureau et m'a montré le forum romain. « C'est là, a-t-il dit, que César garait son char ». Quand je suis allé à Paris, j'ai découvert la ville la plus belle du monde en raison de son unité architecturale, de ses avenues du dix-neuvième siècle absolument intactes. Mais je serais embêté de prendre la place de Jacques Chirac. A la différence de beaucoup d'hommes politiques européens, il est vraiment en phase avec l'esprit américain, il est très à l'aise avec les gens de la rue. Londres, enfin, a certes une scène théâtrale passionnante mais

j'aime surtout ses taxis, ils sont très propres, très spacieux, très confortables.

L'an passé, au mois d'août, j'ai eu une crise cardiaque. On m'a donné une seconde vie : je m'en suis remis en quatre jours sans séquelles, alors que, après un tel accident, moins de 1 % des gens s'en remet sans une paralysie quelconque. J'en ai profité pour dire devant les caméras de télévision que j'avais pour l'occasion rédigé une épithète : « Il était ardemment fier de son visage de juif ; il défendit ardemment la ville de New-York ; il s'aima ardemment les hommes et les femmes de la ville de New-York. » Certains ont trouvé que c'était morbide. Je ne crois pas pourtant que ■ fait de rédiger une épithète vous rapproche de l'heure de votre mort.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT.

GHEZZI vous attend aussi au 3, rue Lebon - Paris 17

PASTA E SUGHI

GASTRONOMIE

Rive droite

GEL PICADOR
« Pour moi le meilleur restaurant espagnol de Paris, le plus sûr en tout cas, s'appelle EL PICADOR » (F. Grande)
MÊME DIRECTION DEPUIS 30 ANS
PAELLA, ZANZUELA, GAMBAS, CALAMAR, BACALAO, SANGRIA, etc. 180 F. Place de la Bastille, 80, bd des Bétygnoles (17^e) - F./LONDRES-MANDE.
Ouvert à 22 h 30 - 43-87-28-87

Prouince

CRATSSAC (Lrt)
Centre du village 15 km de Cahors direction Villeneuve-sur-Lot
LE RESTAURANT DE LA TOUR
vous propose avec son accueil
- Son menu du jour 45 F.
- Sa carte et ses spécialités.
- Son menu gastronomique.
- Sa cave.
Tél. : (16) 85-20-02-89



PHOTO SPORTS

Supporters de la Squadra Azzura

C'est du 10 au 25 juin qu'aura lieu, en Allemagne, le championnat d'Europe de football 1988. Voyagistes italiens, le CIT (3, boulevard des Capucines, 75002 Paris, Tél : 42-66-00-90) cache mal un penchant pour la Squadra Azzura, qualifiée pour la phase finale de cette compétition où, rappelle-t-on, n'est pas le cas de onze tricolore. Les amateurs français de ballon rond se voient donc proposer de suivre les matchs de l'équipe italienne. Les formules sont multiples et comprennent le transport en autocar de luxe à partir de Paris, les transferts sur place, le logement en chambre double avec petit déjeuner.

Cela va de la vîrée de deux jours pour assister à une seule rencontre (Italie-Allemagne à Düsseldorf pour 975 F, Italie-Espagne à Francfort pour 810 F ou Italie-Danemark à Cologne pour 1138 F) à l'équipe de huit jours pour suivre ces trois matchs (6120 F) ou à celle de six jours pour suivre les deux demi-finales et la finale (6120 F) qui se jouera le 25 juin au stade olympique de Munich. Ceux qui voudraient s'en tenir à ce bouquet final peuvent se rendre en avion à Munich et y passer une nuit pour 2 835 F (supplément de 625 F pour une chambre simple).

Ces prix ne comprennent ni les repas ni les billets d'entrée aux stades, billets vendus de 70 F à 270 F selon la catégorie, et de 90 F à 375 F pour la finale.

Du baroque chez les cisterciens

On peut se réfugier entre ses murs épais, admirer les voûtes romanes du scriptorium, le travail de la charpente en châtaignier, au-dessus de l'église. On peut aussi écouter de la musique. Abbaye cistercienne fondée au treizième siècle, incendiée durant la guerre de Cent Ans et partiellement reconstruite au quizième siècle, l'abbaye de l'Epau, à côté du Mans, est aujourd'hui propriété du département de la Sarthe, qui y donnera deux séries de concerts.

Le 18 juin, le London Baroque jouera notamment un concerto grosso de Corelli, *Arnica Abbandonata*, une cantate pour soprano et corée de Haendel.

REG WILSON



del. Le lendemain, le grand ensemble de cuivres de l'Orchestre national de Lyon fera sonner des œuvres de Dukas, Frescobaldi, Gabriel...

Le forfait qui permet de participer à ce week-end coûte 630 F par personne (voyage SNCF en 1^{re} classe Paris-Le Mans-Paris, hébergement en hôtel trois étoiles, demi-pension, transfert à l'abbaye et les deux concerts).

Le week-end des 24-25 juin permettra d'entendre le Requiem de Verdi interprété par l'Orchestre philharmonique des Pays de la Loire et l'Orchestre philharmonique de Pologne dans un programme Dvorak, Schubert, Mozart. Ce concert sera suivi d'un feu d'artifice. Prix de ce week-end (même prestations avec deux nuits d'hôtel) : 850 F par personne. Réservations auprès

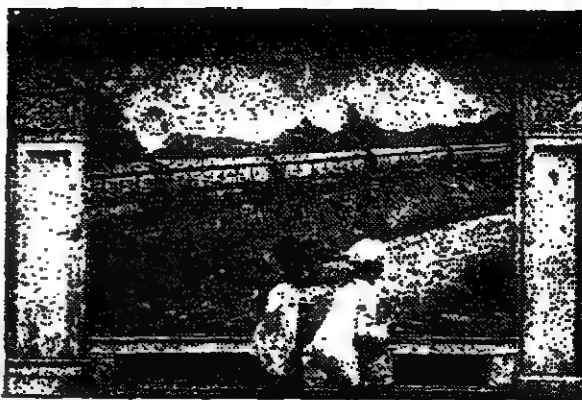
de la délégation départementale à l'animation culturelle, au (16) 43-81-72-72.

Palaces à Istanbul

Hôtels avec balcons sur Istanbul. Le Pera Palace, un peu bruyant, mais dans le salon duquel le monde de la « Belle Époque » venait prendre le thé tandis qu'Agatha Christie y écrivait *Le Crime de l'Orient-Express*. Le Yesil Ev, une ancienne demeure patricienne nichée dans un jardin. Et les Kiosques de Sainte-Sophie, neuf maisons de bois récemment restaurées, à deux pas du palais de Topkapi et de Sainte-Sophie.

Trois hôtels proposés par l'un des meilleurs spécialistes de la Turquie, Marmara (8, rue Boudreau, 75009 Paris, 42-68-05-71), de 3 290 F à 4 095 F la semaine, petit déjeuner et avion compris. Et d'où l'on peut ensuite, tel un vrai Stambouliote, plonger dans l'animation des marchés et des caravansérails.

Parmi les autres formules présentées par Marmara, citons une croisière le long de la côte lycienne à partir de 3 500 F en pension complète (avion inclus) et une balade archéologique de trois semaines sur le toit de l'Anatolie et à l'est du pays, de 4 880 F à 5 690 F en demi-pension, avion et transport sur place compris.



D. SEYLAN

Un hôtel pour un voyage

Il y a hôtels et hôtels.

Ceux qui se contentent, plus ou moins bien, de vous héberger pour la nuit et ceux qui se veulent davantage qu'une simple étape, un point de départ pour une découverte, touristique, gastronomique, culturelle ou sportive. Une catégorie dans laquelle se rangent résolument les hôtels Mercure (tél. : 43-34-83-14) en vous invitant à feuilleter une brochure en forme de valise rose qui, à temps d'un week-end, vous propose une série d'escapades hexagonales qui sont autant de forfaits : nuits petits déjeuners, formules de restauration,

visites et animations. De 550 à 2 100 F par personne en chambre double.

Pour découvrir une région : le pays des sântons autour d'Avignon, les pins et les dunes d'Aquitaine, le pays d'Auge, la Normandie du débarquement, Jersey et la presqu'île du Cotentin, les volcans d'Auvergne, la Camargue, la Bretagne des landes et celle des marnes, etc. Pour explorer une ville : Annecy, Avignon, Lyon ou Strasbourg. Pour un week-end peinture à Giverny ou culturel dans les musées parisiens. Pour déguster les vins d'Anjou, du Bordelais, de Bourgogne ou de Champagne. Enfin, pour goûter à Lacanau, à Chalons ou au Tronçat, naviguer sur le lac d'Anney ou au large de Cherbourg, ou vous initier au 4 x 4 ou à la randonnée moto près de Paris.

UNE IDÉE DE SORTIE POUR LA JOURNÉE ?
 an départ de Mantes-la-Jolie,
Un circuit en car « BALADE EN IMPRESSIONNISME »
 à la rencontre de Monet, Cézanne, Corot...
 Une croisière sur la Seine
 sur le thème de l'histoire franco-normande
 Ces sorties incluent : la conférencière,
 les entrées de musées, le transport, le repas.
 Renseignements à l'office de tourisme : 34771030.

DANEMARK, SUÈDE, NORVEGE, FINLANDE, DÉCOUVREZ LE MONDE MERVEILLEUX DE LA NATURE SCANDINAVE
 Deux splendides circuits accompagnés.
 De 12 510 F (10 jours) à 15 300 F (17 jours).
 (Prix PARIS/PARIS en chambre double).
 Demandez la brochure SCANDITOURS à votre agent de voyages ou à SCANDITOURS
 18, rue Amber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00
SCANDITOURS
 La qualité scandinave

POUR CEUX QUI CROIENT AVOIR TOUT VU : LE RHIN AVEC KD !
 Il y a encore des choses à découvrir dans le vie !
 Pour apprécier le charme et la majesté des sites, pour vous dépayser sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur le KD !
 Dès aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.
 Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et le date de parution :
CROISIRHIN-KD, 3, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS - Tél. : (1) 47 42 52 27

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Alsace
08690 SAINT-HIPPOLYTE
 Pour vos vacances
HOTELLERIE MUNSCH
AUX DUCS DE LORRAINE
 Au pied du Haut-Koenigsbourg.
 Montagnes, forêts, promenades, séjour agréable. 1/2 pension.
 Tél. 89-73-46-89.

Aquitaine
ENTRE MER ET MÉDOC
HOTEL RESTAURANT
 Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, piste jogging et cyclable, prox. golf.
 1/2 pension 245 F.
LES ABDELKEMES, 33160 SALAUNES.
 Tél. 56-58-28-48.

Côte d'Azur
83240 CAVALARIÉ
HOTEL-RESTAURANT LA CALANQUE
 « Les pieds dans l'eau ». Site exceptionnel. Châtres avec TV. Piscine. Tennis. Spéc. poissons. 1/2 pens. à partir de 450 F/jour et par personne.
 Tél. 94-64-94-27.

NICE
HOTEL LA MALMAISON
 Mipotel Best Western
 Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
TV COULEUR PAR SATELLITES
 Restaurant de qualité.
 48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.
 Tél. 93-57-62-56 - Téléc. 470-418.

HOTEL VICTORIA
 33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
 Tél. 93-55-39-69
 Plein centre-ville, calme. Petit parking, grand jardin, chambre, TV couleur.
 Tél. direct, minibar.

Montagne
PARC NATUREL DU QUEYRAS
 Stages tennis, randonnées, raids. Hôtels-gîtes d'étape.
LA MAISON DE GAUDISSERT
 05350 MOLINES. Tél. (16) 92-45-29.

05360 SAINT-YÉRAN (Hautes-Alpes, Queyras)
 Parc régional. Site classé.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
 Chamb. studio + cuisinette-grill. De 50 F à 150 F par pers. et par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
 Piscine. Tennis.
 1/2 pens. 1 029 F à 1 617 F sem.
 Pensions 1 309 F à 1 948 F la sem.

Paris
SORBONNE
HOTEL DIANA
 73, rue Saint-Jacques
 Chambres avec bain, w.c., TV couleur. TB direct.
 De 280 à 380 F. - Tél. 43-54-92-55.

Sud-Ouest
24690 VILLEFRANÇHE-DU-PÉRIGORD
AUBERGE LA CLÉ DES CHAMPS
 *ANN. Piscine. Pratices. Circuits pédestres. Équitation 2 km. Toutes chambres, w.c. + bain.
 Demi-pens. et pension 190 F à 285 F.
 Tél. (16) 53-29-95-94.

Italie
VENISE
HOTEL LA FENICE ET DES ARTISTES
 (près du Théâtre la Fenice)
 5 minutes à pied de la place St-Marc. Atmosphère intime, tout confort. Prix modérés.
 Réservation : 41-52-32-333 VENISE.
 Téléc. : 411150 FENICE 1.
 Directeur : Dante Apollonio.

Suisse
LAC MAJEUR LOCARNO
GRAND HOTEL
 Complètement rénové. Nouvelle piscine. Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée. Dr. A. Costi tél. 19-41/93/330225 - Téléc. 846143
 Via Sempione, CE 6600 LOCARNO.

TOURISME GOLFIDAYS

UNE SEMAINE DE GOLF EN IRLANDE
 Nous vous conduisons, nous prenons soin de votre hébergement, nous réservons les parcours, nous jouons avec vous.
 Pour recevoir notre brochure, écrivez :
JOHN FINN, GOLF LINES ROAD ENNIS, CO CLARE (IRLANDE)

SAVOIE VALLOIRE
L'ÉTÉ AUX FENÊTRES MAISON FAMILIALE
 Tout confort. Activités à la station. Tennis, équitation, patinoire, piscine, fêtes, discothèque, cinéma, tous commerces.
 Renseignements et inscriptions :
CENTRES DE LOISIRS PLEIN AIR - I.F.C.V.
 24, rue d'Agde, B.P. 19 39005 LILLE-CLARE.
 Tél. 39-51-22-96.

L'ÎLE DE JERSEY « LA BELLE ANGLE-NORMANDE »
 Au printemps, l'île dévoile ses 116 km² de charme.
 Elle revêt sa robe fleurie, dévoile ses plages de sable d'or, bichonne ses 830 km de merveilleuses petites routes.
 Elle vous ouvrira grand les portes de sa superbe réserve d'animaux en voie de disparition, sa ferme aux papillons, les serres où s'épanouissent cinq mille variétés d'orchidées.
 Elle vous accueillera dans ses cinq cent cinquante hôtels et pensions ; elle y dressera la table autour de laquelle vous dégusterez crustacés, primeurs, poissons et laitages du cru, tout cela arrosé des meilleurs vins français, aux meilleurs prix.
 Dans les pittoresques rues pittoresques de Saint-Hélier, la capitale, elle vous tentera par les prix hors taxes de ses multiples magasins.
 Et, enfin, elle effacera le stress de la vie moderne.
JERSEY, c'est la détente, le dépaysement et une qualité de vie particulière.
 Pour documentation en couleurs, écrivez à :
MAISON DE L'ÎLE DE JERSEY
 19, boulevard Malesherbes, 75008 PARIS
 Tél. (1) 47-42-93-68

L'ESPAGNE EN TRAIN

Voyagez sans limitation de kilomètres pendant 8, 15 ou 22 jours dans tous les trains intérieurs du réseau espagnol RENFE
A PARTIR DE 490 F
 Renseignements :
RENFE
 1, av. Marceau, 75116 PARIS
 Tél. 47-23-52-81

RÉSIDENCES

COTE D'AZUR
83230 BORMES/LE LAVANDOU
 Disponibles saison 62 1988 appartements et villas proches de la mer. Exemple : 57 bord d'une plage de sable, piscine, tennis, garage, pour 4 personnes, un séjour de 8 jours, 2 495 F.
AGENCE DE LA FAVIERE
 Tél. 94-71-83-19.

COTE D'AZUR EXCEPTIONNEL à louer JUILLET VILLA BORD DE MER
 7 chambres tout confort.
 Ag. de la FAVIERE, le Mar y Sol, boulevard de la plage, 83230 BORMES
 Tél. 94-71-83-19.

GRÈCE VOUS RECHERCHEZ DE VRAIES VACANCES DÉCOUVREZ LES ÎLES IONIENNES
 Une nature préservée, des gens hospitaliers, des appartements sélectionnés à louer.
 Prix excepté du 11 mai au 11 juillet.
 Tél. 43-25-28-38.

22520 NIOC (BRETAGNE) BRIC (port, plage, golf 18 trous) Grand circuit VILLAGE APPARTEMENTS, MAISONNETTES.
 Librairie juillet, août (mois ou semaines).
AGENCE ARMOR, Tél. 94-73-62-28.

UNE NOUVELLE COLLECTION DE GUIDES
échappées belles en France
 Une première série de 6 guides :
 • L'ALSACE DU NORD • LE PÉRIGORD NOIR
 • L'ANJOU • LE ROUSSILLON
 • LES CÉVENNES • LE BEAUJOLAIS
 • LA CHAMPAGNE • LE TRÉGOR

ACCESS VOYAGES
NEW YORK 2000 F
 128 pages illustrées, 65 F.
autres ÉDITIONS
 En librairie.
ACCESS VOYAGES
 128 pages illustrées, 65 F.
NOUVEAU
 réservez et payez votre voyage par téléphone, avec votre Carte Bancaire
ACCESS VOYAGES
 ET ENCORE D'AUTRES DESTINATIONS
 RÉSERVATION MOBILES EN 1^{re} CLASSE ET CLASS GRANDS
TÉL: (1) 40130202 ou 42214694
 8, rue Pierre-Lescot • 75001 PARIS • Métro et RER Châtelet-Les-Halles

JEUX

échecs

N° 1284

ÉTOUFFEMENT

(Tournoi BOE, Amsterdam, 1988)

Blancs : G. KASPAROV
Noirs : J. VAN DER WIEL
Défense ouest-indienne.

1. e4 Cc6 17. h5 (h) Td7
2. d4 f6 18. Tc2 Tc8
3. Cf3 h6 19. Fc2 Ra7 (1)
4. e3 d5 20. Td4 Tc6
5. Dc2(a) Fd7 (b) 21. e4 Cg8 (m)
6. Cc3 e5 22. Fg3 Cf7
7. Fd3 (c) exd4 23. f4 Cc5-e5
8. Cc4 Fc6 24. Fc2 (a) Td8 (o)
9. Cc3 e5 25. Fc2 (p) Td7 (g)
10. Fg5 (e) a6 (f) 26. Cc5-e2 (r) a5-d5
11. e3-h4 (g) Dd7 27. exd5 Cc5 (g)
12. e4-h4 (h) 28. Cc5-b5
13. Dd4 29. Txc5 (1) Dxc5
14. D3 30. Dxd7 Dxd4
15. Fd4 31. Tc6 (n) abandon.
16. F4

NOTES

a) Ou 5. b3 ; 5. Cb-d2 ; 5. Db3.
b) Une variante à la mode depuis quelques années. Cependant 5... c5 semble notable tout de suite : 6. d5, Fxg5 (et non 6... bxc5 ; 7. e4, d6 ; 8. b4, Fc7 ; 9. Fc2, 0-0 ; 10. 0-0 avec avantage aux Blancs) ; 7. b4, Fc7 ; 8. e4, d5 ; 9. e5, Cc6 ; 10. Cb-d2, f3 ; 11. exd5, Fxh7 ; 12. Cxf1, Dxd5 ; 13. Cc3, Dc6 ; 14. Cc4, Dxc2 ; 15. Cxc2, Rf7 ; 16. Fb2, Tg8 avec égalité.
c) On trouve aussi 7. e3 ; 7. dxc5 et le gambit 7. d5 comme dans la partie Dzandzava-Tchernin de L'ov, 1987 ; 7... exd5 ; 8. exd5, Cxd5 ; 9. Fg5, Fc7 ; 10. Cb5, d4 ; 11. Cc6, Cc3 ; 12. Fc6, Fx3 ; 13. exf3, Fxg5 ; 14. Fc4, Cc6 ; 15. f4, Fx4 ; 16. Cxf7, Dh4+ ; 17. g3, Fxg3+ ; 18. Rd2, Fd2+ ; 19. Rd1, d5 ; 20. abandon.
d) 8... d6 et 8... Cc6 sont également jouables.
e) Après 10. Fd4, 0-0 ; 11. Cxg5, bxc5 ; 12. Fd5, Cc4 ; 13. Dc3, Dd5+ la réplique 14. b4 est forte. 10. Cxg5 a été tenu ici comme 10. Fd2.
f) Dans la partie Gurevitch-Lerner, Moscou, 1987, les Blancs prirent l'avantage après 10... h6 ; 11. Fd4, d6 ; 12. 0-0-0 ; 13. Dc7 ; 13. Fc2, g5 ; 14. Fg3, e5 ; 15. Cc5, Cxd5 ; 16. exd5, Cc4 ; 17. Cxd4, Fxd4 ; 18. Txd4, exd4 ; 19. Dd4+ ; Rf8 ; 20. Dxd4. Après 10... Fc7 ; 11. Fc2, a6 ; 12. Ff4, d6 ; 13. 0-0, Tg8 ; 14. Tc1, 0-0 ; 15. Td1, Dg7 ; 16. Db1 les Blancs sont légèrement mieux (Gurevitch-Farago, Budapest, 1987).
Le coup dt texte permet aux Noirs de passer la D en c7 sans l'attaque Cc3-b5 et d'effectuer le grand roque.
Les Blancs contrôlent le centre et commencent à gagner du terrain.
h) Ou 12... Fc7 ; 13. f4, Cc4 ! et les Noirs égalisent (Novikov-Tchernin, L'ov, 1987).
i) Pesant un peu plus sur la colonne d et interdisant tout tentative de libération par d6-d5.
j) Si 16... d5 ; 17. exd5, exd5 ; 18. Dd1, Td8 ; 19. exd5, Cxd5 ; 20. Cxd5, Txd5 ; 21. Txd5 ; 21. Txd5, Fxd5 ; 22. Fxh6+ et 23. Dg3.

k) Bloquant l'aile - R.
l) En mettant apparemment leur R à l'abri, les Noirs ne font qu'indiquer les difficultés qui sont les leurs, non seulement de trouver un plan convenable leur permettant de respirer un peu mieux, mais surtout de jouer des coups qui n'engagent à rien. Complètement dominés au centre et sur l'aile - R, ils ne disposent d'aucun coup de pion.
m) Après 21... d5 ; 22. exd5, Cxd5 ; 23. Cxd5, Txd5 ; 24. Dg3 les Blancs menacent 25. Fxg5 et 25... Txd5, Fxd5 ; 26. Fxg6+. D'où ce triste retour à sa case de départ du C-R qui espère jouer un rôle plus actif en e7.
n) Le contraste entre la puissance explosive des forces blanches (deux C, deux T et deux F) groupées par paire derrière les pions blancs et le misérable carré défensif des Noirs dont les unités tentent de se regrouper d'une manière cohérente sans parvenir.
o) Signe manifeste de désarroi. Accablés par le champion du monde, les Noirs, qui sont en proie à un début d'apoplexie, commencent à paniquer ; le R noir n'a plus maintenant qu'une case de fuite.
p) Kasparov, qui sait bien depuis quelques coups que le signal de l'attaque est imminent et qui a déjà examiné les conséquences du premier coup de coupe d'étoffement comme dans cette dame jouée au cours du match France-Italie du Festival des Jeux de Cannes il y a deux ans.

q) Le décloserie semble normal mais entre dans les vases de Kasparov. 25... Td8 abandonnerait la colonne d sans changer les projets des Blancs.
r) La première bombe.
s) Ou 27... Td8 ; 28. bxc5, Dxc6 ; 29. Fxh7, Txc7 ; 30. Cxg5, bxc5 ; 31. Dd5+ et 32. Dxd8. Ou 27... Cc8 ; 28. Cxg5, bxc5 ; 29. Txc5, dxc5 (à 29... Dxc5 ; 30. Ff2) ; 30. Dxd7 et les Blancs gagnent la pièce avec une position gagnée.
t) Le coup des Noirs a brusquement explosé. Si 29... Dxc5 ; 30. Ff2.
u) Une jolie pointe finale qui menace 32. Ta6m.
v) Si 31... Tg8 ; 32. Fxh7, Dxc3 ; 33. Tg6+ ; Rb8 ; 34. Fd6+ suivi du mat. Si 31... Ra8 ; 32. Dg7 ! (32... Fxh4+ ; 33. Fx4, Dxd4+ ; 34. Ra1, Dh1+ ; 35. Ra2).

SOLUTION
DE L'ÉTUDE N° 1283
E. DOBRESCU 1968
Premier prix
(Blancs : Rf1, Cc2 et b6, Fb4, b6, g6, f2, h4, h5. Noirs : Rb8, Td8, Cc5, Pa2, b5, d6, e6, d3.)
1. c7+, Rb7 ; 2. g6-d6=C+, Rxb6 ; 3. Cb3, Cc5+ ; 4. Rb1, Cc4 ; 5. Cc1, Cc2 ; 6. Cc4 ; 1 (et non 6. Cc5 ; 6. Cc5 ; 7. h6, Cc4 ; 8. h7, Cc3 ; 9. h8-d, Fxg4 ; mille), Cc4 ; 7. Cc4, Cc2 ; 8. Cc3, Cc4 ; 9. Cc1, Cc2 ; 10. Cc5, Cc4 ; 11. Cc4, Cc2 ;

CLAUDELEMONNE.
ÉTUDE N° 1284
K. RAINA
(1949)

BLANCS (5) : Ra1, Fc2, Pa5, d4, b3.
NOIRS (5) : Rf1, Pa3, a6, h5.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1282

UN CONTRE SUICIDAIRE

Dans un de ses derniers livres *To Morrow's Text Book*, Victor Mollo a publié une donne où il montre comment le contre d'une enchère de contrôle peut permettre au déclarant de réussir un grand chelem qu'il aurait chuté si Ouest était resté silencieux.

♠ R9864
♥ A842
♦ R7
♣ V5

♠ V
♥ V97
♦ D10854
♣ R986

♠ D
♥ R10653
♦ 932
♣ 7432

♠ A107532
♥ D
♦ AV6
♣ AD10

Ann : S. don. Tous vuln.

Sud Ouest Nord Est
1 ♠ passe 4 ♠ passe
5 ♠ contre 5 ♠ passe
5 SA passe 6 ♠ passe
7 ♠ passe passe passe

Ouest ayant entamé le Valet de Pique, comment Mollo propose-t-il de gagner ce GRAND CHELEM A PIQUE contre toute défense ?

Réponse :

Il faut évidemment partir du principe que le Roi de Trèfle est en Ouest et il faut renoncer à l'impassé à Trèfle. Il semble donc normal d'espérer qu'Est ait la Dame de Carreau afin de réussir l'impassé et de défausser sur l'As de Carreau un des Trèfles du mort.

Ne peut-on pas cependant améliorer encore les chances de gagner ce grand chelem en trouvant une troisième levée grâce à un squeeze à Trèfle et Carreau sur Ouest si on arrive à savoir que Ouest a probablement la Dame de Carreau ?

Ca n'est possible qu'en faisant un mort inversé (trois coupes de la main longue) que Mollo raconte de la façon suivante : « La déclarant prend la première levée avec l'As de Pique, tire l'As de Carreau, coupe un Carreau, et remonte deux fois au mort par l'As pour couper deux autres Carreaux... Faut-il faire l'impassé à Carreau ? C'est un moyen, mais il y a mieux à faire, surtout si Ouest ne fournit plus au quatrième tour à Carreau. On peut en déduire alors qu'il détient probablement plus de Carreaux qu'Est et qu'il a donc plus de chance d'avoir la Dame de Carreau. Alors, après avoir coupé le quatrième Carreau avec son dernier atout, le déclarant tire l'As de Trèfle, retourne au mort par le Roi de Carreau et tire les deux derniers atouts sur lesquels il jette la Dame et le ♠ de Trèfle... »

Sur le 9 de Pique Ouest est assésé...
Danger d'étoffement
Pour infliger un contre de pénalité à l'adversaire il vaut mieux avoir le plus d'atouts possible, mais attention au risque d'étoffement comme dans cette dame jouée au cours du match France-Italie du Festival des Jeux de Cannes il y a deux ans.

♠ 1094
♥ 43
♦ R85
♣ AR1093

♠ D2
♥ RV752
♦ 1074
♣ 765

♠ ARV75
♥ 10
♦ D962
♣ DV4

♠ 863
♥ AD986
♦ AV3
♣ 82

Ann : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
Lebel	Daboia	Perron	Ferraro
Passe	passe	1 ♠	1 ♠
2 ♠	passe	passe	contre
passe	passe	passe	passe

Ouest ayant entamé la Dame de Pique, Est prit avec le Roi, puis il tira l'As de Pique et le Valet de Pique (sur lequel Ouest défaussa un Trèfle) ; ensuite Est joua le 10 de Carreau pour la Dame et le Roi d'Ouest, qui contra-attaqua le 7 de Trèfle. Comment Lebel, au Sud, a-t-il gagné DEUX COEURS contre toute défense ?

Note sur les enchères :

Sud, sagement passé d'entrée avec une main qui, avec 1 point de distribution et 1 point de valeur pour ses 2 1/2 levées d'honneurs, vaut seulement 13 points. En revanche Nord, en troisième position, a ouvert de « 1 Trèfle » avec une main légèrement plus faible, mais qui indiquait au partenaire une bonne entente si Est devenait le déclarant. Le contre d'Est indiquait que la

surembraie de « 1 Pique » n'avait pas été faite seulement avec des levées de jeu, mais avec la force d'une ouverture. Sur ce « contre » Ouest a décidé de passer avec ses cinq atouts par Roi Valet, une décision dangereuse en tournoi par quatre et qui aurait exigé une défense parfaite, ce qui n'a pas été le cas.

Courrier des lecteurs
Infaillible technique (1276)
« Votre seconde solution, écrit Blomach, ne m'a pas convaincu parce que : 1) elle ne m'apparaît pas profondément réfléchi ; 2) vous n'expliquez pas en quoi elle est plus logique... »

Un squeeze chess-croisé est fondamentalement différent d'un squeeze par le coupe (qui exige deux replies au mort) ; d'autre part le squeeze chess-croisé aurait échoué avec trois Trèfles à la main de Ouest... Cette donne superbe était un parfait exercice de technique.

PHILIPPE BRUGNON.

scrabble

N° 295

FLAGRANTS DÉLIRES

Au début de cette année, dans notre chronique intitulée *Les dents de la mère* (9 janvier), nous vous citons quelques définitions empruntées au *Dictionnaire des mots superflus* de Pierre Desproges. Superflue sans doute également serait toute tentative de notre part de rendre à celui-ci un hommage posthume. Nous nous contenterons donc de vous proposer des extraits d'un réquisitoire prononcé naguère par le « procureur » Desproges dans le prétoire des *Flagrants délites* de France-Inter (certains mots sont remplacés par leur anagramme). « Sans l'CEEENSS, ma propre femme, que j'aime par-dessus tout, malgré ses doigts jaunes, ses MNOOPSU BEIMSTU de CEIINNOT, et l'indestructible AFMPRU de AEGIOSU froide qui stagne dans ses jolis cheveux ABNRUU et me donne l'impression, aux heures de tendresse dans le noir, que je BCELTUU un rou-

tier tabagique, ma femme, dis-je, sans la ABEGLNO qui pue qui tue, serait obligée de marcher pour faire les 300 mètres qui la séparent du bureau de tabac... Et la potion magique du Père Ricard (un foie, deux drains, trois raisons de crever de CEHIORRS !...) Et le CEEIRT ? Vous pensez que c'est seulement indispensable au cheval et au nain ABELOR qui lui file des coups de pompe dans le bide pour gagner sa vie ? Un Français sans tiercé, c'est aussi absurde que des AACINRS sans plongeur... »

Solution des tirages.
ESSENCE - POUMONS - BITUMES - NICOTINE - PARFUM - GAULOISE - AUBURN - CULBUTE - BAGNOLE - CIRROSE - TIERCE - BARIOLE - CANARIS.

MICHEL CHARLEMAGNE.

N°	TIRAGE	SOLUTION	RÉV.	PTS
1	CCCEINT	CENSE	34	28
2	CT-AEEMO	COKE	32	28
3	LL-EESTV	CAMPAT	4E	22
4	ADEERIU	TAVELLES (a)	L3	62
5	ADEFHJU	DEMBURAI	22	66
6	BEIINW+AGI	PALUCHE	24	66
7	IO+GIOOZ	BENIN	F2	24
8	IIOZ+ALU	LOGO	2A	24
9	A+ADEQS	LOULIEZ	3A	32
10	E+AAERT	QAS (b) DA	12C	44
11	A+APRST	ARIETTE	A1	24
12	H+IIMSXY	PHRASAT	10D	33
13	HINW+JOG	ASSY	F12	28
14	BEIINW+AGI	ASSY	F12	28
15	BGM+DIS	WHIG	N5	28
16	BDGM+EFN	SOI	8A	33
17	BGRRUXT	COKEFIEE	9E	33
18	BDEMNNT	EMULSEUR (b)	14D	68
19		(T)OUX	B7	33
20		DENT	15A	21
21				762

(a) Mouchette, tachete.
(b) Appareil servant à préparer des émulsions. M. Duguet ne l'a pas vu, mais il ne connaît pas, mais il gagne cependant le Festival devant plus de 500 joueurs.
1. J. Vatel 746, 2. D. Roques 740, 3. E. Levart et T. Oswald 734.

● Bénédictins : 1. Duguet, 2. Levart, 3. Pierre (Belgique), 4. Vigroux, 5. Pireux, 6. Roques, 7. Delol, 8. Bloch, 9. Vatel, 10. Cohen-Bacria, 11. Lorenza, 12. Lefr, 13. Kouratoukine, 14. Leroy, 15. Caro, 16. A. Duguet, 17. Dives (B), 18. Pallavicini, 19. Treiber, 20. Pucheu.

Festival de Vichy
13 mai 1988
7^e manche

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En brisant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant.

Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15.

Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, ce mot est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le requit du tirage précédent a été révisé, faute de voyelles ou de consonnes.

Le dictionnaire en vigueur est le Petit Larousse illustré (PLI) de l'année.

mots croisés

N° 512

Horizontalement
I. C'est le tout prochain décisif. - II. Il entre partout à l'hôpital. Mon problème ? - III. Mesure. Le mauvais côté de la balance. - IV. C'est le précédent. Tient des archives. - V. Je suis au courant. Possessif. Annonce la suite. - VI. Au chautier. Ne favorise pas l'inspiration. - VII. Elle est là pour bien longtemps. Pour les chercheurs. - VIII. Graisse. Le premier. - IX. Conjonction. Elle a donc de quoi se plaindre. - X. Tiendrai compte.

Verticalement
I. Récidivante. - 2. Onulation. - 3. Col. Cloués. - 4. Allocataire. - 5. Ruinas. Imel. - 6. Dater. Béc. - 7. Erevan. Ré. - 8. Ea. Estriam. - 9. Npeu. Si. Lie. - 10. Nessus. Tien. - 11. Er. Enervent. - 12. Saisissans.

SOLUTION DU N° 511

Horizontalement
I. Rocardiennes. - II. Evoluta. Opéra. - III. Nullité. Es. - IV. Ol. Onéreuse. - V. Vaccarès. Uni. - VI. Atlas. Vissés. - VII. Tior. Bari. Re. - VIII. Rouaient. Tva. - IX. Intime. Ilca. - X. Ere. Raient. - XI. Ensellements.

Verticalement
1. Récidivante. - 2. Onulation. - 3. Col. Cloués. - 4. Allocataire. - 5. Ruinas. Imel. - 6. Dater. Béc. - 7. Erevan. Ré. - 8. Ea. Estriam. - 9. Npeu. Si. Lie. - 10. Nessus. Tien. - 11. Er. Enervent. - 12. Saisissans.

FRANÇOIS DORLET.

anacroisés

N° 513

Horizontalement
1. ACILNOU. - 2. ACEINTX. - 3. BEILNTU. - 4. CEILNO. - 5. DEEINQU. - 6. AILNOST. - 7. FIINRTTU. - 8. EGILNRS. - 9. EEFILST (+ 1). - 10. ABEIOSSU (+ 1). - 11. ALLOOTX. - 12. EIMPRSUV. - 13. ALNOORT. - 14. AEEIMRST (+ 4). - 15. DDEEOSS. - 16. AACLRS (+ 3). - 17. DEEIRRS (+ 2). - 18. ABCORTUU. - 19. EEEENRRSV. - 20. EELISS (+ 1).

Verticalement
21. CEILNOU. - 22. ADEIOPRR. - 23. ABFILOT. - 24. ALNOPRTU. - 25. EIINTUV. - 26. ACCEELOS (+ 1). - 27. EELNRTU. - 28. ABEIIST. - 29. AADLNSU. - 30. DEHORST. - 31. ADPIIIN. - 32. AINMOSS (+ 1) X. - 33. EEEINSS. - 34. DEEIPRT (+ 5). - 35. ENNOX. - 36. EEEGILOS. - 37. AADIQS. - 38. AELNRUU. - 39. AEEEGT. - 40. AENRSTU (+ 2).

Les anacroisés sont des mots créés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais imprécises sur la grille.

Comme au 11-12 scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurés dans le précédent tirage du Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots proposés ne sont pas notés.)

SOLUTION DU N° 512

1. MEDIOCRE. - 2. PAPAUX. - 3. OCELLES. - 4. DAMASSE. - 5. SPIEGELS. - 6. HURLANTE. - 7. ARSENIES (RENAISSE RENAISSÉ). - 8. EUNECTE. - 9. EUSSENT. - 10. AIBULES. - 11. ASIENOTOS. - 12. COTIOL. - 13. AVENUE. - 14. EPICASSE. - 15. BETISIER. - 16. TRÉMAS (ARMEIS MARTES METRAS TRAMES). - 17. BRINELL. machine. - 18. ACHARNER. - 19. DEMOULÉ. - 20. VENEREE (ENERVEE). - 21. MOCHETE. - 22. FLATTONS. - 23. ECOUTEUR (COUTUREE). - 24. VERROU (OUVRIR ROUVRE). - 25. DENREES. - 26. ACERES (ECRASÉE RECASEE). - 27. OILACEES. - 28. TUBARDE. - 29. UNIFIEES. - 30. RESTANTE (ENTRATES TENTES). - 31. ESPERE. - 32. SCATILES (COSTALES LACTOSES). - 33. DELEITION. - 34. PIBALE (BIPALE). - 35. PAGINEES. - 36. PIERRE (PRIERE). - 37. SUCRINES. - 38. PALLEALE. qui concerne le manteau des mollusques. - 39. ASSISSES. - 40. STEROL (LEROTS). - 41. XENONS. - 42. ECOULEES.

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.

Les anacroisés sont des mots créés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais imprécises sur la grille.

Comme au 11-12 scrabble, on peut conjuguer. Tous les mots figurés dans le précédent tirage du Petit Larousse illustré de l'année. (Les mots proposés ne sont pas notés.)

FOOTBALL : le Championnat d'Europe des nations

Le Championnat d'Europe des nations de football a lieu du vendredi 10 juin au samedi 25 juin en République fédérale d'Allemagne. Qui succédera à la France, tenant du titre depuis 1984 ? Sûrement pas la France elle-même, qui a dû abdiquer lors de la phase éliminatoire. Il est peu probable également que l'Éire se retrouve en finale le 25 juin au stade olympique de Munich. C'est en effet la première fois que la sélection nationale de ce petit pays se qualifie pour un tournoi international de ce niveau. En revanche, les sept autres équipes ont leur chance. Aucun favori ne se dégage entre la RFA, l'Angleterre, les Pays-Bas, l'URSS, l'Italie, l'Espagne et le Danemark.

Le Vieux Continent est à la recherche d'un leader. L'équilibre des valeurs et l'incertitude du résultat expliquent peut-être le succès populaire sans précédent de cette épreuve. Selon les organisateurs, sur les 830 000 places mises en vente,

820 000 auraient trouvé acquéreurs. Le soldé ayant été distribué à vil prix à de tout jeunes footballeurs des clubs allemands, aucun billet ne sera en vente aux guichets les jours de matches.

Les quinze rencontres de cet Eurofoot 88 devraient être une fête. De nombreuses mesures de sécurité ont été prises pour cela dans les villes devant accueillir les matches : Düsseldorf, Cologne, Hanovre, Stuttgart, Gelsenkirchen, Francfort, Hambourg et Munich. Encore faudrait-il que la fête soit sur les terrains et que les équipes rompent avec les stratégies prudentes qui gouvernent le football européen depuis quelques années. La France avait conquis le trophée, il y a quatre ans, en marquant beaucoup de buts. Les télespectateurs français, qui pourront regarder tous les matches (la plupart en direct), apprécieraient que la succession soit assurée avec la manière.

Les Allemands jouent la sécurité

BONN
de notre correspondant

La Fédération allemande de football (DFB) et les autorités policières de RFA sont sur le pied de guerre : le spectre des troupes hurlantes de « supporters » britanniques et néerlandais déviant tout sur leur passage dans les stades et dans les villes accueillant les rencontres du championnat d'Europe de football, l'ombre des morts du Heysel du mois de mai 1985 ont incité les organisateurs et la police à mettre au point un « plan anti-hooligans » des plus sophistiqués.

On ne s'est pas contenté de suivre la philosophie fruste du président du DFB (Fédération allemande de football), M. Hermann Neuberg, selon lequel il suffit, pour venir à bout des hooligans, « de sortir la matraque car il n'y a que ce langage qu'ils comprennent ». Les organisateurs souhaitent en outre de gros bâtons qui la dernière extrémité. Ils ont prévu une série de mesures de sélection et d'encadrement des supporters qui devraient, en théo-

rie, dissuader les casseurs et les violents.

On a porté une attention toute particulière au contingent de spectateurs en provenance de Grande-Bretagne (15 000) et des Pays-Bas (30 000). Il s'agit dans ce cas de procéder à la sélection à la source des spectateurs potentiels. Ainsi, il n'est pas possible outre-Manche d'acheter ses billets individuellement : la vente des places a été confiée aux fédérations britanniques de football, qui ne les délivrent qu'après que les imprimeurs ont rempli un formulaire de trois pages : il faut soit prouver son appartenance à un club, soit faire la preuve d'une moralité irréprochable. Les questionnaires sont traités par ordinateur et recouper avec les fichiers de la police et de la justice.

La sélection est si sévère que les 5 500 places par match dont disposent les Britanniques n'ont pas été toutes vendues. Les autorités footballistiques d'outre-Manche ne tiennent pas à ce que le mauvais comportement de leurs fans au cours de ce championnat d'Europe fasse obstacle à la réintégration des clubs anglais dans les compétitions européennes dont ils ont été exclus depuis le drame du Heysel. Ce filtrage impitoyable des membres des groupes de forces d'occupation britanniques stationnées en RFA : ils demandent aujourd'hui qu'on leur délivre des places sur le contingent allemand distribué beaucoup plus libéralement.

50 millions de francs d'aménagement

Aux Pays-Bas, les organisateurs ont eu accès au fichier central du vandalisme pour écarter les fauteurs de troubles potentiels, et les places sont délivrées en priorité aux groupes d'au moins cinquante personnes transportées en autocar. On espère ainsi éviter les déferlements d'après-match sur le centre des villes, les groupes repartant immédiatement vers leur pays tout proche à l'issue de la rencontre.

Les responsables sont cependant bien conscients que ces mesures préventives ne suffisent pas à éviter l'infiltration de voyous au milieu du bon peuple qui vient au stade pour l'amour du jeu. 15 millions de deutschmarks (11 millions de francs) ont été investis dans l'aménagement des huit stades où se dérouleront les rencontres. Les places debout ont été transformées en places assises, les grilles séparant les diverses

sections de tribunes ont été renforcées et surélevées, des sorties de secours ont été aménagées. Pas une portion de stade qui n'échappe au regard des caméras vidéo qui décèlent tout mouvement suspect.

Le danger de la troisième mi-temps

La technique, c'est bien, mais cela ne peut remplacer entièrement les bonnes vieilles méthodes policières traditionnelles : des policiers en civil trufferont les blocs de supporters et notamment les groupes allemands dont on a pu constater ces dernières années qu'ils dérivent vers l'extrême droite. Le « front burlesque » de la Ruhr et le « front de l'aigle » de Francfort qui prennent prétexte des matches de football pour crier des slogans néo-nazis et xénophobes seront sévèrement encadrés. On ne prévoit pas moins de mille policiers en uniforme pour maintenir l'ordre dans le « match à risques » du tournoi Angleterre-Pays-Bas, le 15 juin prochain.

On n'a pas oublié non plus les dangers que présente la troisième mi-temps pour le centre des villes et la tranquillité de ses habitants. Les bagarres à coups de bouteilles de bière entre supporters fanatisés devront être étouffées dans l'œuf grâce à un quadrillage policier serré qui a pour mission d'observer les déplacements - la plupart du temps en zig-zag - des groupes qui fêtent la victoire et de ceux qui se consolent de la défaite.

Des villages de tentes situés à l'écart du centre ont également été prévus pour assurer l'hébergement des supporters peu argentés, où on tentera de les dissuader de s'adonner à la violence en leur proposant des distractions « culturelles » : concerts de rock, semaines danoises ou irlandaises, rencontres avec des membres des clubs locaux. Un sociologue de Francfort, Dieter Bott, a été chargé de coordonner ces animations. « La culture au lieu de la matraque », tel est son mot d'ordre. L'Allemagne n'a jamais manqué de belles âmes.

LUC ROSENZWEIG.

VOILE : Coupe de l'America Un défi en justice

Américains et Néo-Zélandais préparent à San-Diego (Etats-Unis) la vingt-septième édition de la Coupe de l'America. Le samedi 4 juin les premiers ont baptisé Stars-and-Stripes, le catamaran de 60 pieds chargé de défendre le trophée. Huit jours plus tôt, New-Zealand, un monocoque géant de 123 pieds, était arrivé d'Auckland par cargo. Dans les deux camps, les entraînements ont commencé, mais nul ne sait si le duel aura bien lieu comme prévu en septembre. La décision relève de la Cour suprême de l'Etat de New-York qui, après avoir obligé les Américains à répondre au défi néo-zélandais, puis avoir écarté les autres challengers étrangers, devra très prochainement dire si le Yacht-Club de San-Diego peut relever ce défi avec comme bateau un catamaran.

SAN-DIEGO
de notre envoyé spécial

La Coupe de l'America était bien là sur l'estrade prisonnière de sa cage de verre. Le gouverneur de Californie, le commodore du Yacht-Club et le musicien de la marine venaient jouer Stars and Stripes pour ever, tandis qu'une immense bannière étoilée était hissée au sommet du mât du catamaran, apportant un brin de solennité au baptême, en présence de quelques milliers d'invités agitant de petits drapeaux américains. Mais, à l'exemple du maire, la grande foule de San-Diego qui avait triomphalement accueilli Dennis Conner après sa reconquête du trophée avait cette fois bondé la scène.

Américain pour mener plus efficacement son nouveau catamaran, le skipper de Stars-and-Stripes eut beau proclamer sa confiance dans la défense de la Coupe de l'America, il ne put ravir la vedette au fantasiste venu singer Michael Fay, le banquier néo-zélandais promoteur du défi, devenu depuis un an l'homme le plus détesté de San-Diego.

Lorsque, le 17 juillet 1987, Michael Fay a présenté son défi au nom du Mercury Bay Boating Club of New-Zealand, les Américains ont d'abord cru à une grosse farce. Ce club, situé sur l'île de Great-Mercury où réside le banquier, compte en effet une soixantaine de membres, essentiellement des fermiers cotisant à 25 dollars. Son seul bien matériel est une vieille Ford de 1956 sur laquelle sont hissés les drapeaux de course ; et, faute de clubhouse, les réunions ont lieu chez les pompiers.

Le caractère anticonformiste du défi résidait surtout dans le choix du bateau : un monocoque de 90 pieds (27,43 m) à la flottaison, plus profond des classes J utilisées pour la Coupe de l'America dans les années 30 que des 12 mètres JI retenus pour les dix dernières éditions depuis 1956. Après les sommets atteints en 1986 en Australie, où treize syndicats venus de sept pays s'étaient disputés pendant quatre mois la Coupe Louis-Vuitton des challengers, nul n'imaginait que la formule de l'épreuve soit remise en question.

Vingt et un challengers avaient déjà fait acte de candidature pour 1988. Les retombées économiques étaient chiffrées à 1,2 milliard de



Dennis Conner, le défenseur de la Coupe de l'America, prêt à prendre la barre d'un nouveau bateau.

dollars pour la ville de San-Diego. Sail America, la fondation chargée de collecter les fonds pour le Yacht-Club, avait signé ses premiers contrats. Avec sa société, Dennis Conner avait acheté des terrains pour la construction de marinas, etc.

C'est dans ce climat d'affairisme que Michael Fay a choisi de jouer le Saint-Just pour dénoncer l'escalade des coûts de participation et proposer un retour aux sources en se référant au Deed of Gift (acte de donation) de la Coupe rédigé en 1887 par George Schuyler, dernier des cinq copropriétaires de la golette America.

La carpe et le lapin

« Dès le retour d'Australie, nous avions budgétisé les coûts d'une nouvelle campagne de 12 mètres JI sur quatre ans », explique Laurent Esquier, l'assistant exécutif de Michael Fay. Nous arrivons à près de 75 millions de dollars. Les Japonais annonçaient 100 millions. Ce n'était plus justifiable. Les 12 mètres JI sont arrivés au bout de leur développement. On peut gagner 1 centime de nœud par mois, soit 1 dixième de nœud en dix mois, mais il faut alors investir 8 millions de dollars dans la recherche. Seuls les Américains, avec la NASA ou Boeing, peuvent encore se le permettre.

C'est en Sardaigne, où les Néo-Zélandais venaient de gagner le championnat du monde des 12 mètres JI, qu'Andrew Jones, leur conseiller juridique, a estimé que la solution au problème était contenue dans le Deed of Gift, qui laisse au challenger le choix du bateau dans une fourchette comprise entre 45 et 90 pieds à la flottaison. « Un voyage à Annapolis (Etats-Unis), où réside Bruce Farr, notre architecte, nous a convaincus que le projet était technologiquement et financièrement viable avec un budget de 8 millions de dollars », poursuit Laurent Esquier.

Tandis que les Américains continuaient à rêver au grand rendez-vous de 1991, les Néo-Zélandais s'investissaient totalement dans la construction de leur monocoque géant. Il faudra le jugement de la Cour suprême de l'Etat de New-York les obliger à relever le défi (le Monde du 28 novembre 1987) pour que les responsables du Yacht-Club de San-Diego prennent conscience du raz de marée qui risquait d'emporter tous leurs grands projets.

Dès lors, l'état d'urgence était décrété. A Britton, Chance et Bruce Nelson, les architectes du bateau vainqueur de la Coupe, John Marshall, le responsable du programme, joignaient des spécialistes des multicoques : David Hubbard, Duncan MacLaine, Gino Morelli et François Bernard Nivellet qui avait conçu les maxi-catamarans Charente-Maritime et Fleury-Michon. Après consultation du programme de prédiction des vitesses établi sur ordinateur en fonction du petit temps (entre III et 13 nœuds de vent) qui prévaut à San-Diego d'août à octobre, le choix s'est fixé sur un cata-

maran de 60 pieds. Il restait à Dennis Conner à se familiariser avec le conditio d'un tel engin, sur les conseils du Français Pierre Le Maout, un spécialiste des formules 40.

Depuis quelques jours, les résultats de ces deux expériences sont enfin visibles en baie de San-Diego. D'un côté, un monocoque de 123 pieds de longueur hors tout, à la coque très évasée comme celle des bateaux des lacs suisses ou des 111 pieds australiens, surmontée d'un majestueux mât de 46 mètres. Sur le pont qui déborde de part et d'autre comme celui d'un porte-avions, quarante marins s'affairaient.

Le caractère extrême du bateau a nécessité la conception de trois programmes électroniques embarqués. Le premier, déjà expérimenté en Australie sur les 12 mètres JI, concerne les différents paramètres d'aide à la navigation. Le deuxième permet, grâce à soixante-quatre capteurs installés sur la coque et le gréement, de faire apparaître en rouge sur l'écran les zones où s'exercent des contraintes risquant d'entraîner des dommages. Grâce à deux caméras installées au sommet du mât, le troisième permet de vérifier, à raison de trois images par seconde, les déformations et le travail des voiles à la hauteur souhaitée.

Face à ce monocoque très sophistiqué, les Américains présentent un catamaran expérimental inspiré des classes C (catamarans de 75 pieds, surtout connus aux Etats-Unis et en Australie où ils disputent la « petite Coupe de l'America ») avec une coque effilée comme celle des Tornado, mais surmontée d'une aile rigide articulée de près de 27 mètres de haut agissant comme un turbo au moindre souffle d'air. Le monocoque semble glisser sur l'eau à quelque 13 nœuds dans 10 nœuds de vent. Le catamaran la fend à près de 20 nœuds dans des conditions similaires.

Faire régater ces deux bateaux relèverait du mariage de la carpe et du lapin. « C'est comme si on opposait la McLaren qui domine la formule 1 à la Lancia qui règne en rallyes », estime Bruno Troublé qui dirigera, comme en Australie, le centre de presse de San-Diego.

« Nous avons fait ce qui était permis par le Deed of Gift. Les Américains font ce qui n'est pas interdit. Or tout ce qui n'est pas interdit n'est pas nécessairement permis », estime Laurent Esquier pour expliquer le troisième recours néo-zélandais aux arguments de la Cour suprême de l'Etat de New-York.

Dans une ultime tentative de conciliation, Michael Fay a suggéré à la Cour d'accorder un nouveau délai aux Américains pour préparer un monocoque. Il propose le 1^{er} mai 1989 pour le début des régates, avec des éliminatoires entre challengers à partir du 1^{er} mars. Dans l'attente du jugement, même les marchands de souvenirs n'ont pas encore osé investir. Le public est, il est vrai, de plus en plus indifférent à une coupe dont le sort ne se joue pas à la barre d'un bateau, mais à celle d'un tribunal.

GÉRARD ALBOUY.

A la télévision

- PREMIERE PHASE
Allemagne-Italie, vendredi 10 à 20 h 15 (TF 1, direct).
Danemark-Espagne, samedi 11 à 18 h 30 (A 2, direct).
Angleterre-Eire, dimanche 12 à 15 h 30 (TF 1, en différé le lundi 13 à minuit).
Pays-Bas-URSS, dimanche 12 à 20 h 15 (A 2, en différé après la soirée électorale).
Allemagne-Danemark, mardi 14 à 17 h 15 (A 2, direct).
Italie-Espagne, mardi 14 à 20 h 15 (TF 1, direct).
Angleterre-Pays-Bas, mercredi 15 à 17 h 15 (TF 1, direct).
Eire-URSS, mercredi 15 à 20 h 15 (A 2, direct).
Allemagne-Espagne, vendredi 17 à 20 h 15 (TF 1, direct).
Italie-Danemark, vendredi 17 à 20 h 15 (TF 1, en différé à minuit).
Angleterre-URSS, samedi 18 à 15 h 30 (A 2, direct).
Eire-Pays-Bas, samedi 18 à 15 h 30 (A 2, en différé en fin de programme).
● Demi-finales. - Mardi 21 à 20 h 15 (A 2, direct) ; Mercredi 22 à 20 h 15 (TF 1, direct).
● Finale. - Samedi 25 à 15 h 30 (A 2, direct).

LES HEURES DU STADE

- Athlétisme**
Marche Paris-Colmar. - Arrivée samedi 11 juin.
- Automobilisme**
24 Heures du Mans. - (TF 1, départ samedi à partir de 14 h 45 et arrivée dimanche à partir de 14 h 20).
Championnat du monde de vitesse. - Formule 1, Grand Prix du Canada. - Dimanche 12 juin à Montréal. (Canal + en direct à partir de 18 h 15.)
- Aviron**
Championnats de France. - Jusqu'au dimanche 12 juin à Vichy.
- Boxe**
Championnat du monde des poids moyens WBA. - Dimanche 12 juin à Ravenne (Italie). Patrizio Kalambari (Ita.), Robbie Sims (E-U). (Canal + à 23 h 50.)
- Cyclisme**
Tour d'Italie. - Jusqu'au dimanche 12 juin.
- Route du Sud. - Nouvelle appellation du Tour du Midi-Pyrénées. Jusqu'au dimanche 12 juin.
- Escrime**
Championnats de France de sabre. - Jusqu'au dimanche 12 juin à Reims.
- Football**
Coupe de France. - Finale, samedi 11 juin au Parc des Princes, Sochaux-Metz. (TF 1 à partir de 19 h 50).
Euro 88. - Jusqu'au 25 juin. (Voir ci-contre.)
- Golf**
Open de France féminin. - Jusqu'au dimanche 12 juin à Fourqueux (Yvelines). (FR 3 dimanche de 16 heures à 17 heures.)
- Motocyclisme**
Championnat du monde de vitesse. - Grand Prix d'Autriche. Dimanche 12 juin à Salzbourg.

Offre fantastique
NEUBAUER
Votre 205 berline (3 ou 5 portes)
en livraison immédiate
avec l'intérieur en CUIR
c'est GRATUIT
du 1^{er} au 30 juin

NEUBAUER
*Modèle 1988, en fonction des options choisies

227, bd. Anatole-France 93200 ST DENIS ☎48.21.60.21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34

Culture

THÉÂTRE

Brecht à Istanbul, Soutter à Genève

Cent muezzins et un pianiste

« Je sais, ma lassitude est parfois un théâtre », dit la Jeune Parque de Valéry. Le théâtre, à l'inverse, n'est jamais lassitude. Une pièce de Michel Soutter. Ce Schubert qui décoiffe, est jouée à Genève ? L'acteur turc Gendjo Erkal interprète Maître Puntilla de Brecht à Constantinople ? Départ immédiat pour la Suisse et la Turquie.

« Trois mers baignent la ville », constate Flaubert en 1850. C'est dans un quartier d'Istanbul situé sur le continent asiatique, où vous dépose le « feribot » (graphie locale), que Gendjo et son Théâtre des Compagnons donnent cet après-midi Maître Puntilla et son valet Mott. Dans la salle du cinéma Mota.

Cinéma sans doute bien programmé, puisque le film qui sera projeté ce soir est *L'Éclaireur de l'Amour*, de Nikita Mikhalkov.

A présent, la salle est bourrée de lycéens, de dix à quinze ans, qui en attendant la pièce font un raffut de tous les diables, enjambent les fauteuils, se lancent des sachets de chips. Beaucoup d'entre eux n'ont jamais encore vu une pièce de théâtre.

Noir. Silence. Brecht démarre. Décors, costumes, beaux et simples. Une clarté, un rythme, une gaieté, de vrai bon dessin animé. L'acteur Gendjo, très populaire en Turquie, qui joue Puntilla (il a mis la pièce en scène), est génial : attitudes, intonations, gestes, tout est à la fois inventif, inhabituel, évident, profond, amusant, éloquent.

Silence absolu du public de jeunes, fasciné par ce drôle de Puntilla, son calot. Gendjo y est pour

beaucoup : il ne crie pas et ne gesticule pas, mais chaque détail du jeu est si expressif qu'il fait penser à Buster Keaton dans *Steamboat Bill Junior*, ou à cet acteur français tout à fait sidérant, mais qui, hélas ! ne joue qu'à l'Opéra : Gabriel Bacquier.

La dernière fois que le Berliner Ensemble est venu à Paris, ses acteurs, costumés en sportifs, ont joué *l'Exception et la Règle*, un peu comme un match de football : ça ne traitait pas. C'était excellent. Gendjo a le même touss, même présence d'esprit, enjouée. Et le côté « guignol magique » de son spectacle donne aussi à son Puntilla cette poésie ailée, et un peu fantomatique, du film que Cavalcanti avait fait d'après cette pièce.

A la fin de la pièce : apprentissage déchaîné. Des enfants grimpent sur la scène, donnent des bouquets de roses aux comédiens qui, déjà démontés, le décor : demain, ils jouent Brecht à Bursa, au sud de la mer de Marmara.

Retour, par le vaporetto, vers la Constantinople européenne. Immense ville où s'affaire une immense humanité. Petits métiers un peu partout. Très nombreux

bateaux sur le Bosphore. ■ Marmara, la Corne d'Or, la mer Noire, c'est incroyable : pétroliers, cargos, paquebots de croisière, beaucoup sous pavillon russe, cela change de la tristesse des ports désaffectés, aux quais couverts d'herbes qui tombent en ruine, comme à Manhattan.

Sainte-Sophie : le plus beau poème d'architecture du monde. Incompréhensible. Le matériau de construction a été métamorphosé en substance immatérielle, en esprit pur.

Le frémissement de la vie

Comment Flaubert peut-il écrire que Sainte-Sophie est un « amalgame disgracieux de bâtiments » ? Qu'il dise, à Rome : « Saint-Pierre in emmerda, c'est glaçial d'ennui et de pompe », ça oui. ■ le veut. Mais Sainte-Sophie, non. D'ailleurs, à Rome, Flaubert ajoute : « J'aime mieux la plus petite mosquée, avec son minaret lancé dans l'air comme un grand cri ».

Entrons dans l'un de ces oiseaux blancs, plus grands que les goélands posés sur les mosquées bleues, et en route pour Genève.

Michel Soutter. Il est là. C'est à lui que bien des gens doivent d'avoir continué, plus d'une fois, d'aimer le théâtre, et le cinéma.

Était-ce au Festival de Locarno, de Pesaro, quel film était-ce, la *Lune avec les dents*, la *Pomme* ? Deux types entraînent dans un café, à la campagne, ils prennent place à une même table. Deux tasses de café. Ils restaient là, l'un en face de l'autre, se regardaient. Pas un mot. Les camions sur la route, assez loin. La neige sur les pics. La froideur de cette salle d'auberge, nue. Les deux bonshommes, pas capables de rompre le silence, l'immobilité. Mais quand le cinéma filme ce qui ne bouge pas, ce qui n'aime pas de son, ce n'est pas comme une photo projetée pas du tout. Parce que le film a le frémissement de la vie. Il y avait aussi, ailleurs, une chaussure, seule sur un parquet, et elle racontait toute une vie.

Michel Soutter. Le metteur en scène de théâtre, aussi. De loin les plus belles mises en scène de *Fin de partie*, de Beckett, de *l'Echange*, de Claudel, d'*Ubu roi*, de Jarry.

La machine d'Ubu dans les plaines polonaises, sorte de pressions peut-être pour la beauté de la chose : le dîner habituel avec les

poisiers, les grosses coères d'Ubu qui essayait d'écarter les pieds des spectateurs. Et les émigrés de Claudel, dans ces Amériques : ils n'arrivaient pas à se rejoindre, sur ces plages, ils se parlaient de loin, sans se voir, à travers les arbres. Et le vieil aveugle de Beckett, dans sa vérande aux vitres couvertes de sable et d'écume séchée, à travers quoi brillait l'océan... Ce qu'elles ont été belles, ces pièces, sous les doigts enchantés de Michel Soutter !

Aujourd'hui c'est une pièce de lui, *Ce Schubert qui décoiffe*. Un pianiste. Assis devant l'immeuble lac noir de son Bösendorfer. ■ joue des *Impromptus* de Schubert. Il est seul dans son studio, ■ a invité à dîner ses amis Broccoli : Simone et Albert.

Il joue sans presque y penser, un peu comme à vide, et là « voi plané » pas du tout. Parce que le film a le frémissement de la vie. Il y avait aussi, ailleurs, une chaussure, seule sur un parquet, et elle racontait toute une vie.

Michel Soutter. Le metteur en scène de théâtre, aussi. De loin les plus belles mises en scène de *Fin de partie*, de Beckett, de *l'Echange*, de Claudel, d'*Ubu roi*, de Jarry.

La machine d'Ubu dans les plaines polonaises, sorte de pressions peut-être pour la beauté de la chose : le dîner habituel avec les

Broccoli devient de l'incorrection pure, une incontinence, presque un délit. Quelque chose de fort, mais, étrangement, accompli à froid. Une comédie blanche.

Mais les *Impromptus* s'enchaînent, et peu à peu les images réelles de Simone et Albert Broccoli se dégagent de l'illusion. Au premier abord, ils trouvent à leur ami un air absent. Ils attendent qu'il revienne à lui, à eux, à une vie modérée.

Toute la pièce de Soutter se joue dans une frange qui frise l'invention et l'aliénation, par alternance. Cela fait penser à un « intermezzo » de Faust : on dirait que Dieu et le diable se sont fondus en un seul « pélerin » qui se promène, incognito, ce soir, dans un hôpital théâtre de la périphérie de Genève. Et qui se permet quelques gags, comme des « pierres de touche ». Une très forte « fantaisie », de ton inconnu.

Les acteurs, Antonette Moya et Georges Wod (les Broccoli), François Rochaix (le schubertien), et François Margot (un traiteur qui apporte le gigot commandé), sont excellents.

MICHEL COURNOT.
■ Théâtre de Carouge, Atelier de Genève, 20 à 21 h.

« Fric-frac », d'Edouard Bourdet à la Potinière

En octobre 1936, Edouard Bourdet était nommé administrateur de la Comédie-Française, et sa pièce *Fric-frac* était créée à la Michodière, avec Victor Boucher, Arletty et Michel Simon. 1936, Front Populaire et derniers frimas du romantisme canaille, c'est devant notre Belle Époque, Catherine Bourdet, petite-fille d'Edouard, a adapté avec Robert Scipion *Fric-frac* en comédie musicale — deux pianos qui évoquent de loin Wiener et Doucet, des couplets, quelques mouvements chorégraphiques et sans doute l'idée de reproduire le miracle *Irma la Douce*. C'est d'ailleurs peu probable, car y manquent les merveilleuses chansons de Marguerite Monod.

Mais la pièce, mise en scène par Louis Thierry, spécialiste des décalages mi-dérision mi-tendresse, a bien traversé son demi-siècle. Tout est daté : l'histoire du fric-frac raté dans lequel le belle Loulou, vamp des trottoirs, entraîne un employé naïf. Le langage surtout, cet argot qui a gagné en charme ce qu'il a perdu en insolence, en force comique.

C'est la difficulté : les auteurs doivent toujours pousser jusqu'au burlesque, sur un texte satirique, mais dans le style comédie de mesure. Les routiers du genre Lucretia Reilley, Elizabeth Lambert, Jean-Pierre Rampel, Claude Legendre, Jacques Marchand y parviennent. Soudain Amidou rappelle les belles filles pulpeuses à la Ginette Leclerc plus que les piquantes, les troublantes ambiguïtés d'Arletty. Finalement, la triomphatrice, c'est la fille du patron, Claire Magnin, pimbêche insensée, formidable.

COLETTE GODARD.

* Potinière, 20 h 30.



Nanterre Amandiers

SAISON 88-89



Abonnements : (1) 47.21.18.31

Koltès Chéreau
Maïllan Piccoli
LE RETOUR AU DÉSERT

Tchékhov Stein
LES TROIS SŒURS

Comtesse de Ségur
Pâtte Oppenot
VOTRE GRAND MÈRE
QUI VOUS AIME

Shakespeare Chéreau
Desarthe Keller Renucci
HAMLET

Emilfork Péron Leidgens
LA JOURNÉE
DES CHAUSSURES

Tchékhov Romans
Sandre Strancar
IVANOV

POUR RECEVOIR GRATUITEMENT LE PROGRAMME DE LA SAISON 88-89, REMPLIR CE COUPON ET LE RENVOYER À : NANTERRE-AMANDIERS, 1, rue des Capucins, 92002 NANTERRE CEDEX

Le nom de votre programme Nanterre-Amandiers 88-89 :
NOM PRÉNOM
ADRESSE
CODE POSTAL VILLE

MUSIQUES

Résurrection de Salieri à Schwetzingen

Le pouvoir de la vertu

Un opéra inconnu de Beaumarchais et de Salieri vient d'être ressuscité avec grand succès dans le théâtre rococo d'une petite principauté allemande. Il sera joué pour l'anniversaire de la prise de la Bastille, au Théâtre des Champs-Élysées.

Les Français ont mis longtemps à découvrir Glyndebourne : leur reste à connaître Schwetzingen et son festival qui, depuis trente-six ans, en mai et juin propose un programme bien plus original que son rival anglais et d'une qualité analogue : cette année, trois créations lyriques, à côté du *Barbier de Séville*, des concerts et des sérénades avec Julia Hamari, Arleen Auger, Jorge Bollet, Trevor Pinnock.

Dans le petit théâtre rococo, Jean-Claude Malgoire et Jean-Louis Martinoty ressuscitent ces jours-ci un opéra de Beaumarchais et Salieri, créé il y a tout juste deux siècles et qui fait justement penser à *l'Enlèvement*. *Tarare* (titre bien malheureux que les auteurs n'ont pas osé changer pour *le Pouvoir de la vertu*) nous donne une frappante image du genre lyrique à la veille de la Révolution, que l'œuvre devait d'ailleurs traverser sans encombre : après trente-trois représentations en 1787-1788, elle fut reprise presque toutes les années suivantes et atteignit en 1826 le total honorable de cent trente et une soirées, avec seulement quelques modifications lors des changements de régime... Même succès à l'étranger, où Da Ponte établit une version italienne, tandis qu'il existait aussi des traductions anglaise et allemande.

Le héros lui-même, Tarare, n'avait rien à craindre des bouleversements politiques : c'est un homme vertueux, d'humble extraction, devenu général par ses mérites, qui, après maintes péripéties, triomphe sans ■ vouloir vraiment du roi cruel ■ sensuel à qui il a sauvé la vie ■ qui, en retour, lui a volé sa femme, heureusement vertueuse elle aussi. Tarare illustre ainsi

la sentence finale, fort morale : « Homme ! ta grandeur sur terre ! N'appartient pas à ton état : Elle est toute à ton caractère ».

Cette œuvre, finalement assez naïve, mal ficelée et cependant alerte et rebondissante, d'un Beaumarchais bien plus à l'aise que son fils, gardé cependant son intérêt, et d'abord parce qu'elle porte d'idées nouvelles, mêlées à des stéréotypes traditionnels : l'action, située dans ■ fameux détroit d'Ormuz, tristement d'actualité, relève d'un orientalisme bouffon, où l'islam est mêlé d'hindouïsme. Mais on constate que ■ fameux prologue mythologique de la tragédie lyrique à la française est devenu ici philosophique : on y voit par exemple le Feu et la Nature créer des êtres vides et sans visage (qui font un peu penser à la statue de Condillac), entre lesquels on tire au sort pour savoir « lequel sera roi et l'autre esclave ».

Outre ces bouffes du siècle des Lumières qui affleurent dans le livret (il y a même du Montesquieu, du Voltaire et du Rousseau dans le ballet, selon Martinoty !), il est plaisant de découvrir un opéra réussi de Salieri, qui nous permet de le situer un peu mieux entre Rameau, Gluck et Mozart. S'il n'a jamais la puissance d'invention de ces derniers, il n'est ici ni plat ■ prosaïque, et parvient souvent à nous divertir ou à nous émouvoir.

Aussi rapide qu'une pièce

Il a tenu la gageure qu'il s'était fixée avec Beaumarchais (1) de faire un opéra presque aussi rapide qu'une pièce de théâtre, grâce à un récitatif très brillant, modelé tantôt sur les classiques français, tantôt sur les bouffes italiens, et qui passe avec une grande souplesse à l'arioso et à l'air déployé, pour revenir aussi vite au récitatif volubile. Peu d'ensembles, plus aucun *aria da capo*, et beaucoup de grandes flèches vocales vertigineuses, de fureur et d'enthousiasme, à ■ Mozart.

Salieri a eu la chance de tomber entre les mains d'artistes dont le talent et la maîtrise optimisent cette comédie, tandis que Malgoire, avec

les Deutsche Handel Solisten, fait monner cette musique comme du champagne.

Est-il besoin de dire que Martinoty a réalisé une étincelante mise en scène sur cette époque qui lui réussit toujours si bien (cf. *les Barbades* de Rameau), sans pour autant abuser des allusions à la Révolution française, si proche et si tentante ? On ■ reviendra à Paris, puisque *Tarare* sera monté l'an prochain au Théâtre des Champs-Élysées, dans les mêmes décors ravissants de Heinz Baltheis, avec les costumes désinvoltes et poétiques dont Daniel Ogier a le secret.

Excellente distribution où, pour une fois, les Français se taillent la part du lion et se montrent capables de prononcer fort honorablement leur langue : Jean-Philippe Lafont, qui fait une superbe création du roi d'Ormuz, un personnage énorme, sadique et bon enfant, presque à la Coluche, avec une voix de tonnerre ; Zohava Gal, fragile et intrépide Astasia (le femme vertueuse), au timbre si valeureux, finement coloré ; Howard Crook, merveilleux général Tarare, aussi charmant que son Atys ; et puis Jean-François Gardel, Nicolas Rivenq, au délicieux style baroque, et aussi les jansénistes ■ ayatollahs de l'Ensemble Sagittarius, formé par Michel Lapébie.

Sans oublier quelques Allemands exemplaires, comme l'exquis Eberhard Lorenz, chef des eunuques, dont Martinoty a tiré cet Arlequin vivevoitain, clown fragile et poétique, avec sa pénulime Spinette-Colombine, Anne Caleb.

Tel est le fruit savoureux de la collaboration entre l'Opéra de Karlsruhe et le Festival de Schwetzingen. La forme assez souple des morceaux se moule le plus souvent sur celle du discours ; peu d'airs à couplets, mais des ariettes qui semblent improvisées, sans reprises fastidieuses. Les deux succèdent ainsi aux airs et les airs aux romances, entrecoupés de brefs dialogues.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Il faut lire le texte liminaire de *Tarare*, intitulé malicieusement : « Aux abonnés de l'Opéra qui voudraient aimer l'opéra », où l'écrivain fait une brillante exigence de ses œuvres, dans l'excellent *Beaumarchais de la Pléiade* (pp. 497 et suivantes), avec le texte intégral de la pièce.

« Le Cadi dupé » au Festival de la Butte Montmartre

Le mors aux dents

Pour sa quatrième édition, le Festival de la Butte Montmartre monte un opéra-bouffon d'Alexandre Monsigny, créé en février 1761 à la Foire Saint-Germain. Et guère repris depuis.

Le succès en fut si vif à l'époque que Gluck reprit le livret de Lenoir pour le remettre en musique à sa façon ; mais celle de Monsigny (1729-1817) est charmante, pleine de vie et de rupture de ton, tout imprégnée de l'esprit baroque que Rameau, après Lully, avait fait souffler dans une comédie.

L'histoire, empruntée aux Mille et une Nuits, est celle d'un cadi dupé par une jeune fille, Zelmire, qui, pour se venger de ses assénités, se fait passer pour la fille d'Omar, le ténor. Le cadi en tombe amoureux et donne un gros sac d'or au père qui consent mais ne veut pas croire à la possibilité d'un mariage. En effet, sa fille véritable, qui le suit, est laide à faire peur. Moqué par Zelmire et par la fidèle épouse qu'il allait répudier un peu vite, le cadi prend lui aussi le parti d'en rire.

Le succès en fut si vif à l'époque que Gluck reprit le livret de Lenoir pour le remettre en musique à sa façon ; mais celle de Monsigny (1729-1817) est charmante, pleine de vie et de rupture de ton, tout imprégnée de l'esprit baroque que Rameau, après Lully, avait fait souffler dans une comédie.

Trop fort trop vite

La musique n'est pas seulement agréable et facile à retenir : toujours en situation, elle ne retarde jamais l'action et surtout épouse la prosodie avec un bonheur constant. La forme assez souple des morceaux se moule le plus souvent sur celle du discours ; peu d'airs à couplets, mais des ariettes qui semblent improvisées, sans reprises fastidieuses. Les deux succèdent ainsi aux airs et les airs aux romances, entrecoupés de brefs dialogues.

Prochaines représentations les 10 et 11 juin à 21 heures au Théâtre de la Gaieté : tél. : 42-23-90-90.

Sans être précisément difficile, la partition exige de la part des chanteurs une souplesse qu'on ne trouve guère que chez les interprètes familiers du répertoire baroque. Il existe en effet une manière de mettre en valeur les mots chantés qui donne tout à sa valeur à la musique. La distribution réunie ici (Léonard Pezzino, Mireille Alcantara, Frédéric Vassar, Pierre Catala, Maurice Sieres et Nicole Labarthe) est très honorable, on comprend presque tout mais, quant au style, c'est trop souvent à qui chantera ■ plus fort et le plus vite. L'accompagnement de l'Ensemble instrumental Alexandre Stajic tombe dans le même travers : par crainte d'ennuyer, il prend le mors aux dents sans grand souci des nuances.

Ainsi, le spectacle est-il bien rythmé, comme on dit, la mise en scène de Carlos Barona, dans un joli décor dix-huitième de Laurent Fetuzzi, fonctionne sans heurts et plus ce va, plus on s'amuse. Reste à savoir si on y entend vraiment de la musique ou un certain bruit pulsé d'ailleurs déjà ainsi à la Foire Saint-Germain, mais il s'agit alors d'un spectacle populaire. A présent qu'on le monte pour le plaisir des amateurs curieux, il n'est sans doute pas nécessaire de pousser si loin le souci de fidélité historique.

GÉRARD CONDÉ.

Prochaines représentations les 10 et 11 juin à 21 heures au Théâtre de la Gaieté : tél. : 42-23-90-90.

« Le Huitième » de Bruckner change de lieu. — L'édification de la *Huitième symphonie* de Bruckner par le Nouvel Orchestre philharmonique, concert de clôture du Festival international d'orchestres que dirige Marek Janowski, n'a pas lieu comme prévu au Châtelet, mais au grand auditorium de la Maison de la radio, samedi 11 juin, à 20 h 30.

Culture

MÉCÉNAT

Une ville à l'heure d'une entreprise allemande

Prague à Ingelheim

Les expositions d'une entreprise allemande (RFA) pionnière en matière de mécénat.

En mai et juin, chaque année depuis bientôt trente ans, la ville d'Ingelheim (20 000 habitants), sur le Rhin, se met à l'heure d'un nouveau pays ou d'une nouvelle capitale : concerts, spectacles, soirées littéraires... L'événement principal : la ou les expositions d'art, tandis que, ici, c'est une librairie qui propose des livres *ad hoc*, là une boutique qui vend des objets d'artisanat, et que nombre de restaurants invitent à goûter quelques plats typiques conseillés, si nécessaire, par le cuisinier de l'ambassade concernée.

Le pli est pris, la formule originale bien rodée, si bien même que, pour un peu, on oublierait de rappeler ces journées internationales à usage local, qui font des laboratoires pharmaceutiques Boehringer (dont la maison mère est à Ingelheim), un des pionniers du mécénat industriel.

Ce sont en effet les Boehringer qui les ont créés en 1959, pour « contribuer à Ingelheim à une meilleure connaissance et compréhension d'autres pays » (docteur Ernst Boehringer), et qui continuent à les financer (avec une modeste contribution de la municipalité depuis 1977). De même, c'est toujours François Lachenal, ex-éditeur à Genève, pataphysicien notoire, ami des lettres, des arts et du président de la République fédérale d'Allemagne qui, assisté de Patricia Richard, est chargé de les organiser. En vertu d'une programmation n'ayant qu'un très vague rapport avec les marchés existants ou potentiels des laboratoires.

Tous les pays d'Europe y sont passés (y compris l'Allemagne, avec, en 1985, « Cent ans d'art en Allemagne » pour fêter le centenaire de la fondation des laboratoires d'Ingelheim), mais aussi le Japon, le Brésil, le Mexique, les États-Unis (l'année du bicentenaire), l'Afrique de l'Ouest, la Corée, d'où nous venons d'une autre, les expositions pouvant relever du panorama ou de la mono-

graphie (Goya, Lautrec, Daumier, Manet, Klee, Picasso et même Charlemagne, qui était là chez lui). L'année dernière, c'était Venise qui était sur la selle. Cette année, c'est Prague. Prague avec une évocation d'une bonne idée de bouillonnement des avant-gardes en Bohême au début du siècle. Quand Prague entretenait avec Paris des relations privilégiées. Quand le Pragois Václav Krámer constituait une remarquable collection de Derain, Braque et Picasso, dans le même temps qu'à Prague des artistes doués, et même très doués, donnaient naissance à une école de peinture procédant d'une lecture originale du cubisme, en le mêlant à l'expressionnisme.

Si Jiri Kotálik, le patron de la Galerie nationale de Prague, n'a pas été tout à fait aussi généreux qu'il aurait pu l'être en envoyant les meilleurs tableaux de la collection Krámer (passée dans son musée), l'exposition comporte cependant nombre d'œuvres passionnantes, qui

rappellent à notre bon souvenir le pays d'origine de quelques grands artistes ayant vécu ailleurs, comme Mucha ou Kupa, et l'existence de ceux restés à Prague, comme le peintre Emil Filla, et Otto Gutfreund, un des plus remarquables sculpteurs des années 10. Cubiste avant ceux de Paris, dès 1912 il se livrait à la décomposition des volumes, selon un processus faisant penser d'ailleurs à l'Italien Boccioni.

Avec une exposition comme celle-là, les journées d'Ingelheim méritent assurément une audience plus large que celle qu'elles reçoivent (23 000 visiteurs l'année dernière pour « Venise »). Mais cela suppose-t-il peut-être une sorte de promotion par tee-shirts flous interposés ou quelque chose d'approchant. Ce qui n'est apparemment pas le genre de la maison Boehringer et encore moins celui de ses culturels, soucieux de préserver le caractère convivial et amical de la rencontre.

GENEVIÈVE BRENETTE.
* « Prague, Altes Rathaus in Ingelheim », jusqu'au 19 juin.

Les huitièmes assises nationales

L'argent des sociétés va en priorité à la musique et aux arts plastiques

Le mécénat culturel a drainé auprès des entreprises — dont un nombre croissant de PME — entre 320 et 400 millions de francs en 1987, soit 100 millions de francs de plus qu'en 1986, estime l'ADMICAL (1), qui organise le 21 juin ses huitièmes assises nationales du mécénat d'entreprise.

Un dynamisme qui se traduit aussi par une décentralisation accrue puisque le part des actions réalisées en province passe de 60 à 70 %, et un intérêt croissant tant des unions patronales que de l'Etat qui a mis en place des procédures de cofinancement.

L'ADMICAL ne verse pourtant pas dans le triomphalisme et s'inquiète même, par la voix de son président, M. Jacques Rigaud, de certaines carences ou dérives du mécénat. Elle dénonce ainsi les dispositions restrictives à l'exposition d'œuvres dans les locaux de travail : les textes d'application de la loi de 1987 ont trop d'exigences qui tendent à transformer l'entreprise en musée. L'ADMICAL réclame aussi un statut plus souple

pour les fondations d'entreprises qui ne font pas appel à la générosité publique : elle ne veut pas, enfin, que le mécénat serve d'alibi à un désengagement de l'Etat dont le rôle régalien reste essentiel en matière de culture et de conservation du patrimoine.

Autre problème préoccupant : les rapports avec la télévision : sur le petit écran, le mécénat est encore proche du néant, occulté par un sponsoring plus commercial et plus envahissant.

Dans son étude annuelle qui recense près de mille cinq cents actions de mécénat (contre neuf cent vingt-cinq en 1986) menées par cinq cents entreprises, l'ADMICAL constate à nouveau une prédominance marquée du secteur bancaire (27,5 % des actions recensées), suivi par les transports (10,4 %), l'énergie et l'agro-alimentaire (9 %) chacun. En revanche, le secteur des assurances n'est plus à l'origine que de 4,7 % des actions menées, contre 17 % en 1985. Les PME de moins de cinq cents salariés représentent 36 % des entreprises mécènes, contre 19 % l'an dernier, prouvant ainsi que des formules d'association ont pu catalyser les énergies en les regroupant.

L'argent des entreprises va en priorité à la musique (32,3 % des actions contre 24 % en 1986) et aux arts plastiques-musées (qui régressent cependant de 44 à 25,8 % en un an). Mais le théâtre occupe son coin de scène avec 11 % des actions (4 % en 1986), suivi par le patrimoine, l'audiovisuel, l'édition.

Enfin, géographiquement, Rhône-Alpes ravit avec 11,6 % des actions recensées la deuxième place après l'Île-de-France à Provence-Alpes-Côte d'Azur (9,4 %) qui jouit pourtant de son activité festivalière intense. Les Pays de Loire (4 %) et l'Alsace (3,5 %) font aussi bonne figure, la Corse et les DOM étant bons derniers.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

(1) Association pour le développement du mécénat industriel et commercial, 116, rue La Botz, 75008 Paris. Tél. : 42-25-65-93.

La statue du capitaine Dreyfus aux Tuileries

Aux grands hommes la patrie reconnaissante

La voile est tombée et le capitaine Dreyfus, immense soldat de plomb, sarant dans son poing le pommeau de son sabre brisé, est apparue. L'honneur de l'officier injustement condamné est lavé dans la bronze dont on fait les statues. Le ministre de la culture et de la communication, Jack Lang, a chèrement félicité son auteur, Tim, le caricaturiste de l'Express, exécuté dans le petit format, mais est visiblement moins à l'aise avec les monuments de ce type. Il faut dire que l'exercice est ingrat. Immortel, pour la patrie reconnaissante, les traits de nos grands hommes défunts, n'est plus une idée à faire relever les artistes la

nuît. Surtout lorsque les pouvoirs publics — ou les familles — exigent que le héros soit « identifiable ».

Cela donne, aux Tuileries, un très bon exemple, à l'exception de la statue de Dreyfus, qui est un peu décalée, et d'un moustaeh du même métal : à proximité des Champs-Élysées, un robot aux allures de manoir, le président Pompidou ; au Luxembourg, un nain de pâte patiné, Pierre Mendès France ; dans la cour de la Bibliothèque nationale, un Sarre luttant contre le vent, écrivain de l'arsenal un affligant Rimbaud, « l'homme aux semelles devant », résultat d'un méchant

calambour ; sans parler des duettistes, de Gaulle et Malraux, qui poursuivent leur dialogue sur un banc de la banlieue parisienne. Un « Camus » de Pommeraye a été refusé parce que l'artiste avait négligé de fixer la physionomie de l'écrivain. Son évocation, toute symbolique, sembla insuffisante.

Pourtant, lorsqu'on demanda à Picasso une œuvre pour célébrer son ami Apollinaire, il proposa, tout simplement, une tête de femme, sous-titrée : « Hommage à Guillaume Apollinaire ». Elle est aujourd'hui installée square Saint-Germain-des-Près.

E. de R.

Communication

Havas et « Ouest-France » se séparent à l'amiable

Ouest-France, premier quotidien français par la diffusion (avec 739 800 exemplaires vendus en 1987 selon l'OJD), prend un peu plus d'autonomie vis-à-vis de son partenaire traditionnel Havas. Un communiqué du quotidien daté du 9 juin précise que les sociétés Havas et Ouest-France ont décidé de mettre fin à leur collaboration au plan de la publicité locale sur les départements de l'Ouest. La collecte de cette publicité représente 78 % des recettes publicitaires du journal, soit environ 400 millions de francs.

La séparation s'est faite « à l'amiable », indique-t-on au quotidien. Lié à Havas depuis 1908, le journal conservera des activités avec le groupe publicitaire. Ainsi la publicité nationale demeure confiée à Région Communication, régie de la presse quotidienne régionale du groupe Havas ; les activités communes concernant la tourisme seront toujours menées par Havas-Ouest-France Voyages ; enfin, Havas et Ouest-France restent liés au sein de Havas-Atlantique-Publicité, une régie publicitaire créée il y a vingt ans avec la quotidien matinal le groupe Hénault Presse-Océan, et chargée de collecter la publicité locale en Loire-Atlantique et en Vendée.

Toutefois, cette séparation entre Ouest-France et Havas devenait

nécessaire. La stratégie en faveur de la presse gratuite menée par Havas et sa filiale Havas Média Régions (HMR) gênait de plus en plus le quotidien. La prise de contrôle du groupe de presse gratuite de M. Paul Dini, le Comareg, au début de cette année, par Havas, faisait du groupe publicitaire et du journal des concurrents directs dans l'Ouest. Le Comareg contrôle en effet un groupe breton de gratuits, ORP, tandis que Ouest-France contrôle la société Le Carillon. Il était donc difficile pour le journal de maintenir ses accords anciens avec Havas sur le plan de la publicité locale, alors que l'activité de gratuits du groupe publicitaire dans l'Ouest doublait avec son activité de régio publicitaire.

Il restait à savoir si la stratégie nouvelle d'Havas, fondée sur la presse gratuite aux dépens de la régio de presse quotidienne, portera ses fruits. Et si, à terme, d'autres contrats ne seront pas dénoncés par des quotidiens régionaux autres que Ouest-France.

Le quotidien, pour sa part, met sur pied sa propre régio de publicité locale dans laquelle les anciens salariés d'Havas (six cents personnes pour l'Ouest) seront intégrés.

Y.-M. L.

M. Jacques Saint-Cricq président du syndicat de la presse quotidienne régionale

M. Jacques Saint-Cricq, président du directeur de la Nouvelle République du Centre-Ouest (Tours), a été élu mardi 8 juin, président du Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR). Il succède pour trois ans à M. Claude Puhl, directeur général du Républicain lorrain (Metz), qui préside la Fédération nationale de la presse française.

Le SPQR représente 45 quotidiens régionaux diffusant à 6,8 millions d'exemplaires sur l'ensemble de la France. Le premier vice-président du SPQR est M. Jean-Louis Prévost (la Voix du Nord) ; les vice-présidents sont M^{me} Evelynne-Jean Baylet (la Dépêche du Midi), MM. Philippe Ammaury (le Parisien, le Maine Libre), Xavier Elle (le Dauphiné Libéré), François-Régis Huitia (Ouest-France), André Poitevin (la République du Centre), MM. Gilbert Klein (l'Alsace) et Jean-François Lemoine (Sud-Ouest), nouvel élu, sont secrétaires généraux et M. Charles Minkler secrétaire général adjoint, tandis que MM. Jacques Puymarin et Arnold Thénard sont trésoriers et M. Pierre Archambault, Maurice Bujon, René Decock, Jean-Jacques Kielholz, François Raoul et Claude Puhl présidents d'honneur.

Aides européennes à la distribution et à la production audiovisuelles

Les premiers pas du programme MEDIA

L'association des Entrepreneurs de l'audiovisuel européen (EAVE) a donné le coup d'envoi, le lundi 6 juin, d'un cycle de formation de neuf mois destiné à familiariser les producteurs indépendants originaires de la CEE avec le futur grand marché unique.

La semaine dernière, à Hambourg, était créée, après deux années d'efforts, la première coopérative européenne de distribution de films à petit budget, l'European Film Distribution Office. Deux initiatives qui n'auraient sans doute pas vu le jour sans l'aide de la Commission de Bruxelles au travers de son programme MEDIA (Mesures pour encourager le développement de l'industrie audiovisuelle), dont le mois de juin marque le véritable démarrage (le Monde du 25 mars).

Priorité absolue du Parlement européen, le programme MEDIA, réunit sous son nom des actions en faveur de la production audiovisuelle européenne pour remédier à sa faible compétitivité face à sa rivale d'outre-Atlantique.

L'objectif de MEDIA, explique le responsable, M^{me} Heide Uebert, n'est pas de mettre en place une nouvelle machine à subventions, mais d'injecter dans des projets naissants des capitaux (seed money) qui en attireront d'autres. Nos premières actions ont été financées pour un quart par des

apports extérieurs. Notre objectif est d'arriver rapidement à 50-50. Le budget de 5,5 millions d'ECU (38,5 millions de francs) voté par le Parlement de Strasbourg financera ainsi un programme d'une valeur globale de 11 millions d'ECU (77 millions de francs).

Outre la coopérative européenne de distribution de films — qui bénéficiera à elle seule d'une aide de 2 millions d'ECU, les responsables du programme MEDIA ont privilégié dans ce domaine la création d'un Fonds européen pour le multilinguisme audiovisuel (FEMA) installé à Genève sous l'égide de l'UER (l'Europevision), ainsi que celle d'un marché audiovisuel pour les producteurs indépendants, marché permanent qui fera ses premiers pas à l'automne au MIP-COM cannois.

Les deux autres axes choisis par les responsables de MEDIA portent sur l'aide à la production et à la formation. C'est ainsi, par exemple, qu'un club d'investissement pour les technologies avancées appliquées à l'audiovisuel (IDEA) verra le jour le 10 juin à Madrid. Ou bien encore qu'un projet de promotion du film d'animation sera présenté à Annecy du 16 au 18 juin.

P.-A. G.

Une identité chrétienne renforcée

Nouvelle formule pour « la Vie »

Un format plus grand qui le rapproche des autres hebdomadaires d'actualité, un nouveau graphisme, des rubriques profondément remaniées, une généralisation de la couleur, un cahier central de programmes TV détachable : la nouvelle formule de la Vie a paru le jeudi 9 juin. « Hebdomadaire chrétien d'actualité », comme l'indiquent son sous-titre depuis 1976, la Vie veut donner davantage de punch à sa vocation. Le journal, explique Jean-Claude Petit, directeur de la rédaction, dans l'éditorial, « sera fidèle à nos origines : résolument chrétien ».

Cette nouvelle formule, qui comporte notamment une section de six pages intitulée « Dieu aujourd'hui », a été conçue après des entretiens avec des lecteurs. Ces derniers, au nombre de 1.456 000, habitent plutôt la province (85 %) et les régions de tradition chrétienne (Bretagne, Vendée, Lorraine, Alsace, Rhône-Alpes). Ils sont pratiquants à 85 % et sont

fortement attachés à leur hebdomadaire. Il comptait en effet 245 826 abonnements pour une vente globale de 313 256 exemplaires en 1987, selon l'OJD.

Pourtant, la Vie a perdu quelque 8 000 exemplaires de 1986 à 1987. Et depuis plusieurs années, l'hebdomadaire vedette du groupe Malesherbes-Publications assiste à l'effondrement de ses recettes publicitaires : elles représentaient 5 % de son chiffre d'affaires en 1987 — 7 millions de francs pour 130 millions — alors qu'elles étaient de 13 % en 1980. La nouvelle formule vise à donner un coup de fouet à la diffusion et à attirer à nouveau les budgets des annonceurs. L'été servira de test à la Vie nouvelle formule qui lancera, à l'automne, une campagne de publicité et de promotion de 5 millions de francs et une nouvelle offensive en faveur de l'abonnement.

YVES-MARIE LABÉ.

EN BREF

● M. Michel Droit assigne quatre journaux, dont le Monde, en diffamation. — Les avocats de l'académicien Michel Droit, en congé de la CNCL, ont publié mercredi 8 juin, le communiqué suivant : « À la suite de la campagne dont il fait l'objet depuis plusieurs mois, Michel Droit nous a chargés de faire déferer des assignations en diffamation aux principaux organes de presse responsables de cette campagne, à savoir deux journaux quotidiens et deux hebdomadaires. La première chambre du tribunal de grande instance de Paris sera donc appelée à statuer sur ces demandes. » Les publications concernées sont le Monde, Libération, le Canard enchaîné et l'Événement du jeudi.

● Hachette acquiert 40,9 % de la société-mère des éditions Martinsart. — Hachette vient de prendre 40,9 % du capital de la société financière Martinsart, dont la filiale, les éditions Martinsart, est spécialisée dans la distribution des ouvrages Livre de Paris (Hachette et Quillet).

Ce n'est pas tant l'activité éditoriale de Martinsart — pour l'essentiel des collections historiques populaires vendues par courtage — qui intéresse Hachette que le réseau de vente directe bien implanté et codé dont dispose Martinsart aux Antilles ainsi qu'en Afrique occidentale, Côte-d'Ivoire, Sénégal et Gabon. Dans ces pays, Martinsart distribue d'ailleurs pour l'essentiel des ouvrages du Livre de Paris, la filiale VPC du groupe Hachette.

● Grève au centre de distribution Hachette de Maurepas. — Une grève des employés du centre de distribution national des livres Hachette de Maurepas (Yvelines) perturbe, depuis quinze jours, la diffusion d'un quart de l'édition française (Hachette, Fayard, Grasset, Stock...). Grâce à ses seize centres de distribution régionaux, la société a cependant réussi à éviter une totale rupture des livraisons, à l'exception de quelques clients — comme Gibert — situés en région parisienne, qui

n'ont pu être approvisionnés depuis deux semaines. Deux négociations sont en cours entre la direction et les syndicats CGT et CFTD pour trouver une issue à ce conflit motivé par des revendications sur les salaires et les conditions de travail.

● L'audience de la télévision en mai selon Médiamétrie. — En un mois, d'avril en mai, le part d'audience (du lundi au dimanche) de TF 1 a baissé, de 45,5 % à 43,1 %, alors que celle d'Antenne-2 a progressé de 27,8 à 29,1 %. La Cinq reste à peu près stable, passant de 10,2 à 10 %, tout comme FR 3 (de 9,3 à 9,6 %). Canal Plus, en revanche, progresse sensiblement (de 3,6 à 4,3 %) ainsi que M 8 (de 2,1 à 2,8 %). Un an, les trois chaînes privées ont augmenté leurs parts de marché : de 2,8 points pour la Une, de 1,7 point pour la 5 et de 1,6 point pour M 8, alors que le service public a connu un tassement assez net : — 4 points pour A 2 et — 1,1 pour FR 3 (enquête « 55 000 »).

MARIN KAMITZ PRÉSENTE
MARIANNE SAGEBRECHT • COH POUNDER
JACK PALANCA

BAGDAD CAFE

— out of Rosenheim —
un film de PERCY ADLON



91 minutes de bonheur.
LE MONDE

Une comédie magique.
GLOBE

Magic café.
L'ÉVÉNEMENT DU JEUDI

Une bouffée d'oxygène euphorisante.
STUDIO

Un film mirage, comme un Capra miraculeux.
LIBÉRATION

La fée du motel.
LE QUOTIDIEN DE PARIS

Un mirage.
TÉLÉ 7 JOURS

Une fable magique.
LE FIGARO MAGAZINE

Un mirage étincelant.
LE CANARD ENCHAÎNÉ

Le bonheur inattendu.
LE POINT

Une étrange magie.
PARIS MATCH

THAT'S MAGIC!

Pour moi, c'est simple. L'humanité se divise désormais selon une ligne de partage évidente : il y a ceux qui sont plaines, parce qu'ils n'ont pas rendu visite encore au « Bagdad Café », et il y a les autres, mes très chers amis, qui ont été touchés par la grâce d'un humour si délicat qu'il se confond pour moi avec le meilleur de ce que j'ai vécu autrefois...

Claude-Jean PHILIPPE
7 A PARIS

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 10 juin à 0 heure UTC et le dimanche 12 juin à minuit.

Une dépression centrée sur le Portugal dirige sur la France un flux de sud provoquant des remontées d'air chaud et instable, qui favoriseront les ondées orageuses.

Samedi : chaud et orageux en fin de journée. Ondées dans l'Ouest et le Sud-Ouest.

De la Bretagne aux Pays de Loire, au Limousin, à l'Aquitaine jusqu'aux Pyrénées, les nuages seront très nombreux et il faudra craindre, ici et là, les ondées et les orages. Les éclaircies seront passagères. Au cours de la journée, les ondées orageuses s'étendront un peu plus à l'est jusqu'au Massif Central et la gaffe du Lion. En fin de journée, les éclaircies seront de retour sur l'Aquitaine mais la menace du coup de tonnerre n'est pas exclue.

Sur les autres régions, la matinée sera souvent nuageuse et douce annonçant une journée chaude. Les nuages éparpillés sur la Normandie, le Bassin parisien, la Champagne et l'Alsace le matin. Au fil des heures, les nuages deviendront un peu plus pressants sur

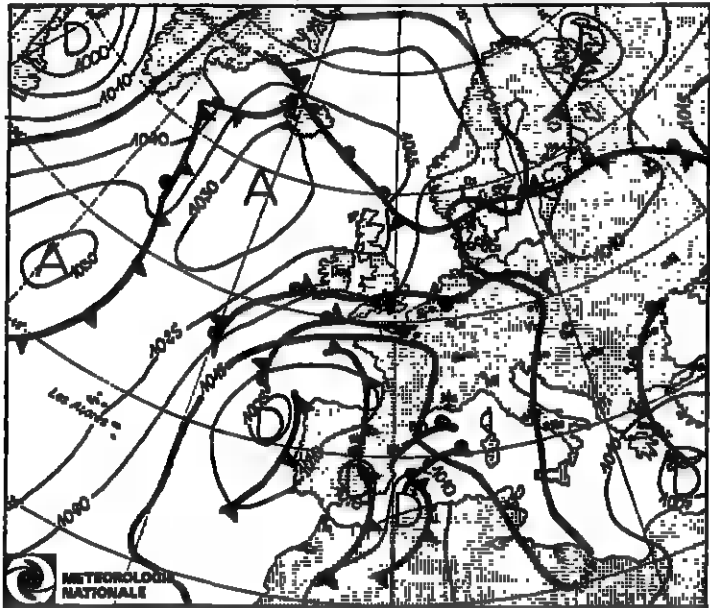
toutes les régions. Ils deviendront parfois menaçants en apportant des orages ou des ondées éparses. Près des frontières du Nord-Est, les ondées pourront survenir dès le matin.

Les températures seront tout à fait agréables. Elles s'établiront de 11 à 28 degrés le matin et varieront de 21 à 28 degrés l'après-midi.

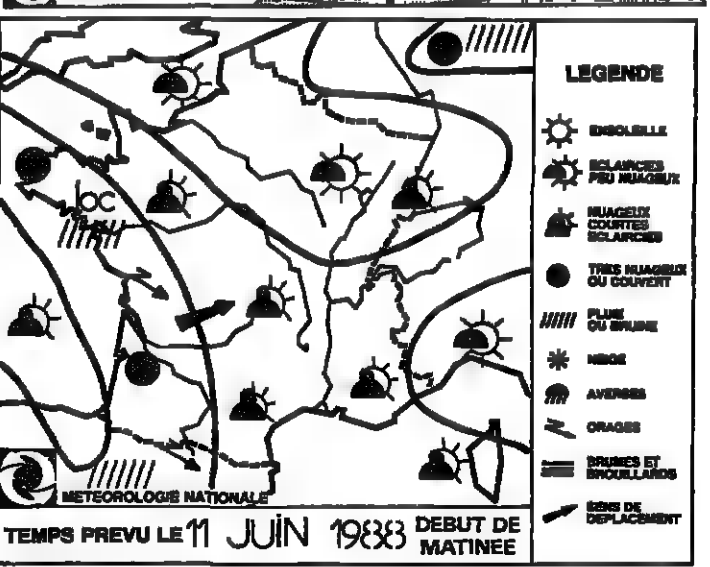
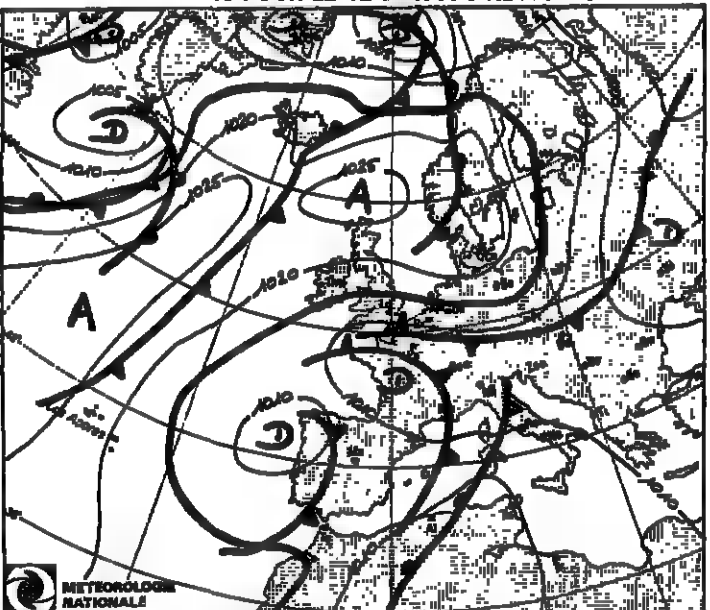
Dimanche : chaud, lourd et orageux sur le centre du pays. La journée sera souvent nuageuse et chaude. Elle sera agréable sur la plupart des régions mais il fera lourd. Les nuages seront un peu plus nombreux le matin, de la Bretagne à la vallée de la Loire jusqu'à la Bourgogne et au Jura. Ils apporteront parfois des ondées ou même un orage. Cette zone de temps plus chargé, favorable aux orages, s'étendra au fil des heures aux régions de la vallée de la Seine et plus au sud jusqu'au Massif Central et aux Alpes. Les ondées orageuses pourront être particulièrement violentes de la Bourgogne au Jura et aux Alpes.

Les températures varieront peu par rapport à samedi. De 11 à 14 degrés le matin, elles atteindront facilement 23 à 28 degrés l'après-midi.

SITUATION LE 10 JUIN 1988 A 11 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 12 JUIN A 0 HEURE TU



TEMPS PRÉVU LE 11 JUIN 1988 DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé		le 9-6-1988 à 6 heures TU et le 10-6-1988 à 6 heures TU	
FRANCE			
ALICCO	12 N	TOURS	23 12 D
BIARRITZ	17 A	TULOUSE	22 11 F
BORDEAUX	24 14 D	POINTE-A-PITRE	32 24 A
BOURGES	24 11 N	ÉTRANGER	
BREST	20 12 N	ALGER	31 21 C
CAEN	19 12 C	AMSTERDAM	16 13 P
CHERBOURG	17 12 B	ATHÈNES	33 25 N
CLEMONT-FERRAND	22 8 C	BANGKOK	33 26 N
DIJON	23 10 N	BARCELONE	22 17 C
GENÈVE-SAM-BA	25 12 C	BERLINA	26 15 D
LILLE	20 12 P	BERLIN	17 14 P
LIMOGES	20 12 N	BRUXELLES	20 12 C
LYON	22 12 C	LE CAIRE	37 24 D
MARSEILLE-MAR	21 14 C	COPENHAGUE	26 15 N
NANCY	23 9 D	DAKAR	36 23 D
NANTES	23 15 N	DELHI	42 28 D
NICE	22 15 C	DURBAN	27 18 D
PARIS-MONTM.	24 15 B	GENÈVE	11 11 C
PAU	23 15 D	HONGKONG	33 28 N
PERPIGNAN	22 15 C	ISTANBUL	28 19 N
RENNES	25 12 B	JERUSALEM	28 18 D
STRASBOURG	23 10 C	LISBONNE	20 14 A
		LONDRES	14 12 P
		LOS ANGELES	21 12 D
		LUXEMBOURG	21 11 A
		MADRID	31 11 N
		MARRAKECH	26 15 C
		MEXICO	29 14 B
		MILAN	25 14 N
		MONTREAL	11 5 C
		MOSCOU	22 16 C
		NAIROBI	24 11 C
		NEW-YORK	24 11 D
		OSLO	30 16 N
		PALMA-DE-MAJOR	26 18 C
		PARIS	32 21 D
		RIO-DE-JANEIRO	30 20 D
		ROME	24 22 D
		SINGAPOUR	34 26 C
		STOCKHOLM	11 12 N
		STONEY	18 9 C
		TOKYO	25 21 A
		TUNIS	25 15 D
		VARSOVIE	23 16 C
		VIENNE	24 18 D
			26 15 D

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PHILATÉLIE

Un exemple de l'art gréco-romain L'Hermès de Fréjus

La poste mettra en vente générale, le lundi 13 juin, un timbre à 3,70 F, représentant l'Hermès de Fréjus. Cet Hermès diocéphale du Haut-Empire romain, trouvé en 1970 dans les fouilles d'un quartier

imprimé en taille-douce en feuilles de vingt.
* Vente anticipée à Fréjus (Var), les 11 et 12 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour », ouvert à la



de Fréjus, est un exemple de l'art gréco-romain. L'artiste a associé et opposé, d'un côté, Hermès, fils de Zeus et de Maia, protecteur des troupeaux, patron des voleurs et des voyageurs, Dieu du commerce et, de l'autre, Pan, qui est, selon la tradition, son propre fils, dieu des bergers et divinité de la fécondité.

Le timbre, d'un format horizontal 80 x 26 mm (n° PTT 1988-22), gravé par Eugène Lacaque d'après une maquette de Roger Druet, est

saillé des sports Sainte-Croix, et, le 11 juin, de 8 h 30 à 11 heures, au bureau de poste de Fréjus.

* Souvenirs philatéliques : M. Fernbach, 190, rue Jean-Jaurès, 83600 Fréjus.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes, 24, rue Chancat, 75009 Paris. Tél. : (1) 42-47-99-08.

CAMPUS

Un parc scientifique à Orsay

Les premiers coups de pioche du futur parc scientifique de la ville d'Orsay, dans l'Essonne, ont été donnés. Ce « Parc Club » s'ouvrira sur 28 000 m² de bâtiments et 38 000 m² d'espaces verts des entreprises de haute technologie. Forte de son implantation géographique au cœur d'un périmètre réunissant l'université Paris-Sud, l'École polytechnique, SUPELEC, le Commissariat à l'énergie atomique... Orsay espère devenir un « technopôle » français et même mondial. Pour M. Michel Leclercq, maire d'Orsay, « la réalisation de ce parc doit créer un lien efficace entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée, une synergie entre les grandes écoles, l'université et tous les laboratoires ».

Ce parc est attenant au campus de l'université Paris-Sud. Il est même presque « imbriqué » dans celle-ci, comme le dit M. Hubert Coudanna, son président, ajoutant qu'il jouera « un rôle motivant et dynamisant tant pour les étudiants que pour les créateurs d'entreprise ». Le service des relations industrielles, nouvellement installé à Paris-XI, servira de courtoise de transmission entre le monde du travail et celui de l'enseignement.

La création de ce « périmètre » aidera les entreprises naissantes à prendre leur essor grâce à la location avantageuse de locaux et d'un secrétariat accoutumé aux relations entre l'université, les centres de recherche locaux et les industriels implantés sur le site.

L'achèvement de cette opération est prévu courant 1991 et la livraison des premiers immeubles annoncée pour la fin de l'année. Toutefois, on ignore encore le nom des entreprises prêtes à venir s'y installer.

T. Bd.
Mairie d'Orsay, 2, place du Général-Leclercq, 91408 Orsay. Tél. : 89-07-22-02.

- Premiers cycles**
L'université de Bordeaux et l'association Promocions organisent, les 23 et 24 juin, un colloque sur le thème : « Demain, quels premiers cycles ? ».
Université de Bordeaux-I.S.O.U., 351, cours de la Libération, 33408 Talence Cedex. Tél. : 58-04-38-13.
- Formation des adultes**
Un « diplôme universitaire supérieur spécialisé à orientation européenne en formation d'adultes » sera créé en octobre.
Université de Reims, faculté des sciences économiques, 57 bis, rue Pierre-Trautinger, 51098 Reims Cedex. Tél. : 26-08-21-21.
- Gestion des PME**
L'université de Reims-Champagne-Ardenne ouvre à la rentrée prochaine un DESS « gestion et développement des PME ». Date limite des inscriptions : 28 octobre.
Université de Reims, faculté des sciences économiques, 57 bis, rue Pierre-Trautinger, 51098 Reims Cedex. Tél. : 26-08-21-21.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

- NOUVEAU DROUOT**
Samedi 11 juin
A 14 heures : art populaire.
Dimanche 12 juin
A 10 heures et à 14 h 30 : tableaux et sculptures modernes.
- ILE-DE-FRANCE**
Samedi 11 juin
Compiègne, 14 heures : vins ; L'Isle-Adam, 19 heures : tableaux ; Versailles-Chevan-Légers, 18 heures : céramiques.
Dimanche 12 juin
Provins, 14 heures : timbres ; Secaux, 14 h 30 : tableaux, mobilier, argenterie ; La Varenne-Saint-Étienne, 14 h 30 : tableaux modernes ; Versailles-Chevan-Légers, 14 heures : verrerie ; Versailles (Place d'Armes), 14 h 15 : tableaux, mobilier, objets d'art.
Dijon, 14 heures : timbres ; Dole, 14 h 30 : tableaux, mobilier, objets d'art ; Louviers, 14 heures : minuscules ; Noyon, 14 heures : mobilier, argenterie, tableaux ; Reims, objets d'art, tableaux, meubles ; Reims, 14 h 30 : mobilier, tableaux, bijoux ; Rouen, 14 heures : tableaux, objets d'art, mobilier ; Tourcoing, 14 h 30 : tableaux, meubles.

- PLUS LOIN**
Samedi 11 juin
Agen, 9 h 30 : bijoux, 14 heures : mobilier, objet d'art ; Bergerac, 14 heures : potées ; Bourges, 14 heures : bijoux, mobilier, objets
- FOIRES ET SALONS**
Bernay, Meyrargues (Bouches-du-Rhône), Salles-de-Provence, Marseille (cours Julien), dimanche seulement.

En filigrane



« Poste aux chevaux » (gravure pour le Musée de la Poste)
* La disparition de Jean Delpech. — Le dessinateur-graveur de timbres-poste Jean Delpech est décédé à Sans le lundi 30 mai. Né au Tonkin en 1916, il y a vécu une vingtaine d'années avant de s'installer en France. Il avait ramené, en 1948, le Grand Prix de Rome de gravure en taille-douce. Venu au timbre-poste dans les années 50, il avait fallu, après

l'auteur de médailles, de bandes dessinées, de décors de théâtre, de gravures sur bois, dont il était spécialiste, d'acryliques, où très souvent le thème du fantastique était présent : sa dernière exposition était consacrée à l'Atarctide... Nous avions fait son portrait dans le Monde du 2 avril 1988.

Expositions. — La base aérienne 103 Rand-Mouchotte de Cambrai organise une journée portes ouvertes le samedi 18 juin avec un bureau de poste temporaire (renseignements, souvenirs philatéliques) ; M. le gérant de l'agence postale, base aérienne 103, 69341 Cambrai air. Tél. : 27-81-23-411.

L'Association philatélique brunoise (Belgique) organise, le 18 juin, un transport de courrier par igloo (renseignements, souvenirs philatéliques) ; G. Meirion, 76, avenue de la Houssière, B-7490 Braine-le-Comte, Belgique. Le pli : 100 francs belges.

Philatélie à la télévision. — L'antenne de télévision de Jean Offredo sur TF1, « Bonjour la France-Bonjour l'Europe », signale une rubrique philatélique tous les dimanches matin vers 7 h 40, présentée par Pierre Julien. Au programme du dimanche 12 juin : l'automobile.

PARIS EN VISITES

- SAMÉDI 11 JUIN**
« Les collections chinoises du musée Guimet », 10 h 30, entrée, place d'Iéna (Arces).
« Cité universitaire », 10 h 30, sortie RER Cité universitaire (Paris côté jardin).
« L'hôtel Potocki », 10 h 30, 27, avenue de Friedland (Isabelle Haulef).
« Une heure au cimetière Montparnasse », 11 heures, entrée, 3, boulevard E.-Quintet (V. de Langlade).
« Le japonisme en Europe », 13 h 20, devant le Grand Palais (Christine Merle).
« L'Assemblée nationale », 14 heures, quai d'Orsay, devant le Palais-Bourbon. Pièce d'identité (La France et son passé).
« Musée Picasso », 14 h 15, 5, rue de Thorigny, dans la cour, près des caisses (Didier Bouchard).
« Le Marais, de la place des Vosges à l'hôtel de Soubise », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Evelyn Bourdais).
« L'art des jardins : Bagatelle », 14 h 30, bus 244, arrêt Bagatelle-Fw-Catelan (Hauts lieux et découvertes).
« Salons de l'hôtel de la Marine », 14 h 30, 2, rue Royale. Carte d'identité (E. Rouman).
« Montmartre », 14 h 30, métro Abbesses (Michèle Polyer).
« Le quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Réurrection du passé).
« Hôtels de l'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Font-Maria (Les Filles-du-Caval).
« Hôtels du Marais », place des Vosges illuminée, 21 heures.
« Musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne (Approche de l'art).
« Le cimetière de Passy », 11 heures, métro Trocadéro, sortie avenue George-Mandel (Dominique Floriot).
« L'Institut de France, le complexe », 15 heures, 23, quai Conti (Paris livre d'histoire).
« La basilique de Saint-Denis », 15 heures, entrée principale (Paris et son histoire).
« La villa des Jardins, demeure de Balzac puis de Gambetta », 15 h 30, 14, rue Gambetta à Sèvres.

- Dimanche 12 Juin**
« L'hôtel de Poissy », 10 heures, 12, rue de Poitiers.
« Les arbres de Lutèce et les thermes de Cluny », 15 heures, métro Monge, sortie escalier mécanique.
« La villa des Jardins, demeure de Balzac puis de Gambetta », 15 h 30, 14, rue Gambetta à Sèvres.

- SAMÉDI 11 JUIN**
Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 15 heures : « Production : perception de la parole. Applications et reconnaissance des sons », par R. Carre.
- DIMANCHE 12 JUIN**
1, rue des Prunivères, 14 heures : « Part de l'homme et part de Dieu dans l'accomplissement du salut », par Constantin Andronikoff (Fraternité d'Abraham).
1, rue des Prunivères, 15 heures : « Le prince Vladimir et le baptême de la Russie : réflexions sur un millénaire », par Ambroise Motte ; « Marie et l'islam », par Naty.

Economie

SOMMAIRE

■ Dans leur rapport semestriel, les experts de l'OCDE reconnaissent que les effets du krach d'octobre 1987 sur les économies ont été relativement faibles. Ils soulignent toutefois le niveau du chômage élevé dans certains pays et les risques de

reprise de l'inflation aux Etats-Unis (lire ci-dessous). ■ Les pays membres de la CEE ne sont pas parvenus à rapprocher leurs points de vue sur la construction d'une Europe énergétique (lire ci-dessous). ■ Contre-attaque de la Communauté européenne : elle

dénonce au GATT la politique agricole américaine de restriction d'importation de sucre et de lait (lire ci-dessous). ■ Le congrès mondial du gaz s'est achevé le 9 juin à Washington sur une réconciliation entre Américains et Soviétiques (lire page 29).

La Commission de Bruxelles propose aux Douze un statut de société anonyme européenne

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

A marché européen, sociétés de statut européen. Celles-ci pourraient exister, au point qu'il est impossible de réaliser des fusions d'entreprises à travers les frontières dans la Communauté. La Commission de Bruxelles, soucieuse de combler une lacune à ses yeux incompatible avec la mise en place du marché unique de 1993, vient de proposer aux Douze d'approuver les grandes lignes d'un statut de société anonyme européenne.

Les chefs d'entreprise sont demandeurs. Les regroupements de firmes vont en effet se multiplier au cours des prochaines années. C'est la conséquence logique de la coopération industrielle que la Communauté s'efforce de promouvoir. Le devoir des pouvoirs publics, souligne la Commission, est de fournir aux entreprises les moyens juridiques d'opérer ces restructurations avec le minimum de complexité et aux moindres coûts. D'où son souci de mettre en place une nouvelle forme de société commerciale.

La Commission a voulu imaginer une formule simple et pratique. Elle suggère que ce nouveau statut de société européenne soit facultatif. Conçu pour permettre la formation d'entreprises européennes transnationales, il coexisterait donc avec les autres statuts de droit national. La coopération à travers les frontières que la nouvelle société européenne permettra de mieux arbitrer mérite d'être encouragée. C'est là un point de vue partagé par l'ensemble des gouvernements. Aussi la Commission propose-t-elle un régime fiscal attractif : la base taxable d'une société ayant adopté le nouveau statut serait calculée en déduisant les pertes de ses filiales installées dans d'autres Etats membres.

S'agissant de la participation des travailleurs, deux thèses, reflet de deux cultures économiques et sociales, s'affrontent depuis des années. Selon certains, elle doit être établie sur une base volontaire ; selon d'autres, il convient qu'elle soit fixée dans le statut de l'entreprise. Pour les premiers, toute incursion législative de la participation des travailleurs dans le droit des sociétés

serait un dangereux précédent. Pour les seconds, tout système nouveau qui ne serait pas de qualité équivalente à celui qu'ils connaissent chez eux risquerait de déterminer ces systèmes nouvellement accessibles, présumés de moindres coûts. Il s'agit là surtout des Allemands, qui considèrent que toute remise en question de leur système de cogestion provoquerait une régression sociale.

Participation à la carte

L'expérience de vingt ans ayant montré l'impossibilité politique de rassembler les tenants des deux thèses sur une formule unique, la Commission préconise comme compromis une participation à la carte. Les entreprises auraient le choix entre plusieurs formules : 1) élection par les travailleurs d'une partie des membres du conseil de surveillance. C'est la cogestion allemande ; 2) participation, par l'intermédiaire d'un organisme représentant le personnel, à l'instar du comité d'entreprise français ; 3) participation organisée au coup par coup, dans le cadre d'accords collectifs conclus entre la direction et les syndicats d'une entreprise.

La Commission prévoit en outre que les gouvernements auraient la faculté de limiter ce choix. Les autorités de Rome pourraient ainsi décider que les sociétés à statut européen constituées sur leur territoire devaient obligatoirement intégrer un système de participation à l'allemande. Le danger de régression sociale serait ainsi écarté.

La Commission invite les Etats membres ainsi que le Parlement européen à se prononcer dans les six mois sur les trois questions-clés de son projet : le principe d'un statut optionnel, l'indépendance de ce statut par rapport aux droits nationaux, l'inclusion d'un régime de participation des travailleurs. Sur la base des réponses, elle présentera des propositions en bonne et due forme. Elle souhaite que le Conseil européen se réunisse en décembre à Rhodes se prononce pour l'adoption du nouveau statut au cours de l'année 1989.

PHILIPPE LEMAITRE.

Les perspectives économiques des pays développés

Un bulletin de santé «relativement satisfaisant» de l'OCDE

Reconnaissant avoir été pessimistes dans leur précédent rapport, les auteurs des Perspectives économiques de l'OCDE, publiées le vendredi 11 juin, présentent un « bulletin de santé relativement satisfaisant » de la situation économique des pays industrialisés. Après avoir connu une croissance de 3,1 % en 1987 et non de 2,75 % comme les experts du château de la Muette pensaient en décembre dernier, les vingt-quatre membres de l'Organisation devraient enregistrer une expansion de 3 % cette année, et non de 2,5 %, cet élan ne s'atténuant que légèrement en 1989 pour représenter encore 2,5 % contre le plus maigre 1,75 % envisagé il y a six mois.

Cette révision en hausse des résultats économiques, due notamment aux conséquences peu durables du krach boursier d'octobre, s'accompagne d'une vision encourageante de la correction des déséquilibres entre les déficits américains et les excédents du Japon et de la RFA. Attendues de longue date et un temps masquées, en valeur, par les effets de la dépréciation du dollar, ces corrections ont commencé, mais ne sont toutefois pas encore suffisantes pour écarter tout risque de crise de confiance des marchés financiers.

La forte poussée des exportations américaines — sans doute 70 % pour les seuls produits industriels entre 1986 et 1989, soit 50 points de plus que la croissance mondiale de ce type d'échanges — permettra une réduction « significative » du déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis. Mais les excédents japonais et, surtout, allemands sont appelés à se contracter beaucoup plus lentement. La contrepartie de l'amélioration de la situation américaine se retrouvera ainsi dans une dégradation des balances courantes des pays européens, les plus touchés étant ceux qui étaient déjà confrontés à une situation déficitaire. Au total, le déficit des opérations courantes de l'OCDE pourrait se creuser pour atteindre 58 milliards cette année et 64 milliards en 1989.

Ce tableaux doux-amer, sur toile de fond d'un commerce mondial dynamique, s'accompagne d'une prudente mise en garde contre les risques de résurgence de l'inflation. La lente remontée des coûts des produits de base était attendue. La persistance de faibles hausses des salaires réels l'a partiellement compensé, et l'accroissement moyen des prix est resté acceptable en 1987 : 3,25 %, « son niveau le plus bas depuis vingt ans ». Les écarts existant entre les pays membres de l'OCDE se sont en outre resserrés. Mais de nouvelles tensions pourraient apparaître aux Etats-Unis, où le prix de importations augmente et où les revendications salariales vont finir par s'accroître, compte tenu d'un faible chômage et de certaines pénuries de main d'œuvre. La poussée inflationniste, évaluée à 3,5 % cette année et à 3,75 % en 1989, reste, toujours en moyenne, parfaitement supportable. Le rôle des pays

Les principales prévisions				
	1986	1987	1988	1989
PNB (en % variation sur l'année précédente)				
Volume				
Etats-Unis	2,9	2,9	2,75	2,5
Japon	2,4	4,2	4,25	3,75
RFA	2,5	1,7	2,25	1,75
France	2,1	1,9	2	1,75
Moyenne OCDE	2,8	3,1	3	2,5
Inflation (en % variation sur l'année précédente)				
Etats-Unis	2,6	3	3,25	4
Japon	1,9	- 0,2	1,75	2,5
RFA	3,1	2,1	1,5	1,5
France	4,7	2,7	2,75	2,5
Moyenne OCDE	3,8	3,2	3,5	3,75
Balance des comptes courants (milliards de dollars)				
Etats-Unis	- 141,3	- 160,7	- 150	- 132
Japon	85,8	87	85	80
RFA	37,9	- 44,3	47	42
France	2,9	- 4,5	- 5,25	- 6
Total OCDE	- 22,3	- 53,5	- 5,8	- 64
Chômage (% population active)				
Etats-Unis	7	6,2	5,5	5,5
Japon	2,8	2,8	2,5	2,75
RFA	8	7,9	8	8
France	10,5	10,6	10,75	11,25
Moyenne OCDE Europe	10,9	10,7	10,75	11
Moyenne OCDE	8,3	7,9	7,9	7,5

européens s'annonce essentiel dans cette tendance.

Restent une menace et une hypothèse d'école. La menace, bien connue, vient d'un éventuel accès de faiblesse du dollar. Le rapport de l'OCDE souligne largement, dans son introduction, les dangers d'un ajustement « imposé par le marché » d'une « forte baisse du dollar » : hausse des prix et des taux d'intérêt, ralentissement de la croissance pouvant aller jusqu'à la récession notamment en Europe et au Canada ; aggravation de la situation des pays endettés ; engrenage des chocs économiques et financiers. L'image d'une conjoncture mondiale où les incertitudes se dissipent se transforme, en ce cas, rapidement en vision de cauchemar.

L'hypothèse d'école laisse ouverte le problème sur les conséquences des fortes interventions des banques centrales des principales puissances industrielles engagées dans une politique concertée de stabilisation des monnaies, dollar en tête. Ce type d'interventions, évalué à 160 milliards de dollars, dont 140 milliards sous forme d'achats officiels nets de dollars, a porté le taux de progression des réserves internationales à 40 % en 1987, un record depuis 1971. Mais si, par le passé, un tel gonflement a « souvent » été suivi d'une période d'accélération de

l'inflation, la conjoncture actuelle se « prête moins, semble-t-il, à ce genre d'évolution fâcheuse ». La plupart des pays paraissent moins disposés, cette année, à accroître de façon inconsidérée leurs réserves. L'avenir seul tranchera. Les auteurs du rapport savent, par contre, que nul ne les contredira lorsqu'ils soulignent que ce type d'interventions, aussi importantes soient-elles pour lisser les mouvements sur les taux de change, ne saurait « indéfiniment » assurer leur stabilité.

Seule une concertation plus étroite et un renforcement des mesures, « insuffisantes », prises par les pays industriels pour corriger les déséquilibres mondiaux se révéleront efficaces et crédibles. La « synergie des efforts » paraît indispensable. Le choix de ces termes comme titre du rapport est significatif des progrès comme des insuffisances des politiques menées ces derniers mois pour réduire le déficit budgétaire américain, soutenir la demande au Japon ou sortir de l'atonie chronique de l'économie européenne. L'évolution du chômage n'en est qu'une illustration. Le nombre des chômeurs, s'il est repassé, au début de 1988, en dessous de la barre des 100 millions dans l'ensemble de l'OCDE, soit 7,6 % de la population active, risque de remonter au cours des dix-huit mois à venir. Stable à un niveau très bas de 5,5 % aux Etats-Unis, il pourrait remonter légèrement au Japon et, surtout, retrouver en Europe son niveau de 1985, 11 % de la population active dès l'an prochain.

AGRICULTURE : contre-attaque face aux Américains

BRUXELLES (Communautés européennes)

Avant les prochaines rencontres internationales — le sommet économique occidental des 11 et 21 juin à Toronto et la conférence ministérielle du GATT (1) de décembre à Montréal — la CEE tente de faire pression sur les Etats-Unis dans le secteur agricole. Jeudi 9 juin, les Douze ont demandé l'ouverture de consultations afin d'examiner les résultats des limitations à l'importation appliquées par Washington pour plusieurs produits (notamment le lait et le sucre). Depuis 1955, les Américains sont autorisés à utiliser ce système au titre d'une disposition de l'accord de Genève (art. 23).

Aujourd'hui, la Communauté fait valoir que les restrictions

commerciales doivent prendre fin dès l'instant où les Etats-Unis ont eu suffisamment de temps pour réorganiser les marchés protégés. A l'appui de sa démonstration, la Commission européenne cite l'exemple du sucre. Il y a dix ans, les Américains achetaient 20 % des importations mondiales contre 5,7 % maintenant. L'approvisionnement extérieur était limité à 1,6 million de tonnes en 1986 pour atteindre seulement 700 000 tonnes cette année. De sorte que, concluent les experts de Bruxelles, les Etats-Unis deviendront à bref délai des exportateurs nets de sucre.

En réalité, ce n'est pas tant la perspective d'avoir un concurrent supplémentaire sur le marché sucrier qui explique la réaction communautaire, mais la volonté de se doter d'une nouvelle arme

pour contrer l'offensive américaine, toujours renouvelée à l'égard de la politique agricole commune. Cette réplique trahit le mauvais climat qui prévaut aux travaux dans le cadre de l'Uruguay-Round.

Attitude négative

Ainsi, M. Willy de Clerq, le commissaire chargé des relations extérieures, a déclaré : « Malgré les efforts considérables de réforme que la CEE entreprend pour son agriculture, elle se voit confrontée à une attitude américaine largement négative ». Et Bruxelles de citer les plus récentes initiatives fédérales : augmentation des subventions à l'exportation avec l'objectif de prendre des parts de marché aux Douze et plainte de Washington au GATT contre les aides européennes aux produits oléagineux alors même que

la CEE a renoncé, pour de bon, à prélever une taxe sur les matières grasses, qui avait surtout pénalisé les exportations américaines de soja.

Les responsables communautaires sont d'autant plus irrités que, au moment où l'Europe verte s'engage à son tour dans une politique de « gel des terres » pour combattre les excédents, les Etats-Unis font machine arrière en réduisant la portée de leur propre plan de réduction des superficies cultivées. Au total, malgré les multiples gestes de « bonne volonté » effectués ces dernières années par la Communauté en direction des Etats-Unis, rien n'y fait : Washington a toujours, en réserve, un contentieux contre Bruxelles.

MARCEL SCOTTO.

(1) Accord général sur le commerce et les tarifs douaniers.

ÉNERGIE : l'Europe en panne

LUXEMBOURG (Communautés européennes)

La réalisation du « grand marché européen » de l'énergie en 1993 est mal engagée. Réunis jeudi 9 juin, les ministres de la CEE responsables du secteur n'ont pas fait avancer d'un pouce le dossier. A telle enseigne que le président du conseil, M. Martin Bangemann, le ministre ouest-allemand de l'économie, n'a pas tenu, comme à l'accoutumée, une conférence de presse à l'issue des travaux des Douze.

Il s'agissait en réalité d'adopter de simples « conclusions » devant servir de base de travail à la Commission européenne afin qu'elle puisse formuler des propositions en bonne et due forme. Une forte minorité de blocage — composée de la République fédérale, de la Grèce, de l'Espagne, du Danemark et de l'Irlande — a empêché d'ouvrir la voie. Le texte de compromis répondait pourtant aux

inquiétudes de ces Etats membres : le marché intérieur devrait permettre, dans la limite des contraintes et des spécificités de l'approvisionnement énergétique, à chaque consommateur d'acheter où il le souhaite l'énergie de son choix.

En d'autres termes, l'objectif était bien de décloisonner le marché communautaire, mais en prenant soin d'aller à pas mesurés pour éviter tout bouleversement. Les pays réticents ont jugé prématurément le franchissement de cette première étape. Outre les considérations liées à la sécurité d'approvisionnement, deux pays ont des difficultés particulières.

La RFA doit auparavant surmonter l'obstacle créé par la production d'électricité fabriquée à partir d'un charbon fortement subventionné. L'Espagne, qui couvre pour une bonne part les importations portugaises, a en chantier un important programme énergétique. Aussi n'est-elle pas

prête pour l'instant à affronter la concurrence de la France, qui peut fournir de l'électricité à bas prix (30 milliards de kilowattheures exportés en 1987, soit 8 % de la production nationale).

De l'autre côté, on retrouve les Britanniques (qui ont importé l'année dernière 12 milliards de kilowattheure de France) et les Portugais qui souhaitent réduire leur facture énergétique en jouant la suppression des entraves techniques aux échanges.

La situation risque de ne guère évoluer au cours des prochains mois. Sans un signal clair des Douze, il sera malaisé à l'exécutif communautaire d'élaborer un projet. D'autant que la Grèce (second semestre 1988) et l'Espagne (premier semestre 1989) succéderont à l'Allemagne à la présidence de la Communauté. Compte tenu de leur position, ces deux pays ne devraient pas prendre d'initiatives d'envergure.

M. S.

La CEE et le CAEM paraphent un accord de reconnaissance mutuelle

Etape préliminaire à la cérémonie officielle de reconnaissance mutuelle qui aura lieu le 25 juin prochain à Luxembourg, la CEE et le Conseil d'aide économique mutuelle des pays socialistes (CAEM ou COMECON selon son sigle anglo-saxon) ont paraphé, le jeudi 9 juin, un accord établissant pour la première fois des relations officielles entre les deux blocs économiques. Cet accord, négocié depuis quinze ans à l'initiative des pays de l'Est et dont le document final transige par le statut de Berlin, a pour but d'accroître le commerce bilatéral et la coopération économique. Cette déclaration commune « élimine [une] situation anachronique » a estimé le vice-secrétaire du CAEM, M. Marin Petrov Marinov, lors d'une conférence de presse.

LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DANS L'INDEX DU MONDE

Au cours de la campagne électorale, le Monde publiera des commentaires et des analyses détaillés tant sur les résultats que sur les partis et les hommes politiques. Grâce à l'Index du Monde, ces précieuses informations seront facilement accessibles aux chercheurs, aux étudiants, aux observateurs politiques... désireux de connaître tous les aspects des élections de 1988.

Cet index, qui paraît sous la forme de publications mensuelles avec un volume récapitulatif annuel relié, donne les références de tous les articles publiés dans le quotidien.

Pour tout renseignement concernant les index et les microfilms du Monde, veuillez contacter :

RESEARCH PUBLICATIONS

P.O.B. 45
READING RG1 8 HF
Grande-Bretagne

Téléphone : 0734 583247
Télex : 848336 RPL G

"Si vous pensez qu'un actionnaire n'a pas de pouvoir, voici l'occasion de prouver le contraire."



Bernard Pagezy, président de la Compagnie du Midi.

Nous avons un grand projet : l'alliance de deux des principaux groupes privés de l'assurance française, Axa et Midi.

Dès sa création, fort de ses 20 000 salariés et agents généraux et de ses 105 milliards de capitaux gérés, le nouveau groupe Axa-Midi Assurances prendra place aux premiers rangs européens. Mais sans l'approbation de

nos actionnaires, il ne restera qu'un projet.

Comment exprimer votre vote.
Pour participer à l'Assemblée des Actionnaires le 22 juin, le plus simple est de faire parvenir à la Compagnie du Midi un pouvoir signé.

La banque qui conserve vos propres actions Midi tient des formulaires à votre disposition.

Si elle n'avait pas encore pris l'initiative de vous les envoyer, adressez lui au plus tard le 16 juin 1988 le coupon réponse figurant sur cette page.

Merci de ne pas laisser passer l'occasion de faire valoir vos droits. Si vous souhaitez des informations complémentaires, appelez ■ Numéro Vert de Midi-Actionnaires : 05 22 06 88.

Actionnaires, le 22 juin, dites oui au projet Axa-Midi Assurances.

Coupon à retourner à votre banque.

Nom _____
Prénom _____
Adresse _____

vous demande de lui faire parvenir d'urgence les documents lui permettant de se faire représenter ou de voter à l'Assemblée des Actionnaires de la Compagnie du Midi qui se réunira sur première convocation le 22 juin 1988. Signature :

COMPAGNIE DU MIDI

Bruxelles
Douze
ryme européenne
Participation
à la carte
Amérique
CEE et le CAD
appent un accord
reconnaissant
mutuelle

Économie

Les surprises de la restructuration industrielle

Le syndicaliste devenu licencier

Au congrès de la Mutualité

M. Mitterrand favorable à « un modèle européen de développement social »

NICE de notre envoyé spécial

Pour compléter par avance son intervention à la télévision, M. Mitterrand a offert, jeudi 9 juin dans l'après-midi, aux congressistes de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF), mais aussi, au-delà, à l'ensemble des citoyens, quelques variations sur la solidarité, la justice sociale, l'Europe et les promesses tenues.

Pour tout le monde, et pour les mutualistes, l'éloge de la solidarité, la réponse à la crise, la défense de la justice et de la cohésion sociale, le plaidoyer pour le dialogue social, « élément indispensable de la lutte pour l'emploi ». Des principes valables pour la construction européenne et le futur grand marché. Ainsi, le président de la République a-t-il appelé à constituer « un modèle européen de développement social », qui viserait à corriger les inégalités entre les pays et à l'intérieur des pays.

Le président de la République est ensuite passé à la défense de la

Sécurité sociale. Il faut donc préserver celle-ci, malgré les « données objectives » qui pèsent sur elle, mais qu'il faut accepter : aujourd'hui, l'allongement de la vie - va-t-on punir la science ? - a-t-on puni le temps gagné ? - à terme, le déséquilibre des générations. Il faudra prévoir des « économies nouvelles » pour en « réduire l'impact ».

Il a ensuite donné des assurances pour deux mesures promises, tout en gardant la prudence sur les modalités d'application. La première, c'est la révision du plan Séguin sur l'assurance-maladie. « Il faut, a-t-il dit, que la République, corrigée certains effets du plan dit de rationalisation », qui a « exclu des personnes très nombreuses et parmi les plus vulnérables ». « La décision est prise, elle est acquise », a affirmé M. Mitterrand.

La deuxième mesure, c'est, évidemment, un revenu minimum d'insertion. D'abord, « c'est un droit, une garantie - différence essentielle - qui a séparé les thèses en présence ces derniers mois » (au cours de la campagne électorale présidentielle).

Mais il faut mettre l'accent sur « l'insertion sociale, pas l'assistance » et donc aborder « avec la plus grande finesse d'approche en associant tous ceux qui connaissent quelque chose : les pouvoirs publics, les élus locaux », les associations et, naturellement, les mutualistes. « Nous ne réussirons l'insertion qu'avec la connaissance du terrain social, du terrain de l'emploi ».

M. Mitterrand a insisté sur le rôle du premier ministre et du ministre de l'économie et des finances de pourvoir au financement pour l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes : « N'est-il pas juste que les plus riches - on en compte cent dix mille sur vingt-trois millions de foyers fiscaux - viennent à l'aide des plus pauvres ? ». Là encore, le président de la République a assuré que le revenu minimum serait adapté de façon à être « mis en œuvre dès que possible », même si le vote n'intervient pas avant l'été.

G. H.

(Suite de la première page.)

Le syndicat CGT paraît avoir oublié ses griefs à l'égard de celui qui fut, longtemps, le secrétaire du comité d'établissement et même du comité central d'entreprise, au niveau de la filiale d'un groupe qui emploie deux mille trois cent personnes en France et se situe au deuxième rang des câbliers mondiaux.

Alors qu'il avait demandé à être « suspendu » de ses fonctions d' élu pendant toute la phase des reclassements, M. Gering a été sollicité pour un nouveau mandat, qu'il a refusé. « Nous perdons provisoirement un élément de valeur », écrit-il, en octobre dernier. Le CGT dans un tract électoral où elle présentait le regret d'autres candidats. « Même si tout le monde, à un moment ou à un autre, n'était pas d'accord avec lui, tout le monde est unanime à reconnaître que le CE se prive momentanément d'un représentant qui a accompli un énorme travail », conclut-il, grandiloquent en forme d'hommage, le syndicat.

Si rare et surprenant soit-elle, l'histoire survenue à M. Gering et à Tréficable-Pirelli est significative d'évolutions en cours dans les entreprises et chez les salariés. Au-delà des heurts engendrés et des oppositions traditionnelles, deux camps a priori irréductibles ont été capables de s'épauler et de s'entendre pour régler au mieux une difficulté commune. Avec des commandes en baisse, des gains de productivité et une amélioration technologique, l'usine d'Amfreville devait, à l'origine, réduire ses effectifs de quarante-cinq personnes en deux ans. Le nombre de licenciements envisagés a été ensuite ramené à quinze, que, par habitude, nous voulons traiter en douceur. Justifiée par des relations de confiance, l'idée de M. Vincenzo Pignataro, à l'époque président de Pirelli-France, était de confier la mission de dégrèvement à M. Christian Gering.

« On jouait sur son charisme », reconnaît M. Perrin, mais les « courants » étaient divisés. Chacun toucherait une prime de départ de 50 000 francs, le futur employeur recevrait 30 000 francs et la période

d'essai serait à la charge de Tréficable.

Contacté en juillet 1986 « par le président » sur le principe, le syndicaliste ne prend pas plus de huit jours pour arrêter sa décision : favorable. « J'étais surpris d'une proposition qui m'a fait plaisir et dont je n'étais pas dupe, se rappelle le cégétiste. Si je répondais non, je passais pour un pur et dur et je me tenais sur une position facile, mais ce sont

Tréficable

Racheté à Tréficable en 1980, l'ensemble Tréficable, devenu Tréficable-Pirelli, a contourné la position du groupe italien Pirelli qui réalise 39 % de son chiffre d'affaires mondial avec son activité de câblage. Le fabricant de pneumatiques occupe la deuxième position dans ce secteur, juste derrière Câbles de Lyon avec 1,7 milliard de dollars de chiffre d'affaires.

Cette acquisition, en France, lui a permis de prendre place sur un marché où les clients sont EDF (60 %) et les P et T. Avec 1,5 milliard de francs de chiffre d'affaires, Tréficable-Pirelli emploie 2 310 personnes avec six usines dont les plus importantes sont situées à Amfreville-la-Mivolle (Seine-Maritime).

les autres, les licenciés, qui payaient, explique-t-il. En acceptant, je prenais des risques mais je ne voulais pas résister. L'objectif était de leur offrir, pour mot, de reclasser le maximum de gens.

« C'était plus humain, aussi », poursuit l'ancien secrétaire du CE, en soulignant que les précédents plans sociaux avaient épuisé les possibilités de départ en préretraite FNE. « La dernière fois, en 1984, les cent seize personnes prévues venaient toutes partir, les autres s'en foutaient ou voyaient là un moyen de promotion », raconte-t-il, ébranlé dans ses convictions par cet exemple.

Pendant trois mois, il garde son choix secret, seuls quelques intimes, compréhensifs, ayant été prévenus. Tout semblait s'annoncer normalement. Une série d'erreurs mit le feu aux poudres et exposa aussitôt le nouveau responsable de « l'antenne ». Préparée par la maîtrise, la liste des licenciés rendue publique le 5 décembre comprenait, avoue M. Perrin lui-même, « les plus mauvais », ceux qui entretenaient un contentieux avec leur hiérarchie et, suprême maladresse, une déléguée du personnel CGT. La catastrophe, la bavure psychologique. Hébert, le personnel décide en fin de semaine d'une grève qui, d'erreur de jugement en entêtement, se poursuivait jusqu'au vendredi suivant. « En voyant la liste, ma tête a changé, je me suis senti piégé », se souvient Christian Gering, qui tentera de s'interposer, tiraillé entre son rôle d' élu et ses nouvelles fonctions.

« J'ai proposé que le cellule de reclassement fonctionne à l'aveugle, sur la base du volontariat, explique-t-il. C'était la seule et bonne solution pour en sortir... »

Ce soir-là, personne n'était en mesure de l'entendre. En assemblée générale, il fut malmené, traité de « vendu ». « Heureusement, il a dû partir quelques jours pour la tenue d'un CCE à Lyon », raconte M. Perrin.

« Ma revanche ! »

L'éloignement lui permet de ne pas être impliqué dans la grève. A son retour, « tout le monde pensait encore que j'étais un ordure », explique l'ancien cégétiste, toujours mordillé. Mais il prend pour autant parole et commande à tous d'arrêter le cours de s'arrêter pour ne pas mettre l'usine en danger. Quelques heures plus tard, la direction retire sa liste nominative en maintenant son objectif. « Ma solution ! », s'exclame Christian Gering, enfin réconcilié. Quand la grève a cessé, j'étais dans mon coin et j'ai pleuré comme un gosse. Le matin j'étais un salaud, l'après-midi, il y avait cette volte-face trop brutale. Je l'ai mal vécu.

A partir de là, dos au mur, avec l'ignition des critiques et des sarcasmes de ses copains, l'ancien meneur syndical n'avait plus d'autre issue que de démontrer sa bonne foi : « Il fallait que je gagne par le reclassement, pour leur faire voir que je n'avais pas changé ! »

Pendant trois mois et demi, il allait déployer une activité intense avec l'aide du cabinet MOA, tenu à distance respectueusement, et d'un professeur d'emploi, bon praticien du marketing par téléphone. Dès qu'il y avait une touche, j'allais sur place, seul, je rencontrais des patrons et je négociais avec eux », expose Christian Gering, qui se remémore avec plaisir cette quête inlassable d'un travail pour les autres. « Le premier employeur que j'ai vu m'a dit qu'il ne voulait surtout pas de syndicalistes, et j'ai dit qu'il n'avait rien, se rappelle-t-il. Mais j'en ai vu beaucoup de

superbes et j'ai aussi découvert des patrons heureux de montrer leur entreprise ».

Actif, il affichait tous les deux jours de nouveaux tracts dans l'usine pour annoncer ses résultats ou faire connaître les possibilités. « Un peu comme dans une boîte d'intrigue ». Progressivement, il gagnait son pari. Des salariés de plus en plus nombreux venaient le voir, dont certains étaient sur la liste, et surtout des syndicalistes qui l'avaient vilipendé. L'un a créé une entreprise, l'autre a ouvert un garage : « Je lui tenais, ma revanche ! ». Au total, il y a eu neuf créations d'entreprises - avec un défilé de bilans - qui ont permis de retrouver, deux mutations et six emplois retrouvés à l'extérieur, mais un licenciement ultérieur. « Il y a des propositions, dit-il, que nous n'avons pas pu honorer ».

« J'ai découvert le personnel que je croyais connaitre, et j'ai eu des contacts passionnants », insiste Christian Gering à l'heure du bilan. Il s'efforce d'être « en la chance de participer à ce genre de chose ».

« De cette expérience négative, nous avons pu faire une opération positive pour tout le monde, se persuade M. Perrin. Christian Gering est un vendeur qui a connu une aventure palpitante. Il a eu le courage d'accepter ça (...). Comme il a réussi, cela reste vaillant pour lui ».

Près d'un an plus tard, les morales à tirer sont prometteuses et douloureuses à la fois. Persuadé d'avoir en la confiance de ses collègues à nouveau acquies, Christian Gering s'est lancé dans une opération à l'issue de laquelle une quinzaine d'ouvriers attendront « à leur rythme » et à 100 % le CAP dont l'entreprise a besoin. Cela justifie son acharnement. Mais il y a aussi les blessures, toujours vivantes. « Vous avez votre passé, m'a encore dit un responsable de l'usine qui n'avait rien compris. Il est certes isolé mais il occupe un poste-clé. » « Tout cela ne m'a rien apporté de plus et surtout pas de promotion », ajoute-t-il, déçu de ce qu'il perçoit comme le signe d'une « vieille méfiance. Le « président », trop brillant, est parti occuper d'autres fonctions, et le scepticisme ou l'ingratitude reviennent, lentement.

Dans le même temps, M. Pierre Perrin, lucide, reconnaît que le problème de sureffectif demeure et que « ce n'est d'ailleurs pas la préoccupation d'une seule usine ». Taylorisme, comme tant d'autres, l'entreprise Tréficable-Pirelli n'en finit pas de mener. Et les prochaines étapes à franchir ne seront pas plus faciles que les précédentes qui justifiaient de maintenir intacts les qualités d'un Gering, syndicaliste licencié. « Les intérêts d'un million et d'un chef d'entreprise ne sont pas divergents mais complémentaires, répète-t-il avec la crainte de ne pas être compris. Il faut partager les résultats et s'accorder des contreparties ».

ALAIN LÉBAUBE.

REPÈRES

Prestations familiales

Revalorisation de 1,42 % au 1^{er} juillet

Ministre délégué chargé de la famille, des droits de la femme, de la solidarité et des rapatriés, M^{me} Georgina Dufour a confirmé, le 8 juin, que les prestations familiales seront revalorisées de 1,42 % au 1^{er} juillet. Cette mesure avait été décidée par le précédent gouvernement en décembre dernier à l'occasion de la dernière hausse de 2,06 % au 1^{er} janvier. Cette augmentation représente 1,4 milliard de francs supplémentaires par an. Les prestations familiales comprennent les allocations familiales, l'allocation pour jeune enfant et l'allocation parentale d'éducation, notamment. La base mensuelle de calcul serait dans ces conditions portée de 1 745,40 F à 1 771,23 F.

Automobile

Bon mois de mai pour les marques françaises

Après une pause en avril, l'automobile française a repris sa progression au mois de mai : les immatriculations (184 073 unités) sont en hausse de 17,5 % par rapport à mai 1987. Les étrangers profitent moins que les français de la bonne tenue du marché : avec 64 040 automobiles immatriculées, elles occupent le mois dernier 34,8 % du marché contre 65,2 % pour les marques françaises. Renault a regagné du terrain avec une hausse de ses ventes de 20,2 % sur mai 1987, qui lui fait occuper 31,4 % du marché. Le groupe privé PSA atteint 33,8 % du marché, avec une hausse de ses immatriculations de 23,3 % sur mai 1987.

Commerce extérieur


Révision en hausse du déficit américain...

Le déficit commercial américain a atteint, en mars, 11,95 milliards de dollars en données corrigées des variations saisonnières, a indiqué le département du commerce. Ce chiffre est nettement supérieur au déficit annoncé à la mi-mai, qui s'élevait, en données brutes, à 9,75 milliards de dollars.

... et baisse

de l'excédent japonais

L'excédent du commerce extérieur japonais a baissé pour le troisième mois consécutif, pour représenter 5,05 milliards de dollars en mai, une contraction de 21 % sur mai 1987, indique le ministère des finances. Comparées à celles du mois correspondant de l'an dernier, les importations ont progressé de 26,7 % mais, en avril, elles reculent légèrement de 1,7 %. Les exportations, pour leur part, augmentent de 10,2 % par rapport à mai 1987 et reculent de 10,2 % sur avril dernier. Le rééquilibrage est particulièrement sensible avec les États-Unis. Les ventes japonaises sur le marché américain ont baissé de 2,2 %, alors que le Japon accroissait de près de 40 % ses achats de produits « made in USA ». L'excédent nippon revient ainsi à 3,3 milliards de dollars, contre 4,45 milliards en mai 1987.



BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

(Concours International)

La Banque Islamique de Développement attribue annuellement deux prix, l'un en Economie Islamique et l'autre en Banques Islamiques afin de reconnaître et de récompenser les efforts scientifiques et pratiques les plus méritoires ayant apporté une contribution originale dans ces deux domaines.

Pour les besoins de ces prix, la Banque Islamique de Développement annonce le lancement d'un concours international pour le choix du meilleur modèle de certificat des prix, selon les conditions suivantes :

- 1) Le certificat doit être constitué d'une plaque métallique, format 28x30 cm maximum, épaisseur de cadre 4 cm maximum.
- 2) Le certificat doit comporter l'emblème de la BID tel qu'il apparaît en haut de cette annonce.
- 3) Le certificat doit à la fois exprimer l'honneur de l'économie et des banques islamiques, être original et s'inspirer de l'art islamique.
- 4) Outre l'emblème de la BID, le certificat doit comporter les informations suivantes inscrites en langues arabe, anglaise et française :
 - l'expression Prix de la Banque Islamique de Développement en Economie Islamique (ou en Banques Islamiques), en grandes lettres,
 - l'année du Prix selon les calendriers de l'Hégire et Grégorien,
 - l'expression : Decree a... en reconnaissance des efforts scientifiques (ou pratiques) déployés au service de l'Economie Islamique (ou des Banques Islamiques).
- 5) L'espace adéquat sera laissé pour inscrire le nom de l'auteur (ou les noms des auteurs), la date de l'attribution des prix, la signature de Président de la Banque Islamique de Développement et le numéro de série du prix.
- 6) Le modèle doit parvenir à la BID accompagné de toutes les spécifications suggérées relatives à la qualité du métal utilisé, aux couleurs, etc...
- 7) Le même modèle sera utilisé pour le prix en Economie Islamiques et pour le prix en Banques Islamiques. Seule la dénomination du prix changera.
- 8) La Direction de la Banque choisira les trois meilleurs modèles. Le premier obtiendra une récompense d'un montant de deux mille dollars américains (2000 \$ US) le second et le troisième obtiendront respectivement mille (1000 \$ US) et cinq cents dollars américains (500 \$ US). La Direction de la Banque pourrait décider de récompenser des mêmes montants plus d'un modèle, comme elle pourrait s'en récompenser aucun.

Une fois le modèle sélectionné et récompensé, la Banque devient propriétaire du modèle, y compris tous les droits réservés, et pourra le reproduire pour les besoins de son Prix.

8) Le dernier délai de réception des modèles est le 20 du mois de Dhoul Hija 1408H (3 août 1988).

Pour toute information supplémentaire ainsi que pour l'envoi des modèles, les candidats au concours peuvent s'adresser au :

PRIX DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT
B. P. 9201
JEDDAH 21413
ROYAUME D'ARABIE SAOUDITE
Téléphone : 636 1400
Telex : 601137
Fac-similé : 636 6871

DANS LES ENTREPRISES

Restructuration « sans blocage » chez Cegedur-Pechiney

Cegedur-Pechiney (laminage d'aluminium, six mille cent cinquante-cinq salariés) tire un bilan positif de l'importante restructuration entreprise entre 1983 et 1987. « Sans situation de blocage ». Pour venir à bout d'une vétusté de son outil industriel qui nuisait à sa compétitivité, Cegedur avait investi plus de 2 milliards de francs afin de procéder à des modifications technologiques à Neuf-Brisach (Alsace), Isoire (Puy-de-Dôme), Ham (Somme) et Montreuil-Juymé (Maine-et-Loire). Conséquence : les effectifs ont été réduits de 30 %, soit près de trois mille agents de 1983 à 1987.

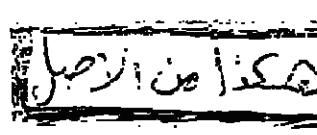
Avec une concertation avec les syndicats, des solutions ont été trouvées pour la « quasi-totalité » des personnes : 45 % partent en préretraite, 27 % sont mutées dans Cegedur ou dans le groupe Pechiney, 25 % sont reclassées dans d'autres sociétés ou créent des entreprises. En effet, cent vingt personnes ont réalisé un « projet individuel » de création. Cette restructuration a permis, selon la direction, « la mutation de plus de mille salariés » à l'intérieur de Cegedur ou de Pechiney. « Pour ce qui concerne l'emploi à des postes préservés, ajoute-t-elle, l'effort de formation est passé de 10 millions de francs par an à 26 millions de francs par an ».

3 M FRANCE cherche à mieux connaître les réactions de son personnel. En 1985, une enquête d'opinion avait été menée auprès des cadres et sept cents d'entre eux avaient été consultés. En décembre 1987, l'opération a été renouvelée auprès des trois mille huit cents salariés. 76 % des cadres et 60 % des collaborateurs ont répondu. Les résultats seront connus prochainement. Persuadée que sa vraie chance réside dans le personnel, 3 M France a lancé, en 1986, un projet de ressources humaines intitulé « l'esprit d'enthousiasme ».

SAUQUET (conserverie), qui devait recruter deux cent cinquante travailleurs saisonniers en 1987, en a confié l'embauche à l'ANPE de Pérone (Somme). L'expérience a été reconduite et étendue cette année à d'autres entreprises du secteur agro-

alimentaire. Cette activité représente dans la région les deux tiers des mouvements de main-d'œuvre (trois mille contrats de travail). L'ANPE tente de pénétrer ce marché en forte croissance. En 1987, elle a réalisé trois cent trente placements et, par des stages de mise à niveau, elle a initié deux cents personnes aux techniques modernes de la conserverie.

LA JEUNE CHAMBRE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE, qui regroupe sept mille adhérents actifs, dont 78 % sont des cadres, des chefs d'entreprise ou des professionnels libéraux, va organiser, du 20 au 25 juin, une « semaine nationale du civisme ». « L'heure est à l'éthosisme », dit-elle, en invitant employeurs, salariés et non-salariés à s'adapter aux défis économiques. Dans l'entreprise et dans la société.



Économie

ÉNERGIE

Six ans après l'embargo imposé par M. Reagan

Prometteuse réconciliation américano-soviétique sur l'exploitation du gaz

WASHINGTON
de notre envoyée spéciale

Oubliés les crises, les affrontements Est-Ouest, les menaces réciproques. Six ans presque jour pour jour après l'embargo américain contre le gazoduc sibérien, le vingt-troisième congrès mondial du gaz, qui se tenait du 6 au 9 juin à Washington, a scellé de façon spectaculaire la réconciliation des Deux Grands dans ce secteur stratégique, jadis terrain privilégié de querrelle.

L'abondance énergétique, succédant aux menaces de pénurie et surtout la détente résultant des sommets Reagan-Gorbatchev ont eu raison des méfiances réciproques. Désormais, le gaz naturel est une matière première presque comme les autres et pourrait même devenir, si le rapprochement se poursuit, l'un des premiers secteurs de coopération technique et économique concrète entre l'Union soviétique et les États-Unis. « On dirait vraiment que la « glasnost » s'est transformée en « gasnost », ironisait M. Kean, président de l'Union internationale du gaz en ouvrant le congrès.

Dès la séance d'inauguration, le 6 juin, M. Ronald Reagan lui-même, tout juste rentré de Moscou, avait donné le ton. Saluant de façon appuyée la présence dans la salle d'une importante délégation soviétique conduite par M. Victor Chernomyrdin, ministre de l'Industrie gazière, le président américain, trois quarts d'heure durant, soulignait l'importance des changements observés en Union soviétique.

Quatre jours d'un congrès, qui réunissait les principaux producteurs et consommateurs de gaz de la planète, allaient être ainsi placés sous le signe de la coopération internationale. Une coopération rendue nécessaire d'abord par la croissance des échanges mondiaux. Longtemps embryonnaires, ils devraient augmenter de 65 % d'ici à l'an 2000. Ensuite par la prise de conscience croissante du rôle que le gaz naturel peut jouer en substitution d'un pétrole de plus en plus rare, un rôle stratégique souligné cette semaine tant par les dirigeants américains que par la délégation soviétique.

Les États-Unis comme l'Union soviétique, tous deux, du point de vue des réserves, beaucoup plus riches en gaz qu'en pétrole, ont été également touchés par la chute récente des cours du brut. Pour les premiers, le contre-choc pétrolier a entraîné une baisse de la production — trop coûteuse — et surtout un arrêt des efforts d'exploration préoccupant à moyen terme. Selon M. Herrington, secrétaire américain à l'énergie, les prévisions laissent attendre dans les années 90 une forte progression des importations

pétrolières, qui pourraient atteindre à cette échéance 8 à 10 millions de barils par jour, soit plus de la moitié de la consommation. Quant à l'Union soviétique, la recrudescence des recettes d'exportations et pris à contrepied les investissements énormes consentis par le pays pour exploiter ses gisements.

D'où un intérêt croissant pour le gaz, dont les réserves atteignent trente-cinq ans (aux coûts actuels) aux États-Unis et une centaine d'années en URSS. « Le gaz est un atout maître », a souligné M. Reagan, tandis que M. John Herrington assurait que son usage pouvait réduire la dépendance du pays vis-à-vis du pétrole importé d'un million de barils/jour d'ici à 1990.

De son côté, le ministre soviétique, insistant sur la similitude des problèmes rencontrés par les deux pays pour assurer leur avenir énergétique à long terme, expliquait l'ampleur de l'effort prévu par son pays dans ce secteur. En 1983, a-t-il dit, la production soviétique de gaz atteindra 750 milliards de mètres cubes et elle devrait augmenter d'un tiers d'ici à l'an 2000 pour atteindre 1000 milliards de mètres cubes.

Pour réaliser ces objectifs, il faudra dans les deux pays des recherches et des investissements substantiels, tant dans le domaine de l'exploration-production, que dans les utilisations nouvelles comme les centrales électriques, et même transports. Le premier autobus au gaz, exposé en marge du congrès, sera bientôt expérimenté à New-York, et « quand on peut le faire là, on peut le faire n'importe où », a déclaré M. Reagan, parodiant une chanson américaine.

Coopération et sociétés communes

La coopération entre les deux pays, imaginable il y a quelques années, paraît donc cette fois avoir de bonnes chances d'aboutir. Non seulement, comme l'a assuré le ministre soviétique, en raison du rapprochement politique entre les deux pays, mais surtout car elle semble aujourd'hui nécessaire, tant aux entreprises américaines, épuisées par des années de surcapacité et d'effondrement des prix, et incapables aujourd'hui d'assurer seules les investissements requis, qu'au secteur gazier soviétique, ébranlé par l'ampleur de la tâche qui lui a été fixée par le plan. « Nous avons notre propre technologie », a précisé M. Chernomyrdin, mais, vu le taux de croissance prévu pour l'industrie du gaz d'ici au siècle prochain, nous espérons que la coopération au sein d'entreprises communes (joint-ventures) nous aidera à atteindre ces objectifs ».

Car si l'industrie du gaz soviétique présente, comme l'a dit le ministre « un grand potentiel de coopération avec des partenaires étrangers », il n'est plus question aujourd'hui d'achat pur et simple de technologie. A Moscou, comme ailleurs, l'ère est aux entreprises communes « afin de développer les équipements et les technologies pouvant bénéficier à toutes les industries, à tous les pays impliqués ».

Une offre de coopération en bonne et due forme reçue cinq sur cinq outre-Atlantique, puisque selon le ministre soviétique plusieurs projets de contrats sont à l'étude. Une offre dont les Européens pourraient bien à terme faire les frais. « Nous ne comptons plus du tout pour les Soviétiques », assurait un délégué français, navré...

VÉRONIQUE MAURIS.

AFFAIRES

Crédits aux particuliers

Les établissements spécialisés créent une « centrale des impayés »

Présentant le bilan 1987 des établissements spécialisés de crédit, le nouveau président de l'ASF (Association française des sociétés financières), M. Christian de Lougeville, a annoncé la création d'une « centrale professionnelle des impayés ».

Bénéficiant de l'engouement des Français pour le crédit à la consommation, les établissements adhérents de l'ASF ont enregistré en 1987, malgré la concurrence accrue des banques de dépôts, une nouvelle progression de leur activité. Au total, les crédits nouveaux qu'ils ont distribués aux entreprises et aux particuliers ont augmenté de 22,5 %. Mais, alors que le crédit classique et la location avec option d'achat aux particuliers ont fortement progressé (respectivement plus 21 % et plus 75 %), les prêts au logement ont diminué (moins 1,5 %). Pour le premier trimestre de cette année, les établissements spécialisés constatent une poursuite de ces évolutions.

Face à ce développement rapide et à la « légère » recrudescence des impayés, l'ASF a décidé la création d'une « centrale professionnelle des impayés » sur les crédits au logement et à la consommation. En interrogeant ce fichier alimenté par les adhérents de l'ASF, les établissements spécialisés de crédit pourront « dissuader les candidats emprunteurs de s'endetter au-delà de leur capacité de remboursement ». Plus de trois cents sociétés financières auront accès à ce fichier informatisé, qui ne contiendra que des informations sur les incidents de paiement — et non pas sur le niveau d'endettement des particuliers. « Il sera conforme aux prescriptions de la Commission nationale informatique et liberté », ont précisé les dirigeants de l'association.

Une autre question préoccupe les établissements spécialisés de crédit, celle des remboursements anticipés des prêts immobiliers. L'an dernier, environ 50 milliards de francs de

prêts au logement auraient été remboursés par anticipation avec généralement un refinancement à un moindre coût. Pour l'ensemble des distributeurs de crédits immobiliers, ces opérations auraient coûté en 1987 près de 1,5 milliard de francs.

Face aux grandes banques de dépôts, libérées de l'encadrement du crédit et disposant de ressources à bon marché (les dépôts à vue des particuliers), les établissements spécialisés ont particulièrement souffert de ces remboursements anticipés. Ils tentent actuellement d'obtenir des possibilités de refinancement plus larges et un aménagement de la loi « Scriveur » sur les indemnités en cas de remboursement anticipé. Certains établissements (Sovac, UCB, FicoFrance...) ont aussi réagi en développant au cours des derniers mois des prêts au logement à taux variable. En mai, « plus de 20 % des nouveaux prêts au logement distribués étaient assortis de taux variables ».

E. I.

World processor.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Unibail et **Sliminco**

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES UNIBAIL ET SLIMINCO
8 JUIN 1988

Les assemblées générales des deux sociétés réunies le 8 juin 1988 ont approuvé l'absorption de Sliminco par Unibail.

Après cette opération :

● Les chiffres caractéristiques d'Unibail sont les suivants :

	En millions de F
Capital social	441
Capitaux propres	1 079
Valeur estimée du patrimoine locatif (compte non tenu de frais éventuels de mutation)	3 100
Engagements bruts cumulés de crédit-bail (au 31 décembre 1987)	3 960

● Le conseil d'administration est ainsi composé : Pierre Bazzy, président d'honneur ; Jean Meyrial, président-directeur général, Henry Sauty de Chalon, vice-président.

Administrateurs : Léon Brasseur, Jean-Luc Ewald, Crédit Lyonnais, représenté par Claude Bondon, Guy-Vin, représenté par Claude Giraud, Claude Janssen, Jean-Luc Lesne, l'Union des Assurances de Paris LARD, représenté par Michel Parist, Guy Verdel.

● Conseillers : François Gille, Jean-Claude Jolain, Roger Papez, Société d'Assurance Moderne des Agriculteurs, représenté par André Cohen, Banque Worms, représenté par Jean-Michel Bloch-Lainé.

● La direction est assurée par Jean Meyrial, président-directeur général, et Alain Testa, directeur général.

● La gestion d'Unibail demeure confiée à ARC UNION dont les deux principaux actionnaires sont le groupe Worms et Cie et le Crédit Lyonnais.

UNIBAIL : 106, rue de Richelieu, 75002 PARIS, TEL. : (1) 40-15-21-21
SLIMINCO : 37, rue de Rome, 75008 PARIS, TEL. : (1) 45-22-24-24

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

Independent Views of World Affairs, Finance, Science. Every Friday.

Traduction de l'annonce ci-dessus :

« La machine de traitement de l'information du monde »

THE ECONOMIST, des analyses indépendantes sur les affaires du monde, de la finance, de la science. Tous les vendredis.

Marchés financiers

Drexel pourrait être inculpée de fraude boursière

La célèbre banque d'affaires américaine Drexel Burnham Lambert va-t-elle être poursuivie en justice pour fraude boursière? A la suite d'une enquête menée pendant deux ans sur la base d'informations fournies par le financier Ivan Boesky, dit « Money machine », condamné pour usage illicite de renseignements confidentiels, la Securities and Exchange Commission (SEC), la COB des Etats-Unis, estime avoir assez de preuves pour inculper l'établissement, mais aussi plusieurs de ses responsables, dont M. Michael Milken, le roi des « junk bonds » obligations dites de pacotille, à taux d'intérêt élevé mais à très haut risque employés pour financer des rachats de sociétés.

D'après le *Washington Post*, la SEC ne devrait cependant pas lancer immédiatement d'action en justice pour ne pas gêner une autre enquête sur les activités de la banque

conduite, elle, par le procureur fédéral de New-York, M. Rudolph Giuliani. Les avocats de Drexel réaffirment, après avoir examiné les documents incriminés, que l'établissement n'a commis aucune infraction.

● La Bourse de Paris se dote d'un nouvel indice. — L'indice CAC 40, qui servira de référence aux futurs contrats sur indices boursiers, commencera à être utilisé dès mercredi 15 juin a annoncé M. Xavier Dupont, président du Conseil des Bourses de valeurs de Paris. Conçu par la Société des Bourses françaises, cet indice, dont la base 1 000 est le 31 décembre 1987, sera calculé et diffusé en temps réel et en continu à partir d'un échantillon de quarante valeurs françaises. Il servira ainsi de support aux contrats sur indices qu'envisagent de lancer les autorités boursières dès l'automne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ENELFI-BRETAGNE

L'assemblée générale d'ENELFI-BRETAGNE, réunie le 7 juin 1988 sous la présidence de M. Michel Mauchant, a approuvé les comptes de l'exercice 1987, qui se soldent par un bénéfice net de 26,74 millions de francs contre 25,87 millions de francs en 1986, dont 10,94 millions de francs de résultat net d'activité courante, 16,23 millions de francs de résultat net des opérations de portefeuille et 0,43 million de francs de charges exceptionnelles.

Le bénéfice net consolidé, peu différent de celui d'ENELFI, en l'absence de plus-values dégagées cette année au niveau de la filiale Compagnie franco-marocaine, s'est élevé à 27,11 millions de francs, part du groupe.

Le président a évoqué les principales opérations de l'exercice qui — s'ajoutant à celles de 1985 et 1986 — ont porté au total à 75 % en trois ans l'augmentation des fonds propres au bilan consolidé du groupe, ceux-ci passant de 120 à 210 millions de francs, sans appel aux actionnaires. Il a observé que la seule conséquence sensible de la dépression boursière sur les résultats de l'exercice avait été la provision constituée aux cours de décembre sur les actions Club Méditerranée reçues en rémunération

de l'apport d'une participation marocaine, opération au demeurant largement bénéficiaire. Il a précisé que les fonds propres au bilan consolidé hors plus-values latentes représentaient 240 F par action ENELFI, que les plus-values réalisables sur les titres cotés et les actifs immobiliers s'élevaient actuellement à 170 F par action, et que les participations étrangères non cotées, marocaines notamment, comptabilisées à leurs valeurs d'acquisition non révaluées, comportaient des marges de plus-values appréciables en regard de leur rentabilité.

L'assemblée a fixé le dividende à 12,50 F net par action (18,75 F avant fiscal éprouvé) contre 12 F net (18 F avant fiscal compris), soit une distribution de 10,87 millions de francs. Ce dividende sera mis en paiement le 8 juillet 1988.

L'assemblée a ratifié la cooptation, comme administrateur, de M. Hubert Prebay en remplacement de M. Gilbert Monnier décédé en février, et renouvelé le mandat d'administrateur de M. Maurice Doumenc. Le Conseil, réuni à l'issue de l'assemblée générale, a réélu M. Maurice Doumenc vice-président.



SICAV du Groupe des Banques Populaires

L'Assemblée Générale Extraordinaire de FRUCTIMMO, qui s'est tenue le 1^{er} juin 1988, a décidé de diviser par dix la valeur unitaire des actions de cette SICAV.

A cet effet, il sera attribué 9 actions nouvelles à chaque action ancienne. L'opération interviendra sur la valeur liquidative du 15 juin 1988.

Cette décision permettra de faciliter l'emploi de la totalité des sommes investies dans le cadre d'un plan d'épargne à versements réguliers et de respecter le ratio de liquidités de 15 % fixé pour le PLAN D'ÉPARGNE RETRAITE.

Rappelons que le placement en actions FRUCTIMMO, SICAV immobilière et foncière, est particulièrement adapté à la constitution d'un capital à moyen ou long terme.

Les souscriptions et rachats directs ou au travers du P.E.R. sont reçus auprès des 1851 guichets des Banques Populaires.



Activités du groupe au premier trimestre 1988.

CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PAR SECTEUR (en milliards de francs belges)

	1987	1988	Variations
Secteur ferroviaire	2,4	2,5	+ 4,2 %
Secteur du tourisme	2,1	2,4	+ 14,3 %
Secteur de l'hôtellerie	2,3	2,6	+ 13 %
Secteur de la restauration	6,4	7,9	+ 23,4 %
Secteur activités diverses	0,5	0,8	+ 60 %
TOTAL	13,7	16,2	+ 18,2 %

L'augmentation du chiffre d'affaires traduit les effets de la politique d'expansion et de diversification du groupe, qui vient encore d'être marquée tout récemment par le rachat d'Europcar.

Dans le secteur ferroviaire, l'accroissement du chiffre d'affaires de la restauration en France, qui avait souffert en 1987 des conséquences des grèves de la SNCF, fait plus que compenser la perte de cette même activité en Espagne.

Une grande partie de l'augmentation du chiffre d'affaires du tourisme est due à l'apport de la société TV TRAVEL aux Etats-Unis, acquise en novembre 1987. Dans les autres marchés, ceux de l'Espagne, des Pays-Bas et de l'Extrême-Orient enregistrent une progression sensible.

Le secteur de l'hôtellerie bénéficie d'une meilleure fréquentation, à laquelle les nouvelles marques Pullman, Aïda et PLM Azur ont apporté leur contribution, et de l'ouverture de nouvelles unités au Luxembourg, en France et en Allemagne.

Le secteur de la restauration enregistre un taux de croissance particulièrement élevé; la restauration collective se signale notamment par de nouveaux contrats importants, et l'activité demeure soutenue dans les établissements concédés sur autoroute.

La variation du chiffre d'affaires des activités diverses est liée aux boutiques de vente en *duty free* à Bruxelles, dont le chiffre d'affaires progresse de 10 %, et surtout à la nouvelle activité de vente et de location de bateaux dont la compagnie a pris récemment le contrôle. L'effet de l'apport d'EUROPCAR ne sera intégré dans ces données qu'à partir du deuxième semestre.

NEW-YORK, 9 juin ↓

Repli en fin de séance

Après avoir évolué de façon très irrégulière devant la majeure partie de la séance de jeudi, le marché américain s'est légèrement alourdi à l'approche de la clôture. Un instant monté à la cote 2 115,31, l'indice des industrielles s'établissait finalement à 2 093,35, soit à 9,60 points au-dessous de son niveau précédent. Sur 1 973 valeurs traitées, 801 ont encore monté, 723 ont baissé et 449 n'ont pas varié.

Au tour du Big Board, les professionnels n'étaient pas autrement préoccupés, attribuant le phénomène au facteur technique. Après avoir monté de 150 points en dix jours (+ 7,7 %), il est normal, selon eux, que la Bourse ait pris un peu de recul, d'autant qu'elle s'est heurtée à un séculaire résistance peu commune, s'agissant de la cote la plus élevée atteinte depuis le krach d'octobre. L'annonce de la révision au bas du déficit commercial pour mars, qui corrigé des variations saisonnières, atteint 1,95 milliards de dollars (2,75 milliards non CVS), a laissé les opérateurs impavides. En revanche, beaucoup attendent avec impatience les chiffres pour avril, qui seraient dit-on, mauvais.

L'activité a diminué, et 235,16 millions de titres ont changé de mains, contre 310,03 millions.

VALEURS	Cours de 8 juin	Cours du 9 juin
Alcoa	50 1/8	50
A.T.T.	27 1/4	26 5/8
Boeing	56 7/8	55 3/8
Chrysler	28 1/2	28 1/2
Du Pont de Nemours	88 7/8	86 3/4
Eastman Kodak	44 7/8	44 5/8
Exxon	41 1/4	41 1/4
Ford	51 3/8	51 1/2
General Electric	43 5/8	43 1/8
IBM	115 1/8	115 1/4
J.P. Morgan	48 1/8	48 1/4
Pfizer	52 7/8	53 1/4
Schlumberger	38 1/8	38 1/4
Texas	31 1/2	31 1/2
U.S. Steel	38 1/2	37 3/8
Union Carbide	19 7/8	20
Westinghouse	33 5/8	33 3/4
Xerox Corp.	53 3/4	53 3/4

LONDRES, 9 juin ↑

Raffermissement

Les valeurs se sont raffermies, jeudi, au Stock Exchange, où l'indice FT a gagné 0,6 % en séance, pour clôturer à 1 463,7. Dans un marché calme, 467,5 millions de titres ont été échangés, contre 287 millions la veille. La plupart des secteurs s'orientaient à la hausse, notamment les assurances, la construction mécanique et les valeurs bancaires. Dans le domaine agro-alimentaire, Rowntree continuait à s'apprecier après des rumeurs de surcoût de Noël. D'autre part, les trois syndicats d'employés de Rowntree, tout en marquant leur préférence pour l'indépendance, ont précisé qu'ils ne s'opposent pas à une OPA, à la seule condition qu'on ne touche pas à l'emploi. Becham, l'un des principaux fabricants de produits pharmaceutiques, a annoncé une progression de 15,4 % de son bénéfice impossible pour l'exercice terminé au 31 mars, à 406,5 millions de livres (4,1 milliards de francs), contre 352,3 millions (3,6 milliards de francs) pour l'exercice précédent. Les fonds d'Etat demeurent irréguliers, tandis que les mines d'or ont poursuivi leur recul.

FAITS ET RÉSULTATS

● Thorn EMI relève son OPA sur Holophone. — Le groupe britannique Thorn EMI a décidé de relever son OPA sur la firme française Holophone. Il propose maintenant 1 725 F par titre, soit 22,5 F de plus que l'offre précédente. Si Thorn EMI réussit son opération, il lui faudra déboursier 87 millions de livres sterling au lieu de 60 millions.

D'autre part, Thorn EMI a cédé au suédois Ericsson la participation (51 %) qu'il détenait depuis 1973 dans une filiale britannique commune, Thorn Ericsson Telecommunications. Ericsson interviendra désormais en direct sur le marché britannique des télécommunications qu'elle équipait depuis 1985 avec son central Axe, via sa filiale commune avec Thorn.

● Carrefour principal actionnaire de Castorama. — Carrefour et Dubois-Investissements viennent de signer un accord: Carrefour fait apport des 47 % qu'il détenait dans Castorama à Dubois-Investissements, pour devenir le plus important porteur de Dubois-Investissements avec 33 % du capital, les fondateurs (et le personnel) conservant 25 %, le reste (42 %) étant réparti dans le public. Société en commandite, Dubois-Investissements restera autonome et indépendante. Cet accord, dit M. Michel Bon, directeur général de Carrefour, met fin à un différend vieux de dix ans, depuis que Carrefour avait tenté de prendre la majorité de Castorama sans y parvenir.

PARIS, 9 juin ↑

Nouvelle flambée

Euphorie, enthousiasme. Ces mots reviennent sans cesse dans la bouche des intervenants qui, une fois de plus, observent avec satisfaction la progression de l'indicateur instantané. Dès les premiers échanges de la matinée, après une suspension des transactions due à une pause informatique, les valeurs gagnaient en moyenne 1,61 %. La hausse se confirmait durant la séance officielle, qui se terminait sur un gain de 2,08 %. Depuis le début de mois, le marché a enregistré une progression dépassant les 12 %, ce qui est l'une des meilleures performances réalisées depuis plus d'un an. A l'origine de la vigueur du regain de confiance en provenance de Wall Street, où le Dow Jones est revenu à ses niveaux les plus hauts, franchissant à nouveau le barre des 2 100, qu'il avait atteint brièvement le 12 avril dernier, avant de baisser. Le nouveau record historique de la Bourse de Tokyo a également contribué à l'ambiance du moment. « La hausse n'est pas terminée », prédisait même, une gerbe de portefeuilles, après avoir consulté des graphiques d'évolution de l'indice CAC. D'ores et déjà, la Bourse a combié une grande partie des pertes du krach et la baisse ne serait plus que de 7 % par rapport au niveau du 16 octobre. Quelle sera l'évolution dans les jours prochains? Si de nombreux opérateurs restent optimistes, ils ont cependant été légèrement déçus par le maintien du taux d'intervention de la Banque de France à son niveau actuel de 7 %. « Tout dépendra de la manière dont sera traité le déficit commercial américain d'ici là, entendait-on au rez-de-chaussée du Palais Brongniart où le congrès théorique des législateurs se succède au grand complet.

Parmi les plus fortes hausses de la séance figuraient Melon Phoenix, Nord-Est et Eurafiance. Sur le second marché, la bataille boursière pour le prix de contrôle d'Atoll, qui se livrent les deux groupes britanniques Thorn EMI et Emesa a connu un nouvel épisode. Thorn EMI a surenchérié en proposant 1 725 francs par titre. Enfin le marché obligataire demeurait calme ainsi que le MATIF, le contrat de septembre s'appréciant à 0,14 %.

TOKYO, 10 juin ↓

Fâchissement

Vingt-quatre heures après avoir battu son précédent record, le Kabuto-Cho a, vendredi, quelque peu fléchi. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement de repli s'est poursuivi toute la journée en s'accroissant à l'approche de la clôture. Le marché avait perdu 50,42 points. A la clôture, il s'établissait à 27 920,36 (- 151,66 points), accusant ainsi une baisse de 0,53 %.

L'irrégularité de Wall Street a, semble-t-il, incliné les opérateurs à la prudence. Mais l'écourttement provisoire de la séance d'une demi-heure, à compter de ce vendredi 10 juin, les investisseurs devraient éviter la surchauffe, à frais nombreux d'initiatives. Les comparaisons les plus éloquentes ont été Timonillier, les chemins de fer japonais, les produits pharmaceutiques et l'électronique. Hausse de la communication, des assurances, des armateurs et du matériel électrique.

VALEURS	Cours de 9 juin	Cours du 10 juin
Aïda	685	688
Budweiser	1 480	1 430
Canon	1 240	1 230
Castorama	3 180	3 180
Honda Motor	1 720	1 700
Memphis Electric	2 380	2 340
Mitsubishi	1 240	1 240
Sony Corp.	5 200	5 120
Toyota Motor	2 280	2 280

PARIS: Second marché (à l'attention)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
AR.P.S.A.	234	237	LSF	124 80	125
Assisil	470	468 30	ME	138	142
B.C.	253	254	Int. Météo Service	300	300
I.A.C.	460	444	La Commande Electron.	251	250
H. Demachy & Assoc.	380	385	Le golf Free de nuit	279	280
B.I.C.M.	608	584	Loisirs Investissement	245	248
B.A.P.	445	445	Locomax	170	170
Bolton	331	335	Media Invest	235	244
Bolton Technologies	745	740	Metastab. Météo	139 10	144
Batani	1038	1038	Mitologie Invest	400	390
Cibex de Lyon	1421	1478	Mitroinvest	130	135
Colson	960	970	M.M.B.M.	510	511
Coast Fin.	535	543	Mélor	210	214
Coiff	1201	1235	Neuville-Delmas	535	545
C.A.L.-de-Fr. (C.L.I.)	284	284	Oléon-Logis	172 80	178
C.A.T.C.	128	129 80	Om. Gest. Fin.	315	310
C.D.M.E.	804	805	Prévision (C. in. & Fin.)	86 90	87 20
C. Equip. Syst.	255	258	Prévision Assurance	302	400
CELEB	620	625	St-Gabriel-Industrie	845	870
C.E.P.F.	180	180	St-Gabriel-Industrie	1235	1285
C.E.P.-Communication	1280	1341	St-Hubert Médical	171	178
C.G.I. Informatique	731	750	S.C.E.P.M.	252 70	276 10
Cinéma d'Orléans	480	485	Segis	384	370
C.N.I.M.	280	301 80	Space-Meta	437 80	420
Coast Fin.	535	543	S.E.P.	1180	1180
Confiance	680	700	S.M.T. Group	224	280
Crédit	375	370	Schilling	800	820
Dafin	143	140	Sigis	280	280
Daphné	4080	4088	T.F.	218	219 80
Dominant	1120	1130	Ulag	180	185 40
Drele	651	650	Union France de Fr.	412	412
Durand-Rollef	855	1010	Valeurs de France	330	330
Editions Roloff	145 80	148 40			
Elysee Invest	22	23			
Financ	880	882			
Galmot	830	485			
Guy Depagne	900	830			
I.C.C.	231	231			
I.S.A.	230	230			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPÉZ LEMONDE

Marché des options négociables le 9 juin 1988

Nombre de contrats : 26 611

VALEURS	Prix exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	septembre	juin	septembre
Accor	480	2	16	-	48
CCE	240	48	45	-	3,40
EF-Agriplane	280	50	40	1	4,50
Lafarge-Coppin	1 280	189,25	140	4,50	-
Micellin	180	28,50	26,50	1,50	6,80
Milf	1 550	182	225	70	180
Paribas	360	28	-	2	8,50
Pengost	920	177	191,50	1	-
Saint-Gobain	480	70	71	-	11,50
Thames-CSP	152	45	46	0,30	1,80

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 9 juin 1988

Nombre de contrats : 43 972

COURS	ÉCHÉANCES		
	juin 88	Sept. 88	Déc. 88
Dernier	104	102,40	101,55
Précédent	103,95	102,45	101,60

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 88	Déc. 88	Sept. 88	Déc. 88
100	2,82	2,81	0,41	1,17

INDICES

CHANGES		BOURSES	
Dollar : 5,79 F ↓		PARIS (INSEE, base 100 = 31 déc. 1987)	
		9 juin	
		Valeurs françaises : 121,7	
		Valeurs étrangères : 111,4	
		C ^o des agents de change (Base 100 = 31 déc. 1981)	
		Indice général : 348,4 351,1	
		NEW-YORK (indice Dow Jones)	
		8 juin	
		Industrielles : 2 182,95 2 093,25	
		LONDRES (indice Financial Times)	
		9 juin	
		Industrielles : 1 052,2	
		Mines d'or : 232,50 228,50	
		Fonds d'Etat : 85,78 89,80	
		TOKYO	
		9 juin	
		Nikkei Dow Jones : 28 672,02 27 928,36	
		Indice général : 2 308,13 2 199,92	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.	+ ou -	Rep. + ou dép.
SE-U.	5,7920	5,7945	- 38	- 15	- 50	- 25
Scm.	4,7514	4,7574	- 99	- 75	- 192	- 157
Yen (100)	4,6381	4,6227	+ 99	+ 122	+ 217	+ 249
DM	3,3753	3,3779	+ 89	+ 108	+ 198	+ 223
Financ	3,0873	3,0901	+ 74	+ 85	+ 153	+ 169
FR (100)	16,1517	16,1677	+ 97	+ 99	+ 267	+ 428
ES	4,8436	4,8481	+ 132	+ 151	+ 283	+ 310
L (1 000)	4,5365	4,5429	- 139	- 188	- 222	- 222
F. franc.	10,5449	10,5518	- 101	- 56	- 218	- 144

Marchés financiers

BOURSE DU 9 JUIL

Cours relevés à 18 h 27

Compos.	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compos.	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Compos.	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%
3870	C.M.E. 3%	3840	3805	3805	- 0 91	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours <td>%</td> <td>101</td> <td>Buttefont.</td> <td>105</td> <td>105 10</td> <td>105 10</td> <td>+ 0 85</td> </td></td>	Premier cours <td>Dernier cours <td>%</td> <td>101</td> <td>Buttefont.</td> <td>105</td> <td>105 10</td> <td>105 10</td> <td>+ 0 85</td> </td>	Dernier cours <td>%</td> <td>101</td> <td>Buttefont.</td> <td>105</td> <td>105 10</td> <td>105 10</td> <td>+ 0 85</td>	%	101	Buttefont.	105	105 10	105 10	+ 0 85
1040	B.M.P. T.P.	1080	1070	1070	+ 0 94	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours <td>%</td> <td>102</td> <td>Chese Bank.</td> <td>105</td> <td>105 50</td> <td>105 50</td> <td>+ 2 15</td> </td></td>	Premier cours <td>Dernier cours <td>%</td> <td>102</td> <td>Chese Bank.</td> <td>105</td> <td>105 50</td> <td>105 50</td> <td>+ 2 15</td> </td>	Dernier cours <td>%</td> <td>102</td> <td>Chese Bank.</td> <td>105</td> <td>105 50</td> <td>105 50</td> <td>+ 2 15</td>	%	102	Chese Bank.	105	105 50	105 50	+ 2 15
1080	C.C.F. T.P.	1020	1023	1023	+ 0 27	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>103</td> <td>De Beers</td> <td>1415</td> <td>1415</td> <td>+ 0 71</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>103</td> <td>De Beers</td> <td>1415</td> <td>1415</td> <td>+ 0 71</td>	Dernier cours	%	103	De Beers	1415	1415	+ 0 71	
1240	C.C.L. T.P.	1061	1061	1061	+ 0 00	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>104</td> <td>Deutsche Bank</td> <td>810</td> <td>825</td> <td>+ 1 77</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>104</td> <td>Deutsche Bank</td> <td>810</td> <td>825</td> <td>+ 1 77</td>	Dernier cours	%	104	Deutsche Bank	810	825	+ 1 77	
1510	Edison T.P.	1287	1287	1287	+ 0 00	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>105</td> <td>Dynaflex</td> <td>66 40</td> <td>66 40</td> <td>+ 2 11</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>105</td> <td>Dynaflex</td> <td>66 40</td> <td>66 40</td> <td>+ 2 11</td>	Dernier cours	%	105	Dynaflex	66 40	66 40	+ 2 11	
1286	St-Gobain T.P.	1279	1277	1277	- 0 18	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>106</td> <td>Du Pont-Nem.</td> <td>496 50</td> <td>516</td> <td>+ 3 93</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>106</td> <td>Du Pont-Nem.</td> <td>496 50</td> <td>516</td> <td>+ 3 93</td>	Dernier cours	%	106	Du Pont-Nem.	496 50	516	+ 3 93	
1220	Thomson T.P.	1249	1248	1248	- 0 08	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>107</td> <td>East Rand</td> <td>252</td> <td>261</td> <td>+ 3 97</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>107</td> <td>East Rand</td> <td>252</td> <td>261</td> <td>+ 3 97</td>	Dernier cours	%	107	East Rand	252	261	+ 3 97	
410	Agora	450	462	462	+ 2 67	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>108</td> <td>Eastman</td> <td>35 20</td> <td>34 40</td> <td>- 2 14</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>108</td> <td>Eastman</td> <td>35 20</td> <td>34 40</td> <td>- 2 14</td>	Dernier cours	%	108	Eastman	35 20	34 40	- 2 14	
490	Air liquide	562	560	573	+ 1 98	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>109</td> <td>Encaixa</td> <td>240</td> <td>244</td> <td>+ 1 67</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>109</td> <td>Encaixa</td> <td>240</td> <td>244</td> <td>+ 1 67</td>	Dernier cours	%	109	Encaixa	240	244	+ 1 67	
1750	Alcatel	2220	2220	2260	+ 1 80	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>110</td> <td>Encom</td> <td>256 50</td> <td>267</td> <td>+ 4 09</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>110</td> <td>Encom</td> <td>256 50</td> <td>267</td> <td>+ 4 09</td>	Dernier cours	%	110	Encom	256 50	267	+ 4 09	
1150	Alstom	1230	1245	1245	+ 1 22	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>111</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>111</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	111	Enfer	287	290	+ 1 01	
2000	Alstom T.P.	302	306	313 90	+ 4 87	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>112</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>112</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	112	Enfer	287	290	+ 1 01	
2700	Arjom. P. T. P.	2230	2200	2206	- 1 12	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>113</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>113</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	113	Enfer	287	290	+ 1 01	
505	Auer	536	540	538	+ 0 74	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>114</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>114</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	114	Enfer	287	290	+ 1 01	
790	Aur. Energie	912	910	932	+ 2 19	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>115</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>115</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	115	Enfer	287	290	+ 1 01	
780	Aur. Industrie	791	800	788	- 0 88	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>116</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>116</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	116	Enfer	287	290	+ 1 01	
2295	BAIF	306	310	302	- 0 98	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>117</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>117</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	117	Enfer	287	290	+ 1 01	
205	Ban. Par.	826	840	824	- 0 18	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>118</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>118</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	118	Enfer	287	290	+ 1 01	
240	B.M.P. C.I.	287	282	282	- 1 74	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>119</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>119</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	119	Enfer	287	290	+ 1 01	
405	Ch. de France	480	470	472	- 2 11	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>120</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>120</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	120	Enfer	287	290	+ 1 01	
1450	Ch. de France T.P.	386	378	380	+ 2 05	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>121</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>121</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	121	Enfer	287	290	+ 1 01	
278	Ch. de France T.P.	406	405	402	- 0 74	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>122</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>122</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	122	Enfer	287	290	+ 1 01	
615	Ch. de France T.P.	705	700	700	- 0 71	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>123</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>123</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	123	Enfer	287	290	+ 1 01	
776	Ch. de France T.P.	700	715	725	+ 2 14	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>124</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>124</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	124	Enfer	287	290	+ 1 01	
1000	Ch. de France T.P.	1300	1316	1329	+ 2 23	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>125</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>125</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	125	Enfer	287	290	+ 1 01	
2040	Ch. de France T.P.	2226	2216	2248	+ 3 71	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>126</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>126</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	126	Enfer	287	290	+ 1 01	
680	Ch. de France T.P.	780	780	780	+ 0 00	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>127</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>127</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	127	Enfer	287	290	+ 1 01	
4180	Ch. de France T.P.	4648	4786	4700	- 1 87	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>128</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>128</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	128	Enfer	287	290	+ 1 01	
1840	Ch. de France T.P.	2219	2222	2268	+ 2 11	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>129</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>129</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	129	Enfer	287	290	+ 1 01	
2280	Ch. de France T.P.	382	400	400	+ 4 71	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>130</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>130</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	130	Enfer	287	290	+ 1 01	
100	Ch. de France T.P.	2528	2515	2515	- 0 51	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>131</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>131</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	131	Enfer	287	290	+ 1 01	
102	Ch. de France T.P.	115	115	115	+ 0 00	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>132</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>132</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	132	Enfer	287	290	+ 1 01	
976	Ch. de France T.P.	970	968	968	- 0 21	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>133</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>133</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	133	Enfer	287	290	+ 1 01	
600	Ch. de France T.P.	685	685	719	+ 4 96	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>134</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>134</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	134	Enfer	287	290	+ 1 01	
430	Ch. de France T.P.	459	465	467	+ 0 44	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>135</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>135</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	135	Enfer	287	290	+ 1 01	
1450	Ch. de France T.P.	1440	1460	1440	- 1 39	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>136</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>136</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	136	Enfer	287	290	+ 1 01	
235	Ch. de France T.P.	282	282	282	+ 0 00	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>137</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>137</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	137	Enfer	287	290	+ 1 01	
910	Ch. de France T.P.	1098	1098	1078	- 1 82	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>138</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>138</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	138	Enfer	287	290	+ 1 01	
945	Ch. de France T.P.	1130	1130	1130	+ 0 00	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>139</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>139</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	139	Enfer	287	290	+ 1 01	
900	Ch. de France T.P.	987	1000	1024	+ 2 37	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>140</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>140</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	140	Enfer	287	290	+ 1 01	
400	Ch. de France T.P.	480	484	484	+ 0 83	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>141</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>141</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	141	Enfer	287	290	+ 1 01	
156	Ch. de France T.P.	167	167	168 10	+ 0 60	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>142</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>142</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	142	Enfer	287	290	+ 1 01	
278	Ch. de France T.P.	270	275	275	+ 1 85	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>143</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>143</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	143	Enfer	287	290	+ 1 01	
1850	Ch. de France T.P.	2170	2235	2235	+ 3 02	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>144</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>144</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	144	Enfer	287	290	+ 1 01	
625	Ch. de France T.P.	628	632	632	+ 0 64	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>145</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>145</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	145	Enfer	287	290	+ 1 01	
825	Ch. de France T.P.	830	840	840	+ 1 20	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>146</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>146</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	146	Enfer	287	290	+ 1 01	
102	Ch. de France T.P.	118 80	118	120 80	+ 1 77	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>147</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>147</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	147	Enfer	287	290	+ 1 01	
407	Ch. de France T.P.	515	515	515	+ 0 00	Compos.	VALEURS	Cours précéd. <td>Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>148</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td> </td>	Premier cours <td>Dernier cours</td> <td>%</td> <td>148</td> <td>Enfer</td> <td>287</td> <td>290</td> <td>+ 1 01</td>	Dernier cours	%	148	Enfer	287	290	+ 1 01	

Comptant (sélection)

SICAV (sélection)

9/6

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emis. Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emis. Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Emis. Frais incl.	Rachat net
Obligations																	
Em. 8,50 % 77	127 80	0 434	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
8,50 % 78/80	102 70	0 840	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
10,50 % 79/80	108 60	0 282	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
12,25 % 80/82	108 80	0 284	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
13,50 % 81/86	102 50	0 543	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
15,20 % 82/86	112	0 986	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
15,50 % 82	114 46	0 044	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
13,50 % 82	110 80	0 287	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
12,25 % 82	112 80	0 284	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
11,50 % 82	112 80	0 284	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
10,25 % 82	108	0 280	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
ORT 12,75 % 83	1008		Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
ORT 10 % 2000	107 33	0 484	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
ORT 8,50 % 1987	107 33	0 484	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
ORT 8,50 % 1986	104 30	0 324	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
Ch. France 3 %	149 30		Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
Ch. France 3 %	149 30		Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130
Ch. France 3 %	149 30		Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	130	130	Compt. Indus. (S.A.)	13				

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La fin du sommet d'Alger.	7 à 11 La fin de la campagne pour le deuxième tour des élections législatives.	13 Sept organisations réclament une cohérence politique contre la délinquance et la crise urbaine.	20 Brecht à Istanbul, Soutter à Genève.	26 Les perspectives économiques des pays développés.	Abonnements 2	Admissibilité aux grandes écoles : Polytechnique, ENSTIN Douai, ECOLES 3615 Tapez LEMONDE Les corrigés du bac Tapez 3615 LM
4 Le dégel des relations israélo-soviétiques.	12 L'avenir de la Nouvelle-Calédonie.	14 Deux cent mille Tourangeaux privés d'eau courante.	— Un opéra inconnu de Beumerchals et Salleri à Schwetzingen.	28 M. Mitterrand favorable à un « modèle européen » de développement social.	Annunces classées 25	
5 Suspension du procès des communistes turcs.	— « Le journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	19 SPORTS : le championnat d'Europe des nations de football ; la coupe de l'America à la voile.	21 Avant les assises nationales du mécénat.	— l'exploitation du gaz.	Campus 24	
6 Violents heurts à Séoul entre étudiants et policiers.	2 DÉBATS : Jean-Marie Benoist, Alfred Grosser, Yves Jouffé.		— COMMUNICATION.	30-31 Marchés financiers.	Carnet 25	
					Jeux 18	
					Loto 14	
					Météorologie 24	
					Philatélie 23	
					Radio-télévision 24	
					Spectacles 22	

Première sortie dans les armées

M. Chevènement rend hommage à la gendarmerie mobile

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, a rendu, vendredi 10 juin, une visite volontairement discrète à la gendarmerie mobile, dont actuellement vingt-six escadrons, soit un peu moins du quart des effectifs totaux (cent vingt-six escadrons), sont engagés en maintien de l'ordre en Nouvelle-Calédonie. M. Chevènement s'est rendu à l'état-major de la gendarmerie mobile, à Maisons-Alfort (Val-de-Marne), et il a visité un escadron à Romainville (Seine-Saint-Denis), qui est chargé aujourd'hui de la garde du Palais de justice à Paris.

Avec ses dix-sept mille hommes, soit environ 20 % des effectifs de la gendarmerie nationale, la gendarmerie mobile a pour mission essentielle le maintien de l'ordre et la protection des forces nucléaires, et elle prend une part importante des responsabilités de la défense opérationnelle du territoire. En Nouvelle-Calédonie, avec le GIGN et l'escadron parachutiste de Satory (Yvelines), certains des éléments de cette gendarmerie mobile ont notamment participé à l'opération « Victor » sur l'île d'Ouvéa.

Il est révélateur que, pour sa première sortie officielle dans les forces armées, le ministre de la défense ait voulu se rendre dans la gendarmerie, où l'on observe un malaise certain depuis les récents développements de la situation en Nouvelle-Calédonie. Ce malaise est d'autant plus sensible dans la gendarmerie mobile, l'arme du maintien de l'ordre. D'autre part, de nombreux gendarmes mobiles dénoncent les gardes statiques de plus en plus fréquentes, qu'ils jugent démotivantes, fastidieuses ou pas toujours justifiées et où ils désapprennent progressivement ce qui fait leur raison d'être : l'entraînement aux nouvelles formes du maintien de l'ordre face à des crises graves de la sécurité publique.

A Maisons-Alfort et à Romainville, où était stationné un escadron venu de Bellac (Haute-Vienne), M. Chevènement a confirmé l'estime dans laquelle le gouvernement tient la gendarmerie nationale et la « confiance » qu'il a en elle. Insistant sur « les valeurs de courage et de discipline » des gendarmes, le ministre de la défense a déclaré : « La gendarmerie a payé, ces dernières semaines, un lourd tribut dans les missions qui lui ont été confiées. C'est parce que le gendarme est le soldat de la loi que le pays tout entier se reconnaît dans la gendarmerie nationale. C'est pourquoi la gendarmerie mérite le respect. »

Plus dégagée de ces impératifs purement politiques, la Commission européenne a estimé que les propositions du président François Mitterrand, dont le coût, en année pleine, est évalué à 800 millions de francs par M. Bérézgovoy, allaient « dans le bon sens ». Elles offrent aux gouvernements créanciers le choix entre trois options lors des réajustements de dettes garanties dans le cadre du Club de Paris : allonger les délais de remboursement, bonifier les taux d'intérêt ou réduire du tiers les échéances étudiées, ce qui sera le cas de la France, quelle que soit l'attitude des partenaires. Le porte-

Les propositions de M. Mitterrand sur la dette

L'initiative française en faveur des pays les plus pauvres est généralement bien accueillie

L'initiative française, présentée le mercredi 8 juin par l'Élysée, pour alléger le poids de la dette des pays les plus pauvres a reçu un accueil généralement favorable. Mais la plupart des partenaires de la France se sont empressés, peu avant le sommet qui les réunit à Toronto du 19 au 21 juin, de souligner l'importance du rôle qu'ils avaient ou allaient jouer pour faire avancer ce dossier.

Plus dégagée de ces impératifs purement politiques, la Commission européenne a estimé que les propositions du président François Mitterrand, dont le coût, en année pleine, est évalué à 800 millions de francs par M. Bérézgovoy, allaient « dans le bon sens ». Elles offrent aux gouvernements créanciers le choix entre trois options lors des réajustements de dettes garanties dans le cadre du Club de Paris : allonger les délais de remboursement, bonifier les taux d'intérêt ou réduire du tiers les échéances étudiées, ce qui sera le cas de la France, quelle que soit l'attitude des partenaires. Le porte-

parole de la Commission a rappelé, à cette occasion, que la Communauté avait déjà pris position en faveur de la réduction de la dette du tiers-monde.

Le chancelier de l'Échiquier britannique, M. Nigel Lawson, s'est félicité de voir les Français répondre à ses propres propositions, même si le plan élyséen ne lui semble « pas tout à fait clair ». Le chancelier Kohl, à Bonn, a mis en lumière la « responsabilité particulière » envers les nations les plus pauvres.

Quant aux Japonais, s'ils entendent, comme les Américains, étudier de près les propositions françaises, ils ont été les plus réticents à suivre le mouvement « pour des raisons légales » tenant à la nature même de son aide. Ces « difficultés » n'ont pas été spécifiées, mais le premier ministre nippon annoncera, dès le 14 juin prochain, un projet japonais de plan quinquennal de soutien aux pays en développement.

La fin du concile de l'Église orthodoxe russe à Zagorsk

Les pouvoirs des prêtres sur leurs paroisses vont être renforcés

MOSCOU
de notre correspondant

L'Église orthodoxe russe a conclu, jeudi 9 juin, un concile qui pourrait rester dans l'histoire comme celui de l'affirmation d'un début d'indépendance limitée vis-à-vis de l'État soviétique. Au milieu d'une série de résolutions d'approbation totale et sans nuances des politiques étrangères et intérieure du parti, les 272 délégués réunis depuis lundi dans la splendide cathédrale de Zagorsk ont en effet adopté un statut interne de l'Église qui renforce considérablement les pouvoirs des prêtres sur leur paroisse.

Approuvé à l'avance par l'organisme de tutelle étatique de l'Église, le Conseil pour les affaires religieuses, ce qui fait savoir que le texte « ne contredit pas la loi », ce nouveau statut prévoit que les prêtres seront désormais les véritables responsables des paroisses dont ils ne sont aujourd'hui que de simples salariés. Ce changement est fondamental car il signifie que, formellement en tout cas, le pouvoir échappe aux « doyens » des conseils paroissiaux, personalities aujourd'hui toutes-puissantes car théoriquement élus par les conseils, elles sont en fait désignées par les autorités locales dont elles sont les représentants officiels.

Rien ne peut donc se faire sans leur approbation et leur sourcilieuse vigilance empêche toute initiative qui pourrait, même de loin, sembler aller à l'encontre des limites strictement définies posées à l'action de l'Église par la loi en vigueur depuis 1929. Aux termes du nouveau statut, c'est donc les prêtres qui vont prendre la présidence des conseils paroissiaux, ce qui signifie symboliquement que ce n'est

plus de l'État mais du clergé qui relève les paroisses.

Cela n'implique évidemment pas que tout contrôle étatique est supprimé mais la différence n'en est pas moins importante entre un contrôle indirect et un contrôle proclamé et particulièrement humiliant tant pour les fidèles que pour les prêtres. Or cette différence est d'autant plus importante que l'adoption de ce nouveau statut anticipe une nouvelle loi sur le fonctionnement des Églises qui devrait non seulement leur accorder la personnalité juridique mais assouplir aussi — dans une mesure qui reste à définir — les interdits pesant sur leur action (le Monde du 21 mai).

Les paroisses pourraient notamment recevoir le droit d'organiser un enseignement religieux pour les enfants et de se livrer à des activités charitables, en fournissant en particulier des infirmières aux hôpitaux, qui en manquent cruellement. En marge du concile, il a ainsi déjà été annoncé que l'Église allait prochainement ouvrir une maison de retraite pour ses prêtres et salariés laïcs, ce qui n'aurait pas même pu envisager jusqu'à présent.

Autre signe de cet enhardissement encouragé par les ouvertures de M. Gorbatchev, l'Église a annoncé qu'elle allait poser, mardi prochain, l'occasion de son millénaire, la première pierre d'une nouvelle cathédrale de Moscou, qui devrait être érigée dans un diocèse créé à Orjokhov-Borisovo, nouveau quartier de la périphérie de la capitale. La date du début des travaux n'est toutefois pas encore connue car le projet est toujours en discussion, comme le sont les dispositions exactes de la nouvelle loi.

Cette coexistence d'incertitudes et de tangibles éléments d'optimisme a d'ailleurs beaucoup marqué ce concile durant lequel les évêques ne cachaient

pas leur volonté de demeurer prudents afin de pouvoir faire face à un éventuel renversement du rapport de forces à la direction du parti mais ne pouvaient cependant s'empêcher de s'exprimer avec une liberté inhabituelle.

Outre les critiques, parfois vives, dont l'immobilisme de la hiérarchie a été parfois l'objet, le rapport sur l'histoire de ces mille ans de l'Église qui a présenté le métropolite de Kiev, Mgr Filaret, a par exemple fait sensation car il évoquait pour la première fois les persécutions subies dans les années 30 et même 20 — c'est-à-dire du vivant de Lénine et dans une période donc considérée par le pouvoir actuel comme à l'abri de toute critique.

Cette évocation est strictement restée dans la catégorie de l'understatement — « les années de transformation révolutionnaire ne furent pas favorables, sous beaucoup de rapports, à l'Église russe » — mais, directement cités, tous les faits ou un peu près ont été rappelés, comme pour mieux faire ressortir, il est vrai, le bien-fondé de la politique de temporisation constamment menée par la hiérarchie, de 1917 à nos jours.

Entourés de centaines d'invités étrangers représentant pratiquement toutes les Églises chrétiennes du monde, l'Église orthodoxe russe fête ainsi avec un faste dont elle n'aurait jamais rêvé il y a dix-huit mois encore un millénaire qui est celui du réveil de l'esprit.

Massés derrière les barrières qu'a dressées la milice, quelques groupes de fidèles observent de loin ces cérémonies qui sont tout sauf populaires. La bride se relâche, mais, même pour un millénaire, l'Église ne peut encore descendre dans la rue.

B. G.

Sur le vif

Candidats

Ah ! ce suspense, les enfants, l'on peut plus, je crache ! Autour de moi, au bureau, au bar-tabac, dans mon quartier, dans le métro, on ne parle que de ça, de nos candidats. Vous me direz : normal, en pleine période électorale. S'agit pas de ça ! S'agit de la période des examens. Ça oui, on y est en plein. Pensez donc, ils sont des centaines et des centaines de milliers à en passer ou à en faire passer, des bacs ; des DELG, des concours d'entrée et de sortie aux grandes écoles, des recyclages, des maîtrises, des doctorats, des licences et des certificats. Elle ne fait plus que ça, la France, ou elle examine ou elle se fait examiner.

Ce représente tellement de gens et ça prend tellement de temps, qu'on ne sait plus ni où ni quand les convoquer. Prenez les profs, ils veulent passer l'agrég, ils peuvent pas. Parce qu'à ce moment-là ils font passer le bac. Alors, l'agrég, on l'a déplacé. On l'a mis à Pâques. Et le BEPC, on serait assez tenté de le coiffer à Noël. Et de décaler l'année scolaire en janvier. Ça permettrait de gagner trois mois !

Maintenant, prenez les candidats au bac, le bac A, B, C, D, D', E, F, G, H et la suite. Ils sont déjà 441 400. Pas moyen de les faire tous plancher dans les lycées des grandes villes. Il n'y a pas la place. C'est pas pour rien qu'à Toulouse le maire a décidé de transformer les salles en bêtus ! Les écoles privées ? Pas question. Les syndicats disent : nist. Résultat, on les ténaille dans les environs à la recherche d'un établissement relevant de l'éducation nationale. Vous voyez un peu le travail !

Et qu'est-ce que ça sera quand 80 % des potaches arriveront, partants, ils seront 800 000, jusqu'à ce tout bac. Ça sera dément ! Moi, je ne vois qu'une solution : organiser la session de juin, au mois d'août, dans des usines fermées pour l'éché. Ah oui, mais non ! Les profs seront en vacances. Aucune importance. On les remplacera par des diplômés au chômage. C'est pas ce qui manquera. Remarque, là, ils s'en plaindront pas d'être au chômage, parce que passer sa vie à passer ou à faire passer des examens, franchement, c'est pas une vie.

CLAUDE SARRAUTE.

Au cours d'une conférence de presse

M. Giscard d'Estaing formule ses « propositions pour une vraie ouverture »

M. Valéry Giscard d'Estaing a procédé, le vendredi 10 juin en fin de matinée, à l'Assemblée nationale, au cours d'une conférence de presse, à une « tentative nécessaire d'claircissement » à la veille « du tour décisif » des élections législatives et appelé de ses vœux « une cohabitation renouvelée » dont il a fourni les grandes lignes.

« J'ai toujours été pour le rapprochement des Français, et d'abord appelé l'ancien chef de l'État, je le reste aujourd'hui plus que jamais. Je suis plus que jamais pour la France unie. » Tout en réaffirmant « sa lancée dans une politique », M. Giscard d'Estaing a commenté les diverses épreuves de l'achèvement des circonstances depuis la réélection de M. François Mitterrand. La dissolution de l'Assemblée, à une nouvelle fois souligné M. Giscard d'Estaing, a été « décidée trop rapidement ». « J'étais contre cette dissolution. Je le suis toujours. Je redoutais, et précisée à ce sujet le député du Fay-de-Dôme, l'effet automatique de coupure de la France en deux. »

Après avoir exprimé l'espoir de voir « les électeurs confirmer la tendance » enregistrée le 5 juin lors du premier tour des élections législatives, qui avait donné six candidats de l'URC, un pourcentage de suffrages supérieur à celui obtenu par les représentants de la majorité présidentielle, M. Giscard d'Estaing a alors énoncé ce qu'il considère comme des « propositions pour une vraie ouverture », à savoir :

« Décider que les présidences des commissions parlementaires et la composition de leurs bureaux soient attribuées suivant la règle de la représentation proportionnelle, afin que l'opposition participe efficacement au contrôle parlementaire. »

« Sur les sujets à traiter par priorité (emploi, éducation, préparation au marché unique européen), aboutir à des propositions communes. »

M. Giscard d'Estaing a également évoqué la réduction de la durée du mandat présidentiel, la réforme de la loi électorale et a souligné que l'UDF préserve son unité.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 10 juin

Stabilisation

Après plusieurs séances de hausse, la place parisienne à l'image de ses autres grandes rivales (New York et Tokyo) a marqué une pause. L'indicateur instantané, après avoir ouvert sur une note négative de - 0,27 %, revenait à - 0,17 % en séance. Parmi les plus fortes progressions figuraient Nord-Est (+ 5,7 %), Cap Géminis Sogéti (+ 4,2 %), Maisons Phénix (+ 3,3 %) et Primagaz (+ 2,4 %). En baisse, on notait Simco (- 4,6 %), Talcs de Luzenac (- 4 %), Damart (- 3,9 %) et Presses de la Cité (- 3,8 %).

Le numéro du « Monde » daté 10 juin 1988 a été tiré à 527 604 exemplaires

IL Y A ENCORE DES HOMMES

QUI NE SAVENT PAS OÙ ILS PEUVENT ÉCONOMISER DE 25 % À 35 % sur les plus belles marques de prêt-à-porter

T. LAPIDUS - P. BALMAIN - G. LAROCHE - L. FER AUD - COURRÈGES, etc.

C'est pourquoi j'ai tenu à vous le garantir personnellement. Mais je vous invite surtout à venir le vérifier par vous-mêmes. Vous pourrez ainsi vous rendre compte de la différence de nos prix, mais également de l'importance de notre choix.

De plus, nos magasins sont des « espaces libres » et les vendeurs n'interviennent que sur demande. Enfin vous avez, chez nous, une semaine pour vous faire rembourser. Voilà les raisons de notre succès et je vous dis... à bientôt.

STEPHANE MEN'S de luxe

Champs-Élysées : 3, rue de Washington
Rive gauche : 130, bd Saint-Germain
(en fond de cour) 11,7 de midi à 19 h 30

LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX !

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Iran : l'imam Khomeiny serait atteint d'un cancer du foie.

CBS a affirmé, le jeudi 9 juin, que le chef spirituel de la révolution islamique iranienne, l'imam Khomeiny, avait un cancer du foie et n'aurait plus que deux ou trois mois à vivre. Citant des informations des services de renseignements américains, la CBS a indiqué que le cancer dont est atteint l'imam s'était étendu de la prostate au foie. La chaîne a cependant reconnu que de précédentes informations publiées sur la santé de Khomeiny s'étaient révélées prématurées. — (Reuter.)

Avisé ! Préciser VOLVIC.

« Cartes des cafés, choix des pains... aujourd'hui tout va plus loin. Il est vrai qu'une seule fausse note, et tout tombe à l'eau... »

VOLVIC AU COMTE DE GASCOGNE

52, Boulogne

Elle accompagne les meilleurs plats de Paris

MARSEILLE, le pourrissement

L'histoire secrète d'une guerre politique, racontée par E. Charles-Roux, I. Levat, B. Tapie, P. Giannoli, etc...

C'est dans **GLOBE** de juin.

EXCELSIOR EN VRAI BOIS

Le escamoteur à relevage horizontal 1 ou 2 places, sommier à lattes de bois, avec ou sans niche. Soit de place. Style ou Moderne.

CAPÉLOU

17, AV. DE LA RÉPUBLIQUE - 75011 PARIS - TÉL. 33 1 47 33 11 11 - MÉTRO CARMENTAUX

CHALLENGES

LE MAGAZINE DE LA REUSSITE